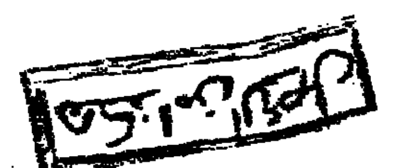


QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11900 – MARDI 3 MAI 1983

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DIX ANS

Cent mille personnes ont manifesté à Montevideo

LIRE PAGE 6 L'ARTICLE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL JACQUES DESPRÉS



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,30 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le succès de Solidarité en Pologne

Un état de guerre « autolimité » ?

Pour spectaculaire qu'elle ait été, l'instauration de l'état de guerre en Pologne n'aura représenté – on l'a vérifié dimanche 1er mai avec le succès des manifestations de Solidarité – qu'un moment d'une longue crise complexe, et non son point final.

Moment capital bien sûr, puisque le général Jaruzelski a su, il y a dix-sept mois, totalement renverser le rapport de forces pré existant. Jusqu'au 13 décembre 1981, Solidarité était une puissance, la première du pays. Ni le primat ni, « a fortiori », le parti ne pouvaient s'y opposer de front. Depuis le coup d'Etat, le syndicat, mis hors la loi et privé de toutes ses infrastructures matérielles, n'est plus qu'une organisation clandestine aux contours flous et fluctuants. Sous l'autorité du président du comité militaire de salut national, le régime a retrouvé, au prix d'une mise au pas du parti et de ses différents courants, une force prépondérante qui s'érodait lentement depuis 1976.

Mais ce retournement de situation ne s'arrête pas là. Tout comme Solidarité, au faîte de sa puissance, ne pouvait envisager de renverser un régime bénéficiant de la vigilante protection de l'Union soviétique, le général Jaruzelski ne peut, comme l'a dit dimanche le primat, « réduire des idéaux à néant par des décisions administratives ».

Le pouvoir a été conforté sans doute pour l'instant, mais il n'est pas mieux accepté. L'état de guerre n'a en rien contribué à stopper l'exigence démocratique, qui remonte à 1956, et a inspiré les révoltes de 1968, 1970, 1976 et 1980. Les ouvriers, qui avaient peu de tendresse pour des dirigeants incapables, sont devenus hostiles à ce régime, comme le sont les paysans, l'Eglise – quelle que soit sa prudence, – la jeunesse et l'énorme majorité des intellectuels. Guère rassuré, l'appareil lui-même a des états d'âme. Et le régime ne peut s'appuyer éternellement, dans une période économique aussi difficile que celle que vit la Pologne, sur les seules forces de l'armée et de la police. Il lui faut se trouver une base sociale. Ce qui impose une relative retenue dans la répression et la recherche d'un accord rapide avec l'Eglise.

On avait qualifié la période de Solidarité de « révolution autolimitée » du fait des limites que la raison commandait au syndicat de s'imposer. Le paradoxe du renversement de situation d'après le 13 décembre est non seulement que Solidarité, forte de la popularité de ses idéaux, n'a pas disparu, mais qu'aussi l'état de guerre, pour espérer réussir, doit maintenant « s'autolimiter », autrement dit ne pas pleinement utiliser une puissance absolue certes, mais dangereuse à manier.

Il est rassurant, pour la paix au cœur de l'Europe, que les autorités polonaises semblent parfois – jusqu'à quel point et pour combien de temps ? – le comprendre. Il est dramatique qu'elles excluent plus que jamais la conclusion qui s'impose : la nécessité d'un compromis avec Solidarité, facilité si besoin est par une Eglise qui serait, on pourrait bientôt le voir, disposée à s'y employer.

Les autorités s'efforcent de minimiser l'ampleur des manifestations du 1er mai

Les dirigeants clandestins de Solidarité et M. Walesa peuvent se féliciter du succès des manifestations organisées le 1er mai dans une vingtaine de villes polonaises. Ces manifestations ont été marquées, ici ou là, comme à Nowa-Huta, par des affrontements brutaux. *Le pouvoir, lui, s'efforce de minimiser l'ampleur de ces manifestations* qui, affirme-t-il, n'ont réuni que quarante mille personnes, alors qu'il y avait, selon lui, six millions et demi de participants aux cérémonies officielles.

La tactique de la junte peut avoir pour effet d'éviter un regain de tension. En tout cas, il ne semble pas, jusqu'à présent, que les événements du 1er mai soient de nature à remettre en cause la visite du pape en juin. On apprend cependant que Jean-Paul II a prévenu les autorités polonaises, il y a quelque temps, qu'il devrait aborder la question des prisonniers politiques dans ses homélies si ceux-ci n'étaient pas libérés avant son arrivée.

Un jour heureux

De notre correspondant

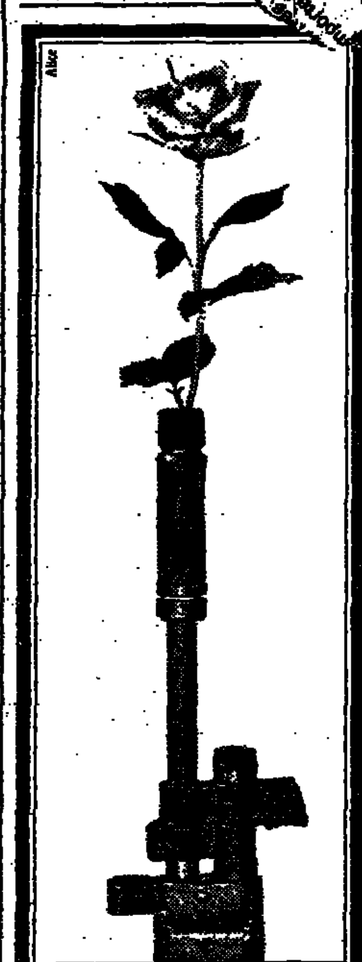
Varsovie. – Jour de bonheur pour les militants de Solidarité, le 1er mai aura aussi été un jour heureux pour la Pologne. Rien ne dit, au contraire, que d'autres suivront, mais on a tout de même vu pour vingt-quatre heures au moins le jeu politique l'emporter nettement sur les combats de rue, le réalisme retenir l'Etat d'user de toute sa force et la sagesse empêcher les manifestants de se laisser aller à la colère ou à la haine.

Chacun a marqué les points qu'il pouvait et pouvait marquer. Cela n'a pas fait avancer d'un pouce l'indispensable compromis que Solidarité demande vainement, mais cela au moins n'en a pas éloigné davantage la perspective. C'est déjà beaucoup.

De ce dimanche, on pourrait, bien sûr, ne retenir qu'une seule chose, prodigieuse : le plein succès remporté le mot d'ordre [illegible] le soutien de M. Walesa, par les dirigeants clandestins du syndicat. Répondant à leur appel, ce sont, en effet, dix mille à quinze mille personnes qui sont descendues dans les rues de Varsovie, vingt mille à trente mille dans celles de Gdansk et de Nowa-Huta, et beaucoup – on ignore encore combien – en ont fait autant, en nombre suffisant pour que le pouvoir l'annonce lui-même, dans dix-sept autres villes, dont Wroclaw, Poznan, Gdynia, Lodz, Szczecin, Bydgoszcz et Cracovie. Pour les autorités, cela ferait en tout quarante mille « contre-manifestants ». Ce total, au regard des chiffres connus et du nombre de villes touchées, paraît [illegible] sous-évalué ; mais qu'i[illegible] de l'ima[illegible] ils ne so[illegible] intimidé[illegible] dures [illegible] ments [illegible] ni m[illegible] mo[illegible]

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)



Le gouvernement face à la contestation

M. Savary seul contre tous

Au moment où les internes et chefs de clinique décident, ce lundi 2 mai, de la suite à donner à leur mouvement de grève, après les nouvelles propositions gouvernementales (*le Monde* du 2 mai), la position du ministre de l'éducation nationale, qui doit aussi affronter la contestation du projet de loi sur l'enseignement supérieur, apparaît délicate.

La situation du ministre de l'éducation nationale est aujourd'hui périlleuse. Pris sous plusieurs feux, va-t-il parvenir, et comment, à ne pas quitter la ligne droite sur laquelle il s'était avancé imperturbablement jusqu'à ces derniers temps ?

Pour tenter de dénouer le conflit avec les internes et les chefs de clinique, le premier ministre est allé, en acceptant le principe d'un corps unique, contre l'avis et la conviction de M. Alain Savary et de ses conseillers. A lui seul, ce fait vaudrait déjà d'être noté, même s'il est naturel que le premier ministre exerce en diverses circonstances un rôle d'arbitre.

Dans le cas précis, il y a plus : dans un réseau complexe d'implications réciproques et de niveaux différents de décision, le ministre de l'éducation nationale s'est trouvé, s'agissant des conflits du monde médical, seul contre tous. Et il a perdu. On ne peut donc isoler ce fait du lourd contexte. Parce que les étudiants en médecine, eux aussi toujours en grève, seront désormais tentés de chercher ailleurs que chez M. Savary les réponses aux questions qu'ils posent et la satisfaction de leurs revendications.

Surtout, la « contamination » de la contestation médicale à celle qui atteint le projet de loi sur l'enseignement supérieur s'en trouvera consolidée.

Le projet à discuter (quand ?) au Parlement se présente comme un cadre général unificateur. La médecine veut au contraire y affirmer sa spécificité, aujourd'hui reconnue. Et pourquoi pas son autonomie ? Des disciplines comme le droit, en ce moment en ébullition, pourraient aussi – de bonne ou de mauvaise foi – formuler la même demande. D'autres particularismes, notamment celui des étudiants en architecture, sont toujours latents. Qu'adviendra-t-il du souci d'unité initial ?

Le projet général insiste aussi sur l'existence de deux corps d'enseignants dans tout le supérieur. Les organisations syndicales de gauche concernées n'en veulent qu'un. Ne vont-elles pas s'arc-bouter à cette demande maintenant que les internes et chefs de clinique ont obtenu satisfaction ?

De problèmes précis en équivoques propres à mobiliser un marais estudiantin plus mal à l'aise et incertain de l'avenir que jamais et facile à manipuler – la droite et son extrême s'y emploient, – les éléments d'inquiétude ne manquent pas pour un ministre placé à l'avant-garde des difficultés du moment. Le premier ministre ne paraît pas autrement s'en soucier, le chef de l'État voyage. S'il est un ministre à qui ce mai doit en rappeler – fût-ce à tort – un autre, c'est bien M. Savary.

MICHEL KAJMAN.

Lire page 10 un entretien avec le ministre de l'éducation nationale :

« LA SÉLECTION NE SERA NI GÉNÉRALE NI OBLIGATOIRE. »

Colin-maillard

LE jeu de colin-maillard impose à l'un des participants un nouveau mode de reconnaissance pour appréhender un monde familier mais qui, soudain, se dérobe. Les yeux bandés, le joueur cherche à identifier ceux qui se jouent de lui. N'est-ce pas, aujourd'hui, le sort du gouvernement par rapport à *ceux qui l'interpellent* ?

Les gouvernants ne sont pas devenus aveugles mais ils en sont réduits à affronter à l'aveuglette une contestation, diverse par ses composantes, hétérogène – sinon contradictoire – dans ses motivations, floue *dans son expression globale.*

Les références aux symboles du passé n'expliquent pas toujours le présent et révèlent parfois la méconnaissance de l'un et l'incompréhension de l'autre. Plutôt que de déceler dans ce que nous observons les signes de *grandes émotions* historiques, qui se reproduiraient à l'endroit ou à l'envers, on peut, plus modestement, y chercher à tâtons la part du connu, celle du moins connu et celle du vraiment nouveau.

Dans la tradition du comportement politique national, la manifestation sur la place publique, accompagnée de plus ou moins de violence, est ancienne et fréquente. Les agriculteurs l'illustrent régulièrement au rythme de leurs productions saisonnières et des échéances européennes. Ils renforcent ainsi et depuis longtemps une pression politique, efficace parce qu'elle s'appuie sur une surreprésentation parlementaire, mais menacée par la diminution de la population rurale. L'arrivée au pouvoir d'une majorité plus représentative de l'électorat urbain introduit, à cet égard, une donnée neuve à laquelle le monde paysan ne saurait être indifférent.

En privilégiant le pouvoir et *la coalition* qui le soutient, les institutions de la Ve République ont souvent fait sortir le débat politique du cadre parlementaire. L'existence d'une forte majorité gouvernementale, surtout si le parti dominant se suffit à lui-même comme c'est le cas actuellement, bloque la discussion *législative et interdit* aux opposants et contestataires l'espoir d'infléchir la décision. Si la confrontation politique avec le pouvoir ne s'organise pas, alors, au sein d'une majorité attentive aux mouvements de l'opinion ou accessible aux groupes de pression, elle *déborde dans la rue.*

A. L.

(Lire la suite page 8.)

L'accueil du Népal à M. Mitterrand

M. Mitterrand est arrivé ce lundi 2 mai, en fin de matinée, à Katmandou. Il a été accueilli par le roi Birendra Bir Bikram Shah, qu'il avait rencontré précédemment à Paris en septembre 1981. Il a ensuite gagné le palais royal en carrosse, escorté par un détachement de lanciers, parcourant des rues pavoisées et barrées de banderoles rouges célébrant l'amitié franco-népalaise.

M. Mitterrand devait ensuite être reçu par le premier ministre, M. Surya Bahadur Thapa, qui offrait un déjeuner en son honneur. Dans l'après-midi, le président devait déposer une gerbe aux martyrs de l'insurrection de 1950-1951, assister à une réception à l'hôtel de ville et s'entretenir avec le roi, qui offrait le soir un banquet en son honneur. *M. Mitterrand s'envolera mardi matin pour la Chine.*

Une « première » très attendue

De notre envoyé spécial
PATRICK FRANCÈS

Katmandou. – Touchante, vraiment touchante, la volonté des responsables népalais de souligner l'importance que revêt, à leurs yeux, *la visite de M. Mitterrand.* Une visite « historique », il est vrai, puisqu'elle intervient plus de seize ans après celle que le roi Mahendra, le père de l'actuel souverain, avait effectuée à Paris en octobre 1966 (1), et que les autorités népalaises souhaitaient, depuis longtemps déjà, voir un jour payée de retour. Touchante, cette pudeur qui voit aujourd'hui ce royaume si jaloux de sa dignité et de son prestige international n'exprimer qu'à mi-voix la déception causée par la brièveté d'une visite pouvant apparaître à certains comme une simple escale sur la route de Pékin ; qui les voit, au contraire, exprimer leur fierté de recevoir le représentant d'une grande puissance, membre permanent du Conseil de sécurité, une puissance qui, tournée vers l'Occident et l'Afrique francophone, a pu longtemps paraître négliger quelque peu le continent asiatique.

« Nous nous sentons, par conséquent, vraiment très honorés », avoue un des conseillers du roi, tout en nous rappelant que Jang Bahadur Rana, alors premier ministre, visita officiellement la France de Napoléon III (qui lui réserva, paraît-il, un accueil mémorable) et que *l'Histoire du Népal,* publiée en 1898 par le célèbre orientaliste Sylvain Lévi, reste toujours considérée, ici même, comme l'ouvrage de base sur l'histoire du pays (2). Deux rappels destinés sans doute à fortifier, en leur donnant des racines, des relations que notre interlocuteur qualifie lui-même de « sporadiques » et à illustrer cet indéniable attachement des Népalais à l'égard de la France, de sa culture et de sa langue. Un attachement dont la directrice du Centre culturel français souligne d'ailleurs devant nous la permanence et la vivacité, d'autant plus qu'il illustre aujourd'hui la volonté de se distinguer de l'Inde et de son moule britannique.

De tout cela naît, au fil des rencontres et des entretiens, un climat de chaude sympathie. Comme si, après avoir failli sombrer dans le désenchantement, on s'apprêtait, côté népalais, à fêter des retrouvailles, à célébrer une aube nouvelle.

(Lire la suite page 4.)

(1) Les relations diplomatiques ont été établies en avril 1949, mais ce n'est qu'en mai 1967, après cette visite, que des ambassades résidentielles ont été ouvertes dans l'une et l'autre capitale.

(2) Cet ouvrage peut malheureusement être rangé aujourd'hui dans la catégorie des espèces en voie d'extinction et il serait urgent d'en assurer la réédition.

AU JOUR LE JOUR

Slogan

Parmi les cortèges du 1er mai, en France, on gardera en mémoire celui des petits patrons du S.N.P.M.I., emmenés par M. Deuil dans les rues de Paris.

Des gens sûrement honnêtes réunis pour la « défense des libertés », *notamment celle du petit commerce. Assez conservateurs, bons époux et bons pères, ils ne feraient pas de mal à une mouche.*

Et puis, soudain, en haut du boulevard Saint-Michel, d'un groupe de jeunes aux cheveux ras – patrons de quoi ? – ce slogan : « Tuons ! Tuons ! Tuons les communistes ! ». *Slogan lâché trois fois par cent poitrines et aussitôt abandonné, comme si cet affleurement du refoulé scandalisait même ceux qui l'avaient proféré. Mais c'était dit.*

BRUNO FRAPPAT.

La mort de George Balanchine

George Balanchine est mort samedi 30 avril, à l'âge de soixante-dix neuf ans.

Hospitalisé à New-York depuis novembre 1982 pour de graves troubles circulatoires, George Balanchine avait fait l'effort héroïque *d'assister le 23 février dernier à un déjeuner à la Maison Blanche* où le Président Ronald Reagan lui avait remis la *« Medal of Freedom »*, la plus haute distinction civile, en reconnaissance de sa contribution émérite à l'art de la danse.

Un génie du ballet

La vie de George Balanchine qui se sera déroulée pendant un demi-siècle aux Etats-Unis a commencé comme une page de Tchekhov.

Georgi Melitonovitch Balanchivadze *est né à Saint-Pétersbourg le* 22 janvier 1904. Ses ancêtres étaient géorgiens, d'où ce charme nostalgique, ce mysticisme byzantin et aussi le goût de la bonne chère, l'esprit piquant *qui* l'animèrent toute son existence. Son père était compositeur de musique ; sa mère, une petite bourgeoise d'origine modeste, l'accompagnait au piano. Georgi était le cadet ; il avait une sœur aînée, Tamara, et un frère, Andrei, qui deviendra plus tard compositeur de musique soviétique. A dix ans, ayant été évincé à l'entrée de l'Académie navale, le petit Balanchivadze fut inscrit avec sa sœur à l'École impériale de théâtre et de ballet. Entre-temps, *le père avait gagné le gros lot, investi* sa fortune dans un restaurant pétersbourgeois, et, à la suite d'une faillite, cruellement écroué deux ans en prison. Le petit garçon, dont le corps svelte recélait une grande énergie, ne tarda pas sous la direction de Pavel Gerdt à devenir l'un des solistes en herbe du fameux théâtre Marie des tsars.

OLIVIER MERLIN

(Lire la suite page 12.)

Le Monde

idées

Droits de l'homme

A travers les revues, Yves Florenne cherche à retrouver l'« homme du droit », qui se lève face aux despotismes. Quant au droit des peuples, la Pologne prouve qu'il faut parfois une singulière force de résistance pour qu'il ne sombre pas. A partir du cas du docteur Augoyard, Raoul Bertrand, s'interroge sur la place de l'aveu dans les pays totalitaires et dans les démocraties et Guy Malandain critique la position de M. Reagan sur l'Amérique centrale. Quant à Denis Langlois, il s'inquiète de la transformation du statut de l'objecteur de conscience.

Vues et revues

Face au despotisme

par YVES FLORENNE

LE droit — le droit pur et intangible — habite un lieu idéal quelque part entre la droite et la gauche, mais c'est un lieu qui se *déplace, dans le même sens*, de droite à gauche : il accompagne le mouvement général de l'histoire. Toujours plus ou moins égratigné avec tous les signes extérieurs du respect, le droit est tordu, torturé pour lui faire dire ce qu'on veut, et périt étranglé, à mesure que la droite ou la gauche se pervertissent.

Il y a bientôt cinquante ans, alors que vivaient et prospéraient les pères ennemis ou amis du totalitarisme moderne, Jean Lacroix écrivait, dans *Esprit*, ceci qui sert aujourd'hui d'exergue aux « Réflexions sur le *droit* », thème du dernier *cahier* : *« Le démocrate, c'est l'homme du droit* (1). » Aussi le démocrate a-t-il à souffrir, et jusque dans les démocraties, qui sont, bien entendu, aussi imparfaites que malheureusement peu nombreuses dans le monde. Le droit cesse où la démocratie disparaît. A droite, c'est clair. A gauche, c'est quand le socialisme commence à se mettre entre guillemets, autrement dit entre parenthèses, et à requérir des adjectifs.

Mais d'abord, qu'est-ce que le droit ? Et, sa nature une fois établie, *quelles sont les formes de gouvernement* où non seulement il peut exister mais encore qui existent par lui ? Autant aller tout de suite chercher des réponses chez Montesquieu. C'est ce que fait Tzvetan Todorov. La foule ne l'y gênera pas : personne ne lit Montesquieu (j'exagère à peine), en dehors des *Lettres persanes*, où le lecteur batifole plus allégrement que dans *l'Esprit des lois*. N'en fut-il pas ainsi des contemporains ? Leur engouement pour l'ouvrage ne répond pas avec évidence d'une *attention* et d'une *compréhension* toujours profondes : défions-nous du succès des livres sérieux.

Aussi tirerons-nous le plus grand profit de la lecture de Todorov : il nous rouvre ce livre-là et nous avons la chance, homme d'aujourd'hui, d'y entrer d'autant mieux qu'il est mieux fait pour nous. En quinze pages, le voilà non pas « mis à plat », nouveau cliché d'époque, assez significatif (c'est dans les plis que se trouve souvent ce qu'on cherche), mais restitué dans tout son relief, exploré et décrit avec une clarté admirable. Il *faut y aller voir. Ici, bornons-nous à* retenir, trop sommairement, que le droit légal se fonde sur le droit naturel, qui le justifie. Et qu'il est lié aux formes de gouvernement.

Camoufler l'arbitraire

Montesquieu en distingue trois : pouvoir d'un seul ; de plusieurs ; de tous. Celui-ci est la démocratie, où « l'égalité réelle » est « l'âme de l'Etat ». Mais c'est l'alternative inhérente à la première forme qui est capitale : *monarchie ou despotisme*. Dans la monarchie, le droit existe ; comme d'ailleurs dans le gouvernement aristocratique. Montesquieu sait que la monarchie peut être républicaine. De plus, il a sous les yeux le plus éclatant, le plus ancien modèle, et le dernier, de la république patricienne, libre pour un instant encore : faste et fête perpétuels, musique et volupté pour tous — ou presque. Montesquieu a vécu assez pour voir Venise mourir de plaisir, et pour se dire à part soi : *« Comment peut-on n'être pas Vénitien ? »*

Il y a dans ces régimes les divers degrés de ce qu'il appelle *« modération »* : le seul lieu non idéal où le droit, les droits, puissent vivre et, plus ou moins, s'épanouir ; face au seul régime détestable : le despotisme. Celui-là ne connaît d'autre loi *que lui-même ; ses fins sont de* détruire *« l'amour des hommes pour la liberté »*. Fût-elle écrite et promulguée, et d'autant plus qu'elle l'est, une telle loi n'est pas faite pour être respectée, mais pour être dénoncée et renversée.

Aussi nos despotismes d'aujourd'hui, plus avisés, plus soucieux de l'opinion extérieure, se gardent-ils de l'insolente franchise des despotismes *anciens. Leur loi constituante même* est une façade irréprochablement morale, la liberté et les droits s'inscrivent à son fronton ; derrière elle, l'arbitraire absolu d'un pouvoir immobile règne pleinement selon ses propres « lois », démentant à tout instant les libertés, les sûretés, l'égalité, la démocratie nommées, déclarées, par les textes. Mais se réclamer de ces textes est un crime. *L'Esprit des lois* avait la chance d'ignorer encore cette forme inédite du machiavélisme despotique.

Montesquieu n'est certes pas le seul à être reconnu à cause de sa réputation même. En matière politique, il en va pareillement de l'œuvre, de la pensée, voire de l'action des romantiques français (Chateaubriand à peine excepté). C'est le cas de Benjamin Constant, qui est l'objet d'une *autre de ces « réflexions sur le droit »*, excellente incitation à relire *De la liberté chez les modernes* (2). Car ces modernes, c'est nous. Constant constate, aux lumières de Rousseau et de l'expérience révolutionnaire, qu'un gouvernement, légitime du fait de la volonté populaire, ne peut que reconnaître la souveraineté populaire, mais que, pour autant, la liberté individuelle, les droits de l'homme, ne sont nullement assurés. Et il discerne déjà une *« loi »* qu'on peut formuler ainsi : *« Plus les sociétés modernes développent et protègent la liberté et les droits de l'individu, plus elles réduisent la liberté politique qui consiste pour le citoyen à participer réellement, directement, continuellement, au pouvoir.* » Nous sommes en train d'assister au triomphe discret de *cette loi adroite de la compensation.*

C'est elle, justement, que dénonce Hannah Arendt, dont la pensée politique commence à être reconnue comme une des plus fortes et originales d'aujourd'hui. L'Etat libéral se débarrasse libéralement du citoyen en lui offrant tous les moyens de s'ébattre dans sa vie privée et de cultiver sa vie intérieure. Macho, ni plus ni moins que tous les Etats, il traite le peuple prétendu souverain comme une femme : *« Sois libre, et tais-toi. »* Ou : *« Sois libre, et laisse-moi faire. »* Il n'a garde, bien sûr, de le dire, il le fait.

Toute la pensée d'Arendt s'élève contre ce retrait, cette retraite dans l'extérieur et l'intérieur individuels. C'est dans l'espace politique que *s'exerce la liberté fondamentale*. La *« raison d'être »* du politique *« est la liberté »* ; cette liberté dont *« le domaine d'expérience est l'action* (3) ». L'action ne consiste pas à adhérer ou même à militer pour certains, mais, pour tous, à *être* le pouvoir. C'est-à-dire moteur de la décision, source de la loi. Tout autre pouvoir, même accepté, appelé, délégué, élu, est une *« violence »*. Mais comment s'exercera ce pouvoir ? Là commencent la critique et le débat. Reste que, aussi nécessairement politique que personnelle et *intérieure, seule la liberté totale* exclut l'entreprise totalitaire.

Le droit des peuples

A tant parler des droits de *l'homme*, a-t-on refoulé le droit des peuples ? Pourtant, celui de disposer d'eux-mêmes leur est universellement reconnu, proclamé, et le plus hautement par les oppresseurs de peuples. Où l'on retrouve le faux-semblant de la façade décorative aux fausses fenêtres, les seules de l'édifice à être sans barreaux. Il a été fait droit à ce droit de manière éclatante (c'est le mot) en Europe, à la suite de la première guerre mondiale. Les peuples incorporés à des Etats par le jeu politique ou dynastique, voire brutalement conquis, aliénés, *dépecés, ont été rétablis*, non sans risques, dans leur droit d'être. La seconde guerre a laissé à peu près subsister les nations ainsi libérées, mais à l'intérieur de frontières barbelées où les peuples ne disposent nullement d'eux-mêmes. Quant aux *droits de l'homme, ils n'y ont aucune* existence. La « compensation » libérale est ici radicalement détruite dans ses deux termes : pour l'homme et pour le peuple.

L'exemple le plus exemplaire, en ce qu'il confirme en le refusant cette *double destruction, est bien celui de* la Pologne. Cas unique. Ailleurs, à la résistance brisée, qui ne persiste qu'en miettes, a succédé l'anesthésie. Elle n'a jamais existé dans le modèle soviétique, faute de support. La *« société civile »*, nota François Chirpaz dans les *Etudes* (4), pellicule fragile à la surface d'un peuple esclave, a disparu dans la Russie de 1917. La masse populaire, donc paysanne, sortait à peine du servage : avec une avance de quatre années sur l'abolition de l'esclavage aux Etats-Unis. C'était hier. Parallélisme encore des deux grands « modèles », dont l'avènement à la puissance universelle peut être daté de cette même année 1917.

La Pologne, elle, a une tradition singulièrement démocratique. On *évoque* toujours la résistance continue aux temps des partages, mais plus rarement le fait, unique en Europe, qu'elle avait connu depuis cinq cents ans la monarchie élective constitutionnelle, contrôlée par un *parlement. Cas type de cet état politique de « modération »* qui est, selon Montesquieu, le seul antidote à tout despotisme. Ainsi, l'histoire explique l'histoire. Et le refus du régime politique par un peuple entier, travailleurs en tête, cela s'est toujours appelé révolution. François Chirpaz est-il téméraire qui croit assister, malgré tout, à *« une histoire aussi considérable que celle qui a commencé avec la révolution d'Octobre en Russie »* ? La différence est que la force n'est pas du même côté. Pourtant, quand une terre vue est celle non d'un politique mais d'un philosophe, et qui enseigne à l'Université dédiée à Jean Moulin, verra-t-on là, fortuite, une certaine rencontre de signes ? En tout cas, un peuple unanime qui, au-delà, au-dessus, de la violence, rejette un régime qui lui est étranger et entend se gouverner librement, cela existe.

P.S. — A propos du feuilleton précédent, une lectrice me fait observer que *gynécologue* n'est pas le « parfait symétrique » d'*anthropologue*, lequel « embrasse aussi la femme ». Bien sûr, *et le titre de la revue l'Homme ne* l'atteste que trop. Seulement, *andrologue* est ignoré du français, et cela seul est révélateur. Nous n'avons pas deux *hommes* : un pour le mâle, l'autre pour l'espèce. Mon petit coup de pouce n'était là que pour déplorer — linguistiquement, s'entend — que, fût-ce pour l'*amour du grec, l'homme* embrasse ainsi la *femme*.

(1) Mars, 42 F. 19, rue Jacob, Paris (6e).
(2) Philippe Raynaud. *Ibid.*
(3) Voir, *Ibid*, L. Ferry et L. Renaud. Et surtout, A. Enegrén, dans les *Etudes*, avril, 14, rue d'Assas, Paris (6e). 14 F.
(4) *Ibid.*

La soldatesque

par DENIS LANGLOIS (*)

DÉCIDÉMENT, un véritable statut de l'objection de conscience, ils ne l'accorderont jamais. Ils l'ont promis tant et *tant de fois. Mais au dernier moment* la soldatesque a toujours été la plus forte. Hier, la bleue ou la kaki. Aujourd'hui, la rose. Elle avait pourtant paru laisser faire, se résigner au pire. Mais au dernier moment elle a relevé la tête.

« Un statut de l'objection de conscience, d'accord. Mais le moins possible d'objecteurs. » C'était déjà le mot du général de Gaulle après la grève de la faim du vieux militant Louis Lecoin. C'est encore le mot des nouveaux princes qui nous gouvernent.

O certes ils vont le rajeunir ce statut ! Un petit aménagement par-ci, un coup de peinture par-là. De quoi satisfaire les bonnes consciences. Mais sur les deux points principaux, ils n'ont pas cédé. Leur projet de loi ressemble comme un *frère* aux diktats des Debré, Bigeard et compagnie.

Si l'on veut être objecteur de conscience, il faudra continuer de payer : le double du temps du service militaire. Et auparavant il faudra *montrer patte blanche, prouver* que l'on est un vrai objecteur, se justifier en quelque sorte. Et devant qui ? Toujours devant les militaires. Comme si un colonel ou un ministre de la défense pouvait comprendre quoi que ce soit à l'objection de *conscience. Certes*, on pourra, en cas de rejet, saisir le tribunal administratif. Mais que de complications pour une chose aussi simple que le refus de porter un uniforme et de participer à une institution que l'on réprouve.

La seule consolation, c'est de se dire : s'ils mettent tant de barrages, c'est qu'ils ont peur. Peur de l'objection, peur des objecteurs. Même en période de chômage jugeraient-ils leur service militaire pas assez attirant ? Craindraient-ils de voir des milliers de conscrits choisir de garder leurs habits civils et préférer un travail utile aux joies de la marche cadencée ou du parcours du combattant ?

Mais oui, les militaires ont toujours eu peur des réfractaires, de ceux qui disaient non aux ordres et mettaient en péril leur édifice bien ordonné, bien hiérarchisé. Ils ont toujours eu peur, parce que l'objection est un problème qui *leur* est étranger, qui les dépasse totalement.

Alors, comme tous ceux qui ont peur, ils répriment. Depuis la nuit des temps, il y a toujours eu des insoumis et des réfractaires en prison. Dans les périodes de guerre, on en a même fusillé beaucoup.

Ce qui doit être décourageant pour les militaires, c'est justement qu'il y a toujours des réfractaires. Dans chaque classe d'âge, dans chaque contingent, on trouve toujours des vides. Les tire-au-flanc, les planqués ont quelque chose de rassurant. Juste un pied de nez malicieux. Mais un objecteur, ça dit non tout simplement. Ça répond : *« Non, messieurs, votre offre ne m'intéresse pas. J'ai beaucoup mieux à faire. »*

Alors, des objecteurs il y en aura encore en prison. Monsieur le ministre de la défense, n'ouvrez pas de grands yeux désolés. Bien sûr, vous ne l'avez pas voulu. Ce n'est pas de votre faute. Mais seulement de la leur. Eux qui ne veulent pas comprendre les exigences de la réalité.

Des objecteurs, il y en aura encore et toujours en prison. Messieurs les démocrates, ne faites pas trop semblant de pleurer sur leur sort. Ils savent très bien qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Les tribunaux, les cachots, ils connaissent. C'est dommage qu'on ne puisse plus apporter grand-chose aux prisonniers. Vous auriez pu leur amener des oranges. Ou encore une rose.

(*) Avocat, écrivain, ancien objecteur de conscience.

C.F. »

pa[…]UL BERTRAND (*)

LES téléspectateurs français ont pu voir et entendre le docteur Augoyard s'accuser lui-même, devant un tribunal afghan, de crimes qu'il n'a pas commis. La seule « preuve » retenue contre lui a été son « aveu ». Ils auraient tort de croire exceptionnel un tel cas d'iniquité légale. Amnesty International en cite, chaque année, de nombreux exemples, dont certains proviennent de nations depuis longtemps civilisées. Voici trois mois environ, en France, un bagnard injustement condamné, il y a trente-six ans, a finalement réussi, grâce à des circonstances fortuites (le véritable assassin ayant été découvert), à faire admettre que son « aveu » — unique base du verdict — avait été obtenu par la violence.

Les « bons citoyens » ne s'étonnent nullement d'apprendre que « le témoin numéro un est passé aux aveux ». Ils ne se demandent pas comment. Surtout, ils n'imaginent pas que, demain, cela pourrait être leur tour. Ils ignorent qu'ils peuvent être arrêtés parce qu'ils se trouvaient à proximité ou qu'ils ont été désignés par l'auteur ou les complices du crime ou pour toute autre raison. Même limitée à quarante-huit heures (mais il existe des exceptions), la garde à vue est déjà une subtile forme de torture, ne serait-ce que par privation de sommeil (certains deviennent fous au bout de trente heures). Sans pouvoir prévenir quiconque, légalement privé de l'assistance d'un avocat, psychiquement disloqué, livré à plusieurs policiers se relayant en vue de faire accorder des indices apparents, le suspect, n'en pouvant plus, finit par avouer ce qu'on lui répète.

Le juge d'instruction est supposé s'en tenir aux faits, aux règles de procédure et au droit. Comment le pourrait-il, noyé sous les dossiers, soumis à la pression de ses supérieurs, sans parler de son milieu, de sa formation, de son syndicat ni, quelquefois, de la franc-maçonnerie ? Il doit s'interdire toute méthode de sévices, mais il peut prolonger la garde à vue, maintenir un suspect sous les verrous, réduire les visites, la correspondance, suggérer le confinement solitaire ou l'internement avec un « mouton ». Dans la plupart des pays anglo-saxons, ne se trouvent ni juge d'instruction ni parquet parce que le respect de la personne humaine, assuré par l'*habeas corpus*, y est plus *grand que dans* les nations latines. Le cinquième amendement de la Constitution des Etats-Unis autorise quiconque à refuser de répondre à une question susceptible de l'incriminer. Avant tout interrogatoire, la police doit perme[…] coups de téléphone nécessaires pour prévenir la famille et appeler un défenseur.

Partout (États d'arbitraire ou États de droit) l'innocent accusé à tort arrive difficilement à éliminer du cerveau des magistrats une suspicion inévitable. L'impartialité que leur impose la loi suppose une hauteur de vue à laquelle nul ne saurait s'élever. Quant aux jurys populaires, comment dépisteraient-ils les arguties juridiques, lorsque policiers, procureurs et juges déplacent, contrairement à la loi, le fardeau de la preuve ?

« J'ai agi sous la contrainte »

Parmi les États de droit, la France est, de ce point de vue, sans doute le plus archaïque. Le seul critère légal de culpabilité réside dans « l'intime conviction », c'est-à-dire ce qui est le plus subjectif dans l'esprit des juges. Une condamnation à une très lourde peine, pouvant ainsi couronner une pyramide d'erreurs établie sur un « aveu » forcé, acquérant « l'autorité de la chose jugée », devient inattaquable, sauf fait nouveau, qui, le plus souvent, n'apparaît pas. Si, par hasard, on le découvre, il faut en rapporter la preuve matérielle, alors qu'aucune preuve de ce genre n'a été nécessaire pour détruire un malheureux. Ce n'est plus admissible à une époque où la police et la magistrature disposent de tous moyens scientifiques mis à leur disposition par la médecine, la psychiatrie, la toxicologie, la graphologie, la balistique, la chimie, le microscope électronique, l'analyse du sang, la révélation sous vide d'empreintes digitales, l'informatique et bien d'autres disciplines.

Dans les autres démocraties, ou bien l'aveu n'est jamais retenu, ou bien, lorsqu'il est corrobé par des preuves matérielles concomitantes, il est enregistré comme une manifestation de coopération pouvant entraîner des circonstances atténuantes. En tout cas, l'aveu seul n'a aucune valeur probante.

Même si la réforme en cours du code pénal français va dans cette direction, il n'en faut pas moins se préserver autant que possible contre ce que l'on qualifie pudiquement de « bavures ». La plupart des personnes appréhendées, surtout hors des frontières, ignorent les législations en vigueur. Aussi est-il utile de rappeler une protection sans doute issue du droit canon et bien oubliée de nos jours. Quiconque est obligé, pour une cause physique ou morale, de signer contre son gré attestation ou aveu a le plus grand intérêt à faire précéder ou suivre son nom (ou encore à les y insérer) en les rendant aussi peu visibles que possible les consonnes *« C.F. » : Coercitus feci*, j'ai agi sous la contrainte. Dans les pays de dictature, presque personne n'en connaît le sens. Dans les autres, il ne se trouve probablement pas un *policier sur dix mille qui le sache.*

Chez les peuples obligés de vivre et de mourir suivant les caprices d'un paranoïaque, l'aveu est extorqué soit pour éliminer ceux qui lui déplaisent, soit pour servir à sa publicité. Chez les nations occidentales, *le but en est de simplifier* le travail de la police. Dans le premier cas, si elle est saisie à temps, l'opinion publique internationale, éclairée par des journalistes courageux, sera moins facilement dupe. En Allemagne, sous régime hitlérien, en Hongrie et en Pologne, sous régime communiste, des hommes d'église et de lettres n'ont pas toujours été sauvés par C.F. mais ont pu, au moins, préserver leur intégrité morale. Dans le deuxième cas, ces deux consonnes témoigneront des conditions dans lesquelles l'aveu a été arraché. Des magistrats indépendants sauraient en tenir compte. Bien entendu, une telle mention est tout aussi utile en cas d'enlèvement. Enfin, les deux lettres devraient être prononcées par celui à qui est imposé l'enregistrement d'une bande magnétique (Olivier Bréaud assassiné à Tahiti) ou une déclaration télévisée (les otages américains en Iran et le docteur Augoyard en Afghanistan). La vie et l'honneur peuvent en dépendre.

(*) Ancien diplomate.

Les schémas simplistes de Reagan

par GUY MALANDAIN (*)

LE discours excessif que vient de prononcer le président des Etats-Unis sur la situation en Amérique centrale rappelle à tous le long et douloureux conflit qui oppose les possédants à un peuple maintenu dans la pauvreté.

Non, les guerres qui sévissent en Amérique centrale n'ont pas comme ferment « l'invasion marxiste » mais le sous-développement, l'approfondissement du fossé économique et social qui sépare les nations riches des nations pauvres, c'est-à-dire le Nord et le Sud de la planète. Et dans cette sorte de « chasse gardée » que constitue pour les Américains les terres d'Amérique centrale, le capitalisme international, par le biais de l'impérialisme et des « dictatures-relais », entretient le sous-développement.

En Amérique centrale, les *Etats-Unis* « prisonniers » des schémas simplistes de Reagan sont prêts à soutenir n'importe quel régime pourvu que celui-ci ne s'attaque pas à l'ordre existant — celui de l'armée et des gros propriétaires terriens, — pourvu que celui-ci ne s'attache pas à réformer les structures en mettant en place, par exemple, une réforme agraire juste et réaliste comme ce fut le cas au Nicaragua. Les Etats-Unis cherchent donc par tous les moyens à déstabiliser le Nicaragua progressiste tandis qu'ils soutiennent à bout de bras les régimes fascistes et corrompus du Guatemala, du Salvador et du Honduras. Claude Cheysson a eu l'occasion de dire, au nom de la France, que nous restions fidèles à l'esprit de Cancun et de Mexico, que notre désaccord avec l'administration Reagan était donc total à ce sujet puisque nous, nous prônons une solution négociée de ces conflits. Il est nécessaire que, sur la question des droits de l'homme comme sur celle des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, le gouvernement et des députés socialistes continuent à parler haut et clair. Nous le faisons sur la Pologne et l'Afghanistan. Nous le faisons aussi sur le Salvador, le Chili, l'Argentine, etc. Ce que d'autres oublient de faire, obsédés qu'ils sont par leur antimarxisme.

(*) Député des Yvelines (P.S.).

● ERRATUM. — Une coquille a rendu peu compréhensible une phrase de l'article de Gisèle Halimi (*le Monde* du 30 avril, page 2). Il fallait lire : « Qu'est-ce qu'un indice ? Une dénonciation anonyme ? Une lettre - règlement de comptes ? »



Le Monde

étranger

EUROPE

LES MANIFESTATIONS DU 1er MAI EN U.R.S.S. ET EN POLOGNE

M. Tchernenko n'a pas assisté au défilé de Moscou

Les cérémonies du 1er mai à Moscou ont été célébrées pour la première fois sous la présidence de M. Andropov. On a relevé que le successeur de Brejnev avait donné au défilé un style un peu plus sobre que de coutume. On a surtout noté, cette année, l'absence de M. Tchernenko.

Alors, que l'an dernier, la foule qui avait déferlé sur la place Rouge brandissait plus de portraits de Leonid Brejnev que de Lénine, aucun portrait du nouveau secrétaire général du P.C. soviétique n'est apparu cette année.

M. Andropov était entouré des principaux membres de la direction soviétique, à l'exception de M. Tchernenko, le numéro deux du parti sous Brejnev et le principal rival de M. Andropov dans la course à la succession de l'ancien chef du P.C.U.S. Trois autres membres du Politburo, MM. Chtcherbitski (Ukraine), Kounaev (Kazakhstan) et Romanov (Leningrad), étaient également absents, mais, comme chaque année, ils présidaient les cérémonies du 1er mai dans leurs régions respectives.

C'est donc la troisième fois en un mois que M. Tchernenko, qui, selon des indications de source officieuse, souffre d'un « refroidissement », ne s'est pas trouvé aux côtés de ses pairs, lors de réunions officielles.

Absent de la conférence sur Marx à Berlin-Est, au début du mois d'avril, bien qu'il ait en charge l'idéologie, M. Tchernenko n'a pas assisté non plus, le 22 du même mois, à la réunion solennelle du Kremlin marquant l'anniversaire de la naissance de *Lénine*.

M. Tchernenko pourrait s'être opposé à une certaine politique de « débrejnevisation » à laquelle se livre M. Andropov sous le couvert d'« assainir » la société et de *« lutter contre l'inertie ou l'incompétence de certains cadres »*.

Il a été vu pour la dernière fois en public le 30 mars dernier, à l'occasion d'une cérémonie officielle consacrée à l'œuvre de Marx. Bien que rien ne filtre jamais des débats au sommet, plusieurs indices donnent à penser, estiment les observateurs, que le « cas Tchernenko » pourrait être le reflet d'une crise interne au Politburo.

Au cours des premiers mois qui ont suivi l'accession de M. Andropov au pouvoir, l'unité du bureau politique, apparemment fondée sur un compromis, semblait encore préservée. On a remarqué toutefois que le portrait de M. Tchernenko était affiché dans Moscou, comme ceux des autres membres du bureau politique, à l'occasion des fêtes du 1er mai.

D'autre part, les ambassadeurs de la plupart des pays membres de l'OTAN se sont encore une fois abstenus d'assister au défilé de Moscou pour protester contre l'invasion de l'Afghanistan. Ils ont été imités par les ambassadeurs des pays scandinaves, qui ont ainsi manifesté contre la violation des eaux territoriales suédoises par des sous-marins soviétiques. En revanche, les ambassadeurs de Grèce, de Turquie et d'Espagne ont assisté à la manifestation, *de même que* le chef de la mission diplomatique chinoise, déjà présent l'an dernier.

Succès de Solidarité

(Suite de la première page.)

Varsovie, dimanche, 9 heures. Alors que le service d'ordre est à peine en place sur le parcours du cortège officiel, les rues menant aux églises de la Vieille-Ville – lieux de rassemblement fixés par Solidarité – sont déjà envahies par la milice. Sur un rayon de 1 kilomètre, les patrouilles obstruent les trottoirs, relevant et notant systématiquement les identités des candidats manifestants qui slaloment entre les uniformes gris-bleu, les boucliers et les casques en plexiglas. On dissuade, puis on empêche d'entrer dans un périmètre qui a pris l'air d'une vaste cellule prête à se refermer.

Dans l'église Sainte-Anne, la dernière avant la Vieille-Ville, un prêtre va et vient entre les fidèles, un peu pétrifiés, qui n'osent pas pénétrer *dans l'édifice, et les miliciens, qui* n'interdisent certes rien mais se tiennent vraiment très près des portes. Sur l'esplanade qui s'étend ensuite devant le Palais royal, c'est l'intimidation après la dissuasion. Fixé sur le toit d'une jeep kaki, un haut-parleur de la milice martèle : *« L'église n'est pas un point de départ pour des manifestations. Nous vous rappelons que les dispositions de l'état de guerre sont en vigueur. Gardez votre calme ! »*

Autour de la cathédrale Saint-*Jean, dont le porche s'ouvre sur une* rue étroite et encaissée, la foule grossit pourtant sans cesse. Ces gens, qui sont cernés de toutes parts par un dispositif policier propre à décourager toute velléité de manifester, n'en ont cure. Au milieu d'innombrables agents en civil de la police secrète, on se concerte à voix basse. Les uns complotent, les autres observent. Les psaumes répondent aux avertissements de la milice. On prie à genoux comme pour ne plus voir, partout où se porte le regard, la mer d'uniformes. Il y a là de nombreux enfants.

Il est 9 h 55, et soudain des applaudissements éclatent, adressés à un jeune séminariste qui vient de négocier avec la milice, sans doute pour faire relâcher quelqu'un. C'est parti ! De cette masse de gens de toutes conditions sociales et de tous âges s'élève (où étaient-ils cachés ?) banderoles et drapeaux, tandis que chacun scande sans fin : *« Solidarité ! Solidarité ! »* La riposte fuse aussitôt du haut-parleur : *« Attention ! Attention ! Nous avons l'ordre d'intervenir si le calme est troublé. Les personnes qui resteront ici seront arrêtées et poursuivies, en vertu des dispositions de l'état de guerre. »* La foule : *« Nous n'avons pas d'armes ! Nous n'avons pas d'armes ! »* Les haut-parleurs : *« Citoyen, reste calme ! Pense à ta sécurité. Enfants, dites à vos parents de partir. Pensez à votre sécurité personnelle et à celle de vos familles ! »*

Il aurait fallu aussi s'adresser aux vieilles dames. Fascinant spectacle : ce sont elles, dignes comme la vertu, qui se sont mises en première ligne, et lorsque s'approche, droit sortis pour en découdre, des rangs de la milice, un groupe de jeunes gens, ce sont elles qui ont raison d'eux. *« Je pourrais être ta mère. Retourne d'où tu arrives, avec tes copains là-bas ! »*

Ça va durer trois quarts d'heure. Quarante-cinq minutes d'une guerre verbale d'une extrême tension, dans laquelle répondent sans fin aux avertissements de la milice *(« Attention ! Vous pouvez encore partir en paix ! »)* les slogans scandés dans le bruit des petits fanions de papier de Solidarité agités au vent. On acclame M. Walesa et les dirigeants de la clandestinité, surtout M. Bujak, le plus célèbre d'entre eux, dont un enregistrement magnétique est diffusé. On revendique l'amnistie, la libération de tous les prisonniers, le *« pouvoir pour le peuple »*, la liberté et, tout simplement, exigence jamais exprimée si lapidairement jusqu'à maintenant *la « démocratie »*.

A 2 kilomètres, la cérémonie officielle

A 2 kilomètres de là, le général Jaruzelski vient de terminer un bref discours devant le cortège officiel. Il a dénoncé la politique américaine, parlé de la lutte pour la paix, des difficultés persistant malgré l'amélioration de la situation et des tentatives de semer le chaos qui n'ont aucune chance de succès. *« Si, dans les jours et les mois à venir, le processus de normalisation n'est pas troublé,* a-t-il déclaré (...) *Il y aura une réelle possibilité de lever l'état de siège et de prendre des mesures d'accompagnement. »*

La police peut maintenant agir, et, hasard sans doute, mais combien symbolique, les canons à eau entrent en action au moment même où la foule scande, sans se tromper dans les nuances : *« Le pape est avec nous ! L'Église est avec le peuple ! »*

Douchés d'une eau colorée en vert, les manifestants courbent le dos, pressent le pas mais ne fuient pas. Voilà le Rynek, la grande place de la Vieille-Ville, et une autre colonne qui s'avance sur le flanc gauche du cortège. En termes militaires, ce pourrait être un massacre perpétré en trois minutes. Il n'y aura en fait pas de violences, mis à part des brutalités ici ou là, relevant de la bavure et quelques charges en deux endroits proches du cortège officiel. Partout présentes, les patrouilles canalisent la foule, que repoussent les canons à eau en direction des ruelles descendantes de la Vieille-Ville, sur les bords de la Vistule.

Les manifestants se retrouvent bientôt à flanc de coteau, foulant sous le soleil l'herbe fraîche, et riant de l'invraisemblance de la situation. Ils ne sont pas le moins du monde intimidés, ni par quelques brèves et dures charges, ni par les mouvements des transporteurs de troupes, ni même par l'opération de la police montée qui, clou du spectacle, se fait maintenant prendre à parti par les *haut-parleurs de la milice. « Fonctionnaires à cheval, putain ! Contrôlez le terrain, agissez plus énergiquement ! »* Les manifestants impavides admirent les chevaux, les cavaliers en visière de plexiglas, eux restent de marbre devant les injonctions qui leur sont faites. Ils se penchent aimablement pour indiquer la station d'autobus la plus proche. Il y a dans leur regard et leur voix, comme une demande muette : *« Partez, évitez-nous de devoir entendre cet ordre. »*

Mieux encore. Dans la matinée à Cracovie, sur le célèbre Rynek se font face, d'un côté, l'estrade officielle, de l'autre, l'église Sainte-Marie où se sont regroupés les manifestants de Solidarité. La messe terminée, les syndicalistes se forment en cortège et, aux cris de *« La Pologne, c'est nous. Venez avec nous ! »*, marchent vers la manifestation officielle dont les rangs s'ouvrent avec ravissement. Les « clandestins » défilent, scandant le nom de M. Walesa devant la tribune officielle, tandis que la milice reste coite : comment séparer le bon grain de l'ivraie, et éviter d'atteindre la tribune.

Bagarre à Nowa-Huta

L'après-midi, dans le faubourg ouvrier de l'ancienne capitale royale Nowa-Huta, il y aura autour de la statue de Lénine une violente bagarre durant trois heures, dans un étouffant nuage de lacrymogènes. Deux fois de suite, les manifestants font refluer aux cris de *« Pologne libre »* la police, qui a en face d'elle les étudiants sortis d'une messe et les *ouvriers des grandes aciéries* qui viennent de quitter leur travail. Ici, le 31 août 1982, il y avait eu un manifestant tué par balles. Aujourd'hui, on n'entend pas de coup de feu. Pas plus qu'à Gdansk, où l'on se bat aussi autour de la gare, devant l'ancien siège national de Solidarité, puis enfin sous les fenêtres de M. Walesa, qui lui, finalement, n'est pas descendu dans la rue. Tabassages, ratonnades jusque dans les cages d'escalier ; mais, dans cette ville quadrillée, où cinq mille manifestants ont quitté le cortège officiel pour rejoindre, devant l'église des chantiers navals, celui de Solidarité, cela reste une manifestation durement réprimée, pas une émeute noyée dans le sang.

Peut-être fut-ce pire ailleurs, dans ces seize autres villes sur lesquelles on ne sait encore rien. En tout état de cause les manifestants arrêtés risquent maintenant très gros. N'empêche : ce n'est pas la terreur stalinienne, et la police, jusqu'à plus ample informée, paraît avoir été moins dure dimanche que le 31 août dernier, pendant les manifestations qui avaient marqué le second anniversaire de la signature des accords de Gdansk.

Humaniste, la junte ? La question serait sans intérêt. L'essentiel est qu'en agissant avec cette prudence le général Jaruzelski montre qu'il sait la nécessité d'être patient. Pour empêcher le regroupement des manifestants, il eût fallu fermer les églises et tirer, ce qu'il ne pouvait faire sans entrer en conflit avec le primat et les évêques dont il a besoin pour tempérer le mécontentement de la population. Pour tenter de gagner les esprits à l'acceptation du coup d'État, il lui faut améliorer son image, en laissant penser qu'il pourrait accepter des évolutions si la normalisation progressait.

Pour redresser l'économie, une reprise des échanges avec l'Ouest est nécessaire, et il ne faut donc pas trop prêter le flanc aux protestations occidentales.

Alors, le président du Comité militaire de salut national préfère frapper sélectivement, et utiliser son atout : un pouvoir dont l'exercice n'est en rien menacé par le succès des manifestations de Solidarité. Ce pouvoir lui permet, à lui, d'organiser ses propres manifestations, qui n'ont peut-être pas réuni six millions et demi de personnes comme on le dit officiellement, mais qui ont été très massives.

On pourrait, et il ne manque pas de Polonais pour le faire, ironiser sur la spontanéité du cortège, mais là non plus n'est pas la question. En 1981, le pouvoir n'était pas capable d'organiser un défilé décent. Il l'est aujourd'hui, et il est à même donc de traiter par le mépris ses adversaires, en faisant mettre en balance, à la télévision, six millions et demi de partisans de la « paix sociale » et quarante mille propagateurs de l'« anarchie ». Cela trompe peu de monde, et surtout pas l'appareil, mais cette tactique permet d'éviter une brutale montée de la tension. Le risque existe pourtant pour le pouvoir de constater que la peur continue de diminuer et que l'opposition, toute pourchassée et frappée qu'elle soit, *s'installe néanmoins dans l'habitude* des défis et se muscle encore.

Ce risque est assez grand pour que les autorités puissent à chaque instant lui préférer une fuite en avant, dont le premier signe serait un report de la visite du pape. En attendant, la journée du 1er mai a montré ce que pourrait être, dans les à-coups, l'ébauche d'une précaire coexistence, ne fermant pas totalement l'avenir.

Souple et dure à la fois, c'est cette carte que M. Jaruzelski et ses amis essaient de jouer.

BERNARD GUETTA.

Norvège

Les forces navales continuent de traquer un sous-marin non identifié

De notre correspondante

Oslo. – La chasse au sous-marin étranger, à laquelle se livrait la marine norvégienne depuis le 27 avril, en Hardangerfjord, sur la côte ouest, a été réduite, ce lundi 2 mai, à la suite des opérations spectaculaires qui venaient d'être menées. Deux frégates et un avion de reconnaissance ont bombardé le submersible à plusieurs reprises, pour l'obliger à faire surface ou, le cas échéant, pour le couler. Les frégates ont envoyé, dans la seule journée de dimanche, douze missiles et une bombe sur le mystérieux sous-marin, dont les partenaires de la Norvège à L'OTAN ont affirmé qu'il ne leur appartenait pas.

La chasse, qui va être poursuivie par une frégate, deux sous-marins et des avions de reconnaissance, a lieu à quelques kilomètres au sud de la ville de Bergen, non loin de la base navale la plus importante du pays, Haakonsvern, donc dans les eaux le plus fréquemment utilisées par la marine pour des exercices. Plusieurs indices ont donné aux militaires des raisons de croire qu'il s'agissait d'un sous-marin, bien que les conditions de repérage soient difficiles en cette période de l'année. La neige fond et les fleuves en sont grossis, provoquant une modification de la teneur en sel de l'eau de mer qui complique la tâche du sonar. Les températures différentes de l'eau agissent dans le même sens.

Cette nouvelle chasse à un sous-mari étranger, qui fait suite à la publication du rapport suédois sur l'activité soviétique le long des côtes scandinaves, a provoqué en Norvège l'irritation générale.

CATHRINE LOCHSTER.

Allemagne fédérale

La crise des rapports interallemands apparaît comme une victoire pour M. Franz Josef Strauss

De notre correspondant

Bonn. – *« J'ai derrière moi la majorité du peuple allemand. »* Ce n'est pas le chancelier Kohl qui s'exprime ainsi, mais le ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss. Dans une interview à *Welt am Sonntag*, celui-ci déclare que *« ceux qui, parmi le S.P.D. ou dans la presse, regardent la renonciation d'Erich Honecker à sa visite en République fédérale comme un malheur national ne représentent pas des intérêts allemands mais ceux de l'autre camp... J'ai critiqué l'attitude des fonctionnaires de la R.D.A., ce qui m'a valu d'être attaqué par le comte Lambsdorff, lequel se comporte, en cette occasion, comme l'intendant de ces fonctionnaires »*.

La querelle sur la politique interallemande entre la C.S.U. bavaroise et le parti libéral (auquel appartient M. Lambsdorff) a pris un tour si vif que le chancelier Kohl a dû, pour la seconde fois en trois jours, rappeler les esprits au calme. A quelques jours d'une déclaration officielle, dont les passages sur la politique interallemande auront inévitablement la vedette, le chef du gouvernement s'efforce de garder l'initiative, et de ne pas laisser le champ libre aux outrances de celui que la secrétaire générale du parti libéral, Mme Adam-Schweitzer, appelle le *« chancelier suppléant »*.

L'annulation de la visite projetée par M. Honecker place M. Kohl dans une situation délicate. L'invitation lancée au chef de l'Etat est-allemand n'est pas de son fait. Il l'a trouvée dans l'héritage de son prédécesseur et l'a reprise à son compte, en insistant sur la *« préparation »* qu'une telle visite réclamait. Mais ce n'en est pas moins, dans ces contacts bilatéraux, le « tour » de M. Honecker de se rendre en République fédérale. Il faudra, cette fois-ci, que l'invitation vienne de M. Kohl lui-même. La jugera-t-il opportune dans les circonstances actuelles, et ne risque-t-elle pas de se heurter à une fin de non-recevoir si, plus tard, elle coïncide avec l'implantation des Pershing-II et des missiles de croisière en R.F.A. ?

Pourquoi un tel prétexte ?

M. Kohl a déclaré *« complètement incompréhensible »* le refus de M. Honecker de venir en Allemagne fédérale, refus justifié du côte est-allemand, par les réactions de la presse de R.F.A. après la mort de *Rudolf Burkert lors* d'un *interrogatoire* par les douaniers de la R.D.A. au point de contrôle de Drewitz. Pourtant, dans cette affaire, la presse ouest-allemande, à une exception près, a été plutôt modérée. Elle s'est bornée à attendre des explications sur ce qui pouvait paraître comme des traces suspectes sur le crâne de Burkert. Jamais elle n'a adopté la thèse de l' *« assassinat »*, lancée par M. Strauss. Elle a rendu compte de manière extensive de la version est-allemande des circonstances de la mort de Burkert. Mais le fait est que l'affaire a provoqué une émotion certaine dans le pays.

Le chancelier Kohl a téléphoné à M. Erich Honecker pour lui demander de faire toute la lumière sur la mort de Burkert. Apparemment, c'est ce qu'a fait la R.D.A., dans la limite de sa maussaderie habituelle, en invitant le professeur Janssen, qui avait pratiqué l'autopsie, à Hambourg, *à se rendre sur les lieux du* drame. Le rapport qu'il remit quelques jours plus tard confirma, en gros, la version de la R.D.A. Mais, le 27 avril, un autre citoyen de la R.F.A. passait de vie à trépas durant un interrogatoire des douaniers est-allemands. Le lendemain, le gouvernement de Bonn demanda à nouveau une *« description détaillée »* des conditions dans lesquelles Heinz Moldenhauser avait eu la crise cardiaque fatale. Selon des informations de source ouest-allemande, un troisième cas de mort instantanée – le premier chronologiquement – se serait produit en janvier (*le Monde* daté 1er-2 mai).

De tout cela, il ressort que les autorités de contrôle est-allemandes ne craignent pas de faire peur aux automobilistes qui enfreignent un tant soit peu les dispositions draconiennes de l'accord sur le transit des passagers à travers la R.D.A. Il y a là un problème, qui existe depuis des années, mais qui est brutalement remonté à la surface avec les affaires Burkert et Moldenhauer. Le gouvernement Schmidt n'y avait-il pas prêté suffisamment attention ? Ce *n'est pas exclu*.

Reste à se demander pourquoi M. Honecker a pris prétexte de tout ce bruit pour annuler une visite qui, de toute façon, ne devait pas avoir lieu avant septembre, à une époque où, selon toute vraisemblance, le calme serait revenu dans les esprits. La veille de sa décision, M. Honecker s'était longuement entretenu avec M. Abrassimov, ambassadeur d'U.R.S.S. à Berlin-Est. En aurait-il reçu d'« utiles conseils » ? Ou bien le bureau politique du SED, le parti communiste est-allemand, serait-il intervenu auprès de M. Honecker pour que celui-ci renonce à une visite dont le gouvernement de Bonn attendait, avec plus d'empressement que jadis M. Schmidt (qui ne se faisait, lui, aucune illusion à ce sujet), des *« concessions humanitaires »* que les dirigeants de Berlin-Est étaient bien résolus à ne pas offrir ? Quoi qu'il en soit, les rapports entre les deux Allemagne sont au plus bas. C'est un succès pour M. Strauss et sa politique de durcissement à l'égard de la R.D.A. Ou du moins de son gouvernement, car les habitants de l'Allemagne de l'Est attendent de *la R.F.A. autre chose que des éclats* de voix.

ALAIN CLÉMENT.

LE « DÉCOUVREUR » DES CARNETS DE HITLER COMMENCE A DONNER QUELQUES DÉTAILS

Quelques détails sur le sort du *journal quotidien de Hitler* ont été donnés par son « découvreur », Gert Heidemann, dans une interview au *Sunday Times*. Il a indiqué notamment qu'il avait rencontré, à la fin de la semaine dernière, un ancien officier allemand qui lui avait remis les documents. Celui-ci insiste pour garder l'anonymat, ce qui, selon le *Sunday Times*, laisse supposer qu'il pourrait être un ancien membre des S.S.

Selon Heidemann, les documents, récupérés par un détachement de soldats qui semblaient être sous le commandement d'officiers S.S., furent cachés dans une grange à Boernersdorf, puis progressivement transportés à l'Ouest dans une grande valise.

Leur détenteur aurait vécu dans un pays d'Europe de l'Ouest. Il a vendu les documents contre *« un paiement substantiel »*, mais à deux conditions formelles : la remise des originaux aux Archives fédérales et le maintien de l'anonymat.

D'autre part, des dirigeants de la C.D.U. auraient demandé au *gouvernement fédéral de déterminer* dans quelle mesure les services de sécurité d'Allemagne de l'Est sont impliqués dans cette affaire. L'hebdomadaire *Die Zeit* fait remarquer à cet égard que l'enquête menée par *Stern* sur les lieux de l'accident d'avion du 25 avril 1945 n'aurait guère pu avoir lieu sans que ces services en aient été informés.

En marge de ces questions, le *Daily Mail* de Londres a révélé l'extraordinaire coïncidence de cette publication des carnets de Hitler avec un roman publié l'an passé. Sous le pseudonyme de Richard Hugo, l'auteur – de son métier conseiller juridique –, a raconté dans la fiction intitulée *les Journaux de Hitler* une anticipation qui calquait exactement, jusque dans les détails, l'histoire de la découverte du *Stern*.

DIPLOMATIE

Une « première » très attendue

(Suite de la première page.)

L'air est plein d'un étonnement ravi, mais aussi d'une attente très forte. Ici, la chaleur du propos se fait habile et subtile. Comme dans l'apologie, par le ministre des affaires étrangères, le général Khatri, de l'indépendance de la diplomatie française et de *« la vocation de la France, pays de la liberté, de l'égalité, de la fraternité et des droits de l'homme, de servir la cause de la paix »*. Le grand mot est lâché. On joue cartes sur table. Avec pareil héritage, vous explique-t-on, il serait vraiment dommage que la France n'apporte pas son soutien au Népal dans son aspiration à se voir déclarer « zone de paix ». *« Si elle ne le faisait pas*, ajoutera le ministre, *ce serait pour nous une grande déception »*.

De ce fait, cet objectif, énoncé dès 1973 et désormais inscrit dans la Constitution, apparaît bien, aujourd'hui, comme la grande affaire de la diplomatie népalaise. Une sorte d'obsession. Le roi Birendra s'en est d'ailleurs fait, à plusieurs reprises, le propagandiste éloquent. Par exemple, lors de la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (P.M.A.) qui s'est réunie à Paris en 1981. Porte-parole des neuf pays d'Asie et du Pacifique, il s'était déclaré convaincu que *« la paix et la stabilité étaient une condition* sine qua non *du développement économique »*. *« Par conséquent*, avait-il ajouté, *le but prioritaire que nous aimerions rendre universel est celui de la paix et de la non-ingérence, aussi bien dans les mots que dans les faits. »*

Coincé entre deux géants de la planète, le Népal s'est toujours farouchement réclamé du non-alignement et des principes qui le sous-tendent : coexistence pacifique, égalité entre les nations, non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers, refus de recourir à la force. Ainsi a-t-il condamné les interventions étrangères en Afghanistan et au Kampuchéa et exprimé sa désapprobation quant aux situations régnant au Proche-Orient, à Chypre, en Afrique du Sud et en Namibie.

Soulignant une nouvelle fois le lien déterminant existant à ses yeux entre le développement économique et la paix, le roi Birendra avait constaté, en mars dernier à New-Dehli, lors du sommet des non-alignés, que la paix pouvait être instaurée *« étape par étape, brique par brique »*. D'où le soutien du Népal à toutes les initiatives visant à créer, dans différentes parties du monde, des zones de paix. D'où la proposition de déclarer le Népal « zone de paix ».

Les réserves françaises

L'idée a fait lentement son chemin. Certes, lees deux grands restent très réserves mais une trentaine de pays, dont la Grande-Bretagne, lui ont accordé leur soutien. Plus important, l'assentiment des pays de la région (Chine, Bhoutan, Bangladesh, Sri-Lanka, Maldives, Pakistan) et celui de l'ANSEA (3). Avec, toutefois, une exception de taille, celle de l'Inde, qui renâcle et traîne des pieds. Et pour cause. D'une part, nombre de stratèges indiens considèrent que, face à la Chine, la ligne de défense indienne se situe sur l'Himalaya, à la frontière nord du Népal. D'antre part, Dehli peut voir dans l'initiative de son petit voisin un moyen détourné de remettre en cause le traité indo-népalais de 1950 qui, à ses yeux, « couvre », le cas échéant, une intervention indienne au Népal.

Que ce dernier démente pareil dessein (4) — tout en observant que le traité en question a pris *« un coup de vieux »* et tout en affirmant n'avoir *jamais* confié à l'Inde *la* défense de son territoire, — qu'il se réclame, dans sa démarche et du message de Bouddha et des idéaux de Gandhi, ne semble pas avoir, jusqu'à présent, entamé la méfiance de l'Inde. D'où, dans l'esprit des Népalais, *l'importance* de la France, en raison justement des relations privilégiées qu'elle entretient désormais avec Delhi. Encore faut-il qu'elle fasse clairement connaître sa position et que celle-ci soit positive.

Reste à savoir, sur ce point, si la confiance manifestée par les dirigeants népalais (*« Tout indique que la France ne nous décevra pas »*, nous confiait un proche du roi) n'est pas porteuse de futures déceptions.

Avec ses 147 000 kilomètres carrés étirés entre la Chine et l'Inde, le Népal est le plus important des Etats himalayens. Cette monarchie constitutionnelle, qui a à sa tête le roi Birendra, est fondée sur un système politique original, le Panchayat, *représentatif mais où les partis politiques ne peuvent participer à la vie publique.*

Le Népal est peuplé de quinze millions d'habitants, hindouistes, dont le niveau de vie est encore très faible (environ 150 dollars par personne et par an). C'est un pays essentiellement agricole — ce secteur représente 62 % du produit intérieur brut — qui commence à exploiter son grand potentiel hydro-électrique. Récemment, le Népal a été, à plusieurs reprises, victime de calamités naturelles.

Côté français, en effet, les raisons ne manquent pas de se montrer, sur cette délicate question, circonspect et prudent. D'abord, les juristes se grattent la tête face à ce qui constituerait une innovation en matière de droit international. Les Népalais en sont d'ailleurs, non sans fierté, les premiers conscients, qui expliquent, par exemple, que le concept de « zone de paix » diffère de la neutralité.

Ensuite, si la France peut éventuellement influencer l'Inde, pourquoi cette dernière ne pourrait-elle, de son côté, exercer de discrètes pressions sur Paris afin que la France ne s'engage pas trop vite sur un projet qui n'a pas reçu, pour le moment, son agrément. A en croire certaines sources bien informées, elle ne s'en serait d'ailleurs pas privée... Enfin, accepter que le Népal soit déclaré « zone de paix » ne serait-ce pas, pour la France, accepter la logique de telles zones et, par conséquent, mettre le doigt dans un engrenage qui, par exemple, la conduirait à adopter une attitude semblable à l'égard de l'océan Indien. Ce qui ne correspond pas nécessairement à ses intérêts présents...

Voilà qui, au bout du compte, peut placer M. Mitterrand dans une position délicate à l'égard d'hôtes convaincus qu'*« aucune aspiration n'est plus juste que la recherche de la paix »* et qui, de ce fait, comptent sur un soutien sans réserve de sa part.

Des moyens limités

Il est vrai aussi que, face à des interlocuteurs si bien disposés à son égard, le président français peut faire vibrer plusieurs cordes sensibles. Qu'il s'agisse de la dimension « tiers mondiste » de la diplomatie française et de l'engagement de notre pays de consacrer, d'ici à 1988, 0,7 % de son P.N.B. (hors DOM-TOM) aux pays en voie de développement, dont, d'ici à 1985, 0,15 % aux P.M.A., ou encore de l'identité de vues des deux pays sur la plupart des grandes questions internationales (identiques sur l'Afghanistan, les positions sont très voisines sur le Cambodge) et de l'appui français au non-alignement et à la coopération régionale. Voire, sur un terrain plus glissant, mais où l'ambassadeur a *hardiment* ouvert la voie, de l'hommage rendu au processus démocratique engagé à l'initiative du roi.

Beaucoup plus étroite apparaît, en revanche, la marge de manœuvres sur le plan des relations économiques et commerciales et de la coopération culturelle et technique. Le niveau en reste effectivement bien modeste, même si le premier protocole financier conclu en 1981 (50 millions plus une « rallonge » de 21,5 millions) a permis d'amorcer une *pompe qu*'un second accord signé pendant la visite (on parle de 59 millions), devrait continuer d'alimenter. Il est vrai aussi que l'essentiel est que se dissipe progressivement ce *« certain fond d'indifférence »* qui, relevé en 1978 par une délégation parlementaire française, a longtemps caractérisé l'attitude de la France à l'égard du sous-continent indien.

S'adressant en 1981 aux représentants des P.M.A., M. Mitterrand avait notamment déploré que *« la guerre contre la pauvreté s'enlise dans des tranchées »*. Désormais membre du groupe d'aide au Népal, la France entend réagir contre cet état d'esprit, réveiller les ambitions et ranimer les volontés défaillantes. Dans la mesure de ses moyens, certes, qui sont, aujourd'hui surtout, limités. Mais le message dont elle est aujourd'hui porteuse peut ouvrir aux pays les plus démunis la perspective de cette *« oasis émergeant à l'horizon d'un désert sans fin »*, évoqué à Paris par le roi Birendra. Rien d'étonnant, par conséquent, si dans ce pays, terre promise des alpinistes, la visite de M. Mitterrand apparaît aujourd'hui comme une « première » très attendue.

PATRICK FRANCÈS.

(3) Association des nations du Sud-Est asiatique (Philippines, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Singapour).

(4) L'un des sept points énoncés en février 1982 par le ministère des affaires étrangères, afin de préciser le contenu et la philosophie de la proposition royale, souligne que le Népal continuera d'honorer les obligations résultant de tous les traités conclus avec des pays tiers, aussi longtemps que ces derniers demeurent valides.

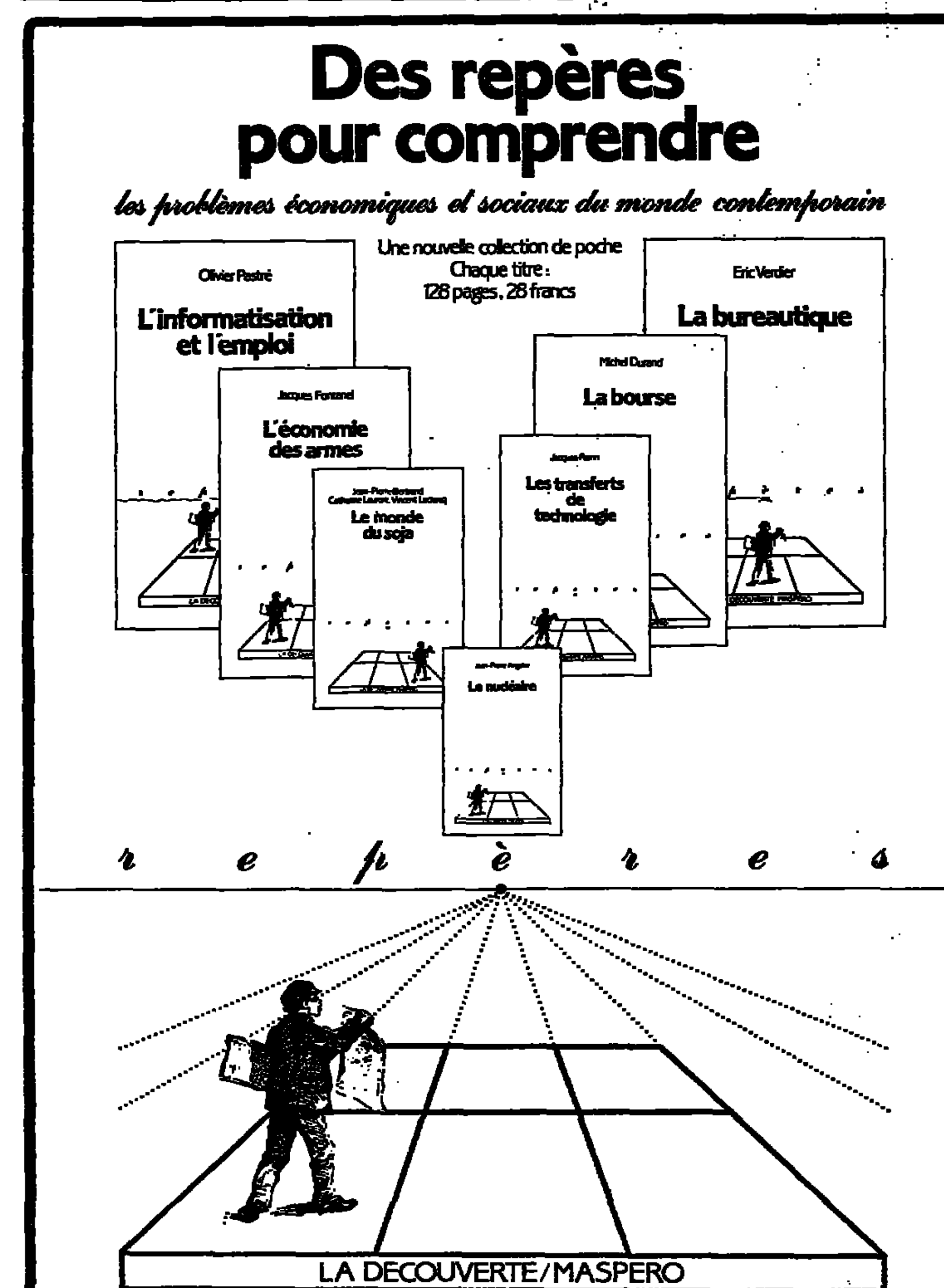
UNE AIDE MÉDICALE FRANÇAISE BÉNÉVOLE

Dans ce pays particulièrement sous-équipé sur le plan sanitaire, une équipe médicale bénévole française a décidé d'aider une région déshéritée, celle de Pokhara-Jomoson, dont les soixante-dix mille habitants ne disposent d'aucun médecin. Aide médicale et sanitaire au Népal (A.M.S.) (1) va prendre en charge cette région, où sévissent la lèpre, la tuberculose, les maladies cutanées, les carences nutritionnelles...

A travers trois postes d'assistance médicale, A.M.S. compte dispenser des soins, mais aussi assurer, pendant cinq ans au moins, une formation et une éducation sanitaires au sein de la population et s'efforcer d'améliorer la formation des agents de santé locaux.

Une étude des plantes médicinales locales et de leur application pathologique sera entreprise, avec la collaboration d'un médecin ayurvédique (médecine traditionnelle). Le programme, qui doit commencer de fonctionner *prochainement*, avec des équipes bénévoles qui se succéderont tous les six mois, ne peut, selon ses promoteurs, se concevoir seul et doit s'intégrer à un programme de développement socio-économique (éducation, formation agricole...).

(1) A.M.S., 2 et 3, rue des Grenouilles, 44300 Nantes, tél. : (40) 50-36-20.



DANS UNE DÉCLARATION A « U.S. NEWS AND WORLD REPORT »

M. Mitterrand refuse le choix « entre une troisième guerre mondiale et une sorte de Yalta pétrifié »

Les démocraties *« courent à la défaite »* si elles *« se cramponnent à l'ordre actuel du monde, tel qu'il a été défini en 1945 »*, estime M. François Mitterrand dans un article publié, dimanche 1er mai, par le magazine *U.S. News and World Report*. En s'en tenant à cet ordre, *« l'Ouest sera divisé, les États-Unis verseront dans l'isolationnisme et les pays de l'hémisphère Sud, accablés par la pauvreté, se tourneront vers l'Est »*, avertit M. Mitterrand, qui a été interrogé sur sa vision du monde tel qu'il sera dans cinquante ans par l'hebdomadaire, qui fêtait son cinquantième anniversaire.

Au contraire, *« si les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine prennent en main leur destinée et expriment leurs objectifs, si l'Europe et d'autres communautés industrialisées recouvrent leur courage et leur identité, un ordre moins chaotique peut se développer »*, dans le *« respect de la diversité »*, affirme le chef de l'Etat.

M. Mitterrand indique qu'il récuse le choix *« entre une troisième guerre mondiale et une sorte de Yalta pétrifié »*, entre *« le triomphe d'un système sur l'autre et un maintien sourcilleux du* statu quo *»*. *« Nous devons absolument répondre au totalitarisme, mais sans sombrer dans la complaisance ni en nous fondant seulement sur la force, nécessaire pour dissuader, mais impuissante à résoudre »*, écrit encore M. Mitterrand. *« Nous devons ensemble trouver les solutions aux vrais problèmes, particulièrement le chômage et le sous-développement »*, ajoute-t-il.

AFRIQUE

Mozambique

Le quatrième congrès du Frelimo marque un certain retour au pragmatisme économique

De notre envoyé spécial

Maputo. — Le quatrième congrès du Frelimo, parti unique mozambicain, s'est achevé le samedi 30 avril sous le signe de la stabilité avec l'élection de ses organes dirigeants : comité central et bureau politique. L'équipe en place a été reconduite tout entière dans ses fonctions avec à sa tête le président Samora Machel, décrit comme un *« communiste modèle »*.

Une seule personnalité, M. Oscar Monteiro, fait son entrée au bureau politique, qui passe de dix à onze membres. Cette promotion ne constitue pas une vraie surprise dans la mesure où M. Monteiro était déjà ministre auprès de la présidence et secrétaire à l'organisation du parti. En revanche, le comité central est très nettement élargi, puisqu'il comprend désormais cent trente membres au lieu de soixante-sept.

Ce changement traduit, semble-t-il, la volonté du Frelimo de consolider son assise en accordant une meilleure représentation à certains groupes, notamment aux militaires. Ce rééquilibrage serait fait en partie au dépens de certains fonctionnaires aux *« performances »* décevantes.

Quelques retouches légales, comme la transformation en bureau politique de l'ancienne commission permanente politique, témoignent du désir de renforcer l'orthodoxie doctrinale en se rapprochant encore un peu plus du modèle marxiste-léniniste. Mais ce congrès, qui donna lieu à une autocritique lucide, fut consacré, pour l'essentiel, à un inventaire des multiples difficultés économiques qu'affronte le Mozambique.

L'accent a été mis, avec beaucoup d'insistance, sur la nécessité de développer le secteur agricole familial. L'une des directives adoptées par le congrès recommande d'*« utiliser les mécanismes économiques pour stimuler les investissements dans le secteur privé, en particulier en matière alimentaire »*. Une autre conseille un plus large recours au *« capital étranger »*. Il s'agit de la confirmation solennelle de l'évolution en cours depuis plusieurs mois et qui vise à relancer la production agricole en favorisant les petits paysans. Ce pragmatisme économique, qui marque un tournant dans la politique du Frelimo, ne fait que sanctionner l'échec de la socialisation de l'agriculture dans le cadre des fermes d'Etat et des coopératives.

J.-P. LANGELLIER.

Haute-Volta

LE COLONEL KADHAFI TENTE DE RELANCER LE PROJET DE SOMMET DE L'O.U.A.

Ouagadougou *(A.F.P., Reuter)*. — Après une visite au Nigéria, puis au Bénin, le colonel Kadhafi est arrivé samedi 30 avril à Ouagadougou en Haute-Volta, où il a été accueilli par le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo, chef de l'État voltaïque.

Le président libyen a annoncé samedi soir que la Libye était *« prête, une nouvelle fois, à accueillir »* le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'unité africaine, après les deux tentatives infructueuses, en août et novembre 1982, de réunir ce sommet à Tripoli.

Dans une allocution prononcée au cours d'un dîner offert en son honneur par M. Ouedraogo, le chef de la révolution libyenne a dit : *« Nous avons eu entre les mains, lors des deux réunions (avortées) de Tripoli, des messages du gouvernement américain ordonnant à certains États africains de ne pas se faire représenter à Tripoli. »*

Le colonel Kadhafi, cité par l'agence de presse libyenne Jana, a d'autre part ajouté : *« Nous devons inviter* (au prochain sommet de l'O.U.A.) *tous les membres de l'O.U.A., y compris la République saraouie, et personne n'a le droit de s'opposer à la présence d'un autre membre. »*

Namibie

M. Cheysson à l'honneur

A l'occasion de son centenaire, la plus vieille communauté allemande de *Namibie*, celle de Lüderitz — qui a connu la prospérité grâce aux diamants et ne compte plus, aujourd'hui, que quelque *cinq* cents Blancs, — avait choisi pour lauréat... M. Claude Cheysson.

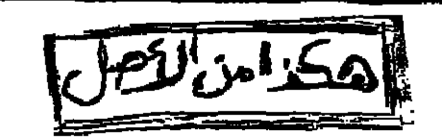
La remise de ce prix « pour la compréhension internationale en Afrique » à M. Plaisant, ambassadeur de France en Afrique du Sud, serait sans doute demeurée inaperçue si ce dernier n'avait prononcé un discours rappelant les positions françaises sur le conflit namibien, déclarant notamment que l'indépendance ne pouvait se réaliser *« sans autre préalable que des élections libres et loyales sous contrôle international »*.

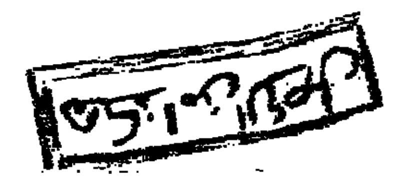
Incident diplomatique *« majeur »*, ainsi que le prétend le *Sunday Times* de Johannesburg ? En tout cas, l'administrateur sud-africain de la Namibie, *présent à Lüderitz, s'est gardé* d'assister à la cérémonie organisée en l'église catholique, et les autorités locales, pour avoir couronné le ministre français des relations extérieures, sont menacées de rétorsion par la chambre de commerce de Windhoek, capitale de la Namibie.

Une affaire, de toute façon, qui ne fera rien pour réchauffer les relations entre Paris et Pretoria qui se sont détériorées depuis que la France a refusé d'autoriser son équipe de rugby à se rendre en Afrique du Sud.



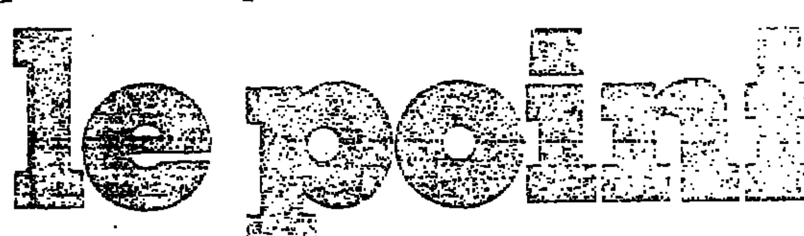






POUR FAIRE SÉRIEUX, FAITES ENNUYEUX.

Sérieux : toujours.
Ennuyeux : jamais.
C'est, depuis le premier jour, notre philosophie. Parce que si la vie est sérieuse, elle est aussi passionnante.
Passionnante parce que racontée et commentée par des journalistes qui vous font partager leur passion.
Passion de la vie politique, de la vie sociale, de la vie culturelle.
Passionnant sur le fond, Le Point veut l'être aussi dans la forme. Et de plus en plus.
A partir de cette semaine, de nouvelles rubriques : Sciences, Technologie, Communication, Idées.
A partir de cette semaine, de nouvelles pages tout en couleurs. Pour mieux illustrer. Pour séduire davantage.
Vous êtes passionnés, nous aussi.
Venez nous rejoindre.



DES COULEURS NEUVES, DES IDÉES FRAÎCHES.

PROCHE-ORIENT

LA « NAVETTE » DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN

M. Shultz est attendu à Damas

Le chef de la diplomatie américaine poursuit, ce lundi 2 mai, les conversations engagées la veille à Jérusalem. Dimanche soir, à son retour de Beyrouth, il avait eu son quatrième entretien avec le premier ministre israélien depuis le début de sa tournée au Proche-Orient. Le président Gemayel s'est déclaré « optimiste » après sa deuxième réunion de travail avec M. Shultz, mais l'adoption du projet d'accord libano-israélien continue de buter sur les « arrangements de sécurité » demandé par Israël au sud du Liban.

Dans la nuit de samedi à dimanche, la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Beyrouth, où M. Shultz passait la nuit, avait été la cible de deux roquettes Katyoucha, qui, selon le secrétaire d'État américain, ne l'ont pas « *intimidé* ». La venue au Liban de M. Shultz a, d'autre part, coïncidé avec des affrontements entre druzes et maronites au centre du pays, et entre sunnites et chiites à Tripoli, affrontements qui ont fait au total deux morts et sept blessés.

● DE DAMAS, où M. Arafat est arrivé dimanche 1er mai, venant de Tunis, notre envoyé spécial nous câble que toutes les dispositions ont été prises pour une visite de M. Shultz le jeudi 5 mai. La presse damascène souligne cependant que le ministre américain n'a à attendre aucune concession de la Syrie. A Homs, note encore Eric Rouleau, le défilé de la Fête du travail s'est déroulé sous le double signe de l'anti-américanisme et de la préparation à une guerre éventuelle avec Israël. L'effigie de l'Oncle Sam a été bastonnée à la satisfaction évidente des ambassadeurs de l'Union soviétique, de Cuba, du Vietnam et de l'Afghanistan. Néanmoins, les milieux gouvernementaux de Damas ne cachent pas qu'ils sont prêts « *à dialoguer avec le diable lui-même* ». Selon notre collaborateur, le président Assad cherche en fait à gagner du temps pour instaurer dans la région un « *équilibre stratégique* », qui permettrait à Damas de négocier d'égal à égal un règlement de paix.

● A JÉRUSALEM, M. Begin a souligné dimanche, après s'être entretenu avec M. Shultz, que des « *divergences importantes* » subsistent entre Israël et le Liban, nous indique notre correspondant. Les Israéliens considèrent que Beyrouth avait « *durci* » son attitude avant l'arivée de M. Shultz dans la région. Celui-ci, ajoute Francis Cornu, serait revenu de Beyrouth avec de « *nouvelles formulations* ». Les Américains se montrèrent cependant très prudents, au point d'avoir exigé, pour réduire les risques d'indiscrétion, que les réunions israélo-américaines aient lieu désormais en « *comité très restreint* ». M. Shultz pourrait rester au Proche-Orient « *jusqu'à deux semaines* ». La délégation américaine a confirmé que le ministre avait bien reçu une invitation à se rendre à Damas.

Une nouvelle a, d'autre part, suscité une vive satisfaction en Israël : la remise, le 30 mai, par M. Ahmed Jebril, secrétaire général du Front populaire pour la libération de la Palestine — commandement général, — à un responsable autrichien, d'une bande vidéo montrant la vie quotidienne de deux prisonniers israéliens détenus par cette organisation extrémiste.

● AU CAIRE, le général Moubarak a lancé dimanche 1er mai un appel aux États-Unis *pour qu'ils « préservent le rôle de l'organisation de libération de la Palestine dans les efforts de paix »*. Le raïs, qui s'était entretenu les jours précédents avec M. Shultz, a également appelé à « *un soutien arabe collectif* » en faveur du président Gemayel dont il loue « *le rare courage et la grande sagesse* ».

Iran

Les « aveux » télévisés de M. Kianouri

« Devant l'imam Khomeiny, le guide de la révolution et le fondateur de la République islamique, aujourd'hui je vais essayer de demander pardon. Et honteusement, face à lui, expliquer les infractions de notre parti durant quatre années d'activité en République islamique. Nous n'avons pas pu nous libérer de notre dépendance à l'égard de l'étranger... et nos activités politiques sont devenues des activités d'espionnage et de trahison contre la république islamique. »

Arrêté le 6 février dernier à Téhéran, avec une trentaine de dirigeants du Toudeh, détenu depuis dans le plus grand secret dans une cellule isolée de la prison d'Evine, soumis, selon ses proches, à de nombreux sévices physiques et moraux, M. Noureddine Kianouri, secrétaire général du parti communiste iranien depuis septembre 1978, a commencé ainsi ses *« aveux télévisés »*, samedi 30 avril, à la télévision iranienne.

Très amaigri, le regard perdu, se référant constamment à un papier déposé devant lui, sans cesse interrogé par une personne anonyme placée derrière la caméra, M. Kianouri a tout « avoué ». Il a reconnu qu'il était en contact avec des *« agents soviétiques »* depuis 1945, qu'il leur avait régulièrement communiqué des renseignements militaires fournis par des militaires membres de l'organisation clandestine du parti, qu'il cachait des armes récupérées pendant la révolution et qu'il avait, avant son arrestation, envisagé de se rendre en U.R.S.S. pour consultation. Affirmant que toutes ces « infractions » donnaient à la République islamique le droit d'appliquer les *« châtiments les plus durs »*, M. Kianouri a lu un mot d'ordre du régime : *« Les Américains sont pires que les Anglais, les Anglais pires que les Américains, et les Soviétiques pires que les deux autres. »*

Les *« aveux télévisés »* sont devenus une pratique courante en république islamique. Précédant de peu les procès qui se tiennent à huis clos et ne durent parfois que quelques heures, ils annoncent déjà à l'avance la sentence qui, dans ce cas précis, ne pourrait être que la peine capitale, vu la gravité des accusations — espionnage et trahison — portées contre M. Kianouri et certains de ses compagnons. Il est d'ailleurs fort probable que la répression ne se limitera pas aux seuls dirigeants du Toudeh, qui, depuis près d'un an, critiquaient certains aspects du régime islamique, mais s'étendra à l'ensemble de ses militants et sympathisants qui, après la *« préparation psychologique »* de samedi, seront impitoyablement pourchassés.

Autre conséquence inéluctable : la détérioration des relations entre la République islamique et l'U.R.S.S. qui est nommément mise en cause comme étant la bénéficiaire, voire l'inspiratrice, des activités d'espionnage. Les rapports avec Moscou s'étaient déjà sérieusement dégradés depuis un certain temps, et toutes les interventions de l'U.R.S.S. pour tenter de trouver un moyen d'enterrer discrètement l'affaire Kianouri se sont vu opposer une fin catégorique de non-recevoir. De plus en plus, le Satan soviétique est en train de surclasser à Téhéran le Satan américain. On peut même se demander si la répression anticommuniste et la guerre froide contre Moscou ne préludera pas à une normalisation avec Washington.

Ainsi se terminent par une farce tragique quatre années de collaboration d'un parti se réclamant du socialisme scientifique avec le régime islamique de Téhéran. Le secrétaire général du parti Toudeh porte dans cet échec une lourde responsabilité. S'accrochant à une légalité fragile et illusoire qui lui avait été implicitement octroyée par l'imam, il avait avalé toutes les couleuvres sans obtenir en échange des garanties élémentaires susceptibles de préserver la survie de son parti. La facilité avec laquelle M. Kianouri et ses amis sont pu être arrêtés — ils ont été cueillis dans leur lit à l'heure du laitier — prouve que, dans leurs analyses de la nature du régime islamique, ils s'étaient lourdement trompés en excluant toute possibilité que ce dernier puisse un jour se retourner contre eux avec l'intention de les liquider. D'ailleurs, M. Kianouri n'a-t-il pas facilité sa propre perte en négligeant de protester avec plus de vigueur et moins de timidité contre les mesures arbitraires dont lui et ses camarades viennent d'être les dernières victimes ?

La plus grande erreur de Noureddine Kianouri a cependant été de croire que l'imam pouvait tolérer au sein de la société islamique pure et dure qu'il envisage d'établir en Iran, des forces laïques indépendantes préconisant dans le pays une révolution sociale radicale au demeurant orientée vers l'U.R.S.S., une éventualité totalement inacceptable aux yeux du clergé au pouvoir.

JEAN GUEYRAS.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'administration Reagan accuse Cuba de se livrer au trafic de drogue

De notre correspondante

New-York. — L'offensive de l'administration Reagan contre Cuba a pris une tournure nouvelle : M. James Michel, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, a accusé le 30 avril le gouvernement de M. Fidel Castro d'être engagé dans une vaste entreprise de corruption de la société américaine par la drogue.

« Nous avons des informations selon lesquelles les dirigeants du parti communiste cubain, et en particulier Fidel Castro, ont, dès 1979, mis au point un plan destiné à transformer Cuba en base pour les trafiquants de drogue à destination des États-Unis dans un but double : aider l'économie cubaine et contribuer à la détérioration de la société américaine », a déclaré M. Michel devant une commission sénatoriale chargée d'enquêter sur l'inculpation de quatre officiels cubains en novembre dernier ; inculpation qui est restée sans effet, les quatre inculpés étant toujours à Cuba. M. Michel a ajouté que le gouvernement cubain facilitait le trafic de drogue à travers tout le bassin des Caraïbes, jusqu'en Colombie, où il permettait notamment le ravitaillement de la guérilla en armes américaines.

Deux des membres de la commission sénatoriale, qui appartiennent aussi au groupe de lutte contre la drogue du Sénat et à la faction la plus conservatrice du parti républicain, MM. Jesse Helms (Caroline du Nord) et *Jeremiah Denton* (Alabama), ont exprimé leur satisfaction que la « Cuban connection » soit ainsi dénoncée en termes précis. Les responsables de l'Amérique latine au *département* d'Etat, *en* particulier M. Thomas Enders, auraient été, selon eux, beaucoup trop prudents jusqu'ici ; en outre, ils ont regretté la mise en garde de M. William Webster, directeur du F.B.I., qui faisait récemment observer au cours d'une interview télévisée que les informations sur ce « complot » proviennent toutes de la même source et doivent être analysées avec précaution.

Les rumeurs sur la « Cuban connection » ne sont pas nouvelles, mais elles se sont amplifiées ces derniers temps : il y a quelques jours, Cable News Network, la station d'informations télévisées permanentes d'Atlanta, a diffusé un long reportage sur ce thème, donnant notamment la parole à un réfugié cubain de Miami, condamné de droit commun, peut-être avide de se dédouaner, dont le rapport détaillé sur le « plan cubain » de « déstabilisation de la société américaine » paraissait un peu trop beau pour être vrai.

N. B.

Uruguay

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DIX ANS

Cent mille personnes ont manifesté à Montevideo aux cris de « liberté »

De notre envoyé spécial

Montevideo. — Pour la première fois depuis dix ans, cent mille personnes sont descendues dans la rue à Montevideo à l'occasion du 1er mai. *La manifestation était autorisée.*

« Le peuple est en train de vaincre sa peur », a déclaré un dirigeant syndical après le meeting. Qui aurait pu, en effet, imaginer, il y a seulement quelques mois, que les foules crieraient en plein centre de la capitale, le poing lancé vers le ciel : *« Le peuple uni ne sera jamais vaincu ! »* et *« Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire ! »*. Qui pouvait prévoir cette banderole réclamant l'amnistie) et tout un peuple manifestant clairement sa solidarité à l'égard des prisonniers politiques ?

Les responsables syndicaux ne s'attendaient pas au « feu vert » du gouvernement, qu'ils expliquent par la volonté des forces armées de créer *un climat favorable au moment* où va s'engager le dialogue entre les militaires et les dirigeants politiques sur la révision de la Constitution de 1967.

D'autre part, les quarante-sept syndicats d'entreprise qui ont organisé le meeting du 1er mai ont été constitués dans le cadre de la loi sur les associations professionnelles de 1981. *« Les militaires ont jugé que le coût politique d'une interdiction serait trop lourd »*, estime l'un des dirigeants de l'Association des employés de banque.

Le 1er mai 1983 fera donc date parce qu'il renoue avec une tradition longtemps interrompue. La manifestation de dimanche a rassemblé tout un peuple sous une même bannière : le rétablissement des libertés publiques. *« Un mot sacré, un cri sacré préside à cette réunion : liberté »*, affirme le document lu du haut de la tribune par cinq représentants syndicaux. Tous les partis politiques avaient invité les Uruguayens à participer massivement, et les difficultés qui attendent le prochain gouvernement constitutionnel n'étaient pas oubliées. Les syndicats ont conscience que seul un grand accord national est capable de sortir l'Uruguay de la crise. Ils sont donc disposés à exprimer leurs revendications, à condition cependant *« que tous les secteurs sociaux participent à l'élaboration de cet accord »*.

JACQUES DESPRÈS.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● LES GOUVERNEMENTS *BRÉSILIEN ET LIBYEN* se sont mis d'accord pour ramener en Afrique les armes libyennes confisquées au Brésil. Cela se fera au moyen d'un appareil de la compagnie italienne Alitalia, a-t-on appris samedi 30 avril. Le gouvernement libyen avait obtenu du Brésil l'autorisation pour ses avions d'effectuer des escales techniques, en affirmant que ces appareils transportaient du matériel médical. Le Brésil fournit d'importantes quantités d'armes à la Libye et lui achète du pétrole. — *(A.P.)*

Congo

● EXCLUSION D'UN MINISTRE. — Le lieutenant-colonel Florent Ntsiba, membre du bureau politique du parti congolais du travail (parti unique) et ministre de l'information des postes et télécommunications, a été exclu samedi 30 avril du comité central du parti unique et démis de ses fonctions ministérielles *« pour inconséquences idéologiques »*. — *(Reuter.)*

Côte-d'Ivoire

● LES GRÈVES DANS L'ENSEIGNEMENT. — Le président Houphouët-Boigny a signé, vendredi 29 avril, le décret réquisitionnant les enseignants du secondaire et du supérieur. Les cours devront reprendre, en principe, mardi. D'autre part, le chef de l'Etat ivoirien a exprimé ses *« regrets »* pour avoir tenu, notamment sur l'état de sa fortune personnelle, des propos qui ont fait mauvais effet *(le Monde* du 28 avril). — *(Reuter.)*

Japon

● M. NAKASONE EN ASIE DU SUD-EST. — Le premier ministre *japonais* est arrivé samedi 30 avril à Djakarta, première étape d'un voyage de dix jours dans les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande et sultanat de Brunei. *« Sans prospérité pour l'ASEAN et l'Indonésie*, a-t-il déclaré, *il ne peut y avoir de prospérité pour le Japon »*, avant d'annoncer que l'aide nipponne à l'Indonésie serait de 281 millions de dollars en 1983, soit une augmentation de 6,9 %. — *(A.F.P.)*

Namibie

● FIN DE LA CONFERENCE *DE PARIS*. — Les motions adoptées à l'issue des cinq jours de débats de la conférence de l'ONU sur la Namibie, réunie à Paris au siège de l'UNESCO, condamnent les Etats-Unis pour avoir établi un lien entre le règlement du conflit namibien et la présence de troupes cubaines en Angola. Elles déplorent également la carence du « groupe de contact » occidental (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne et Canada) mais n'en réclament pas la dissolution, ainsi que l'avait fait la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain). L'Afrique du Sud est tenue pour principal responsable de l'impasse des négociations par les représentants de plus de cent trente pays à cette conférence.

Niger

● M. CHRISTIAN NUCCI, ministre de la coopération et du développement, a quitté Paris dimanche 1er mai pour un voyage de six jours qui le mènera successivement au Niger, en Haute-Volta et au Togo. A Niamey, M. Nucci participera à la clôture des travaux de la *commission* mixte franco-nigérienne et aura des entretiens avec le président Seyni Kountche. Il sera les 3 et 4 mai en Haute-Volta et le 5 mai à *Lomé, où s'ouvriront* les travaux de la commission mixte franco-togolaise.

Sénégal

● LE PROJET DE SUPPRESSION DU POSTE DE PREMIER MINISTRE (*le Monde* du 5 avril) a été adopté, vendredi 29 avril, par l'Assemblée nationale, les députés du parti socialiste au pouvoir étant les seuls présents. M. Moustapha Niasse, premier ministre depuis le 3 avril, conservera sans doute la responsabilité des affaires étrangères. En cas d'empêchement du président de la République, le président de l'Assemblée nationale le remplacera avec la charge d'organiser, dans un délai de soixante jours, un scrutin présidentiel.

Sri-Lanka

● ASSASSINATS POLITIQUES. — Trois membres influents du parti au pouvoir, le Parti national uni (U.N.P.), ont été assassinés, vendredi 29 avril, dans le district de Jaffna, au nord de l'île, sans doute par des séparatistes tamouls. L'armée a renforcé son dispositif de sécurité. — *(Reuter.)*

Suisse

● LE PREMIER SECRÉTAIRE DE L'AMBASSADE SOVIÉTIQUE, à Berne, M. Leonid Ovtchinnikov, a quitté définitivement la Suisse mercredi 27 avril, soit deux jours avant l'annonce de l'expulsion du correspondant de l'agence Novosti, dans la capitale fédérale, M. Alexei Dumov, a-t-on appris samedi. M. Ovtchinnikov, qui était en poste depuis cinq ans en Suisse et faisait également fonction d'attaché de presse de l'ambassade, était, selon le quotidien lausannois *24 heures*, le supérieur direct de M. Doumov, et les autorités helvétiques souhaitaient son départ. — (*A.F.P.*)

Thaïlande

● *LE GÉNÉRAL PREM SE SUCCÈDE A LUI-MÊME.* — Le roi Bhumibol a nommé, samedi 30 avril, le général Prem Tinsulanond, premier ministre *sortant*, chef du nouveau gouvernement issu des élections du 18 avril. La semaine dernière, le général Prem avait annoncé qu'il quittait la vie politique. — *(A.F.P., Reuter)*.

Zaïre

● PROCHAINE LIGNE AÉRIENNE TEL-AVIV-KINSHASA. — La ligne aérienne entre Tel-Aviv et Kinshasa sera bientôt mise en service, à la suite de la signature, la semaine dernière à Kinshasa, d'un accord sur les liaisons aériennes entre Israël et le Zaïre. La compagnie nationale israélienne El-Al envisage de prolonger cette nouvelle ligne jusqu'à Buenos-Aires. Cet accord avait été envisagé au cours de la visite officielle au Zaïre de M. Yitzhak Shamir, chef de la diplomatie israélienne en décembre dernier. — *(A.F.P.)*

Zimbabwe

● UN FERMIER BLANC ASSASSINÉ. — Jack Hanan, un fermier blanc âgé de soixante-quinze ans, a été tué par des voleurs, à Chetugu (ex-Hartley), à 100 kilomètres au sud de Harare, a-t-on appris dimanche 1er mai. D'autre part, M. Chimano, président par interim de la ZAPU (en l'absence de M. N'Komo, exilé à Londres), a demandé au gouvernement de relâcher les six anciens dirigeants de son mouvement de nouveau internés, la semaine dernière, après avoir été acquittés par un tribunal (*le Monde* du 29 avril). Enfin, les parents des six touristes étrangers enlevés en juillet 1982 par des dissidents ont lancé un nouvel appel aux ravisseurs, les suppliant de libérer leurs otages. — *(A.F.P.)*

CORRESPONDANCE

La guérilla du Sentier lumineux

A la suite d'un article de Nicole Bonnet sur la guérilla du Sentier lumineux au Pérou, nous avons reçu la lettre suivante de M. Alfonso Arias Schreiber Pezet, ambassadeur du Pérou en France :

L'article paru dans *le Monde* du 8 avril donne l'impression que votre envoyée spéciale accorde plus de crédit à un groupe de terroristes qu'à un régime démocratique comme celui du président Belaunde.

Sa dépêche met en doute, en les plaçant au conditionnel, les rapports du gouvernement, tandis qu'elle présente comme valables les affirmations des guérilleros et d'étudiants qui, contrairement à la vérité, disent être tous partisans du Sentier lumineux. En outre, elle passe sous silence le fait que la commission d'enquête constituée par des journalistes indépendants ou même opposés au gouvernement pour éclaircir l'assassinat de leurs confrères a établi la responsabilité des terroristes en tant que provocateurs de violences et de meurtres dont les victimes sont des paysans innocents, ce qui a amené ceux-ci à se défendre par leurs propres moyens.

La situation, loin de devenir une guerre civile, démontre le refus de la majorité des Péruviens face aux actions criminelles d'un nombre très restreint de terroristes, condamnés — à juste titre — par tout pays démocratique.

TRENTE-TROIS PERSONNES, DONT UN MÉDECIN OUEST-ALLEMAND, ONT TROUVÉ LA MORT A LA FRONTIÈRE DU NICARAGUA ET DU HONDURAS

L'armée salvadorienne a réoccupé, le dimanche 1er mai, la ville de Santa-Rosa-de-Lima, située à 142 kilomètres à l'est de San-Salvador, près de la frontière du Honduras, et qui était aux mains des insurgés depuis le vendredi 29 avril. La radio des rebelles a précisé que la ville avait été volontairement abandonnée, *« tous les objectifs ayant été atteints »*.

Les forces régulières ont, d'autre part, poursuivi leurs actions contre la guérilla dans le secteur d'El Amatillo, à la frontière hondurienne, où les rebelles ont fait sauter le pont principal, coupant ainsi la route Panaméricaine.

Il se confirme que l'armée hondurienne s'est engagée directement avec les forces salvadoriennes contre la guérilla. Elle a bouclé la frontière. Le poste frontière d'El Amatillo est en cendres après les combats de la semaine dernière. Dans la capitale même, les rebelles ont attaqué dimanche des postes de police à la périphérie.

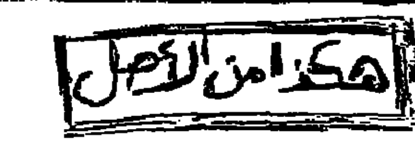
Au Nicaragua, trente-trois personnes, dont un médecin ouest-allemand d'une association caritative, ont trouvé la mort à la frontière avec le Honduras, à la suite d'opérations *menées par des opposants* armés, a-t-on annoncé, dimanche 1er mai, de source officielle à Managua. Le médecin, M. Albrecht Pflaum, trente-cinq ans, membre de l'association ouest-allemande d'aide au développement DED, a *été tué* ainsi que douze autres personnes dans une embuscade tendue par les rebelles. Quatre militaires et cinq militants des Jeunesses sandinistes figurent parmi les autres tués.

L'ambassadeur du Nicaragua à Panama a affirmé, dimanche, qu'*« un pont aérien a été établi entre les bases militaires américaines du canal de Panama et le Honduras afin de ravitailler les camps de contre-révolutionnaires nicaraguayens basés dans ce pays »*.

A Managua, le commandant Bayardo Arce a démenti l'installation de fusées soviétiques sur le territoire nicaraguayen. Après avoir qualifié de *« faussetés »* les propos du président Reagan à ce sujet, il a ajouté que le Nicaragua ne deviendra pas *« une base militaire de quelque pays que ce soit »*, mais qu'il ne renonce pas pour autant à se défendre et qu'il s'arme en conséquence.

Selon *Time*, des transmissions radio *interceptées entre* le Nicaragua et des unités salvadoriennes de guérilla indiquent le rôle actif du Nicaragua dans le conflit au Salvador.

L'hebdomadaire affirme que tous les chefs du haut commandement de la guérilla au Salvador habitent Managua depuis deux ans. Il écrit que l'approvisionnement des rebelles est effectué par un système bien défini de chemins, dont quinze ou vingt traversent le Honduras. Des systèmes de câbles et de poulies sont parfois utilisés pour le franchissement de gorges ou de rivières. — *(A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)*



Le Monde

politique

Un « nouveau visage » municipal de l'opposition ?

Dans l'analyse des résultats des élections municipales qu'il avait présentée le 16 mars devant la commission exécutive du R.P.R., M. Jacques Chirac avait inscrit au *« bilan très positif »* de sa formation son *« effort de renouvellement et de rajeunissement des candidats »*. Cet effort pouvait, avant le scrutin, paraître particulièrement important pour l'opposition. Défaite en 1981, après vingt-trois ans de règne, saurait-elle proposer aux électeurs un nouveau visage, et d'abord de nouveaux visages ?

En fait, cet élément n'a pas toujours eu le rôle que l'on pouvait être tenté de lui attribuer. M. Dubanchet à Saint-Etienne, M. Chauty à Nantes, M. Falala à Reims sont des élus de longue date, des notables, ce qui ne les a pas empêchés de prendre à la majorité ces trois villes qu'elle avait conquises en 1977. M. Diligent, qui a enlevé au P.S. Roubaix, l'un de ses bastions historiques, menait sa deuxième campagne comme tête de liste dans cette ville, où il avait été adjoint au maire de 1949 à 1976. Inversement, M. Champaud, à Rennes, n'a pas pu, malgré sa « nouveauté », ou à cause d'elle, enlever la mairie au P.S. A Angers, M. Narquin, dont c'était la première candidature à la mairie, a, lui aussi, échoué, de même que M. Lacroix à Thionville.

L'opposition peut aligner, cependant, plusieurs exemples de renouvellement réussi. A Toulouse, M. Dominique Baudis, désigné par son père pour lui succéder à la mairie, a facilement pris le relais. Dans des situations comparables, la majorité, ayant choisi de parier sur la « prime » dont bénéficie le maire sortant, ne pouvait pas aller au-devant du désir de changement éprouvé par l'électorat. De façon générale, le renouvellement était plus facile pour les opposants que pour les sortants ; plus facile pour la droite, par conséquent, puisqu'elle détenait moins de mairies que la gauche, et, pour la même raison, plus aisé pour le R.P.R. que pour l'U.D.F.

La formation de M. Chirac avait mis en piste, dès les élections cantonales de mars 1982, de nouveaux candidats. L'U.D.F. était encore sous le coup de la défaite de mai 1981, et beaucoup, dans l'opposition, pensaient que les élections cantonales seraient favorables à la gauche. Les candidats du R.P.R. élus ou s'étant fait connaître par leur campagne étaient, dès lors, bien placés pour les élections municipales. Sur deux cent vingt et une villes de plus de trente mille habitants, quatre-vingts ont eu pour tête de liste de l'opposition un candidat R.P.R. dont c'était la première tentative à ce rang.

C'est parmi ces candidats que l'on trouve les réussites les plus spectaculaires, celles de M. Carignon à Grenoble, de M. Berthelot à Brest, de M. Séguin à Epinal. On peut ajouter à cette liste le score (47,17 %) obtenu par M. Chauvierre, à Lille, face au premier ministre. Le cas de M. Berthelot est intéressant dans la mesure où le jeune candidat R.P.R. était soutenu par sa génération au sein de l'U.D.F. comme de sa propre formation, contre ceux qui, dans les deux partis, défendaient la candidature de l'ancien maire, M. Lombard (C.D.S.)

Ces nouveaux maires ne sont pas, pour autant, des nouveaux venus en politique. Avant de faire carrière dans le journalisme, M. Dominique Baudis avait été, dans les années 60, l'un des animateurs des jeunes centristes. M. Carignon, M. Berthelot sont des militants de longue date, de même que M. Balkany, vainqueur du P.C.F. à Levallois-Perret. M. Sarkozy, élu maire de Neuilly-sur-Seine, à vingt-huit ans, après le décès d'Achille Peretti, était conseiller municipal depuis 1977. Ces maires représentent, toutefois, une génération nouvelle, présente, aussi, parmi leurs colistiers.

On rencontre parmi eux des représentants des catégories sociales traditionnellement présentes dans les courants politiques, mais aussi un plus grand nombre de médecins, de cadres, de petits patrons. La victoire de la gauche a provoqué chez certains partisans de la droite le désir de sortir du retrait où ils s'étaient tenus jusque-là et de participer à la contre-offensive. Ainsi les élections municipales ont-elles été marquées, dans plusieurs villes, par l'installation d'un personnel politique qui n'avait participé que de loin au règne de l'ancienne majorité, et dont l'engagement doit moins au passé qu'à la thématique moderniste qui avait déjà commencé d'inspirer l'actuelle opposition sous le septennat de M. Giscard d'Estaing.

PATRICK JARREAU.

L'engagement des « socioprofessionnels »

De notre envoyé spécial

Nîmes. — Le Midi vote traditionnellement à gauche. Lors des dernières élections municipales pourtant, l'opposition, contre toute attente, a enlevé plusieurs bastions de la majorité. Pour ne citer que les plus grandes villes : Avignon, Arles, Nîmes, Béziers, Sète. Comment expliquer que, après un règne de plusieurs décennies, voire de cent quinze ans pour Arles, des municipalités qui étaient considérées comme des fiefs inébranlables aient ainsi basculé ? L'émergence d'hommes nouveaux, le plus souvent non liés directement à un parti politique, a souvent été un facteur décisif pour permettre à l'opposition de l'emporter. Ces hommes sont entrés dans la bataille municipale, soit parce que les autres candidats potentiels de l'opposition étaient considérés comme insuffisamment armés, soit, surtout, en réaction contre la politique menée à l'échelon national.

A Nîmes, M. Jean Bousquet, P.-D.G. de Cacharel, cinquante et un ans, explique ainsi les raisons de son entrée en lice : *« Puisque le pouvoir prend de plus en plus d'importance et réduit de plus en plus la liberté des entreprises, il faut s'intéresser au pouvoir. »* En mai 1982, M. Bousquet avait donc décidé d'être tête de liste parce que l'opposition n'avait pas *« de candidat capable »*, parce qu'il était du pays et qu'il était décidé à tout faire pour Nîmes, *« une ville qui végétait »*. M. Bousquet l'a emporté de justesse, par 422 voix d'avance sur M. Emile Jourdan (P.C.), maire depuis dix-huit ans de cette municipalité où la gauche régnait depuis soixante-quinze ans. Victoire d'un néophyte de la politique qui a mis en avant son apolitisme, son amour de cette cité et son image de manager dynamique et entreprenant. Le succès d'un homme neuf contre un vieux routier communiste.

Le même schéma s'est produit dans une autre ville du Gard, Beaucaire, où un instituteur de quarante-six ans, M. Jean-Marie André a battu, lui aussi, un ténor local du P.C.F., M. Bernard Deschamps, qui espérait bien succéder à son ami communiste, M. José Boyer, celui-ci ne se représentant pas. Cette citadelle du P.C.F. depuis vingt-quatre ans est tombée, par 25 voix d'écart aux mains d'une liste d'union de l'opposition contre le communisme. Le nouveau maire, M. André, est, lui aussi, un « bleu » en politique. Dirigeant local des chiffonniers d'Emmaüs, il avait estimé que la prise du pouvoir à l'échelon local était devenue une nécessité, car, *« à force de reboucher les trous d'un mur, j'ai pensé*, dit-il, *qu'il était préférable d'avoir la possibilité de reconstruire le mur »*. Revendiquant fièrement son apolitisme, M. André se veut un *« homme libre au service d'une ville »*, un homme qui *« refuse les extrêmes »*.

Ces caractéristiques des nouveaux venus à la tête des mairies se retrouvent également de l'autre côté du Rhône, à Arles (Bouches-du-Rhône), où un jeune médecin de quarante ans, M. Jean-Pierre Camoin, a ravi à M. Jacques Perrot (P.C.) son siège, après douze ans de gestion communiste et cent quinze ans de règne de la gauche. S'agit-il, là aussi, de la victoire d'un apolitique ? M. Camoin se dit *« républicain d'opposition non communiste »*. Comme M. Bousquet à Nîmes, M. Camoin, dermatologue, chef de service à l'hôpital, s'est porté candidat — quatre mois avant les élections, — en réaction au gouvernement socialo-communiste. *« Je me suis aperçu*, dit-il, *que les hommes politiques étaient tout-puissants. Pour que les socioprofessionnels puissent se défendre, ils doivent faire de la politique. Il n'y a pas d'autre solution. »* Le docteur Camoin s'est donc lancé dans l'arène municipale pour avoir son mot à dire, et aussi parce qu'il n'y avait pas de véritables leaders de l'opposition. Les figures traditionnelles de la droite, comme M. Van Migom (C.D.S.) ont été écartées, et M. Gérard Jouve (R.P.R.) est allé se faire « étriller » aux Saintes-Maries-de-la-Mer.

Ces bouleversements à la tête de plusieurs forteresses de la gauche constituent-ils un véritable renouvellement du personnel politique, ou s'agit-il tout simplement, de l'avènement d'élus lassés des rivalités au sein des partis et plus préoccupés de l'avenir de leur ville que de leur propre carrière politique ? Incontestablement le souci premier de ces futurs maires a été de constituer des listes de socioprofessionnels, représentatifs de tous les secteurs d'activités, afin, disent-ils, que chacun d'entre eux *« puisse s'occuper de problèmes qu'il connaît bien »*. Tous rejettent la gestion, à leur goût trop politisée, de leurs prédécesseurs et veulent, avant tout, agir de façon plus pragmatique. Le mandat qui leur a été confié sera-t-il un tremplin vers de nouvelles étapes politiques ? Aucun d'entre eux n'y songe pour l'instant, d'autant que les élections législatives n'auront lieu qu'en 1986. D'ici là, des ambitions peuvent naître, et de nouveaux adjoints aux dents longues se sentent déjà pousser des ailes. M. Franck Tassy par exemple, trente-quatre ans, deuxième adjoint au maire d'Arles, militant du parti républicain, qui avoue que la politique *« est un jeu auquel il est difficile de résister »*.

Le bénéfice de la « virginité »

Ces revirements spectaculaires dans le Midi rose ou rouge ne sont cependant pas le seul fait de personnalités touchées par le virus électoral. Des hommes engagés politiquement sont parvenus à reprendre de vieilles municipalités de gauche. Tel est le cas, dans le Gard, du Grau-du-Roi, d'Uzès, du Vauvert, dont les maires socialistes ont été battus par de jeunes candidats de l'opposition.

Dans le département voisin, le Vaucluse, les succès de l'opposition ont fait se lever de nouveaux espoirs. Orange, Pertuis et, surtout, Avignon sont passés à l'opposition, dans ce département traditionnellement à gauche, où la droite, et plus précisément le R.P.R., a le vent en poupe. M. Alain Dufaut (R.P.R.), conseiller général et deuxième adjoint à la mairie d'Avignon, résume ainsi la situation : *« Le président du conseil général, les deux sénateurs et les trois députés* (tous de la majorité) *ont été nettement battus dans les communes où ils se présentaient. Sur vingt-deux villes du département, dont la population est inférieure à trois mille cinq cents habitants, l'opposition contrôle désormais quatorze villes, soit plus de 60 %, ce qui ne s'était jamais vu dans le département de Vaucluse. »*

Ce jeune géomètre expert, âgé de trente-neuf ans, rappelle que, dès les élections cantonales de mars 1982, la triple victoire — la sienne, celle à Orange, de M. Robert Pini (qui depuis a été élu maire) et celle M. Jean-Michel Ferrand à Carpentras — avait illustré la montée des jeunes de l'opposition. La relève serait donc là.

A Avignon, le R.P.R. a tablé sur la jeunesse, le dynamisme, la nouveauté. *« Avignon a besoin d'énergie nouvelle »*, proclamaient les brochures du candidat R.P.R., M. Jean-Pierre Roux ; celui-ci a ravi son siège à M. Henri Duffaut, sénateur socialiste, âgé de soixante-quinze ans, qui, depuis vingt-quatre ans, présidait aux destinées de la cité des papes. Pourtant, M. Roux, ingénieur de l'équipement, n'est pas un nouveau venu sur la scène politique. Souvent battu — deux fois aux élections municipales, trois fois aux élections législatives et une fois aux élections cantonales — cet ancien député, âgé de quarante-quatre ans, a su donner une image jeune, sportive, énergique. *« Pour comprendre la politique sportive de Jean-Pierre Roux, allez passer une journée avec lui. Bon courage ! »*, indiquait sa brochure électorale. Le nouveau maire d'Avignon est un battant, mais aussi un optimiste : *« J'affirme que dans deux ans les deux prochains sièges de sénateurs, le conseil général et la présidence du conseil général, ainsi que les trois sièges de député, passeront à l'opposition. Si ce n'est pas vrai, je démissionne. »* Une confiance exagérée, engendrée par les joies de la victoire ? Peut-être. A moins que ce ne soit, comme disent les Vauclusiens, en raison de l'éternel penchant des habitants de ce département à être des opposants.

Toujours est-il que, dans ce département comme dans les villes voisines du triangle Avignon-Arles-Nîmes, la politique menée par la gauche a, incontestablement, fait se mobiliser une large fraction des professions libérales, de commerçants, qui ont voulu s'engager dans la lutte politique. Une nouvelle dynamique illustrée par le premier adjoint au maire d'Avignon, M. Jean Roure, ancien directeur régional du Crédit agricole, pour qui *« deux ans de socialisme, ça suffit »*. Comme beaucoup d'autres, il a décidé, à soixante ans, de sortir de sa réserve, d'être sur le terrain. Pour M. Camoin à Arles, le but est que M. François Mitterrand soit battu dans cinq ans. Quant à M. Bousquet à Nîmes, il a l'*« impression que l'Etat devient totalitaire »*.

Le changement de 1981 a joué un très grand rôle dans la décision de s'engager pour ces nouveaux élus, d'autant que, selon eux, les chefs locaux de l'opposition ou bien n'étaient pas à la hauteur, ou bien étaient usés politiquement.

Un grand nombre de ces élus ont bénéficié de l'atout que représentait leur jeunesse, et d'une « virginité » politique. La campagne a fait le reste : M. Roux affirme avoir visité mille huit cents familles dans les H.L.M. de la périphérie avignonnaise, en commençant dès le mois de mai 1982. M. Camoin raconte qu'il voit cinquante personnes par jour depuis douze ans. Et M. Bousquet souligne : *« Je suis du pays, j'ai réussi à Nîmes, j'ai eu une carrière brillante, et je suis très connu. J'ai toujours prouvé que je faisais tout pour Nîmes. »*

Le vent du renouveau a donc soufflé sur cette partie du Midi, au détriment de la gauche, mais souvent aussi des hommes politiques traditionnels. S'agit-il d'un nouveau levain qui suscitera, au sein de l'opposition, la relève dont parle déjà le R.P.R. ?

MICHEL BOLE-RICHARD.







POLITIQUE

Colin-maillard

(Suite de la première page.)

Tout cela n'est pas très nouveau sauf que l'alternance fait jouer la rigueur du système au profit de la gauche et coupe les circuits de communication avec *le pouvoir* que les habitudes avaient créés au sein de l'ancienne majorité. *Désormais*, les forces politiques et syndicales de la gauche, très structurées, *riches en* cadres *et militants qui* savaient canaliser ou récupérer la contestation, sont partagées entre la solidarité avec leur gouvernement et la critique de *certains aspects de sa politique*. En marge des partis de l'opposition, qui ne sont plus des rouages du pouvoir, les organisations sociales ou professionnelles, *soucieuses de défendre* leurs *intérêts*, se tournent vers de nouveaux moyens d'action et de pression. Ces contestataires cessent le travail, descendent dans *la rue*, traquent les *ministres* pour obtenir la modification d'un décret ou la prise en compte d'un amendement législatif. Des revendications *purement catégorielles et bien* ciblées. Les grandes réformes des nationalisations, de la *décentralisation*, des conditions de travail, si décriées par les partis de l'opposition, n'avaient pas *entraîné une telle mobilisation*. Voilà qui nous en dit long sur l'acceptation du « changement » suivant qu'il touche les structures ou les individus !

La recherche de nouveaux circuits pour agir sur le pouvoir obéit à une nécessité technique – *celle* d'être, au minimum, entendu – mais elle n'est pas neutre politiquement. De même que l'addition contagieuse de mécontentements disparates ne saurait rester sans conséquences. *Celle*, par exemple, d'affaiblir la majorité en accréditant dans l'opinion, mieux que ne l'ont fait jusque-là les partis adverses, le bien-fondé d'une attitude d'opposition systématique. Ou encore celle d'isoler un *gouvernement qui s'épuiserait à répondre* ponctuellement à des exigences démultipliées sans réduire une contestation globale aux traits indistincts. Comme beaucoup de *jeux, colin-maillard peut devenir* cruel et tourner mal en se prolongeant trop.

A. L.

Une élection cantonale

HAUTES-PYRÉNÉES : canton de Tarbes III (2e tour).

Inscr., 6 623 ; vot., 2 076 ; suffr. expr., 1 836 - M. Romo, P.C., 1 836 voix, ÉLU.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Paul Chastellain, maire communiste de Tarbes, *décédé le 13 mars dernier*, d'un crise cardiaque.

L'élection de M. Romo ne constitue pas une *surprise, puisqu'il était* candidat unique de ce second tour. Le candidat socialiste du premier tour s'était désisté en sa faveur et les deux candidats de l'opposition n'avaient pas obtenu 10 % des inscrits. Les résultats du premier tour de scrutin avaient été les *suivants* : inscr., *6 623* ; vot., 2 825 ; suffr. exprim., 2 777. MM. Romo, *1 345* voix ; Lescloupe, P.S., 705 ; Mme Marrouzt, R.P.R., 572 ; M. Soulard, C.D.S., 155.

Le nombre des abstentions, important au premier tour (57,34 %), s'est accru au second (68,65 %), les électeurs des candidats de droite s'étant désintéressés de ce scrutin.

La réélection de Paul Chastellain au conseil général des Hautes-Pyrénées avait été acquise au second tour des élections de mars 1982. Il avait obtenu 2 589 voix contre 1 188 à M. Guilland, R.P.R., *pour 3 777 suffr. expr. et 6 676* inscrits. Au premier tour, Paul Chastellain avait recueilli *1 656* voix, devançant Mme Foucry, P.S., 966 ; MM. Guilland, 714 ; Soulard, U.D.F., 334 ; Roques, M.R.G., 140, et Leclere, sn étiqu., 38. Il y avait eu 3 848 suffrages exprimés, 3 953 votants. *les* électeurs inscrits étaient au nombre de *6 676*.

M. RIGOUT HOSPITALISÉ

M. Marcel Rigout *« a été victime d'un léger malaise cardiaque »*, a annoncé dimanche 1er mai un communiqué du cabinet du ministre de la formation professionnelle qui précise que celui-ci *« devra observer un repos de quelques jours. »* M. Rigout se trouve actuellement à Limoges.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Lajoinie (P.C.F.) : Les analyses de l'INSEE ne nous surprennent pas

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, dimanche 1er mai, au « Club de la presse » d'Europe 1, à propos des prévisions de l'INSEE (*le Monde* du 28 avril) : *« Nous voulons que la gauche réussisse, y compris le plan de rigueur. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons fait des réserves, émis des critiques et formulé des propositions. Nous avons déclaré qu'il ne fallait pas s'en tenir à un plan conjoncturel, qu'il fallait avoir une grande politique ambitieuse de développement économique pour la France, s'appuyant sur les nationalisations. Nous avons demandé – toujours dans la même optique – davantage d'allégements dans les prélèvements. Les analyses de l'INSEE ne nous surprennent pas : si l'on ponctionne le pouvoir d'achat, il a y aura, presque automatiquement, une récession des débouchés intérieurs, entraînant évidemment une récession de notre appareil productif et le chômage. »*

M. Lajoinie a souligné que l'évolution prévue par l'INSEE *« n'est pas fatale »*, des mesures pouvant être prises pour éviter un accroissement du chômage et développer la production industrielle. Résumant le point de vue du P.C.F. sur ces questions, il a déclaré : *« La France n'est pas ligotée ; elle n'est ligotée ni au sein du Marché commun, ni au plan mondial, ni même vis-à-vis des Américains. Nous avons une marge de manœuvre, nous avons des atouts. C'est cette idée importante qui fonde notre optimisme pour l'avenir. »*

Interrogé sur l'éventuelle installation de nouveaux missiles américains en Europe, au cas où les négociations soviéto-américaines de Genève échoueraient, M. Lajoinie a déclaré : *« Nous sommes, nous, contre l'installation des missiles. Nous considérons que la décision de Reagan d'installer des missiles va relancer la course aux armements. On peut discuter sur l'équilibre, il y a eu beaucoup de thèses là-dessus. (...) Le président de la République a parlé de difficultés pour apprécier cet équilibre. Or l'installation de fusées atomiques en Europe, inévitablement, relancerait la course aux armements, et cela n'est pas acceptable, c'est dangereux pour le monde à tous points de vue. »*

M. JEAN-MICHEL BAYLET DEVIENT PRÉSIDENT PAR INTÉRIM DU M.R.G.

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, réuni samedi matin 30 avril, a désigné M. Jean-Michel Baylet, député de Tarn-et-Garonne et vice-président du M.R.G., pour assurer l'intérim de le présidence du mouvement après la démission de son président, M. Roger-Gérard Schwartzenberg. Les radicaux de gauche se réuniront en congrès au début de l'automne *pour procéder à l'élection de leur* nouveau président. Devenu secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, M. Schwartzenberg a abandonné ses fonctions comme l'avait fait son prédécesseur, M. Michel Crépeau, après son entrée au gouvernement.

Le congrès adoptera d'autre part un « plate-forme politique » destinée à présenter une version actualisée des principales positions du M.R.G. Un « comité de réflexion » a d'ores et déjà été constitué pour élaborer ce document. M. Baylet a indiqué qu'un débat avait lieu au sein du M.R.G. *quant à l'opportunité pour* les radicaux de gauche de présenter ou non une liste autonome aux élections européennes.

M. Baylet a, d'autre part, insisté sur la volonté du M.R.G. de ne pas *« laisser l'échiquier politique libre entre M. Chirac et le parti socialiste. Le M.R.G.*, a-t-il ajouté, *est le parti désigné pour faire l'ouverture »* (de la majorité). Sur la « plate-forme » du M.R.G., a-t-il assuré, pourrait plus tard se constituer une *« majorité d'idées »*.

LES JEUNES R.P.R. : LA GAUCHE GÉNÉREUSE EST DEVENUE SECTAIRE

Les délégués départementaux à la jeunesse du R.P.R. se sont réunis, samedi 30 avril à Paris, sous la présidence de M. Roger Kazoutchi, chargé de mission à la jeunesse. Ils ont décidé de lancer une campagne d'adhésion sur le thème « trois cent mille jeunes R.P.R. ».

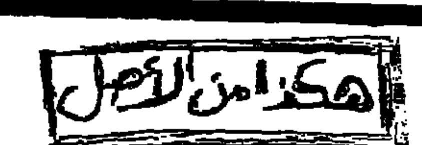
Des assises nationales des jeunes R.P.R. se dérouleront en Avignon du 29 *août au 3 septembre et s'achèveront* par un discours de M. Chirac.

A propos des projets de réforme universitaire, ils ont adopté une motion dans laquelle ils *« s'opposent au démantèlement des universités et à l'intégration progressive et cachée des grandes écoles (...), refusent la violence et appellent l'ensemble du monde universitaire à exiger la concertation tant promise et si peu pratiquée »*, et *« demandent en conséquence le report de la discussion du projet de loi »*. Ils concluent : *« Au total, beaucoup de jeunes croyaient à la gauche généreuse. Ils voient maintenant une gauche sectaire et régressive. L'échec politique, économique et humain de la gauche l'entraîne vers un durcissement sur des bases idéologiques dépassées. »*

● *André Bergeron a vivement réagi à un article de l'hebdomadaire socialiste* l'Unité (daté du 29 avril), selon lequel son syndicat est *« empêtré dans sa dérive chiraquienne »*.

Au cours d'une conférence de presse, tenue samedi 30 avril à Montpellier, le secrétaire général de F.O. a notamment affirmé : *« Nous ne dérivons ni dans le sens chiraquien ni dans un autre sens. J'ai adhéré, aux jeunesses socialistes en 1936. J'ai milité activement dans la S.F.I.O. d'autrefois. Le vieux parti socialiste a toujours scrupuleusement respecté l'indépendance syndicale. Je constate avec regret que les socialistes d'aujourd'hui ont une autre conception des choses. (...)*

» Bien sûr, il y a des syndicats Force ouvrière qui ont des adhérents qui vont de Arlette Laguiller aux membres du R.P.R. : entre ces deux pôles, il y a tous les courants politiques qui constituent la société française en dehors des communistes (...) Que les rédacteurs de l'Unité *y réfléchissent bien : l'intolérance engendre l'intolérance et tout cela finira mal »*, a conclu M. Bergeron.



AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. Bernard Pons : le président de la République est un incompétent entouré par des incompétents

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., invité dimanche 1er mai du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », a notamment opposé les déclarations de M. Mitterrand appelant au *« regroupement »* des Français aux *« réflexions »* de M. Poperen, numéro deux du P.S., et il a déclaré : *« Si le président de la République voulait que l'on crût à sa sincérité, il aurait dû rappeler à l'ordre publiquement M. Poperen. Il ne l'a pas fait. Je persiste et je signe, sans aucune passion : le président de la République est un incompétent entouré par des incompétents (...). Ce n'est pas parce qu'il a été élu au suffrage universel que le président de la République peut faire n'importe quoi. Je suis un citoyen français dans un pays libre. Je ne porte pas atteinte à la légitimité du président de la République. Je dis que sur le plan économique et financier, il fait preuve d'incompétence. »*

M. Pons récuse en ces termes la comparaison de la situation actuelle avec mai 1968 : *« Je souhaite que tout se passe dans le cadre du débat démocratique. Je souhaite que tous les Français, même s'ils sont profondément déçus, même s'ils ont des raisons d'être en colère, gardent leur calme et leur sang-froid et qu'ils ne « dérapent » jamais (...). Dans des circonstances comme celles que nous vivons, dans un monde en pleine évolution, on peut toujours craindre un dérapage (...). Je ne crois pas que l'on puisse parler de la reconstitution de ce que nous avons connu il y a quelques années. Nous étions alors dans une période de prospérité. Aujourd'hui, il s'agit de protestations catégorielles dans une période où le pouvoir d'achat des Françaises et des Français baisse. (...) Le R.P.R. en tant que tel n'a pas appelé jusqu'à présent à des manifestations. (...) En revanche, si le gouvernement veut porter atteinte à des libertés essentielles, par exemple la liberté d'enseignement, nous appellerons à une manifestation et nous dirons pourquoi. »*

Evoquant la rencontre du 19 mai entre le R.P.R. et l'U.D.F., qui doit désigner des groupes de travail, il estime : *« Il nous appartient de démontrer que l'opposition se porte bien et qu'elle ne se contente pas seulement de critiquer la politique aberrante menée par le gouvernement socialo-communiste, mais qu'elle est capable aussi de proposer une autre politique. (...)*

» Nous ne savons pas à quel moment interviendra l'alternance. Elle peut intervenir lorsqu'il y aura une consultation nationale (les législatives de 1986). *A moins que, pour une raison ou pour une autre, le président de la République n'en décide autrement. Il faut donc que nous soyons prêts à tout moment. (...) Le R.P.R. est prêt. De toute façon, nous n'allons pas nous lier les mains avec un programme et toute une série de catalogues, car nous ne savons pas quelle sera la situation exacte de la France au moment où il y aura l'alternance. (...) Nous avons des plans pour dire aux Français : Nous sommes capables de conduire une autre politique qui demandera de l'effort, de la volonté, du courage et aussi un certain nombre de sacrifices. »*

« De toute manière, lorsque nous reviendrons au pouvoir, et compte tenu de la situation de la France, nous ne pourrons pas promettre des fleurs et des fruits immédiatement. La route sera longue et elle sera difficile. »

A propos de la réduction du nombre des fonctionnaires, M. Pons remarque : *« Alors que les socialistes et les communistes ont hurlé au lendemain de notre congrès de la Porte de Versailles, M. Delors a annoncé voici quelques jours qu'il allait stabiliser le nombre des fonctionnaires et que tous les fonctionnaires qui seraient partis à la retraite en 1983 ne seraient pas remplacés. Ce que veut le R.P.R., c'est plus d'Etat et moins d'Etat, c'est-à-dire qu'il veut que l'Etat s'occupe de ses tâches propres, de ses tâches essentielles défense nationale, justice, sécurité des biens et des personnes, etc. – et qu'il y ait moins d'Etat, c'est-à-dire, qu'il y ait moins de bureaucratie et que la fonctionnarisation ne gêne pas, ne chapeaute pas, ne stérilise pas toute l'activité des Françaises et des Français. Ce que nous voulons, c'est une meilleure répartition. »*

Traitant de la préparation des élections européennes de 1984, il estime qu'*« une liste unique serait la meilleure formule pour que les Français voient qu'il y a une bonne entente de l'opposition »*.

M. POPEREN : le naturel de M. Pons revient au galop

Commentant les propos du secrétaire général du R.P.R., M. Jean Poperen, numéro deux du P.S., nous a déclaré, lundi matin 2 mai : *« Quand on écrit que certains homme de droite* « ne supportent » pas la gauche au pouvoir », *M. Pons joue sa partie dans le chœur de l'indignation. Et, au* « Grand jury R.T.L.- *le Monde* », *pendant près d'une heure, il s'est efforcé de faire patte de velours et de nous peindre un Chirac studieux, enfermé avec ses dossiers pour préparer, dans le calme, l'avenir de Paris.*

» Mais faut-il croire que le naturel revient au galop ? A la fin, M. Pons dérape et le voilà qui sort soudain de sa sérénité pour traiter le président de la République « d'incompétent, entouré d'incompé» tents ». *Rien de moins ! les troupes (maigres, heureusement) du S.N.P.M.I. de M. Deuil, qui manifestaient au cri de* « Mitter» rand, fous le camp ! », *ont parfaitement entendu ce propos du secrétaire général du principal parti de l'opposition ; et les commandos d'extrême droite infiltrés vendredi dans les manifestations étudiantes aussi. »*

Le C.D.S. élit M. Barrot au poste de secrétaire général

A une très large majorité – deux cent dix-huit voix sur deux cent soixante-quinze exprimées – M. Jacques Barrot, député de la Haute-Loire et ancien ministre, a été élu, samedi 30 avril, secrétaire général du C.D.S., poste qu'il avait déjà occupé dix-huit mois, de 1976 à 1977. Il succède à M. André Diligent, qui avait choisi de se démettre de ses fonctions pour se consacrer à son nouveau mandat de maire de Roubaix et pour préparer les élections sénatoriales de septembre prochain. Cette élection, bien qu'elle ne fût pas inscrite à l'ordre du jour, a occupé une grande partie de la réunion du conseil politique du C.D.S. Quelques réticences se sont manifestées, non pas à cause de la personnalité de M. Jacques Barrot, mais à propos de la procédure utilisée. Cette décision s'inscrit dans la suite logique du congrès de mai 1982 (*le Monde* du 1er juin 1982), au cours duquel s'était exprimée la volonté de renouveler les instances dirigeantes du parti et de mettre en place une équipe collégiale. M. Barrot, qui s'était alors porté candidat à la présidence du C.D.S., avait, derrière M. Méhaignerie et M. Stasi, obtenu un score très honorable.

Au cours de la réunion, le C.D.S. a dressé un constat sévère de la situation actuelle. Il a notamment dénoncé la *« responsabilité »* du chef de l'État dans la *« confusion »* actuelle, *« confusion de la politique engagée, confusion en matière européenne, confusion sur le plan industriel, confusion en matière de décentralisation »*. *« Mais*, a affirmé avec force M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., *comme nous l'avons refusée hier, nous refusons aujourd'hui la violence... Nous sommes contre un mai 68 à l'envers qui serait aussi préjudiciable au pays qu'un quatrième choc pétrolier. »*

Les responsables du C.D.S. se sont interrogés sur l'attitude à adopter face à la majorité. *« Nous devons*, a déclaré M. Méhaignerie, *rester fermes dans nos convictions mais prudents dans nos propos. » « Soyons*, a-t-il proposé, *les apôtres du refus du manichéisme. »* M. Jacques Barrot a dénoncé deux *« mythes »* : celui de l'*« uniformité »* et celui de la *« deuxième gauche »*. *« Il ne faut pas*, a-t-il dit, *laisser accaparer l'opposition par un courant simpliste et primaire qui servira ensuite à nourrir les affabulations des Mermaz et des Poperen. » « Il ne faut pas non plus*, a-t-il poursuivi, *laisser se développer le mythe d'une deuxième gauche. Nous devons faire preuve d'imagination et privilégier la réflexion intellectuelle. Il y a des forces sociales réformistes qui n'appartiennent ni au front de classe, ni au front du statu quo. Elles attendent, au travers du C.D.S., le partenaire ouvert et réaliste dont elles ont besoin. » « Se mettre en symbiose avec ces forces sociales réformistes, c'est*, pour M. Barrot, *une chance certaine d'être les hommes de l'avenir. »*

Au sein de l'opposition, le C.D.S. s'est montré décidé à affirmer sa propre personnalité. M. Méhaignerie a notamment regretté d'avoir pris connaissance par la presse de la proposition du R.P.R. en faveur d'une plate-forme commune de l'opposition : *« Nous ne sommes pas très heureux de constater que le souci tactique a prévalu sur un souci d'approfondissement et d'efficacité, qui, lui, demande une plus grande discrétion. S'il s'agit de travailler dans un souci tactique, nous ne marcherons pas »*, a-t-il précisé.

De son côté, M. Bernard Stasi, député de la Marne et maire d'Epernay, a estimé : *« Un certain effacement de notre famille de pensée dans les médias, face à la dynamique trop exclusivement chiraquienne de l'opposition et dans les vivotements souvent confus de l'U.D.F., serait une perte d'espoir pour l'opinion. Nous ne devons pas nous résigner à ce que la voix de l'opposition s'affirme souvent sans nous, parfois contre nos idées... »*

M. Stasi a souhaité que la commission exécutive de C.D.S. rencontre M. Raymond Barre, dont il apprécie *« l'exigence d'honnêteté, d'authencité, doublée d'un sens de l'intérêt général qui dépasse les égoïsmes catégoriels »*. Mais il a estimé que le langage de l'ancien premier ministre est *« encore insuffisant »*. *« Je souhaiterais*, a-t-il dit, *qu'il précise plus clairement cette autre société que les sacrifices et les efforts auxquels il convie les Français permettront à la France d'imaginer et de construire. »*

En ce qui concerne les élections européennes, le C.D.S. a réaffirmé qu'il est favorable à la constitution de deux listes d'opposition et éventuellement, si un accord n'est pas possible au sein même de l'U.D.F., à une liste C.D.S. Ce point de vue a été notamment défendu par MM. Stasi et Monory. Le sénateur de la Vienne a affirmé : *« Si, pour des raisons électorales ou de prestige personnel, on venait à nous imposer une seule liste, nous devons nous tenir prêts à présenter notre propre liste. »*

Conforté par ses résultats aux élections municipales, le C.D.S., qui, selon son président, doit faire face à un afflux de militants, veut consolider ses structures. Dans chaque région devrait être mis en place, avant le mois d'octobre, une délégation régionale, un bureau régional et un responsable régional nommé par le bureau politique du C.D.S. sur proposition du président. En outre, dans chaque département, cinq thèmes sont soumis à la réflexion des militants : comment assurer le redressement économique de la France, arrêter son déclin et l'affaiblissement de l'Europe, introduire plus de libertés, de responsabilité et d'efficacité dans toutes les structures de la société française, garantir une école ouverte, assurer une plus grande justice et un système social responsabilisé.

Au cours de ce conseil politique, le C.D.S. a également adopté à l'unanimité deux motions : la première prévoit la tenue, en septembre, d'une réunion au cours de laquelle seront précisés l'enjeu des élections européennes, la position du C.D.S. et sa stratégie. La seconde est une motion de solidarité a l'égard du peuple polonais.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

société

ÉDUCATION

Un entretien avec M. Alain Savary

- *La sélection ne sera ni générale ni obligatoire*
- *Les étudiants entrés à l'université avant 1984 ne seront pas concernés*

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, précise (ci-dessous) ses intentions, notamment en ce qui concerne la sélection dans le deuxième cycle de l'enseignement supérieur, qui a motivé l'agitation étudiante de ces derniers jours et donc les deux objectifs essentiels du projet : démocratisation et meilleure qualification.

« Comment interprétez-vous les divers mouvement qui agitent le monde universitaire, étudiants et enseignants, depuis un semestre, à propos du projet de loi sur l'enseignement supérieur ?

— Les mouvements qui agitent le monde universitaire se sont étendus à partir de la contestation de la loi relative aux études médicales. Je crois aussi que certains enseignants et certaines organisations essaient de provoquer ou d'entretenir l'agitation étudiante. On va jusqu'à diffuser des interprétations grossièrement fallacieuses du texte, quand il ne s'agit pas de documents tronqués. C'est là que la manipulation de certains tend à semer la confusion. La surprise est probablement sincère chez beaucoup d'étudiants.

» Notre problème maintenant est d'utiliser les délais qui nous restent avant la discussion à l'Assemblée nationale pour les éclairer au maximum. Les commissions parlementaires continueront de rencontrer les organisations étudiantes. Ils pourront prévoir des amendements au projet tel qu'il a été arrêté par le conseil des ministres.

— Les grèves et les manifestations de ces derniers jours révèlent néanmoins une réelle et profonde inquiétude chez les jeunes, qui ne peut manquer de préoccuper le ministre de l'éducation nationale ?

— Je comprend cette inquiétude des jeunes qui, en particulier, s'interrogent longuement sur leur avenir professionnel. Cette inquiétude la rend vulnérables. Mais précisément ce projet de loi est fait pour répondre à leur attente. Premièrement, je souhaite que l'enseignement supérieur accueille plus d'étudiants et je voudrais que ces étudiants plus nombreux soient mieux formés, en particulier au niveau du premier cycle. Celui-ci à l'heure actuelle correspond à la préparation de ce que l'on appelle le DEUG (diplôme d'études universitaires générales). Il est assez étroitement spécialisé et il se caractérise malheureusement par une sélection sauvage et hypocrite : 60 % d'échecs...

» Les travaux qui aboutiront à la mise en place du nouveau premier cycle, à la rentrée 1984, sont guidés par plusieurs principes très clairs :

» 1) Il faut que l'étudiant bénéficie d'une véritable orientation, ce qui suppose qu'il ne soit pas, dès le départ, prisonnier d'une filière trop étroite et ce qui suppose aussi une information sur les carrières et sur les débouchés ;

» 2) Il faut que l'étudiant bénéficie d'une véritable formation, ce qui implique qu'il choisisse un champ disciplinaire lié à un secteur d'activités que nous avons considéré comme la dominante de sa formation et ce qui implique également le développement important des enseignements méthodologiques et de langage. Le schéma permettra à l'étudiant de préciser son profil de semestre en semestre par l'étude de matières situées dans un programme d'ensemble de plus en plus structuré sans se couper de l'environnement intellectuel de la discipline choisie.

» Notre ambition est de valoriser les diplômes de premier cycle et, pour les jeunes qui ne continueraient pas leurs études au-delà on envisage un complément de formation.

— Les témoignages recueillis auprès de nombreux étudiants révèlent que le point d'accroche du malaise porte sur le thème de la sélection. Le projet de loi à ce propos donne lieu à toutes sortes d'interprétations et de rumeurs. Le parti socialiste lui-même s'en est ému. Pouvez-vous expliquer avec précision vos intentions sur ce point ?

— La France sera, à ma connaissance, dans le monde le seul pays où l'on entre à l'université sans sélection avec le baccalauréat ou un équivalent. Le seul pays aussi où, sans sélection, l'entrée à l'université ouvre la voie à la formation gratuite. Je crois fermement qu'il est possible d'abaisser de manière significative le nombre des étudiants qui quittent l'enseignement supérieur sans diplôme et de donner à tous une qualification meilleure, et par conséquent plus de chances d'accéder à un emploi.

» J'ai refusé la sélection à l'entrée dans le premier cycle. Certaines sélections, limitées, sont inévitables dans le second cycle. Il faut ici relire le texte de la loi de façon à bien comprendre qu'il ne s'agit nullement d'instaurer un concours d'entrée dans le second cycle. Que dit, en effet, l'article 13 ? Pour certaines des formations du second cycle, l'admission — et non doit — peut être subordonnée au succès à un concours ou à l'examen du dossier des candidats, donc la sélection n'est nullement générale, et elle n'est jamais obligatoire.

Démocratisation et qualité

— A qui reviendra l'initiative de décider s'il y a, ou non, sélection ?

— Aux universités autonomes et au ministère dans le cadre de la procédure d'habilitation, avec le concours d'une commission de prospective, qui aura pour ambition d'éclairer l'avenir dans les prochaines années et d'aider les établissements d'enseignement supérieur à faire des propositions tenant compte de ces perspectives.

» Dans certains cas, il faudra bien limiter le nombre des étudiants, tout simplement parce que les moyens en formateurs et en équipements ne pourront être mis en place que progressivement. Dans d'autres cas, on peut s'interroger sur l'hypocrisie qu'il y a à accueillir trop d'étudiants en leur faisant croire qu'ils pourront trouver des débouchés au terme de la formation considérée. Pensez à ce que seraient, par exemple, les débouchés d'une filière préparant aux carrières de fonctionnaires internationaux. En tout cas, mon intention est bien, même pour le second cycle, de faire en sorte que nous puissions accueillir plus d'étudiants.

— Accueillir plus d'étudiants et mieux les préparer à leur avenir professionnel, est-ce bien réaliste ? N'y a-t-il pas contradiction entre les deux objectifs ?

— Il s'agit, en effet, de concilier deux objectifs qui ne se confondent pas mais qui ne s'opposent pas non plus : l'objectif de démocratisation et l'objectif de qualité. Tout ne se fera pas en un jour et la loi ne pourra pas être appliquée globalement dès la rentrée de 1984. Nous commencerons par la première année du premier cycle. Pour le second cycle, nous mettrons l'accent sur les formations professionnelles qui existent déjà et nous les développerons par la première année du premier cycle. Pour les seconds cycles, nous mettrons l'accent sur les formations professionnelles qui existent déjà et nous les développerons.

— Où situez-vous la frontière entre les filières à finalité professionnelle et les autres ? Ces dernières ne risquent-elles pas d'être sacrifiées ?

— Le texte indique assez nettement qu'il ne faudrait pas distinguer brutalement des filières à finalité professionnelle et d'autres filières. Il faut que toute les formations comprennent, à des degrés divers, formation générale et formation professionnelle. Il faut éviter des filières professionnelles trop pointues. Je ne crois pas que les filières qui ne sont pas professionnelles riquent d'être sacrifiées. Je pense seulement que, pour normaliser toutes les filières, les universités devront se préoccuper des débouchés offerts aux étudiants. C'est ça, l'idée fondamentale de la professionnalistion.

« Le risque de reporter toute amélioration aux calendes grecques »

— Elle ne suffit pas à expliquer concrètement quelles seront les filières professionnelles et sélectives.

— Les filières qui sont déjà sélectives le resteront ; celles qui ne le sont pas ne le deviendront pas, à moins qu'elles ne se transforment. Prenons, par exemple, une filière de langue vivante. Elle n'a pas de raison d'être sélective. Si elle devient une formation à l'interprétariat, ce n'est plus la même chose. Autre exemple, l'enseignement du droit n'impose pas un *numerus clausus*, en revanche, une filière qui accueillerait des juristes d'entreprises, spécialistes de la propriété industrielle ne saurait être utilement ouverte à des masses d'étudiants.

» D'autre part, on pourra créer de nouvelles filières qui pourront, si elles sont professionnelles, être sélectives. A cet égard, je tiens à rappeler que la formation des ingénieurs relève non seulement des écoles mais aussi des Universités. Nous souhaitons de telles créations, mais il ne s'agit pas de privilégier les filières professionnelles de façon excessive ; la répartition des emplois d'enseignants pour la rentrée universitaires de 1983 montre que l'on ne dérive pas. En effet, sur 600 emplois nouveaux, nous proposons d'en mettre 228 à la disposition des « programmes mobilisateurs », dont 200 pour la seule filière électronique. Les autres secteurs scientifiques s'en verront attribuer 50, la santé 77, le secteur culturel 10, le droit et les sciences économiques 140, les sciences sociales et humaines 30, la formation d'instituteurs 10, les langues vivantes 25 et les autres disciplines littéraires 7.

— Faut-il voir dans ce plan une anticipation, dès la prochaine rentrée, de l'application de la réforme, dont le départ n'est pourtant prévu qu'en 1984 ?

— Non, mais je pense que psychologiquement la rentrée 1983 peut être plus détendue si on sait ce que sera 1984. Les étudiants qui entreront à l'université en 1983 ne seront pas concernés par les nouvelles dispositions, mais nous prendrons les mesures transitoires nécessaires pour permettre aux étudiants rentrés dans le cadre actuel de poursuivre leurs études conformément aux programmes qui étaient en vigueur à leur arrivée dans l'enseignement supérieur.

— Le report à l'automne du débat parlementaire est-il envisageable ? C'est, en effet, une revendication qui semble faire l'unanimité parmi vos interlocuteurs pour permettre d'ici là, une nouvelle concertation ?

— La loi sur l'enseignement supérieur ayant fait l'objet d'une minutieuse préparation — dix-huit mois, — il me semble que la suite normale des consultations est le débat parlementaire devant les commissions puis en séance plénière. De toute manière, avant que le débat public en première lecture ne s'engage à l'Assemblée nationale, il y a un mois pendant lequel il peut y avoir pas mal d'échanges. Compte tenu du calendrier parlementaire, il est clair que le vote définitif interviendra au mieux au mois d'octobre. Ce calendrier me convient. Si le débat devait être reporté, ce que je ne souhaite pas, cela remettrait toute hypothèse d'amélioration des enseignements supérieurs aux calendes grecques.

Propos recueillis par
CATHERINE ARDITTI.

Le rapport sur la formation des jeunes chômeurs à l'informatique a été remis à M. Mitterrand

Le rapport sur la formation des jeunes chômeurs de seize à vingt-cinq ans à l'informatique vient d'être remis au président de la République. Demandé il y a deux mois par M. François Mitterrand à MM. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du Centre mondial informatique et ressource humaine, et Pierre Laffitte, président de la conférence des grandes écoles, ce texte, rédigé sous la direction du professeur Erol Gelenbe, précise les conditions de mise en œuvre de ce projet qui est un des éléments du *« formidable effort de formation »*, selon les termes du président de la République, auquel le pays *« doit s'atteler »* (*le Monde* du 1er mars).

● **La *formation des élèves.*** — Il s'agit, d'une part, d'assurer la réinsertion culturelle et scolaire des jeunes de seize à dix-huit ans avec *« l'aide de l'outil informatique »* et, d'autre part, de dispenser à des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans une formation et une qualification leur permettant, en fonction de l'enseignement qu'ils ont précédemment reçu, d'acquérir dans le domaine de l'informatique *différents* degrés de qualification.

Le premier niveau, correspondant au niveau C.A.P., pourrait être obtenu en trois mois ; le deuxième — niveau programmeur d'applications — le serait en six mois, et le troisième, destiné à des chômeurs ayant déjà une formation supérieure, permettrait, en neuf mois, de transformer ces élèves en spécialistes de l'informatique.

● **La formation des maîtres volontaires.** — Pour donner suite à la proposition d'avoir recours à des élèves des grandes écoles et des universités (1), il est prévu de donner à ces « volontaires » une formation initiale de deux mois dans des « centres de formation de formateurs ». Une vingtaine de ces centres devraient être rapidement créés : neuf de grande taille (Paris-centre, Paris-sud, Sophia Antipolis-Nice, Toulouse, Grenoble-Chambéry, Lyon-Saint-Étienne, Rennes, Nancy, Nord) et onze de taille moyenne (Reims, Mulhouse, Besançon - Belfort, Dijon, Aix - Marseille, Montpellier, Bordeaux, Nantes, Caen, Rouen, Cergy-Pontoise).

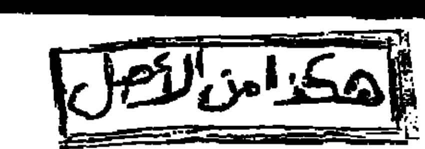
Outre leur fonction de formation initiale des « maîtres volontaires », ces entités assisteraient les régions dans le choix des sites de formation des jeunes chômeurs et le suivi pédagogique de leur programme de formation et d'insertion professionnelle. Un contact permanent avec le milieu socio-professionnel serait donc souhaitable, indique le rapport.

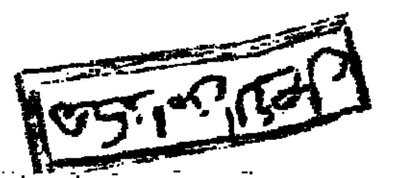
● **Les coûts.** — Selon M. Gelende, une somme de 28 millions de francs devrait permettre d'assurer la première année de formation de sept mille cinq cents jeunes chômeurs : 18 millions pour la formation et la subsistance des cinq cents maîtres à former et 10 millions pour les équipements.

Reste une question : qui paiera ? La réponse devra être fournie rapidement si l'on veut, comme le suggère le rapport, commencer à travailler dès la rentrée 83.

J.-F. A.

(1) Une adaptation du service national serait nécessaire pour les jeunes gens appelés sous les drapeaux et désireux d'assurer une formation aux jeunes chômeurs.





MÉDECINE

Le statut unique des médecins hospitaliers pourrait être mis en œuvre dès le 1er janvier 1984

indique M. Pierre Bérégovoy

Les bureaux nationaux des organisations des internes et des chefs de clinique ont décidé, au cours du week-end, de demander à leurs mandants de suspendre leur mouvement de grève, compte tenu des apaisements que leur a apportés M. Pierre Mauroy le 29 avril. La décision des grévistes sur la reprise du travail dans les C.H.U. devrait être connue ce 2 mai en début d'après-midi. De son côté, dans une lettre adressée le 30 avril au président d'une intersyndicale des médecins hospitaliers (1), M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, souligne que l'un des objectifs des pouvoirs publics dans le cadre des réformes hospitalières reste la mise en œuvre du statut unique des praticiens dès le 1er janvier 1984. Forte de cette annonce, la Fédération nationale des associations et collectifs d'assistants et adjoints des hôpitaux non universitaires (FNACAA) a décidé de ne pas appeler ses adhérents à la grève. Dans cette lettre, M. Bérégovoy réaffirme au nom du gouvernement *« la volonté de reconnaître la spécificité des U.E.R. médicales au sein de l'université dans le projet de loi sur l'enseignement supérieur »*.

Avec les précisions apportées par M. Bérégovoy, la stratégie gouvernementale en matière de réformes hospitalières apparaît plus nettement. Le désir de voir cesser le mouvement de grève des internes et chefs de clinique des C.H.U. avait conduit à la rédaction de la lettre de M. Pierre Mauroy, ainsi qu'à sa lecture publique lors des dernières assises nationales (*le Monde* daté 1er-2 mai). Cette lettre ne concernait que les C.H.U. Elle soulignait – point important – que la concertation serait *« organisée sur la notion d'un corps unique hospitalo-universitaire (à valence universitaire variable) de médecins hospitaliers plein temps titulaires exerçant en C.H.U. »*.

M. Pierre Bérégovoy reprend cette notion à laquelle il ajoute une autre précision importante : *« La mise au point d'un statut unique des praticiens hospitaliers,* indique-t-il, *sera poursuivie sur la base des travaux antérieurs avec l'objectif de le mettre en œuvre au 1er janvier 1984 en fonction des résultats de la concertation »*.

Au cabinet de M. Bérégovoy, on craignait ces jours derniers que les projecteurs n'aient été trop braqués sur les internes et les chefs de clinique des C.H.U. Ces précisions, apportées au lendemain des assises de ces derniers ont pour objectif de rassurer les membres de l'intersyndicale qui craignaient de voir leurs propres revendications oubliées. Déjà, à la FNACAA, qui groupe un grand nombre de praticiens des hôpitaux généraux, on a levé les menaces de grève qu'on faisait planer pour cette semaine. Le syndicat de la médecine hospitalière qualifie ces propositions d'*« avancée considérable »*.

Les responsables de la FNACAA et ceux de la seconde intersyndicale ont été reçus le 30 avril par les cinq médiateurs nommés il y a quelques jours par M. Pierre Mauroy. Selon certains observateurs, la majorité d'entre eux opposent des raisons techniques à la mise en œuvre rapide du statut unique et des départements hospitaliers. Ils souhaiteraient dès lors que soit précisément indiquée la mission du comité des médiateurs

J.-Y. N.

(1) Il existe deux intersyndicales, la première s'est constituée autour de la FNACAA et du S.M.H. La seconde s'est constituée autour du syndicat des professeurs, chefs de service et médecins titulaires des hôpitaux publics que préside le professeur Michel Garbay.

M. PONS (R.P.R.) : la goutte qui a fait déborder le vase

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., invité dimanche 1er mai du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » a déclaré :

« La situation dans les facultés de médecine n'est pas de la responsabilité du gouvernement actuel. Il faut remonter à 1971, époque où l'on a décidé une certaine sélection à l'entrée des facultés de médecine mais en ouvrant trop les vannes. Aujourd'hui, les résultats de cette politique se font sentir au niveau de la démographie médicale. (...) En 1979, j'ai été, l'un des seuls députés de l'ancienne majorité à ne pas voter la réforme des études médicales, car je suis contre la sélection par l'échec. Le problème des études médicales n'a rien à voir avec celui des internes et des chefs de clinique, et dans ce domaine nous sommes d'ailleurs sur la voie de l'apaisement. Je ne peux pas accuser totalement le gouvernement actuel. Je pense que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, ce sont quelques erreurs psychologiques qui ont été commises par le précédent ministre de la santé. »

L'EMBRYON MANIPULÉ

Une lettre du président de l'Association contre l'exploitation des fœtus humains

M. Claude Jacquinot, président de l'Association internationale contre l'exploitation des fœtus humains, nous adresse la lettre suivante :

Dans un article sous-titré « L'embryon manipulé » (*le Monde* du 22 avril 1983), le docteur Escoffier-Lambiotte écrit que l'Association internationale contre l'exploitation des fœtus humains ne semble pas avoir compris certaines données du problème en intentant des actions judiciaires.

Pour l'objectivité de l'information, je dois préciser que la question importante qui se pose est de savoir d'où viennent les fœtus « donneurs d'organes ». Il est, semble-t-il, insuffisant d'invoquer le salut possible d'un être humain, de saluer le don généreux d'un fœtus à l'humanité... Comment est-il possible d'occulter le fait que cela est au prix de la suppression d'un autre être humain ? Qui oserait dénier à un fœtus de trois mois la qualité d'être humain et le droit absolu à la vie ?

Il est établi que les chercheurs bordelais se sont toujours retranchés derrière le secret médical, mais celui-ci ne peut être invoqué que dans l'intérêt des malades, il ne peut servir à protéger les chercheurs. Notre association, qui entretient des liens privilégiés avec l'Association mondiale des amis de l'enfance, estime nécessaire de rompre le silence qui entoure certaines directions de recherches. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé des informations aux autorités compétentes : pourquoi a-t-on pratiqué des césariennes pour des avortements de onze, douze, treize semaines ? Combien de temps après l'extraction chirurgicale les organes ont-ils été prélevés ? Quelles sont les informations qui ont été données aux mères ?

Sur lea plan juridique, il n'y a aucune « confusion », comme l'auteur de l'article le laisse croire. Dans une réponse à une question écrite, le ministre de la santé a clairement indiqué que la loi du 22 décembre 1976 sur les prélèvements d'organes n'était pas applicable aux prélèvements sur les fœtus humains (*J.O.* Assemblée nationale, 21 juin 1982, 2603).

APRÈS PLUS DE DEUX MOIS DE GRÈVE

Les étudiants font de nouvelles contre-propositions au gouvernement

Le Comité inter-C.H.U. national (C.I.C.N.) des étudiants en médecine, réuni les 30 avril et 1er mai à Strasbourg, a décidé de formuler de nouvelles contre-propositions au gouvernement. Les étudiants continuent leur mouvement de grève des cours et des stages hospitaliers commencé il y a plus de deux mois.

Les contre-propositions portent sur l'examen de fin de second cycle pour lequel les étudiants persistent à refuser tout principe de classement. Ils désirent de plus limiter le programme et le volume d'enseignement afin que ce qui est devenu un certificat de synthèse clinique et thérapeutique ne puisse à l'avenir se transformer de nouveau en examen classant et validant obligatoire.

A propos de l'accès aux filières de médecine spécialisée, le C.I.C.N. refuse le système proposé des coefficients de motivation. Il formule une nouvelle fois ses propositions de concours différents, les limitant néanmoins à trois : psychiatrie, biologie et chirurgie-médecine. Enfin, le C.I.C.N. *« attend des précisions »* en ce qui concerne les filières recherche et santé publique.

Un collectif de onze membres

D'autre part, afin de faciliter les futures négociations, le C.I.C.N. a décidé de constituer on collectif de onze membres, chacun représentant quatre C.H.U. Une première rencontre avec des médiateurs a eu lieu le 29 avril. Une seconde est prévue pour le 3 mai. Aucun nouveau contact n'est prévu avec les ministres concernés.

On indique, au C.I.C.N., enregistrer aujourd'hui un certain *« malaise au niveau de la base »*. Ce sont les assemblées générales qui décideront de la suite du mouvement. Enfin, aucune précision n'est apportée en ce qui concerne d'éventuelles futures *« actions spectaculaires »*.

● *Les étudiants en pharmacie* appellent à une manifestation nationale à Paris pour jeudi 5 mai. Ils réclament des négociations avec le gouvernement et veulent obtenir des éclaircissements sur les modalités d'application de la réforme des études pharmaceutiques votée le 23 décembre 1982 en même temps que celle du troisième cycle des études médicales.

SCIENCES

LE GOUVERNEMENT ITALIEN A AUTORISÉ UN ESSAI DE DÉTOURNEMENT DE LA LAVE DE L'ETNA

Rome (*A.F.P., UPI*). – Le gouvernement italien a autorisé, le 30 avril, la tentative de détournement des flots de lave coulant de l'Etna depuis le 28 mars. Un canal artificiel large de 3 mètres, profond de 7 mètres, long de 2 kilomètres va être creusé par des bulldozers, de façon à y faire couler la lave qui, autrement, risque très prochainement d'engloutir les localités de Nicolosi, Belpasso et Ragalna. Lorsque ce travail sera fait, des explosifs feront sauter la ride rocheuse qui borde la coulée principale pour tenter de dériver la lave vers le chemin qui lui aura été préparé. On espère que la lave coulera ainsi dans la dépression creusée par un cratère actif lors d'une éruption précédente.

Un ingénieur suédois a été chargé de la pose des explosifs. C'est là une opération délicate, étant donnée la température élevée (1 000 °C environ) de la lave.

[A La première tentative de détournement de la lave de l'Etna eut lieu en 1669 : une cinquantaine d'hommes, couverts de peaux mouillées, s'efforcèrent de faire, à coups de pics et de pioches, une brèche dans la « moraine » latérale bordant la coulée en amont de Catane. L'opération très tardive, puisque la lave avait déjà atteint la ville, eut un commencement de succès : une partie de la coulée fut effectivement déviée. Mais le travail fut interrompu par cinq cents hommes armés venus de la ville de Paterno (à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Catane) dont les habitants craignaient que la lave détournée menaçât leur cité. En 1955 et 1966, des tentatives de construction de barrières de détournement de la lave du Kilauea (Hawaï) eurent un effet temporaire.

En 1935, une tentative de bombardement d'une coulée du Mauna Loa (Hawaï) réussit à crever un des « tuyaux » naturels, faits de lave refroidie, par où coulait un torrent de lave très liquide. Un autre essai de bombardement eut lieu sur le Mauno Loa : dans les deux cas, le flot de lave fut ralenti mais pas arrêté. – Y.R.]

ENVIRONNEMENT

LES DÉCHETS DE SEVESO

Mme Bouchardeau veut assurer une « totale transparence » dans les importations de déchets toxiques

Dans le cadre de la séance consacrée aux questions orales sans débat, vendredi après-midi 29 avril, au Sénat, MM. Bonnefous (Gauche démocratique, Yvelines) et Lederman (P.C., Val-de-Marne) ont parlé de l'« affaire » des déchets de dioxine, et plus généralement de la question des stockages de produits dangereux. Mme Bouchardeau, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie, a affirmé que les autorités françaises n'avaient pas été préalablement informées du transfert en France des déchets de Seveso, et en conséquence ne l'avaient pas autorisé.

Elle a affirmé que les autorités françaises *« sont vigilantes »*, qu'elles sont intervenues auprès de la société Hoffmann-Laroche, ainsi qu'auprès des gouvernements étrangers intéressés. *« Il ne m'appartient pas,* a-t-elle ajouté, *de me prononcer sur les responsabilités, mais il est inadmissible de monter une opération de sous-traitance ayant pour but d'éviter que l'on ne sache où se trouvent les déchets toxiques, alors qu'un industriel a l'obligation d'assurer la sécurité de leur élimination. »*

Pour le secrétaire d'Etat, il y a *« une faille dans la législation française. Il n'existe pas,* explique-t-elle, *de contrôle* a priori *de l'importation des déchets sur le territoire national »*. Après avoir indiqué que cette lacune devra être comblée, mais qu'il faudra étendre ensuite la réglementation à l'ensemble de l'Europe, elle précise que pour les transferts de ces produits *« il faut assurer la totale transparence »*. Elle précise que l'élimination des déchets doit avoir pour fin la protection de l'environnement, et qu'en conséquence les décharges et centres d'incinération doivent être exemplaires à cet égard. Sur ce point, elle assure qu'à intervalles réguliers le conseil départemental d'hygiène devra délibérer, à partir d'un rapport d'exploitation des centres de décharge, afin que les élus et les populations sachent en permanence ce qui s'y passe.

M. Bonnefous, reprenant la parole, a souhaité que l'on aggrave les sanctions et qu'on interdise à ceux qui sont impliqués dans de telles affaires de continuer à exercer leur activité. De son côté, M. Lederman retient comme seule solution une affirmation des principes selon lesquels la responsabilité des déchets doit revenir aux seuls producteurs, sous réserve d'une condamnation conjointe des intermédiaires dans certains cas.

A. Ch.

JUSTICE

Le traité sur l'abolition de la peine de mort

M. MICHEL DEBRÉ PROTESTE CONTRE UNE ATTEINTE A LA « SOUVERAINETÉ FRANÇAISE »

Une partie de l'opposition a réagi négativement à la signature, jeudi 28 avril à Strasbourg, d'un protocole interdisant, en cas de ratification, tout rétablissement de la peine de mort en France (*le Monde* du 29 avril).

● *LE COMITÉ POUR L'INDÉPENDANCE ET L'UNITÉ DE LA FRANCE*, que préside M. Michel Debré, *« s'étonne que le président de la République ait pu ordonner de signer un traité qui a pour objet de limiter définitivement la liberté de la République en matière pénale, rappelle que la souveraineté française ne peut être aliénée, demande aux parlementaires, quelle que soit leur opinion sur la peine de mort, de ne pas autoriser la ratification d'un texte contraire à la Constitution »*.

● *LE CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS*, que préside M. Philippe Malaud, estime que, *« une fois de plus, M. Badinter se livre à une provocation à l'égard de l'opinion publique largement majoritaire en ce qui concerne la peine de mort »*.

DÉFENSE

EXERCICE EN TERRAIN LIBRE DE LA 27e DIVISION ALPINE

Une grande manœuvre en terrain libre, mettant en mouvement la 27e division alpine appuyée par des avions de la Force aérienne tactique (FATAC) et par des hélicoptères de l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT), aura lieu, du mardi 3 au vendredi 6 mai, dans le sud-est de la France.

Selon le ministère de la défense, cet exercice a pour but de faire exécuter à la 27e division alpine, dont le P.C. est à Grenoble, une mission défensive en moyenne montagne, face à un adversaire mécanisé et aéromobile, avec l'emploi des moyens dits de la troisième dimension (héliportages) et sous menace chimique.

Baptisée « Alpes 83 », cette manœuvre aura lieu dans la zone géographique délimitée par le quadrilatère Valence-Orange-Digne-Saint-Bonnet-en-Champsaur, près de Gap.

AÉRONAUTIQUE

UNE COMPAGNIE THAILANDAISE CHOISIT L'AIRBUS EUROPÉEN DE PRÉFÉRENCE AU BOEING-767

Bangkok (*A.F.P.*). – La compagnie thaïlandaise Thai Airways International a signé, samedi 30 avril, avec le consortium européen Airbus Industrie un contrat d'un montant de 89 millions de dollars portant sur l'achat de deux Airbus A-300-600.

La compagnie avait longuement hésité entre l'Airbus A-300-600 et le Boeing 767-200 R. Dans un premier temps, elle s'était prononcée pour l'avion européen, puis avait changé d'avis en raison notamment des délais de livraison et elle avait manifesté sa préférence pour le Boeing.

Le constructeur américain avait qualifié l'opération de *« contrat de la décennie »*. Bien qu'elle ne porte que sur la vente de deux appareils, Boeing et Airbus considéraient, en effet, cette vente comme un tournant sur le marché asiatique des moyen-courriers.

Selon certaines informations, la décision finale de Thai Airways International s'explique par une baisse de 10 millions de dollars des prix des appareils consentie par la firme européenne. On considère généralement que le prix d'un Airbus est de 50 millions de dollars environ. Le contrat précise également qu'Airbus s'engage à acheter trois DC-8-63 thaïlandais pour une somme de 5,1 millions de dollars l'unité. Ces appareils demeureront en service jusqu'à la livraison des deux Airbus, prévue pour septembre 1985.

Le président de Thai Airways International a indiqué que sa compagnie avait, d'autre part, pris une option sur deux Airbus supplémentaires, qui pourront être livrés en octobre 1985, si la commande est confirmée avant mars 1984.

Le Monde

culture

DEUX DISPARITIONS

Le chorégraphe George Balanchine

(Suite de la première page.)

Les ballets de Petitpa, *Paquita, Esméralda,* faisaient encore fureur à l'époque.

Quand la révolution s'installa, la famille de Balanchine, après un *séjour pénible à Tiflis, vécut les terribles* privations qui suivirent la guerre civile. Peu après, le Maryinsky rouvrit ses portes et le jeune danseur reprit ses cours. En 1924, il profita avec trois danseurs d'une incroyable permission de vacances pour « sauter le pas » à Berlin, *le premier de toute* l'histoire du ballet.

Serge de Diaghilev, qui cherchait continuellement à recruter des danseurs authentiquement russes pour sa compagnie de ballets, l'engageait aussitôt à venir à Paris. Par une de ces impulsions divinatoires, où se mêlait à son flair une odeur de vengeance, le tsar de la danse alla plus loin : il l'engagea comme chorégraphe en remplacement de Bronislava Nijinska. A vingt ans, patronyme *francisé,* George Balanchine renaissait sur les bords de la Seine.

C'est dans ce creuset diaghilevien, où phosphoraient les artistes des années folles, Dmitri Gunzbourg, Paul Poiret, Victor de Sabata, Boris Kochno, Missia Sert, Nicolas Nabokov, *Picasso,* que *Balanchine* allait découvrir sa première veine créatrice. Lorsqu'il vit brutalement terminée, après un déboitement du genou, sa carrière de danseur, il avait signé les chorégraphies de neuf ballets. Les deux dernières, *Apollon Musagète* (1928) *et le Fils prodigue* (1929), s'imposaient comme les premières abstractions linéaires de Balanchine, demeurant à jamais des chefs-d'œuvre (1)

Un moment sollicité par Jacques *Rouché pour l'Opéra à la mort* de Diaghilev, Balanchine préféra laisser la place à Serge Lifar. C'est alors qu'il prit une décision qui allait faire basculer toute sa destinée : il émigra aux Etats-Unis. Là, il entra en relations avec Lincoln Kirstein, un géant, fervent amateur de ballet, issu d'une famille de riches négociants de Boston, qui s'instaura très vite comme son impresario et son ami. Cette protection éclairée devait durer fructueusement jusqu'à la mort de Balanchine. Celui-ci commença par ouvrir à New-York une académie intitulée American Ballet School dans un studio vétuste de Madison Avenue occupé autrefois par Isadora Duncan.

L'American Ballet connut ensuite la faveur d'être accueilli par le Metropolitan *Opera dans le vieux sanctuaire* doré dit Diamond's Horseshoe. Ce stage dura jusqu'en 1938, Balanchine, au milieu de mille tracasseries, parvenant à remonter trois de ses ballets sophistiqués sur les partitions de Stravinsky : *Apollon, le Baiser de la fée* et *Jeux de cartes.* Après quoi, durant dix ans, il allait devenir la providence des *musical shows* de Broadway et de Hollywood.

A Hollywood, Balanchine avait fait la connaissance du musicien de génie qui a inspiré tant de ses chorégraphies : Igor Stravinsky. Leur premier dialogue avait eu lieu par téléphone en russe et, sur le ton badin, Balanchine avait *été prié de régler* une entrée de cirque. « *Voudriez-vous me composer un ballet ? — Pour quoi ? — Pour des éléphants. — Quel âge ? — Très jeunes. — Alors, entendu !* » Le résultat fut *Circus Polka.*

En Stravinsky, Balanchine, musicien dans l'âme, pianiste de talent, avait trouvé un écho sonore à sa mesure. Pour lui, il composa, décomposa et recomposa la géométrie à pas variable qui allait le rendre célèbre. Ainsi *Agon,* entre vingt chorégraphies *consacrées à Stravinsky,* devait sublimer en 1957, sa grande année, le style balanchinien dans son abstraction absolue.

Le New-York City Ballet était né des cendres de la Ballet Society, qui avait eu le mérite d'annoncer à New-York la nouvelle ère balanchinienne en créant *les Quatre Tempéraments* d'Hindemith, le premier totalement « *dérussifié* », dansé sans décors et avec de simples maillots académiques — un dépouillement qui attestera l'horreur de *Balanchine pour les* histoires, le tape-à-l'œil académique et les fanfreluches. La seule imagerie qu'il tolèrera sera celle du folklore américain *(Western Symphony),* qu'il copiera sur sa personne avec ses chemises lâches et ses cravates de shérif.

Une personnalité hors rang était venue, entre-temps, grossir sa troupe : Jérôme Robbins, pour lequel il incarna aussitôt et pour les années à venir le Maître. Entre *la Cage* et *les Variations Goldberg,* Robbins s'imposera comme son pur, son vrai successeur.

Longtemps campé au City Center sur Broadway, le New-York City Ballet s'était enfin installé officiellement *six blocs plus haut, il y a quelque* vingt ans, au New-York State Theatre, qui fait partie intégrante du Lincoln Center of the Performing Arts. C'est là que je devais revoir pour la dernière fois George Balanchine.

OLIVIER MERLIN.

(1) Voir *le Monde* du 9 décembre 1982.

L'expression du pur mouvement

Balanchine est arrivé aux Etats-Unis sans préjugés, avec un esprit *ouvert ; grâce à lui,* la danse classique, américanisée, a pu résister à l'offensive de la « modern dance » en plein essor ; les deux expériences se sont développées parallèlement, se mêlant parfois. Ainsi en 1959 Balanchine et Martha Graham vont travailler *sur un même ballet Episodes* (musique de Webern) dont ils assurent chacun un volet. Martha Graham, grande prêtesse du ballet psychologique, est émue par la danse pure de Balanchine : « *La musique l'irradie de cette même façon merveilleuse et naturelle qu'un prisme a de réfracter la lumière. Il transcrit la musique dans la danse* », s'étonne-t-elle.

Paradoxalement, Balanchine, en refusant l'argument de ballet, en improvisant à partir du corps des danseurs, en privilégiant la composition de groupe plutôt que l'étoile, est très proche de Cunningham. Ils ont en commun une façon de travailler en se passant de mots, le même refus de l'épanchement, le goût du dépouillement. Pour chacun d'eux leur studio est le nid d'aigle où le créateur solitaire recherche obstinément l'expression du pur mouvement. Ils divergent cependant sur l'organisation de l'espace et le rapport de la musique et de la danse. Pour Cunningham ce sont deux arts « *du temps* », et c'est pratiquement leur seul lien. Pour Balanchine le temps est fourni par la musique ; elle est, selon son expression, *le plancher de sa danse :* « *Balanchine,* explique Cunningham, *est lié musicalement à Stravinsky ; c'était suffisant pour infléchir, accélérer le langage chorégraphique ; mais il ne s'est jamais départi des formes établies, du moins ces formes sont-elles claires et il les a visiblement au bout des doigts* ». La perfection formelle, c'est ce qui rapproche ces deux « grands » de la danse aujourd'hui confondus dans l'admiration de la jeune génération : « *Je pourrais aller voir Agon tous les soirs* », déclare Luncinda Childs. Quand à Karole Armitage, enfant terrible de la « *post modern dance* », elle revendique haut sa double filiation.

Cultivé en serre, le style moderne le George Balanchine n'est bien interprété qu'à domicile, à New York, par ses filles-fleurs. Comme les orchidées, il ne s'exportera que difficilement.

MARCELLE MICHEL.

Dans l'intimité de Mister B

L'an dernier, j'avais séjourné un mois à New-York, passant le plus clair de mes soirées au Lincoln *Center, où le New-York City* Ballet donnait sa saison d'hiver. George n'avait guère changé. Toujours la même silhouette svelte, sans âge, le beau profil au front de génie, aux tempes grises, la même douceur, le même charme slaves. De la coulisse, il contemplait les ballerines, ses filles qu'il avait formées et qu'il mettait en vedette — jamais en étoiles — sur le devant de la scène : Suzanne Farrely, Darcy Kisler, Karin von Aroldingen. Toutes sur le même modèle : jambes interminables, pas de poitrine, maigres à faire peur, leurs têtes d'infusoires, mangées par des yeux immenses. Çà et là, les suivaient quelques danseurs mâles, considérés comme des « pages » seulement selon Balanchine. Et aussi de vieilles connaissances au détour d'un portant : John Taras, Peter Martins, Jacques d'Amboise, auxquels : « Mister B » — c'était son surnom américain — confiait des chorégraphies en second de Jerome Robbins.

Amoureux de ses danseuses, amoureux des femmes, Balanchine, *comme* tous les séducteurs, pouvait être à la fois très volage et très fidèle. L'histoire de ses mariages est éloquente. La première s'appelait Tamara Gevergeyeva. C'était une beauté blonde au corps splendide, mélange de sangs tartare et nordique. Elle n'avait que seize ans quand, à Petrograd, en 1922, Balanchine, de trois ans son aîné, l'épousa. Transformée en Tamara *Geva par Diaghilev à son époque* Monte-Carlo, elle devait abandonner son mari pour suivre un de ses soupirants, jeune compositeur russe qui ferait fortune dans les musiques de film sous le nom hollywoodien de Vernon Duke. Balanchine, empreint du détachement slave, était resté son ami.

Il se consola en épousant une autre soliste des Ballets russes qui, elle, eut toujours une adoration *pour lui jusqu'à son dernier* souffle : Alexandra Danilova, étoile hors rang par la suite. En 1938, à New-York cette fois, ce fut le tour de Vera Zorina, une Norvégienne pulpeuse, née à Berlin, qui s'appelait en réalité Ava Hartwig — les artistes changeaient beaucoup de noms avant la guerre. Elle était la vedette des *Golwyn Follies* : plus tard, elle prêtera sa voix à *Perséphone.* En 1946, l'élue fut Maria Tallchief, d'ascendance *indienne* : en épousant son étoile peau rouge, Balanchine était devenu un vrai Yankee. En 1956, enfin, un drame clôturait la dernière expérience conjugale : Tanaquil Le Clerq, l'inoubliable roseau à queue de cheval qu'avaient applaudi les Parisiens, était victime d'une attaque de poliomyélite. De longues années, Balanchine la veillerait, la nourrirait, la soignerait dans son appartement de la 79e Rue où j'eus l'occasion d'être reçu par la maîtresse de maison manœuvrant avec un sourire héroïque son fauteuil d'infirme.

« *Le jour où je me sentirai trop décliner, je demanderai à celle-là quelque petite pilule magique pour dormir définitivement.* » Balanchine m'avait fait cette confidence au cours de notre dernier souper. Et il m'avait désigné du doigt la jolie femme qui partageait notre repas, sa danseuse la plus fidèle.

Un an a passé. Ces derniers mois, le mal qu'il redoutait — la diminution des facultés cérébrales — l'avait pris de vitesse. Sur son lit d'hôpital *new-yorkais, il ne re*connaissait plus ceux et celles qui venaient le visiter. Il y a quatre ans, cependant, il s'était victorieusement rétabli d'une délicate opération des artères. Très vite alors il avait retrouvé sa loge, ses répétitions, ses spectacles au Lincoln Center.

Le troisième âge ne vieillit pas lorsque les journées et les soirées sont consacrées à des bayadères d'une extrême jeunesse. Balanchine vantait toujours la résistance de fer de ses danseuses. Mais en même-temps, par un masochisme paradoxalement féminin, leur dureté d'âme. Pour son ultime romance auprès de la perle du sérail — sans qu'un autre milieu que le cercle restreint du ballet la connût — il fut servi. Apparemment consolé, il en était resté blessé.

Vient un moment où le cœur de l'homme trop ardemment égaré *dans ses rêves s'altère et sombre.* — O. M.

Le chanteur de blues Muddy Waters

Le chanteur et guitariste de blues américain Muddy Waters est mort samedi 30 avril d'une crise cardiaque, dans sa maison située dans la banlieue de Chicago. Il était âgé de soixante-huit ans.

De son vrai nom McKingley Morganfield, Muddy Waters est né le 4 avril 1915 à Rolling Fork, dans le delta du Mississippi. Très jeune, il gagne sa vie dans la ferme où travaille son père : il récolte le coton et il joue ce blues qui fleurit encore dans le Sud. C'est là que le musicologue Alan Lomax le découvre et lui fait réaliser son premier enregistrement, destiné à la bibliothèque du Congrès. Deux ans plus tard, Muddy Waters remonte le Mississippi et s'installe à Chicago, où il occupe divers emplois, notamment dans une usine de papeterie, tout en se produisant le soir dans les clubs de blues du ghetto. Waters s'y impose progressivement, non seulement par sa voix rauque, le rythme syncopé de son jeu, mais aussi par son utilisation de la guitare électrique. Il dirige bientôt le premier groupe électrique de blues rock dans lequel l'on retrouve le guitariste Jimmy Rogers, Little Water à l'harmonica et Otis Spann au piano. D'autres musiciens importants de Chicago collaborent avec Muddy Waters, particulièrement le guitariste et chanteur Buddy Guy et le bassiste Willie Dixon.

En adaptant le blues rural traditionnel aux exigences de l'orchestre amplifié, Muddy Waters invente tout *simplement le blues urbain.* Sa forte personnalité aura cependant du mal à sortir du monde Noir américain. Au début des années 50, Waters a réalisé pour la marque Ches toute une série de disques passionnants : *She loves me, Hoochie coochie man, I just wanna make love to you.* Mais il devra attendre la fin de ces mêmes années 50 pour être reconnu par l'Amérique blanche alors en plein rock n'roll, avec des blues comme *Got my mojo working* et *I'm a rolling stone* — titre repris par Mike Jagger et Keith Richard pour baptiser leur propre groupe.

De nombreux musiciens de rock (Eric Clapton, Led Zeppelin) subiront l'influence de Muddy Waters. Celui-ci participa dans les années 60 et 70 à de nombreux festivals, chanta en première partie des tournées des Rolling Stones et d'Eric Clapton, créa sa propre marque discographique (Blue Sky records) et fit une brève apparition dans *la Dernière valse,* tourné en 1978 par Martin Scorsese à l'occasion des adieux du Band.

Dans les dernières années de sa vie, Muddy Waters avait espacé ses prestations scéniques. Mais dans sa ville de Chicago il préparait un nouvel album.— C.F.

ROCK

Le retour en concert de Joni Mitchell

Auteur-compositeur de musique raffinée, de textes poétiques et fortement émotionnels, Joni Mitchell, avant même la publication de son premier album il y a maintenant quinze ans, avait vu plusieurs de ses chansons reprises par d'autres : *The Circle Game,* par Tom Rush, et *Both Sides Now,* par Judy Collins. L'année suivante, le titre *Woodstock* devenait en quelque sorte l'hymne d'une génération.

Personnalité délicate et énergique, Joni Mitchell a multiplié ensuite des albums où son style s'ouvrait à des rencontres (Crosby, Stills, Nash and Young, L.A. Express, Charlie Mingus) et se raffinait. Se produisant peu sur scène, Mitchell, outre quelques rares petites tournées américaines, a participé au superbe concert de Wembley donné il y a neuf ans avec le Band et Crosby, Stills, Nash and Young, puis à la Rolling Thunder *Review* de Bob Dylan. L'actuelle tournée européenne constitue donc en soi un petit événement, et les deux récitals présentés le samedi 30 avril au Théâtre des Champs-Elysées et le dimanche 1er mai au Casino de Paris ont été remarquables.

Avec une petite formation (deux guitares, un clavier et des percussions), Joni Mitchell a offert toute son aventure musicale : des chansons rétrospectives qui vont de la nostalgie à l'évasion, du mal de vivre aux choses de l'amour. Accompagnée de ses musiciens ou seule au piano, à la guitare, au dulcimer — Mitchell a aussi formé avec un de ses musiciens un duo à deux guitares éblouissant de finesse et de swing, — elle a développé ses ballades et ses rock-jazz avec une voix pure, limpide, qui a énormément de *beat* et d'émotion, qui a un pouvoir d'évocation magique.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Albums C.B.S.

LA VILLE DE BREST SUPPRIME SA SUBVENTION A LA MAISON DE LA CULTURE

A Brest, le nouveau maire élu en mars dernier, M. Jacques Berthelot (R.P.R.), et à son adjoint la culture ont signifié à M. Daniel Hanivel, directeur de la Maison de la culture, que la subvention municipale de 3,1 millions de francs accordée à cette association serait supprimée, et que le matériel, les locaux, le personnel municipal, mis à la disposition de l'établissement, seraient repris. Selon M. Hanivel, qui rappelle la série de manifestations et d'activités lancées en l'espace d'un mois par son équipe, il s'agit d'une « *mise à mort préfigurant une opération de remunicipalisation de la politique culturelle* ». *Les cinq mille adhérents de la M.C. sont invités à participer à une réunion de soutien prévue le 5 mai.*

[La M.J.C. de Brest reçoit en outre une aide de l'État équivalente à 1,3 million de francs. Les problèmes qu'elle rencontre actuellement en raison du changement de municipalité risquent de se poser dans d'autres villes, à Saint-Étienne et à Nantes notamment, même si c'est de manière moins radicale.]

CINÉMA

« SARAH », de Maurice Dugowson

La femme venue d'ailleurs

C'était dans un petit café-hôtel, au sud de l'Espagne. Elle avait l'air perdue, elle lui a dit qu'elle s'appelait Sarah. Il lui a fait donner une chambre, ma is c'est dans la sienne qu'elle a dormi — dormi seulement — cette nuit-là. Au matin, elle avait disparu... Puis Arnold Samson a retrouvé Sarah, dans les images d'un film où elle était actrice débutante. Elle s'appelait Marie ; Sarah, c'était son rôle. Or Arnold venait justement enquêter sur les lieux de tournage, au bord de la *mer,* à cause de l'incendie mystérieux du grand décor construit là. Et l'équipe ne savait pas où était passée Marie, depuis l'incendie.

Le quatrième film de Maurice Dugowson ne ressemble pas aux précédents, encore qu'on y retrouve le thème de *l'idée fixe, du dérapage* dans l'obsession, qui sous-tendait *Lily, aime-moi* et *F. comme Fairbanks.* Les couleurs chaudes et sombres d'un coin d'Espagne devenu le bout du monde font passer Arnold « de l'autre côté du miroir ». Au milieu de cette équipe de cinéma en panne, devant ce décor calciné, ruine artificielle d'un film inachevé, l'inspecteur d'assurances ne sait plus s'il vit ou s'il rêve. Dans son costume blanc, il se raccroche, en vain, à sa mission officielle.

Foudroyé au cœur par « Sarah », il ne pense plus qu'à elle. Les autres lui parlent de Marie, et un portrait se dessine, au gré de retours en arrière que la mise en scène de Dugowson emmêle volontairement. Les gens de cinéma ont leur propre logique, leur propre façon d'interpréter la réalité. Le puzzle-portrait de Marie n'explique pas pour autant « Sarah » à Arnold. Il la veut femme venue d'ailleurs, pour la rejoindre dans cet ailleurs.

Le cinéma, ainsi que le montre Dugowson, est un jeu dangereux où l'on ne distingue plus le vrai du faux. Et il court lui-même le risque de déconcerter les spectateurs pour se laisser à la fascination singulière de son film, il faut s'identifier à Arnold, accepter de ne pas « comprendre », d'être *aussi paumé que* l'est (remarquablement) Jacques Dutronc. La règle du jeu est fixée par le *réalisateur* (Heinz Bennent subtilement vampirique), par sa compagne et vedette (Lea Massari *et ses humeurs ondulantes*), par un comédien excentrique (Jean-Claude *Brialy réinventant le stéréotype du* monstre sacré), par l'étrange personnage qu'interprète Gabriel Yared.

Tous se sont emparés de Marie, et c'est à travers eux que l'on voit exister Gabrielle Lazure, tantôt spontanée, tantôt manœuvrée, tantôt révoltée, tantôt douloureuse. On ne parle que d'elle en ce moment, elle a le vent en poupe. La « belle captive » d'Alain Robbe-Grillet ira loin, sûrement. La métamorphose de Marie en Sarah en fait une sorte de magicienne cristallisant, sous la direction de Dugowson, les envoûtements d'un mythe cinématographique qui est, pour tout homme, tel Arnold, attiré par l'imaginaire, la force irrésistible du destin.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES ATOURS DE NELL - La Huchette (326-38-99), 22 h 30.
LES AMOURS DE M. GAZON - Cartoucherie de la Tempête II (328-36-36), 20 h 45.
NOCES DE SANG - Constance (258-97-62), 20 h 45.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 20 h 30 : Roméo et Juliette.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Le Médecin volant/Amphitryon.
CHAILLOT (727-81-15), Grand foyer, 20 h 30 : Poésie, avec Jean Metellus.
T.E.P. décentralisé : 21 h : le Rouge aux lèvres.
BEAUBOURG (277-12-33), Débats : 19 h : Danse : Adonis ; 18 h 30 : Julyen Hamilton et Matthieu Keijser ; à 20 h 30 : Janet Smiths & dancers.

Les autres salles

CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h. : Monsieur Milord.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 18 h 30 : Si Guitry m'était chanté ; 20 h 30 : Lune et l'autre.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.
JEUNE THÉATRE NATIONAL (271-51-00), 20 h 30 : Crépuscule.
MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 h : l'Emourloupe.
POCHE (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.
RANELAGH (288-64-44), 20 h 30 : Phèdre.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Lettres de guerre.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Touchez pas au frichti.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 h : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 21 h 30 : De la fantaisie dans l'orangeade ; 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.

CONFLUENCES (387-67-38), 20 h 30 : les Habits du dimanche.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : Attendons la fanfare ; 21 h 15 : l'Amant.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Elle voit des géants partout.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : J'ai pour chéri : 20 h 30 : Si Marilyn... ; 21 h 30 : Soirées bourgeoises ; 22 h 30 : S. Baucara.
TH. DU TOURTOUR (887-82-48), 22 h 15 : J. Charby : Pour de rire.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
THÉATRE DES DEUX ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... Fisc.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : Rite pour une pastorale.

Le music-hall

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 22 h : P. Louki.
LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h : J. Florence.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : Orchestre de P. Porte.

Les concerts

SALLE GAVEAU, 20 h 15 : O. Gardon (Beethoven, Prokofiev).
SALLE CORTOT, 20 h 30 : G. Mounier, C. Lequien, H. Le Floch, K. Heitz (Mozart, Chopin, Schumann...).
LUCERNAIRE, 21 : G. Magnan (Beethoven, Schubert, Brahms...).
FIAP, 20 h 30 : S. Marendaz, F. Tillard (Mendelssohn, Schumann, Kosma).
RADIO-FRANCE, AUDITORIUM 106, 18 h 30 : Musique traditionnelles de Roumanie.
TEMPLE SAINT-JEAN, 21 h : Concert J.-C. Michel.
CITÉ UNIVERSITAIRE, GRAND THÉATRE, 20 h 30 : A. Roussin, N. Bera-Tagrine (Mozart, Chopin, Saint-Saëns...).

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), 20 h 30 : D. Friedman et G. Goldstein.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : D. Doritz.
EL DORADO (208-45-42), à 21 h : Sapho.
FURSTEMBERG (354-79-34), 22 h : A. Persiany.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h, C. Anconina.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Tania Maria.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30, VSOP Ragtime.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : New Badini Swing Machine.

En région parisienne

ARGENTEUIL, CCM (961-25-29), 20 h 45 : Cie S. Keuten.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), 20 h 30 : Don Juan et Faust.
SÈVRES, Église Saint-Romain (534-75-55), 20 h 45 : la Sorcière du placard aux balais.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

19 h, la Mémoire fertile, de M. Khleifi ; 21 h, Anou Banou ou les Filles de l'utopie, d'E. Politi.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, Lonely Hearts, de P. Cox ; 19 h, Journey Among Women, de T. Cowan.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).
ATOMIC CAFÉ (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
BALLES PERDUES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
BANZAI (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (828-42-27).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
BERLIN HARLEM (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
BEYROUTH LA RENCONTRE (Lib., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82) (H. sp.).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) - V.f. : U.G.C. Montparnasse, 8e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-64).
CIRCULEZ Y-A RIEN A VOIR (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-25-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01).
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LE DEMON DANS L'ILE (Fr.) (**) : Lumière, 9e (246-49-07).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic Entrepot, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
ÉDITH ET MARCEL (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
EFFRACTION (Fr.) (*) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse 14e (329-90-10).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Saint-André des Arts III, 6e (326-80-25) ; Parnassiens, 7e (329-83-11).
LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
GAIJIN (Bré., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Denfert, 14e (321-41-01).
GANDHI (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) - V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
HYSTERICAL (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
L'IMPÉRATIF (All., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
L'INDIC (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) - V.f. : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A, v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).
PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Miramar, 14e (320-89-52).
RAMBO (A., v.o.) (*) : Normandie, 8e (359-41-18).– V.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; Rotonde, 6e (633-08-22).
REVIENS JIMMY DEAN, REVIENS (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
SANS RETOUR (*) (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97). – V.f. : Gaîté Rochechouart, 2e (878-81-77).
SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
SURPRISE PARTY (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 3e (770-72-86 ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
THE VERDICT (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
T'ES FOU JERRY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 7e (329-83-11). – V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Gare de Lyon, 12e (331-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).
TOOTSIE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
TRAVAIL AU NOIR (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
TYGRA, LA GLACE ET LE FEU (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LA ULTIMA CENA (Cub.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
UN DIMANCHE DE FLIC (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Normandie, 8e (359-41-18).
LE VENT (Mal., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 16e (357-90-81) ; Olympic Entrepot, 14e (542-67-42).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) - V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
YOL (Turc, v.o.) : 14 Juillet Parnasse (h. sp.), 6e (326-58-00).

Lundi 2 mai

LES FILMS NOUVEAUX

LA BELLE DE SAIGON, film inédit de Victor Fleming, v.o. : Bonaparte, 6e (326-12-12).
DAR L'INVINCIBLE, film américain de Don Coscarelli, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).
LES DERNIERS MONSTRES, film italien de Dino Risi, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).
48 HEURES, film américain de Walter Hill, v.o. : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28).
SANDY, film français de Michel Nerval : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 1er (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 8e (770-72-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
SARAH, film français de Maurice Dugowson : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
TÉNÈBRES (**), film italien de Dario Argento, v.o. : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

Les grandes reprises

AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
ALLEZ COUCHER AILLEURS ! (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
ALLEMAGNE MÈRE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) André Bazin, 13e (337-74-39).
L'AMÉRIQUE EN FOLIE (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action-Écoles, 5e (325-72-07).
LA BÊTE (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Danton, 6e (329-42-62).
CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
COMME UN HOMME LIBRE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
DEEP END (Ang.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).
L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
ÉVANGILE SELON SAINT-MATTHIEU (Ital., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
FITZCARRALDO (All., v.o.) : Lucernaire, 6e ((544-57-34).
FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
GEORGIA (A. v.o.) Rialto, 19e (607-87-61).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).
HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : (1re partie), (2e partie), Grand Pavois, 15e (554-46-85).
JE T'AIME JE T'AIME (Fr.) Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).
MAD MAX 1 (A., v.o.) (**) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
NORMA RAE (A., v.o.) Quintette, 5e (633-79-38). U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA NUIT DE L'IGUANE (A. v.o.) Action Christine, 6e (325-47-46) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04).
PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) (*) Cinoche, 6e (633-10-82).
PINOCCHIO (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44).
LE PONT DU NORD (Fr.) Rialto, 19e (607-87-61).
LE PROCÈS (A. v.o.) Acacias, 17e (764-97-83).
LES RUELLES DU MALHEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
SATYRICON (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).
LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
SOIS RICHE ET TAIS-TOI (A., v.o.) Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Grand Pavois, (15e 554-46-85) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69). ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67).
LE SOLITAIRE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
THE MAFU CAGE (A., v.o.) : Épée de bois, 5e (337-57-47).
LE VIOLENT (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86) : la Croisière du navigator.
MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Un jour aux courses.
ALFRED HITCHCOCK (v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) : les Oiseaux.
SHAKESPEARE (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) : le Roi Lear.
HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Faucon maltais.
PLACE AU CINÉMASCOPE (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Le soleil se lève aussi.
ALAIN TANNER : Républic-Cinémas, 11e (805-51-33) : Messidore.
ALAIN RESNAIS : Olympic, 14e (542-67-42) : Hiroshima mon amour.
AUTOBIOGRAPHIE DE L'ALLEMAGNE (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : le Cabinet du docteur Caligari.
CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : La Péniche des Arts (527-77-55).
DUSTIN HOFFMAN (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21). 18 h 20 : Agatha ; 20 h 15 : John and Mary ; 22 h : Alfredo, Alfredo.
WAJDA (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11). 14 h 15, 20 h 15 : la Croisade maudite ; 16 h 15 : les Demoiselles de Wilko ; 18 h 30 : le Bois de bouleaux ; 22 h : l'Homme de fer.
ERIC ROHMER : Studio 43, 3e (770-63-40) : 22 h : la Boulangère de Monceau - la Carrière de Suzanne ; 18 h : le Signe du lion.

Les séances spéciales

ABSENCE DE MALICE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h.
AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 15.
CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 20 h 10.
DIVA (Fr.) : Palace, 15e (374-95-04), 19 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.
LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04), 18 h.
L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-19-68), 24 h.
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3e (272-63-32), 22 h.
LE MÉPRIS (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
MOI CHRISTIANE F... (*) (All., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 10.
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 15.
PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h 15.
PASSION (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
PROFESSION REPORTER (I., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
LE PRINCE DE NEW-YORK (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 15.
PROVIDENCE (Angl., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.
LES SACRIFIÉS (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 15, 0 h 25.
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 20 h.

RADIO-TÉLÉVISION

Vu

Merci, merci Bernard !

Faire rire, ça n'a l'air de rien, ça paraît un jeu d'enfants. Et d'ailleurs c'en est un pour ces gamins, toujours prêts à faire le pitre, que les bruyantes réactions des copains rendent conscients soudain de leur étonnant pouvoir : susciter ces manifestations bizarres – brefs aboiements, hennissantes trilles, hoquets larmoyants, – ces curieux accès d'allégresse qui sont, aux yeux des humoristes, la seule vraie caractéristique de notre espèce. L'hilarité spontanée, bon, il suffit d'une peau de banane sur un trottoir pour la provoquer. Là où ça se complique, c'est quand il s'agit de l'organiser, de la déclencher à coups répétés sur une certaine distance, une certaine durée.

Né de la surprise, de l'inattendu, le rire exige parfois malgré ça – c'est diabolique, – pour se manifester, un effet à répétition, à ricochet. Combien au juste ? J'ai passé des soirées, des nuits entières dans tous les « bars du Théâtre » de France et de Navarre à écouter les artisans horlogers de ce mécanisme extrêmement délicat discutailler – merci Bergson ! – sur le nombre exact de gifles, de claques – trois, jamais quatre... pas moins de deux... ou alors carrément plus de dix-huit... – qu'il faut donner sur la scène avant qu'elles ne soient reçues dans la salle. Il n'y a pas de règle. C'est très variable.

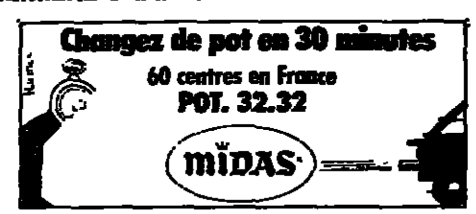
La télé, c'est son charme et son privilège, autorise les gags à saute-mouton. Regardez donc attentivement la seconde série – elle est aussi bonne, sinon meilleure, que la première – du « magazine fondu et déchaîné » (« Merci Bernard ») présenté le dimanche soir (FR3) par Jean-Michel Ribes. Observez la tête du présentateur, obligé de lire une dépêche de dernière minute sans aucun intérêt, au lieu de donner le résultat sportif espéré. Cette tête-là, il va nous la refaire, exactement la même, à peine aura-t-elle changé d'un iota, de semaine en semaine, enchaînant ainsi devant leur poste un public d'habitués à qui sera réservé, dans quinze jours la mise à feu d'un autre gag préparé de longue main, un gag en forme de gros M. Météo barbouillé de tarte à la crème. Pour le moment, ça fait à peine sourire. Pourtant, vous verrez, ça va vous sauter au nez comme un bouchon de champagne.

La spécialité maison consiste à inverser une situation, à la retourner tête-bêche : des enfants martyrs qu'on oblige à bouffer du caviar à tous les repas, à porter des petits costumes trois pièces et à empocher des salaires de P.-D.G. Ou encore un concertiste, un grand virtuose dans la dèche (Pié-plu), réduit, la musique classique étant passée de mode, à faire le trottoir et à monter avec des clients qui, après lui avoir donné son petit cadeau, lui demandent de leur jouer « *plus vite ! plus vite !* » la partition de leurs rêves secrets. C'est génial. Merci Bernard !

CLAUDE SARRAUTE.

Lundi 2 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Film : Armaguedon.
Film français d'A. Jessua (1977), avec A. Delon, J. Yanne, R. Salvatori, M. Duchaussoy, M. Creton (rediffusion).
Un obscur dépanneur de télévision touche un héritage qui lui donne les moyens de faire parler de lui en s'affirmant comme un redoutable et mystérieux justicier. Un psychiatre vient en aide à la police. L'histoire, souvent pathétique, d'une obsession tournant à la folie, thème cher à Jessua.

22 h 15 Téléthèque : les Provinciales.
De B. Gouley et Ch. Bernadac.
Rediffusion des « Cavaliers de Lunéville », de Jean-Claude Bringuier et Hubert Knapp : coutumes et souvenirs racontés comme au coin du feu par des Lunévillois.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Téléfilm : les Coulisses du krach de 1929.
De S.R. Greenberg. Réal. J. Hardy.
La vie de quatre familles dans le Michigan au moment de la crise économique de 1929, aux Etats-Unis. Ce téléfilm américain, découpé en deux parties, servira de support aux « Dossiers de l'écran » du mardi 3 mai.

21 h 55 Concert : Mahler.
Emission d'E. Ruggieri, réal. Y. Gérault (en liaison avec France-Musique).
L'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, interprète la « 7e Symphonie, dite Chant de la nuit », de Mahler.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : le Déjeuner sur l'herbe.
Film français de J. Renoir (1959), avec P. Meurisse, C. Rouvel, J. Morane, F. Sardou, J.-P. Granval (rediffusion).
Un savant biologiste soutient la cause de la fécondation artificielle. A la faveur d'un déjeuner sur l'herbe, il retrouve les joies de la vie et de la nature avec une jeune paysanne provençale. Expérience de tournage avec les techniques de la télévision. Ce n'est plus un modèle ! L'inspiration de Renoir fléchissait mais on trouve de beaux moments « panthéistes » dans cette œuvre inégale.

22 h 05 Journal.

22 h 30 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.

23 h 6 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

23 h 6 Prélude à la nuit.
« Parcours », de Ch. Goinguene, par le Quatuor de contrebasses, de l'Orchestre national.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dieu le nôtre, merci, de M. Larbi.
21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : Nietzsche, la généalogie de la morale.
22 h 30, Nuits magnétiques : sans images.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : extrait de « Cyprès et lauriers », de Saint-Saëns, Quatuor et allegro de Boely, Sonate en trio et Prélude de Bach, cinq versets sur « Veni Creator », improvisations sur « Salve Regina », de Roth, avec D. Roth, orgue.
21 h 55, Concert (donné au Théâtre des Champs-Elysées, le 22 mars 1983) : *en simultané avec Antenne 2,* « Symphonie n° 7 », de Mahler, par l'Orchestre National de France, dir. L. Maazel.
23 h 15, Fréquence de nuit : Mozart avec Sade, avec Ph. Sollers.

Mardi 3 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h 45 Féminin présent.
Les allergies ; à 14 h 5, Télévision scolaire ; à 14 h 25, Série : La chute des aigles ; à 15 h 25, Féminin seulement ; à 15 h 45, Dossier : les toxicomanes ; à 16 h 40, *Contre-enquête* (redif.) ; à 17 h 35, L'oreille en coin.

18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 45 Dix idées pour l'orientation (ONISEP).
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 S'il vous plaît.
20 h Journal (et à 22 h 35).
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 Théâtre : le Petit Café.
Comédie musicale de J. Valmy, d'après la pièce de Tristan Bernard ; mise en scène R. Vogel, avec l'orchestre du Grand Théâtre de Bordeaux dirigé par J.-P. Burtin. Réal. Abder Isker.
Double vie d'un garçon de café enchaîné à son patron par un contrat draconien, et héritier d'une grosse fortune qu'il jette en l'air la nuit.

22 h 40 Temps X : Le prisonnier.
Émission d'I. et G. Bogdanoff.
Étranges jeux d'identité autour d'un agent secret.

23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

13 h 50 Série : Les amours des années folles.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
Les canulars.
15 h 5 Série : Le cœur au ventre.
16 h 5 Reprise : La chasse aux trésors
(dif. le 1er mai).
17 h Entre vous, de L. Bériot.
A tout risque.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 Les dossiers de l'écran : Les coulisses du krach de 1929.
De J. Hardy (rediff.).
Suite du téléfilm américain sur la grande crise économique de 1929 à travers quatre familles du Michigan.

22 h Débat : 1929-1973, d'une crise à l'autre.
Quelle réalité le mot crise recouvre-t-il ? A quels signes une crise est-elle identifiable ? Avec des banquiers, des professeurs, des journalistes, des économistes, etc.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
L'O.R.E.E. (Organisme de relations et d'échanges contre la solitude et l'isolement.)
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Tintin.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
20 h 35 La dernière séance.
D'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.

20 h 50 Premier film : les Vikings.
Film américain de R. Fleischer (1958), avec K. Douglas, T. Curtis, J. Leigh, E. Borgnine (rediffusion).
Au dixième siècle, après la conquête de l'Angleterre, deux demi-frères, fils d'un chef viking, sont dressés l'un contre l'autre par une haine farouche et une rivalité amoureuse. Film d'aventures recréant une épopée médiévale et la violence des affrontements guerriers. Beaux paysages, scènes impressionnantes.

23 h Journal.

23 h 15 Deuxième film : la Lance brisée.
Film américain d'E. Dmytryk (1954), avec S. Tracy, R. Wagner, J. Peters, R. Widmark, K. Jurado (rediffusion).
Un fermier, autoritaire et tyrannique, est mort à la suite d'un conflit avec trois de ses fils. Le quatrième, né d'une union avec une Indienne, veut le venger. Ce western fut surestimé parce qu'il abordait – discrètement – le problème du racisme. Mais on aimera sans doute y retrouver des acteurs prestigieux.

0 h 55 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

FRANCE-CULTURE

14 h 45, Les après-midi de France-Culture : itinéraires retrouvés ; à 15 h 20, Magazine international ; à 16 h 20, Micromag ; à 17 h, Raisons d'être.
17 h 32, Musique au studio 106.
18 h 30, Feuilleton : Portrait de femme.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : l'espace et le temps aujourd'hui.
20 h, Dialogues franco-portugais : Y a-t-il une tradition de gauche au Portugal, avec A.-H. De Oliveira Marques et A. Silbert.
22 h 30, Nuits magnétiques : La permission de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

15 h, Comment l'Allemagne est devenue musicienne : l'impulsion patriote et bourgeoise... Pleyel, Locatelli, Haendel, Bach, Buxtehude...
17 h 5, Les intégrales : la musique religieuse de Mozart.
18 h, Jazz.
18 h 30, Studio-Concert : (en direct du Studio 106 de Radio-France) : œuvres de Lindberg, Duc, Miereanu, Harris, par l'atelier de musique de Ville-d'Avray, dir. J.-L. Petit.
19 h 35, L'imprévu.
20 h 30, Concert (donné le 24 janvier 1983 au Grand Auditorium) : « Quatuor à cordes n° 15 », de Beethoven, « Quatuor à cordes n° 3 », de Krauze, « Quatuor à cordes n° 1, De ma vie », de Smetana, par le Quatuor Grazyna Bacewics de Varsovie.
22 h 30, Fréquence de nuit : Mozart avec Sade, avec Ph. Sollers.
23 h 35, Jazz-club (en direct du « Petit Opportun ») : le Swing Machine de G. Badini.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 2 MAI

– *M. Jacques Chérèque,* secrétaire national de la C.F.D.T., est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 20.

LA CLOTURE DU MIP-T.V.

Vers un espace mondial de l'audiovisuel

Cannes. – Deux semaines avant le Festival international du film, qui fait d'elle chaque année un des hauts lieux du septième art, Cannes est devenue, à *l'occasion du MIP-T.V., qui s'est achevé le 28 avril,* la capitale mondiale de la télévision. Quelque vingt mille huit cent trente-quatre programmes différents y ont été présentés, soit quatre mille sept cent trente-quatre de plus que l'an passé, faisant de cette réunion courue par plus de cinq mille professionnels de cent dix nationalités le plus grand marché international des programmes de télévision. Un marché et une industrie en constante expansion, tant par la diversification des supports – qui oblige producteurs et distributeurs à adopter une stratégie multimédia – que par la mobilisation de la télévision, l'arrivée sur le marché de nouveaux pays (Chine, Indonésie, Somalie, pays arabes...) ou le sursaut de plusieurs autres (télévisions brésilienne, australienne...).

Ah ! ils peuvent être fiers les techniciens : en damant le pion aux « saltimbanques », ces imaginatifs chargés de concevoir des programmes, ou encore aux « comptables », responsables de l'organisation économique et institutionnelle des chaînes traditionnelles de télévision, ils ont complètement brouillé les cartes. Balayés les clivages entre les secteurs, effacées les frontières entre continents : la forte diversification des supports – magnétoscopes, vidéodisques, câbles, télévisions payantes, satellites – a mis sens dessus dessous toute l'industrie de l'audiovisuel. Et les responsables, producteurs et distributeurs, ont désormais compris : l'heure est à la stratégie multimédia, qui oblige à concevoir un produit en vue de son *exploitation sur différents supports.* Parallèlement aux films de cinéma est fabriquée une série de télévision, qui elle-même pourra être commercialisée en cassettes vidéo, éditée sous forme de disques, etc. La vidéo-transmission de *la Belle Hélène* faite à Cannes, en direct de l'Opéra de Paris, montre le dépassement même du stade purement expérimental (*le Monde* du 30 avril).

Seulement voilà. Si les besoins en programmes sont de plus en plus importants, peu de sociétés sont en mesure d'investir les capitaux nécessaires à une production internationale et multimédia. Voyages, équipements, charges salariales puis promotionnelles sont de plus en plus élevés, sans oublier la difficulté de s'adjoindre des comédiens de qualité et relativement connus. D'où l'obligation dans laquelle se trouvent chaînes de télévison et sociétés de production de rechercher partenaires et collaborateurs afin d'unir leurs moyens, d'élargir leur espace de distribution en concluant des accords de coproduction. Le mot était omniprésent à Cannes où, jour après jour, les accords étaient signés et annoncés avec force solennité. M. Pierre Desgraupes, président d'Antenne 2, n'avait-il pas tenu à annoncer lui-même l'important accord signé entre la société britannique Goldstrest et la société Afti, en vue d'une série documentaire médicale pour un coût de 4 millions de dollars américains...

De notre envoyée spéciale

Mais si le bureau des coproductions du MIP-T.V. fait figurer les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, la France et l'Italie en tête des offres et demandes de coproductions, l'éventail des pays intéressés s'est beaucoup élargi. Le Japon est désormais demandeur, mais aussi les pays arabes (deux accords ont d'ailleurs été signés entre les chaînes françaises et l'Arabie Saoudite), l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, toutes deux en véritable essor. Substitution ou aménagement de la coproduction : les accords de troc, qui permettent, par exemple, à un producteur de bénéficier de l'aide humaine et matérielle de la télévision d'un pays dans lequel il désire tourner, en échange des droits de diffusion du film sur son antenne.

Mais la nouveauté face à ce qu'il est convenu d'appeler la mobilisation de la télévision, c'est peut-être l'inquiétude de certains pays, en premier lieu les États-Unis, devant le risque d'une pénurie de programmes, voire d'un déficit de l'imagination. On crée les canaux, on ne sait plus comment les remplir. C'est justement à ces divers appels à destination des pays étrangers, considérés non seulement comme fournisseurs possibles de programmes mais aussi comme inspirateurs de nouvelles idées que l'AMIP (American MIP) voudrait pouvoir répondre. Organisé pour la première année au mois de novembre prochain, à Miami, par l'équipe de M. Bernard Chevry, ce marché sera ouvert à tous les producteurs et à toutes les télévisions du monde, invités à venir présenter les programmes devant les professionnels américains conviés, eux, en tant qu'acheteurs potentiels et non en tant que vendeurs.

« *Le marché américain est aujourd'hui mûr pour accueillir des propositions étrangères,* nous déclarait à Cannes le directeur d'une télévision new-yorkaise. *Mais que les Français acceptent alors de mettre toutes les chances de leur côté et se souviennent de quelques points essentiels : étudier le marché américain sur lequel ils prétendent s'imposer, se présenter avec un produit fini, minuté ; éviter doublage et sous-titrage et préférer une version directement anglaise ; respecter les longueurs du programme américain (vingt-deux minutes et demie et quarante-huit minutes et demie) en tenant compte des plages publicitaires à glisser obligatoirement dans l'émission. Ne pas oublier que l'on n'a jamais qu'un seul rendez-vous avec un directeur des programmes américains...* »

ANNICK COJEAN.

Aérobic

« *One, two, One, two, have sun and enjoy ourself !* ». On sursaute, on revient sur ses pas. Pas de doute, ce sont elles, Véronique et Davina, ou l'inverse, les deux prêtresses de « Gym tonic » qui, avec un petit accent qui sonnera sans doute délicieusement *frenchiy* aux oreilles des Anglo-Saxons, renouvellent en anglais leur invitation à danser, à courir et à se muscler au rythme frénétique de l'aérobic. Une idée en or sans doute et une opération rondement menée qui devraient bientôt réunir dans un même effort ou un même jogging plusieurs millions de téléspectateurs de la Suède à l'Australie, en passant par la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et les Etats-Unis.

Seuls Brigitte Bardot, qui fait l'objet d'une série à Antenne 2, le jeune alpiniste Patrick Edlinger dans un incroyable épisode des « Carnets de l'aventure » (*la Vie au bout des mains*), Mireille Mathieu – à condition qu'on lui adjoigne Bobby Ewing – et Edith Piaf, dans un récital immortel, ont connu cette année un succès comparable.

A. C.

Lu

Autour de Cerdan et de Piaf

La littérature sportive est comme la mayonnaise : elle prend ou ne prend pas. Pire : elle tourne quand les ingrédients de la sauce sont frelatés. De *Piaf à Cerdan, l'amour foudroyé* à *Piaf et Cerdan, un hymne à l'amour,* il est difficile de trancher, dès l'instant que le cinéma, dans un torrent publicitaire écœurant, a tout emporté, y compris les deux livres en question, publiés bien entendu au *moment* de la sortie du film de Lelouch.

Le « roman » de Marcel Cerdan avec Édith Piaf n'avait pas besoin de toutes ces histoires : il n'aura duré que deux ans, de novembre 1947, au lendemain de la victoire du boxeur sur Anton Raadik, à Chicago, au 27 octobre 1949, date à laquelle le grand pugiliste périt dans l'accident d'avion des Açores. Pendant ce temps, le 21 septembre 1948, Cerdan était devenu *champion du monde des poids* moyens en battant Tony Zale, à Jersey-City, puis, le 15 juin 1949, avait perdu son titre devant Jake La Motta, à Detroit.

Entre deux « figures » aussi explosives, le roi du K.-O. et la vedette du Show-biz, il ne pouvait être question d'une liaison au sens bourgeois du terme. Leurs relations amoureuses, déjà fort malaisées en raison des déplacements continuels qui les séparaient, n'étaient en rien tapageuses. De leur vivant, elles défrayaient d'autant moins la chronique que nos confrères sportifs respectaient la jolie femme et les trois beaux garçons qui constituaient le clan des Cerdan.

Après avoir suivi au bord du ring tous ses combats parisiens, au Vel' d'Hiv' par de grands soirs de clameurs, à Roland Garros au milieu du « central » une nuit d'été, j'avais fait la connaissance de Marcel Cerdan, en octobre 1948... au Bal des Petits lits blancs. Je me remémore encore mon étonnement quand j'avais entendu le son de sa voix perchée et surtout quand je lui avais serré la main : une main minuscule, la même qui détenait la foudre dans les gants ! Paraissant à peine gêné dans son smoking, il respirait la joie de vivre, merveilleusement franc et simple, anonyme dans la foule où seuls l'*entouraient, en dehors de* son sinistre manager de la dernière heure Jo Langman, quelques comédiens souriants, dont Louis Jouvet et François Périer. Mais sur le fameux Pont d'argent qui servait de proscenium aux *stars,* nulle Piaf à l'horizon, pas la moindre rumeur...

Ces deux hymnes à l'amour foudroyé ne vont pas sans un accompagnement populiste où les copains s'appellent « Jojo » et « Tatave », les bergères « Momone » et « Ginou », où l'embrocation des vestiaires de gymnase se mélange au musc des loges d'artiste. Leurs auteurs ne pouvaient prétendre au style de Jack London, de Louis Hémon ou d'Ernest Hemingway, les meilleurs chantres de la boxe dans leurs écrits. Mais ils avaient un modèle de pudeur sentimentale dans le joli « *Panama* » *Al Brown* qu'a récemment fait paraître Eduardo Arroyo. Il leur reste le mérite d'avoir reconstitué consciencieusement la carrière des deux personnalités hors rang du sport et de la chanson. – O. M.

* Euloge Boissonnade, *Piaf et Cerdan, l'amour foudroyé,* France-Empire, 270 pages, 62 F. Dominique Grimault-Patrick Mahé, *Piaf et Cerdan, un hymne à l'amour,* Robert Laffont éd., 288 pages, 65 F. Eduardo Arroyo, « *Panama* » *Al Brown,* Lattès éd., 255 pages, 74 F. A signaler aussi un bel album de photographies de Cerdan, réalisé par Maurice Rouff, qui fut l'ami du boxeur et son entraîneur de 1938 à 1948. *Cerdan mon ami,* éd. Menges, 13, passage Landrieu, 75007 Paris, 160 pages, 89 F.

Chambéry, Saint-Étienne, Marseille

LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DES RADIOS LOCALES

Après la période des lancements et de l'expansion commence celle des difficultés financières pour les radios locales privées. En particulier, certaines « grosses » stations subventionnées par des municipalités ou des organismes du monde associatif.

● A CHAMBÉRY, Radio locale Chambéry (R.L.C.), créée le 6 juin 1981, vient d'annoncer le licenciement de ses six salariés. La nouvelle municipalité, conduite par M. Pierre Dumas (R.P.R.), a accepté de verser la subvention (270 000 F pour 1983), mais refuse de commanditer des émissions (300 000 F) comme il avait été prévu avec l'ancien conseil municipal. Les cent dix associations qui ont créé la station pourraient continuer à la faire fonctionner bénévolement.

● A SAINT-ÉTIENNE, la radio « socialisante » « Tram-96 » a annoncé qu'elle déposait son bilan. Créée en avril 1982, cette station était financée à parts égales par la ville, la régie municipale des transports urbains, la maison de la culture et une centaine d'associations. Mais les transports urbains et la maison de la culture (subventionnés par la ville) ont supprimé leur financement. La ville, qui vient de changer de couleur politique (M. François Dubanchet, U.D.F., remplace M. Joseph Sanguedolce, P.C.F.), continue d'héberger gratuitement Tram-96 et a versé intégralement la subvention de 500 000 F. Mais elle aidera maintenant directement ou indirectement d'autres radios locales, alors que cette station jouissait jusqu'à présent d'un régime de faveur.

● A MARSEILLE, nous signale notre correspondant Jean Contrucci, le personnel de la station Forum-92 est en grève et occupe les locaux, à la suite de l'annonce de quatorze licenciements (la moitié des effectifs) faite au cours d'une assemblée générale de l'Union départementale de la mutualité des travailleurs (U.D.M.T.), qui a créé cette station. Celle-ci est considérée comme la plus grosse radio privée de Marseille ; elle est dotée aussi de moyens techniques importants. Le conseil d'administration a pris cette décision pour « *maintenir l'équilibre d'exploitation* » ; l'U.D.M.T. s'efforcera de reclasser le personnel licencié.

Le Monde

sports

AUTOMOBILISME

Triplé français à Imola

Patrick Tambay sur Ferrari, a gagné dimanche 1er mai sur le circuit d'Imola (Italie) le Grand Prix de Saint-Marin. Le Français a parcouru les 302 kilomètres en 1 h 37 min 52 sec 46/100 ; il devance Alain Prost (Renault), qui termine à la deuxième place à 48 sec et René Arnoux (Ferrari), qui prend la troisième place à un tour. Une nouvelle victoire pour les moteurs turbo-compressés qui prennent ainsi les trois premières places.

La quatrième épreuve du championnat du monde a été très défavorable aux Brabham. Le Brésilien Nelson Piquet a perdu toutes ses chances après avoir calé son moteur au départ de la course. Il devait abandonner dans le dernier tiers de l'épreuve. L'Italien Riccardo Patrese, de son côté, a été victime d'une sortie de route, à six tours de l'arrivée, au moment même où il avait pris le commandement.

L'opération simultanée de ravitaillement en essence et de changement de pneumatiques a été réalisée cette fois par six écuries. Alfa Romeo et Lotus s'ajoutant à Brabham, Ferrari, Renault et Williams.

Au championnat du monde des conducteurs, Alain Prost fait une bonne opération : le pilote de la régie Renault prend, grâce à sa deuxième place, la tête du classement, qu'il partage désormais avec Nelson Piquet (quinze points). Les deux hommes devancent Patrick Tambay, troisième avec quatorze points.

De notre envoyé spécial

Imola. – *« Ferrari devra encore jouer les seconds rôles ; ce sera un match entre Renault et Brabham »*, avait prédit Patrick Tambay au terme des essais. Le pilote français, qui ne croyait pas en ses chances, n'a pas pour autant été surpris par sa première place. Les voitures du commandatore Enzo Ferrari, qui s'étaient révélées les plus faibles en 1982, n'avaient pas trouvé depuis le début de la saison leur équilibre. Pour l'écurie italienne, Imola était l'endroit où il convenait de frapper un grand coup. Dotés de nouvelles suspensions, les monoplaces italiens ont, cette fois, pris deux des trois premières places d'un grand prix et démontré, malgré, semble-t-il, un système d'alimentation défectueux, qu'il faudra encore compter avec eux cette saison. Ferrari a gagné. Avec bonheur, disent certains ? *« Non*, répond Patrick Tambay, qui a succédé à Didier Pironi au palmarès de l'épreuve. *J'ai gagné parce que, avec une voiture égale à celle de Patrese, je n'ai pas fait d'erreur de pilotage. »*

Le Français, qui apparaissait déjà au lendemain de sa victoire dans le Grand Prix d'Allemagne, en 1982, comme un pilote de talent, est considéré aujourd'hui, dans le milieu très fermé de la formule 1, comme l'un des meilleurs de sa génération. Juste retour des choses pour un homme dont les qualités n'avaient pas été appréciées avant son entrée chez Ferrari.

Ces constatations faites, la victoire de Tambay n'a été acquise qu'au terme d'un long duel avec Patrese. La course, marquée par une longue domination du pilote italien – remise en question au trente-quatrième tour par un ravitaillement désastreux, – n'avait pas été jusque-là très spectaculaire.

Riccardo Patrese comptait alors une vingtaine de secondes d'avance sur Tambay, qui, de son côté, avait effectué la même opération en quinze secondes. Les choses n'allaient pas se passer aussi bien pour l'Italien, qui devait demeurer vingt-quatre secondes dans son stand. Cause de ce retard : les mécaniciens de Brabham s'y sont repris à deux fois pour monter la roue arrière droite de la voiture. Au total, une perte de temps qui reléguait à dix secondes le pilote italien.

Malgré cette erreur, Patrese allait peu à peu grignoter son retard. Quinze tours lui suffisaient pour refaire son handicap sur Tambay. Explication de l'exploit du pilote de l'écurie britannique : on peut modifier pendant la course la pression du moteur turbo sur les Brabham, contrairement aux autres monoplaces dotés d'un moteur suralimenté.

Virage dangereux

Hélas pour Riccardo Patrese, il n'a guère eu le temps d'apprécier sa position de leader. Il sortait de route en abordant le virage dit « Acque minerali ». La course était terminée pour lui. Patrick Tambay, qui profitait directement de cet incident, dira plus tard : *« L'asphalte à cet endroit était couvert de saletés dues au passage des voitures. Patrese est sorti trop large »*.

L'Italien, de son côté, reconnaîtra son erreur. Conscient d'avoir privé Michelin, dont les pneus équipaient les Brabham, d'une victoire certaine il ira s'excuser auprès des responsables de la firme de Clermont-Ferrand.

Dans le même virage, René Arnoux faisait pour sa part un tête-à-queue mais finissait par reprendre la piste, perdant néanmoins sa deuxième place au profit d'Alain Prost.

La fin de course avait donné au spectacle tout son sel. Plus de cent mille Italiens ont fait une ovation au vainqueur.

A l'heure où précisément les organisateurs français éprouvent des difficultés pour mettre sur pied leurs grands prix, leurs homologues italiens sont, de leur côté, euphoriques. Les Italiens ne se posent pas de problèmes. Le public vient en masse sur les circuits. D'une part, parce qu'il est passionné de sport automobile. D'autre part, parce que les prix pratiqués ici sont abordables. Il suffisait, en effet, de débourser 11 500 lires – soit environ 55 francs – pour assister dimanche au Grand Prix de Saint-Marin. Quinze jours plus tôt, il fallait payer 160 francs – soit trois fois plus – pour un spectacle identique à l'occasion du Grand Prix de France, sur le circuit du Castellet (Var). Un exemple à méditer.

GILLES MARTINEAU.

PLANCHE A VOILE

Les héros américains tombent à la Torche

Près de cent mille personnes ont assisté, pendant une semaine, aux épreuves de la Coupe du monde de planche à voile évolutive (Fun Board) qui se sont courues à la Torche, près de Quimper (Finistère). L'Allemand Jorgen Honscheid et son compatriote Kai Schnellmacher ont dominé les séries de slaloms spécial et géant.

Mise sur pied pour la première fois cette année à l'initiative de deux associations de coureurs professionnels, l'association des planchistes européens (ESA) et l'association des coureurs américains (CUSPSA), cette compétition est soutenue financièrement par un groupement de neuf constructeurs qui commanditaient quarante-cinq des soixante-quatre concurrents.

Après les Canaries, Hawaï et la Torche, les deux dernières épreuves comptant pour cette Coupe du monde 1983 doivent avoir lieu en juillet dans la région de San-Francisco, en Californie, et en octobre à Knokke-le-Zoute, en Belgique.

De notre envoyé spécial

Quimper. – Une voile rose tombe lentement dans l'écume. C'est la couronne de champion du monde qui vacille. Dans les vagues déferlantes de la pointe de la Torche, dimanche en début d'après-midi, une légende a goûté à l'amertume de la défaite. C'était la troisième série des quarts de finale du slalom spécial (1) courue le dernier jour de la compétition.

Tout n'a duré que quelques secondes. Départ en ligne façon Vingt-Quatre Heures du Mans. Huit concurrents bondissent de la plage vers les vagues, une main passée dans une sangle cale-pied de leur planche un flotteur de quelques kilos et d'un peu plus de 2 mètres de long, l'autre main soutenant le gréement. Tout le monde a les yeux fixés sur la célèbre voile rose de Robby Naish, le champion du monde officieux, qui a eu vingt ans la veille.

Le premier dans l'écume, Naish arrive en tête à proximité de la deuxième bouée. Il passe apparemment sans effort les vagues qui déferlent dans la petite anse de Pors-Carn. Tout d'un coup, il tente de border sa voile de 5,5 mètres carrés, avec des mouvements heurtés. Il racontera plus tard s'être aperçu que les énormes rouleaux l'entraînaient du mauvais côté. Il dérive. Le vent vient de face et la voile ne supporte plus son corps suspendu à quelques centimètres au-dessus de la mer en furie. C'est la chute. Il lui faudra trois tentatives pour repartir en relançant sa planche et sa voile, avant de ressortir de l'eau sou l'effet de la vitesse : le courant est très violent.

Presque tous les autres concurrents de la série le dépassent. L'Allemand Jurgen Honscheid le double une nouvelle fois, alors qu'il est encore en difficulté après un virage par vent arrière dans une descente vertigineuse près de la bouée d'arrivée.

Robby Naish n'est pas le premier coureur de renom à être éliminé avant la finale. Son compatriote Ken Winner, qui s'entraîne avec lui à Hawaï, a été éliminé en demi-finale, et un Français, Christian Fouquet, lui a soufflé la première place en finale des perdants. Face à cinq Allemands et à deux Américains, un seul autre Français, Jean-Philippe Delapierre, est sauvé en finale.

Dans des conditions qui ont éprouvé tous les concurrents, l'Allemand Jurgen Honscheid a confirmé sa supériorité, que lui a seulement contestée à la Torche son jeune camarade Kai Schnellmacher (2). Ils sont tous deux en tête de la Coupe du monde de cette discipline. Après trois manches du slalom géant, ils occupaient déjà respectivement les deuxième et première places. Trois manches seulement de slalom géant ont pu être comptabilisées après une semaine de compétitions en Bretagne, le vent n'ayant soufflé au minimum requis de 15 nœuds que quatre jours sur huit. C'est déjà mieux que pour les deux premières épreuves comptant pour la Coupe du monde. Aux Canaries, deux manches du slalom géant ont pu être disputées, et à Hawaï, la célèbre course Pan Am a été purement et simplement annulée faute de vent.

Choisie en fonction des statistiques météorologiques qui font état de trois cents jours de vent chaque année, *la date de la compétition* a évité ces mauvaises surprises. De surcroît, la pointe rocheuse de la Torche, entre le port de Saint-Guénolé et l'immense plage d'Audierne, reçoit en permanence la houle de l'Atlantique, qu'apprécient tant les surfers que les véliplanchistes.

Dominés par les Allemands, les Américains ont incriminé les conditions de course qui ne favorisent pas, selon eux, le matériel qu'ils ont apporté en Europe et qui est plus adapté aux conditions extrêmes. Les résultats du slalom spécial, couru dans un vent beaucoup plus violent, ont pourtant confirmé la fin de la suprématie américaine dans un sport né dans les eaux chaudes d'Hawaï

CHRISTOPHE DE CHENAY.

(1) Le slalom spécial, que l'on appelle « Ins and Outs » en anglais, se dispute sur un parcours en 8, entre deux bouées distantes de 500 mètres mouillées près du rivage dans les vagues et de telle façon que la course se dispute aux allures portantes.

(2) Les points attribués dans chaque épreuve de la Coupe du monde sont répartis à raison de 45 % pour le slalom géant, 30 % pour le slalom spécial et 25 % pour les figures dans les vagues. Cette épreuve est courue par élimination directe jugée par un jury, mais n'a pu être distribuée à la Torche faute de temps.

TENNIS

Noah s'impose à Madrid

Yannick Noah a renouvelé son succès « espagnol » de 1979 en remportant l'Open de Madrid sur la terre battue du club de la Casa de Campo. Ce succès a été acquis dimanche 1er mai aux dépens du jeune Suédois Herik Sundström, récent vainqueur du tournoi de Nice, par 3-6, 6-0, 6-2, 6-4. La veille, Noah avait éliminé le Suisse Heinz Gunthardt par 6-2, 4-6, 6-3, au milieu de tourbillons de vent. Cette victoire le remet en selle et augure bien de sa condition avant l'ouverture des internationaux de France à Roland-Garros.

John McEnroe a enlevé de son côté la phase finale des W.C.T, disputée à Dallas, après avoir battu tour à tour Vitas Gerulaitis (6-3, 6-2, 6-2) puis Ivan Lendl (6-2, 4-6, 6-3, 6-7 [5-7] et 7-6 [7-0]. Ce dernier match, disputé dimanche 1er mai et qui constituait la finale, dura quatre heures trente-cinq minutes d'horloge pendant lesquelles les retournements de situation furent incessants, jusqu'au tie break *du cinquième set, où McEnroe laissa sur place son adversaire. Le vainqueur parut ne plus se ressentir de sa blessure à l'épaule et repartir vers le premier rôle de sa saison 1981.*

LES RÉSULTATS

Cyclisme

TOUR D'ESPAGNE

A l'issue de la douzième étape du Tour d'Espagne (147 km) gagnée par le Belge Noël de Jonckheere, c'est l'Espagnol Alberto Fernandez qui a succédé à son compatriote Julian Gorospe en tête du classement général, tandis que le Français Bernard Hinault occupait toujours la troisième place à 1 min. 56 sec.

TROPHÉE DES GRIMPEURS

Le Danois Kim Andersen a gagné le 30 avril, sur le circuit de Chanteloup-les-Vignes (120 km), le Trophée des grimpeurs devant les Français Régis Clère à 4 sec. et Christian Corre à 12 sec.

Golf

CHAMPIONNAT DE FRANCE DAMES

Marie-Laure de Lorenzi est devenue championne de France 1983 en battant le 1er mai, en finale, Sophie Louapre (7-5) sur le parcours de Saint-Nom-la-Bretèche.

Rugby

CHALLENGE DU MANOIR

Narbonne, Tarbes, Toulon et Agen se sont qualifiés pour les demi-finales du Challenge Du Manoir du 22 mai, aux dépens, respectivement, de Perpignan (22-16), Aurillac (12-6), Biarritz (3-3) et Bayonne (10-6).

CHAMPIONNAT DE FRANCE GROUPE B

En battant Périgueux (6-3) en quarts de finale du championnat de France, groupe B, le PUC a assuré sa remontée la saison prochaine dans le groupe A avec Hyères, Hagetmau et Vienne.

Voile

TROPHEE DES MULTICOQUES

Le Trophée des multicoques disputé du 27 avril au 1er mai à La Trinité-sur-Mer a été gagné, au terme des cinq manches, par le trimaran géant d'Eugène Riguidel William-Saurin (26,9 m) *qui a précédé les équipages menés par Fountaine* (Charente-Maritime), *Caradec* (Royale), *Morvan* (Jet Service) *et Pajot* (Elf-Aquitaine).

Il ne faut pas enrégimenter le temps libre de la population

estime Mme Edwige Avice

Epilogue de l'interdiction de la tournée du « quinze » de France en Afrique du Sud : le président de la Fédération française de rugby, M. Albert Ferrasse, qui a été reçu le 28 avril à l'Elysée par M. François Mitterrand, a annoncé qu'il se rendrait prochainement à Pretoria pour plaider conte l'apartheid. Au même moment on apprenait que l'arrière de l'équipe nationale, Serge Blanco, qui est métis, figurait sur la nouvelle « liste noire » du comité anti-apartheid de l'ONU... Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, dont l'autorité a été mise en question dans cette affaire par M. Ferrasse, a fait le point avec nous des problèmes et des objectifs de son ministère.

Une chemise cartonnée, épaisse comme un dossier d'instruction criminelle, traîne sur une table. Un bon kilo de coupures de presse. *« Voilà tout ce qui a été imprimé sur l'apartheid et la tournée de l'équipe de France en Afrique du Sud. »* D'un mouvement vif, Mme Edwige Avice se saisit du paquet. *« Je savais que cette affaire allait faire couler beaucoup d'encre. Je savais que M. Albert Ferrasse, le président de la fédération de rugby, un sport d'hommes, n'accepterait pas de bonne grâce qu'une femme lui donne ce genre d'ordre. Il a voulu faire appel au président de la République, mais c'était une décision du gouvernement sur laquelle il n'y avait pas à revenir. »*

En fait, le ministre a été fâché que le tapage fait autour de l'annulation de la tournée du Quinze de France ait quelque peu occulté d'autres domaines qui lui tiennent à cœur. *« En présentant le projet de loi sur les activités physiques et sportives, qui a demandé deux ans de travail, j'avais l'impression d'amuser la galerie, alors que tous les journalistes n'attendaient que la décision sur l'Afrique du Sud. »*

La communication est un domaine que Mme Avice ne maîtrise pas bien depuis sa nomination au gouvernement dans le premier cabinet Mauroy. Maintenant qu'elle a la responsabilité pleine et entière du temps libre, elle a pris un conseiller, l'ancien directeur technique du vol à voile, M. Claude Allongue, pour animer ce secteur. Celui-ci a assisté à l'entretien avec un chargé de mission, M. Michel Leblanc, et l'attaché de presse Michel Parmentier.

Dans les sondages d'opinion, Mme Avice a une bonne popularité. Pourtant on connaît peu cette femme de trente-huit ans, qui a fait ses classes politiques dans le quatorzième arrondissement de Paris tout en travaillant à l'Assistance publique de la capitale. Mèches brunes courtes, jupe imprimée et chemisier coloré. Les mains, toujours en mouvement, soulignent le propos. Son champ d'intervention est désormais celui qui avait été affecté à M. André Henry ; champ amputé cependant du tourisme, qui a été rattaché au ministère du commerce extérieur.

La place des jeunes

Le temps libre. La notion est floue. Elle avait valu au premier titulaire du portefeuille le surnom peu flatteur de « ministre de la pause-café ». *« J'assume tout ce qui a été fait depuis deux ans, notamment avec le mouvement associatif »*, précise le ministre. *« Il s'agit d'avoir des idées simples et concrètes, en partant de la notion de temps libéré, pour développer le secteur des loisirs quotidiens par une prise en charge culturelle et pédagogique en relation avec les associations. »* Cette politique prolonge ce qui a été fait l'année dernière pour les jeunes et s'étendra *« aux personnes qui veulent investir socialement »*, comme les préretraités ou les femmes. Des programmes interministériels vont être mis en place pour répondre à leurs besoins. Comment, cependant, déterminer ces besoins ? *« En faisant remonter les idées du terrain. »* Universités populaires, écomusées, les idées ne manquent pas. *« L'Institut national d'éducation populaire* [INEP] *de Marly-le-Roi, outil lourd mais unique, sera utilisé pour former et informer les associations. Le pivot de tout cela sera le Conseil national de la vie associative* [C.N.V.A.] *qui sera mis en place en mai. Il aura notamment pour rôle de définir les priorités sociales. »* Dans le même temps, le ministre marque les bornes de ce type d'action : *« Ce serait un échec fondamental que d'apparaître comme enrégimentant le temps de la population. Il faut valoriser les projets des gens, les faire mieux connaître et intervenir auprès des catégories sociales qui le demandent. »*

Dans cet ensemble diffus, les jeunes sont un point d'ancrage essentiel des préoccupations de Mme Avice. Discours volontariste et maternel. Elle regrette que leurs problèmes ne trouvent pas plus d'écho dans les médias, tout en reconnaissant la complexité des situations. *« Trop souvent, on caricature. »* Cela rend aléatoires les opérations tentées en leur direction. *« Les points d'accueil pour les jeunes pendant les dernières vacances d'été ont eu du succès, mais dans d'autres cas on cerne plus difficilement les besoins. »* La sexualité, la contraception, l'objection de conscience, les relations filles-garçons, sont autant de sujets de réflexion pour le ministre, outre la drogue. *« Il faut être très vigilant. On n'a pas le droit de laisser se détériorer les jeunes. Il ne faut pas dramatiser, mais il faut réprimer le trafic et sensibiliser le corps enseignant, car la prévention est efficace. En outre, il ne faut avoir aucune naïveté sur les drogues douces ou dures. Le danger de dérapage est important. »*

Il semblerait que la conversation se soit égarée à des années-lumière du sport. Pourtant, Mme Avice estime alors qu'un des meilleurs moyens de prévention contre la drogue est la pratique du sport : *« Dans son exercice, les jeunes dialoguent entre eux et avec les adultes. Ce n'est pas une solution absolue, mais une réponse. »*

« Le sport, on en revient toujours au sport », semble s'étonner le ministre, qui constate presque à son corps défendant que ce secteur de son ministère l'accapare. Et il y a de quoi : un Français sur cinq est intéressé par les pratiques physiques. Le corps redécouvert. Et la compétition omniprésente. Car le sport, à l'heure actuelle, c'est la préparation des Jeux olympiques de 1984. Pour que les couleurs françaises soient honorablement représentées dans à peine plus d'un an à Los Angeles, elle a demandé à M. Robert Bobin, l'ancien directeur technique de l'athlétisme, actuellement directeur de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), de faire une revue de détail du sport de haut niveau. *« C'est le meilleur technicien français. Il a déterminé les conditions indispensables à la préparation de quatre cent trente-deux athlètes. On peut régler les situations cas par cas. »* Toutefois, il s'agit de parer au plus pressé. Pour l'avenir, il faudra relever sensiblement le niveau de l'encadrement technique et régionaliser les centres d'entraînement. Tout cela est en germe dans le projet de loi *« relatif à la promotion et à l'organisation des activités physiques et sportives »* (*le Monde* du 9 avril), qui va être examiné par le Sénat.

Les sociétés à objet sportif (S.O.S.), qui seront obligatoires dans le secteur professionnel à partir d'un seuil de recettes et de salaires des joueurs, seront également *« une formule intéressante pour la gestion des grands équipements sportifs comme les golfs ou les piscines »*. Le Conseil national des activités physiques et sportives (CNAPS) qui, lui, n'est pas inscrit dans le texte du projet mais doit faire l'objet d'un décret, a suscité certaines réserves du mouvement sportif. *« Il est nécessaire de mettre de l'ordre dans la profusion des hauts comités, dont la consultation obligatoire alourdit les procédures. Son domaine d'intervention dépendra de la volonté et de la faculté du Comité national olympique et sportif français à arbitrer lui-même les problèmes des fédérations sportives. La négociation est ouverte sur ce point. »*

Reste enfin la grande ambition : l'organisation en France des Jeux olympiques en 1992. *« Le maire de Paris fait des réserves sur l'aspect financier, qui est le domaine sur lequel on est le moins avancé pour l'instant. Toutefois, l'évolution des systèmes de communication est telle qu'il est vraisemblable que ces Jeux seront une manifestation rentable dans dix ans. De surcroît, ce serait l'occasion de valoriser l'industrie du sport français, qui développe une technologie de pointe et qui est un secteur exportateur. Les Jeux donneraient, dans le prolongement de l'Exposition universelle, un élan considérable à ce secteur. »* C'est pourquoi Mme Avice s'efforce d'obtenir dès à présent la programmation des équipements nécessaires dans le prochain Plan.

ALAIN GIRAUDO.

● *M. François Mitterrand* a effectué samedi après-midi 30 avril une visite surprise au circuit automobile de Magny-Cours (Nièvre) au moment où Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, remettait la médaille d'or de la jeunesse et des sports à Mme Jacqueline Bernigaud, directrice du circuit. M. Pierre Bérégovoy, ministe des affaires sociales et de la solidarité nationale, accompagnait le président de la République.

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

Décrue et dégâts

Après trois semaines de crues, la Marne et la Seine rentrent enfin dans leur lit, laissant derrière elles d'importants dégâts dont on va à présent dresser l'addition. Tout a été prévu. Depuis la loi de juillet 1982 sur les catastrophes naturelles, les particuliers qui souscrivent une assurance pour leur maison ou leur voiture payent une prime spéciale pour couvrir les risques d'inondation. Ils ont dix jours pour évaluer les dommages et les déclarer à leur compagnie d'assurance. Ils devraient être remboursés dans les trois mois, déduction faite d'une franchise dont le montant varie avec la nature des biens détériorés.

Mais il faut savoir que les compagnies – prudentes – se sont assurées à nouveau auprès d'une caisse centrale dont le déficit est couvert par l'État (*le Monde* du 16 avril).

Les industriels, de leur côté, peuvent solliciter des prêts à taux réduit sur fonds publics pour reconstituer leurs stocks et réparer leur matériel. Quant aux collectivités et aux administrations, elles puiseront, une fois de plus dans leur budget.

Les dommages dus aux débordements seront donc payés, d'une manière ou d'une autre, par l'ensemble des Français. *Financièrement parlant*, personne ne peut plus se targuer aujourd'hui d'être à l'abri des crues. Or, en Ile-de-France, elles reviennent quasiment chaque hiver. *Depuis 1977*, malgré tous les travaux exécutés pour maîtriser les cours d'eau du bassin de la Seine, celle-ci dépasse la cote d'alerte à Paris en moyenne quinze jours par an. La note devient de plus en plus lourde. M. Michel Giraud, président du conseil régional, organisera prochainement une « table ronde » avec tous les organismes concernés. Ceux-ci, fort nombreux, ont besoin d'être plus énergiquement coordonnés.

PAVILLONS INONDÉS, USINES ENDOMMAGÉES

1982 : Une facture de 150 millions de francs

POUR tenter d'évaluer les conséquences économiques des inondations et mettre ces coûts en regard des sommes dépensées pour s'en préserver, le ministère de l'environnement avait lancé en 1976 une vaste enquête à travers la France. Des questionnaires détaillés avaient été expédiés à tous les départements. Leurs réponses n'ont jamais été dépouillées. Au reste, sur *les huit départements de l'Ile-de-France*, deux seulement, la Seine-et-Marne et les Yvelines, ont daigné répondre. *Leurs évaluations, qui* portent sur 1981 et 1982, sont très incomplètes. On assure que le fi*chier central des dommages* dus aux inondations sera enfin établi avant la fin de cette année. Compte tenu de *l'imprécision* des renseignements rassemblés, il est douteux qu'il soit fiable.

Il est vrai que tenter d'évaluer les conséquences économiques des crues, ne serait-ce que dans les li*mites d'une région comme l'Ile*-de-France et pour une seule année, tient de l'exploit. Après dix jours *d'enquête auprès d'une vingtaine* d'organismes publics et privés, on n'obtient que des données éparses, *fragmentaires*.

Ainsi en 1982 – année noire, – les eaux ont envahi par deux fois, en *janvier et en décembre, les* basses terres de la région parisienne. Selon la sécurité civile et la Caisse centrale de *réassurance, les propriétaires* de pavillons, les commerçants et les artisans auraient subi des *pertes représentant 47,5 millions* de francs. Ne sont pas compris dans cette addition les dommages subis *par les propriétaires de résidences* secondaires, les agriculteurs et les industriels employant plus de dix sa*lariés*. Selon une autre source, quarante-cinq entreprises sinistrées à plus de 25 % ont sollicité pour *6 millions* de francs de prêts spéciaux. Quant aux détériorations subies par les équipements publics, on peut les *estimer* à plusieurs dizaines de millions de francs.

L'addition des coûts directs des *inondations atteindrait donc 80 mil*lions. Les économistes américains, qui ont fait des études très approfon*dies sur ces questions, estiment qu'il* faut majorer ces sommes de 50 % pour les coûts indirects et encore de *30 % pour le manque à gagner*. En appliquant de tels barèmes, la note des inondations de 1982 en Ile-de-France *« tournerait »* autour de 150 millions.

Cet ordre de grandeur est vraisemblable. En *1977, le ministère* de l'équipement avait évalué en moyenne à 200 millions les dommages *urbains et agricoles causés* chaque année par les inondations sur l'ensemble du bassin de la Seine. En francs 1983, et pour l'Ile-de-France seule cela ferait 230 millions de francs.

Les coûts indirects et les manques à gagner ne sont pas non plus imaginaires. La crue d'avril 1983, par exemple, a entraîné l'interruption de la navigation à travers Paris pendant dix-sept jours. La compagnie des Bateaux-Mouche, qui n'a pu promener ses touristes, estime ses propres pertes à 1 million de francs. De son côté, la compagnie des Sablières de la Seine, qui exploite plusieurs ports et centrales à béton sur les quais de la capitale, chiffre ses « non-rentrées » à 1,5 million. Les transporteurs de charbon, qui n'ont pu approvisionner leurs clients, parlent de 4 millions de pertes.

Des travaux exceptionnels

Dès que la cote atteint 2,50 mètres à Austerlitz, les services de la *Ville ferment certains égouts*, mettent des pompes de refoulement en marche et construisent des murets. *Le surcoût de ces travaux exception*nels est évalué à plusieurs centaines de milliers de francs. Lorsque l'eau *atteint 3 mètres on commence* à fermer les voies sur berges. Depuis 1978, elles sont impraticables en moyenne *quarante jours par an. Les* encombrements qui en résultent sur les quais obligent à y concentrer les policiers des *compagnies de circula*tion. D'où un début de pagaille dans le reste de Paris. Dans ces bouchons, *des tonnes de carburant et des mil*liers d'heures se perdent.

Directement ou indirectement, les crues coûtent donc très cher. Que faire pour réduire la facture ? D'abord empêcher que l'on ne construise dans les zones inondables. Cette mesure de bon sens avait été prévue par un décret-loi de 1935. Il prescrivait que l'on dresse au préalable le long des cours d'eau capricieux des « plans de surfaces submersibles ». Sauf pour de courtes sections de l'Oise et de l'Yonne, ces plans n'ont jamais été faits dans le bassin de la Seine. Les élus s'y sont refusés pour ne pas gêner la construction.

Plus récemment, en application du code de l'urbanisme, les commissaires de la République devaient délimiter des « périmètres de risque ». Cela n'a été fait nulle part en région parisienne. Résultat : on trouve aujourd'hui sur les terres inondables de l'Ile-de-France 4150 hectares de zones industrielles et d'agglomérations. Les pouvoirs publics se disent décidés à faire appliquer la loi. En ont-ils les moyens ?

Ne pourrait-on au moins donner l'alerte à temps pour que chacun mette ses biens à l'abri ? Le service d'annonce des crues de l'Ile-de-France *date du siècle dernier*. On a décidé de l'automatiser. Coût : 22 millions de francs. Les dix premières *stations de mesure (sur les* deux cents prévues), le central situé à Paris et le système de transmission de l'alerte *aux préfectures ne seront* pas opérationnels avant l'hiver 1984-1985.

Gagner 30 centimètres

Depuis les crues catastrophiques de 1910 et de 1924, environ 340 kilomètres de digues ont été élevées le long de la Seine et de la Marne. Elles sont en mauvais état et certaines sont trop basses. Il faudrait d'urgence en réparer la moitié. Et sans doute en élever d'autres sur une centaine de kilomètres puisque les zones bâties se sont étendues. L'estimation de ces travaux de défense a été demandée par le conseil régional. Premier chiffre avancé : 1,5 milliard de francs. Même étalée sur quinze ans, la dépense annuelle atteindrait 100 millions, soit quatre fois ce que l'on consacre actuellement aux travaux de défense des riverains.

Un chantier au moins est en marche. Celui du barrage Aube qui ajoutera ses 175 millions de mètres cubes de retenue aux 660 millions de mètres cubes des cinq ouvrages déjà existants. Devis actualisé en 1983 : 1,4 milliard de francs. Effet attendu : en cas d'une crue type 1910 il abaisserait le niveau de la Seine à Paris de 30 centimètres. Deux autres barrages-réservoirs ont été envisagés sur la Marne et sur l'Yonne. Se décidera-t-on a les construire, à quel prix et pour quel résultat ? Réponse dans quelques mois peut-être...

Enfin, il y a une mesure qui ne coûterait rien, celle qui consisterait à perfectionner la gestion des rete*nues de manière qu'elles ne se trou*vent pas pleines à ras bord lorsque tombent les pluies de printemps. Il a *fallu tout de même deux inondations* survenant à cette époque-là, l'une en 1978, l'autre en 1983, avec les dom*mages considérables et le mécontent*ement qu'elles ont causés pour envisager cette simple modification.

Car la constatation qui s'impose au terme de cette enquête c'est qu'au moins dans le bassin de la Seine règnent l'irresponsabilité, l'ignorance, le laxisme et l'incroyable lourdeur de multiples organismes que nulle autorité ne coordonne ni n'anime. C'est cela que les Français continueront à payer de leurs deniers.

MARC AMBROISE-RENDU.

1983 : la Seine-et-Marne naufragée

Vives critiques des élus contre l'administration

A la préfecture de Seine-et-Marne, après une semaine de plan Orsec, l'heure est *aux estimations. Celles-ci pourtant* ne pourront être dressées complètement avant trois semaines. Et pour l'agriculture pas avant l'été. 5 000 hectares de labours parfois ensemencés et garnis d'engrais ont été lessivés. *« Catastrophique »*, disent les agriculteurs.

« Pour les ouvrages publics les travaux de réfection ont déjà commencé, explique M. Claude d'Harcourt, directeur du cabinet du commissaire de la République, *notamment à Jablines où le chemin départemental est en cours de réfection. Mais nous ignorons à combien s'élèvera la facture. Même situation pour la digue de Chalifert, car celle-ci part en lambeaux. Nous avons déjà recensé trois cent quinze communes sinistrées. »*

A Esbly, deux cent quarante pavillons ont été inondés : une centaine de plus que lors des crues précédentes, soit un tiers de la ville sous les eaux. Des murs de clôture sont minés par *l'humidité. Les conduites* d'eau et d'égouts devront être réparées, de même que les trottoirs et la voirie. Les vieux bâtiments de la piscine, en bordure de la Marne, sont promis à la démolition. Bien sûr, à Esbly, on a l'habitude de passer une partie de l'hiver les pieds dans l'eau. Certains lotissements ont été construits dans des zones facilement inondables. Mais, cette année, la grogne est à sa cote maximale.

« La crue a été très tardive et on ne l'attendait plus, explique le maire, M. Jean-Claude Dimanche (R.P.R.) : *Je n'ai pas pu informer la population avec précision au moment de la montée des eaux. Nous nous trouvons face à un manque de coordination surprenant entre les services. Les cotes qui m'ont été adressées ne correspondaient pas et il nous a fallu faire nos calculs nous-mêmes. J'ai demandé la constitution d'une commission d'enquête. Une démarche à laquelle plusieurs maires de la région sont prêts à s'associer. »*

Les industriels font aussi leurs comptes : entre Vaires-sur-Marne et *Chelles, la sablière de Morillon*-Corvol ressemble à un immense lac. Les carriers travaillent au-dessous du *niveau de la Marne, et, lorsque la* rivière a submergé les digues, l'eau s'est répandue sur les 100 hectares de cette exploitation, une des plus importantes de France. Les travaux d'extraction vont être arrêtés deux mois au moins.

Dans la zone industrielle, les usines situées à proximité de la Marne ont toutes été atteintes à des degrés divers.

Les papeteries Maunoury, comme l'usine de fabrication des huiles *Motul, font partie de la première* catégorie. Grâce à des navettes de poids lourds, le personnel a pu *entrer, chaque jour, dans les ateliers* entourés par 60 à 80 centimètres d'eau. En revanche, un peu plus loin, *les usines qui se trouvaient dans la* partie basse ont dû cesser toute activité pendant plusieurs jours. A la *Sopaluna, une usine qui travaille à* partir d'huiles usées, il a fallu déménager en hâte une partie du matériel de production. Des compresseurs ont été désaccouplés, des tuyauteries surélevées. *« Tout le personnel a été employé à lutter contre la montée des eaux,* déclare le directeur, M. Henri Cros-Lebailly. *Depuis le 27 avril, nous avons remis en marche les incinérateurs et la fabrication a repris. Mais on n'est pas à l'abri de problèmes ultérieurs. »*

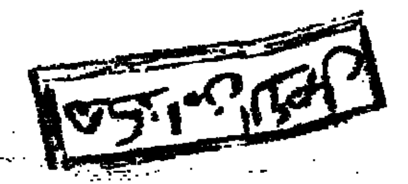
Pour éviter que les hydrocarbures stockés à Vaires n'aillent polluer les environs, la société a fait vider ses bassins de décantation et a expédié les produits par wagons-citernes vers un centre de traitement. *« A raison de 200 F par tonne, cela nous coûte cher,* constate le directeur. *Mais nous ne pouvions pas faire autrement, sous peine d'être considérés, une fois encore, comme des pollueurs. »*

La première évaluation des dégâts se situe entre 500 000 et 600 000 F. *« Mais ce n'est qu'un chiffre approximatif,* ajoute M. Cros-Lebailly. *Il faudra y ajouter le nettoyage de l'usine, celui des espaces verts, la réparation de notre voie ferrée de raccordement qui a passé une semaine sous l'eau chargée de wagons, et surtout ces dix journées durant lesquelles la production a été arrêtée. Dans la conjoncture actuelle, cela tombe vraiment mal. »*

Même commentaire au dépôt voisin des Ciments français. Huit jours d'arrêt de travail pour les trente employés. Ici, on conditionne le ciment qui arrive en vrac par train *depuis l'usine de Vitry-le-François et* repart sur des camions. Près de 5 000 tonnes de ciment n'ont pas pu transiter par le centre de Chelles-Vaires au cours de la semaine. *« Pour les chargements en vrac, nous avons dirigé notre clientèle sur le dépôt de Tolbiac,* souligne le responsable, M. Guy Forestier. *Maintenant il nous reste à espérer que les acheteurs reviendront vers nous ; les habitudes, cela se prend très vite... »*

Si le stock de ciment en sacs a pu être déménagé *in extremis*, l'eau a causé de gros dégâts aux élévateurs à godets qui servent au transport de *la marchandise en vrac. Le ciment* mouillé a « pris » et, pour nettoyer le matériel, il n'existe qu'une solution : *le marteau-piqueur...*

CHRISTIAN-LUC PARISON.



Faut-il attendre l'accident pour réparer nos routes ?

Attention danger ! Passages à niveau, routes étroites, virages sans visibilité, nids-de-poule, dos-d'âne, accotements non stabilisés, chaussées déformées, abîmées par la neige, le gel, les pluies : notre réseau routier vieillit.

Faute de travaux d'aménagement, faute d'entretien les risques d'accident s'accroissent. Les automobilistes ont le droit à la sécurité.

L'entretien régulier de nos routes est le prix de leur tranquillité. Les entreprises de travaux publics peuvent garantir la sécurité des usagers, supprimer les passages à niveau, élargir les routes, aménager les virages dangereux. C'est la responsabilité des élus et de l'administration de satisfaire cette priorité vitale pour les citoyens.

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT AMENAGER LA FRANCE

LES ENTREPRISES FRANÇAISES DE TRAVAUX PUBLICS.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Bénévolat et préretraite

Le mouvement associatif s'inquiète. Les préretraités aussi. A juste titre. Les premiers risquent de voir les seconds freiner leur action militante dans la crainte d'avoir des démêlés avec l'Assedic qui leur verse une allocation.

L'utilité de la préretraite est de libérer des emplois et le salarié qui part s'engage à cesser de travailler. En conséquence, toute *« reprise d'activité professionnelle salariée ou non »* signifie pour son auteur le non-respect du contrat et peut entraîner l'interruption des allocations. Reste à définir, évidemment, à partir de quel moment une *« activité »* [qui] *s'apparente à une forme d'utilisation particulière des loisirs »* devient *« une activité professionnelle »*. L'UNEDIC, dans un récent courrier aux Assedic, rappelle tout d'abord que ne peuvent *« à l'évidence être qualifiés d'activités professionnelles... certains mandats électifs et activités bénévoles dans les organismes à but non lucratif »*. Encore que, dans ce dernier cas, *« une réserve »* doit être faite pour les *« personnes se consacrant au fonctionnement administratif de ces organismes »*, cette réserve ne devant pas justifier un refus, *« mais seulement un examen plus attentif »* de la part de la commission paritaire appelée à statuer (1).

Le verdict appartient, effectivement, à cette commission de *l'Assedic dont le rôle est « d'apprécier si l'activité réduite présente au regard de la situation des intéressés les caractéristiques d'une activité professionnelle »*. L'aspect personnel de la situation du préretraité, ainsi souligné, fait place à la discussion et atténue le caractère plutôt brutal du questionnaire soumis aux intéressés et qui, sommairement, leur demandait *de répondre par « oui » ou par « non »* à l'unique mais double question *« avez-vous repris une activité salariée ou non salariée ? »*. Mais il n'empêche qu'une activité, même entièrement bénévole, exercée à plein temps ou encore à mi-temps, *dans une fonction très proche de* l'ancienne (par exemple une ex-assistante sociale qui tiendrait une permanence d'accueil et d'écoute), ou qui pourrait être *exercée par un salarié, suscitera* quelque interrogation de la part de la commission paritaire.

Pourra, également, apparaître suspecte la reprise bénévole d'une activité, au sein d'un organisme à but lucratif, alors qu'au*paravant* ce travail était *rémunéré*. L'ex-secrétaire d'une association qui, bénévolement et pour rendre service, reviendrait tenir régulièrement les comptes *de son employeur, aurait à fournir* des explications.

Si la doctrine paraît simple, son interprétation, au cas par cas, l'est moins. La situation risque de s'envenimer, les préretraités étant de plus en plus *nombreux et de plus en plus* enclins à consacrer une partie de leur temps « libéré » à des activités sociales. D'autant que les sessions de préparation à la retraite *les encouragent souvent à* investir leur nouveau dynamisme au service des autres. C'est donc avec impatience que préretraités et associations vont attendre les conclusions d'un groupe de travail *« chargé par la commission paritaire nationale* (de l'UNEDIC) *de proposer des solutions de nature à préciser les conditions d'application »* de ce règlement particulier.

CHRISTIANE GROLIER.

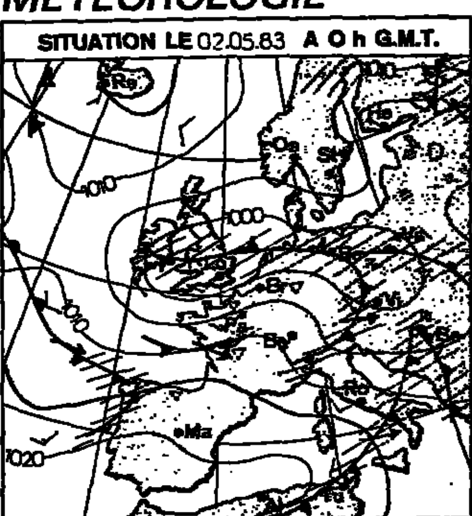
(1) UNEDIC, 77, rue de Miromesnil. 75008 Paris. Tél. : 294.22.00.

« LA PERSONNE AGÉE : IMAGE ET RÉALITÉ ». Sur ce thème se déroulera à Merano (Italie), du 12 au 17 mai, le 3e Colloque international de la FIAPA.

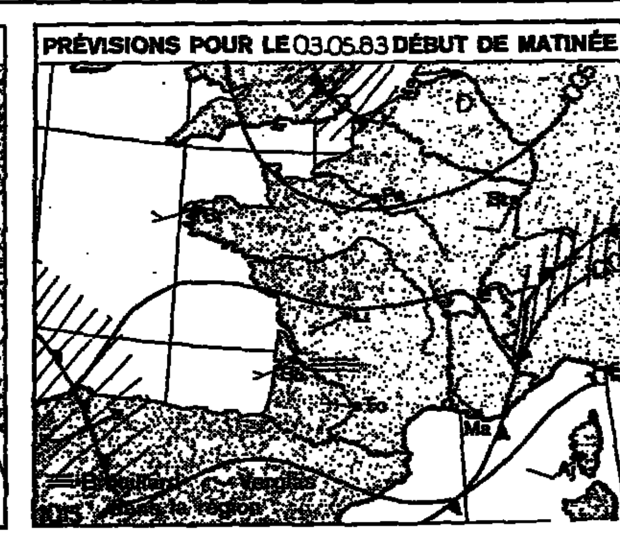
★ **Renseignements : FIAPA (Fédération internationale des associations de personnes âgées), 8-10, rue d'Astorg, 75380 Paris Cedex 08. Tél. : 296-73-50.**

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 02.05.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 03.05.83 DÉBUT DE MATINÉE



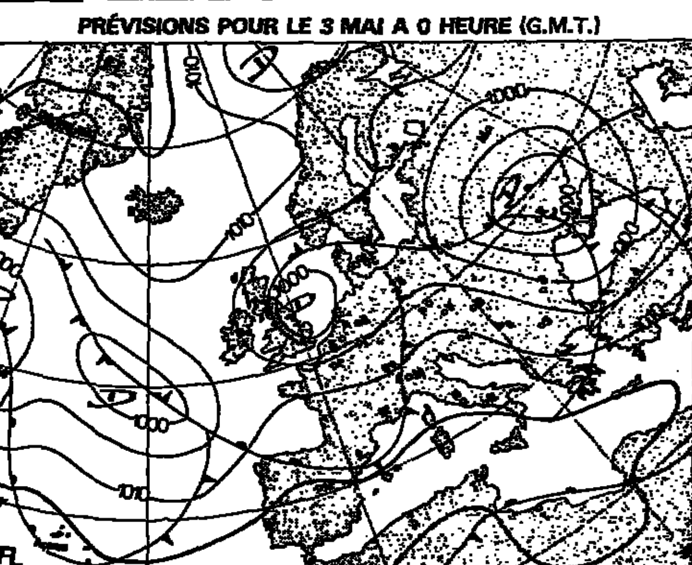
Évolution probable du temps en France entre le lundi 2 mai à 0 heure et le *mardi 3 mai à minuit.*

Un flux de secteur ouest circule sur la France avec le passage, mardi matin, d'une dorsale mobile qui sera suivie d'une nouvelle perturbation devant aborder la Bretagne et la Vendée en mi-journée.

Le matin, le temps sera bien ensoleillé des côtes de la Manche aux frontières du Nord-Est et de l'Est, plus nuageux du Jura et des Alpes à la Corse, et *brumeux ailleurs* avec des brouillards de l'Aquitaine au Centre. Il fera de 4 à 6 degrés dans l'intérieur au lever du jour, localement de 2 à 4 degrés dans le Centre, de 6 à 8 degrés près des côtes de la Manche, de 8 à 10 degrés près de la Méditerranée et de l'Atlantique. L'après-midi, des passages nuageux donneront des averses résiduelles des Ardennes au nord des Alpes, tandis que le ciel se couvrira sur la Bretagne et la Vendée avec des petites pluies éparses. Partout ailleurs, le temps ensoleillé prédominera. Mais, en milieu d'après-midi et en fin de journée, les nuages envahiront toute la moitié nord de la France *jusqu'au nord de l'Aquitaine, du Massif* Central et des Alpes avec quelques faibles pluies locales. Les pluies seront plus importantes le soir près des côtes atlantiques. Il fera de 17 à 20 degrés l'après-midi près de la Méditerranée, de 16 à 18 degrés ailleurs, à l'exception du Nord, où il fera de 13 à 15 degrés, et du Nord-Est aux Alpes du Nord où le thermomètre marquera 14 à 16 degrés.

La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le 2 mai, à 8 heures, de 1 005,6 millibars, soit 754,3 millimètres de mercure.

***PRÉVISIONS POUR LE 3 MAI A 0 HEURE* (G.M.T.)**



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er mai ; le second le minimum de la nuit du 1er mai au 2 mai) :

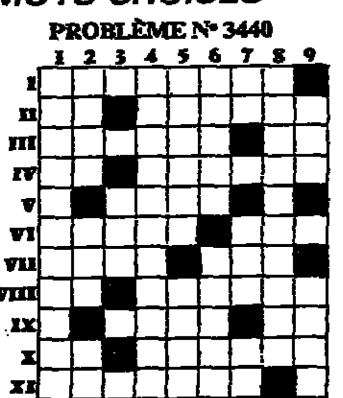
Ajaccio, 18 et 9 degrés ; Biarritz, 14 et 7 ; Bordeaux, 14 et 8 ; Bourges, 14 et 7 ; Brest, 12 et 6 ; Caen, 12 et 6 ; Cherbourg, 10 et 6 ; *Clermont-Ferrand*, 15 et 6 ; Dijon, 14 et 6 ; Grenoble, 15 et 5 ; Lille, 15 et 7 ; Lyon, 14 et 6 ; *Marseille-Marignane*, 20 et 8 ; Nancy, 15 et 8 ; Nantes, 14 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 10 ; Paris-Le Bourget, 15 et 8 ; Pau, 15 et 5 ; Perpignan, 17 et 7 ; Rennes, 14 et 5 ; Strasbourg, 17 et 8 ; Tours, 14 et 7 ; Toulouse, 16 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 7 degrés ; Amsterdam, 15 et 8 ; Athènes, 26 et 18 ; Berlin, 19 et *11* ; *Bonn, 17 et 5* ; Bruxelles, 16 et 8 ; Le Caire, 31 et 22 ; îles Canaries, 22 et 16 ; Copenhague, 13 et 5 ; Dakar, 36 et 28 ; Djerba, 22 et 17 ; Genève, 13 et 7 ; Jérusalem, 23 et –1 ; Lisbonne, *17 et 11* ; *Londres, 14 et 6* ; Luxembourg, 13 et 6 ; Madrid, 16 et 4 ; Moscou, 12 et 7 ; Nairobi, 24 et 18 ; New-York, 23 et 15 ; Palma-de-Majorque, 22 et 6 ; Rome, 21 et 15 ; Stockholm, 7 et –1 ; Tozeur, 34 et 17 ; Tunis, 23 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3440



HORIZONTALEMENT

I. Est plus solide que le canapé. – II. Lettres pour réparer un oubli. Là où il passe, il n'y a plus de mouches. – III. Quand on est au plus bas. Un agrément à l'étranger. – IV Parfois au bout du compte. Un continuateur de Calderon. – V. Dans la main de celui qui a tiré une carotte. – VI. Forment un quartier. Peut venir *du cœur.* – VII. Qui a fait l'objet d'un partage. Pronom. – VIII. Fin de bail. Peuvent assombrir autant que la jalousie. – IX. Peut être bleue dans le noir. Coin de France. – X. *Pour lier.* Fait du repassage. – XI. Qui ne forment donc plus un couple.

VERTICALEMENT

1. Œuvres souvent attribuées à un chef. – 2. Mousse en Italie. Mesure pour le mécontentement. Est souvent sur la planche. – 3. Très suffisant. – 4. Rendra plus noir. – 5. Il en *faut plusieurs pour former une* rame. Agir comme celui qui descend. – 6. Sa vallée supérieure est très industrielle. Peut qualifier le mauvais œil. – 7. Préfixe. Peut s'installer sur un grand pied. Bout de bois. – 8. Qui ont donc leurs vignettes. – 9. *Grande,* au Brésil. Devenir très coulant.

Solution du problème n° 3439

Horizontalement

I. Hélicicultrices. – II. Original. Mono. – III. Mignon. Tri. Bleu. – IV. Meno. Océanautes. – V. Abîmer. In. – VI. Girl. Epistolier. – VII. Rodéos. Elèves. – VIII. En. Duo. Ussel. – IX. Nid. Argileuse. – X. Os. Cent. Ana. – XI. Ua. Epie. Note. B.A. – *XII. Italiques. Oscar.* – XIII. Lise. Ur. GI. Uri. – XIV. Lô. Rue. Fier. Boa. – XV. Enfin ! Cillement.

Verticalement

1. Homme-grenouille. – 2. Erié. Ionisation. – 3. Lignard. As. – 4. Ignobles. Céleri. – 5. C.I.O. Képi. Un. – 6. Innomés. Nique. – 7. Ça. Cep. *Dateur.* – 8. *Ultérieur. Fi !* – 9. Râ. Slogans. Il. – 10. Trinité. Ino. Gel. – 11. Anovulatoire. – 12. Imbu. Lèse. Es. – 13. Colt. Issue. Cube. – 14. Enée. Es. Baron. – 15. Sous-prolétariat.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 4 MAI

« Musée du château de Saint-Cloud, son parc », 14 h 30, entrée du musée, V. Thabault.

« Musée de Cluny présenté aux jeunes », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé, Mme *Senant (Caisse nationale* des monuments historiques).

« La Conciergerie », 15 h 30, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).

« Synagogues rue des Rosiers, couvent des *Blancs-Manteaux* », 14 h 30, 3, rue Malher (Vieux Paris).

CONFÉRENCES

15 heures, 9 *bis*, avenue d'Iéna, S. Rousseau, J.-L. Merot : « Venise, sa lagune et les îles » et 21 h., « Les châteaux *de Louis II et la Haute* Bavière romantique » (Amitiés françaises), (audiovisuels).

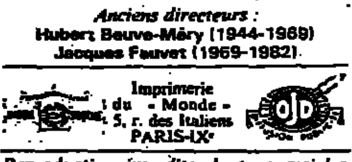
18 heures, 11, rue Copernic, G. Saurat : « Les années de jeunesse de Bolivar et ses voyages en *Europe* » (*Ambassade* du Venezuela).

19 heures, 30, boulevard de Port-Royal, J.-V. Sephiha : « Les métiers judéo-espagnols » (Centre Rachi).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur du Japon et Mme Hiroshi Uchida ont donné une réception, vendredi, à l'occasion de l'anniversaire de l'empereur Hirohito.

Naissances

— Nicole et Pierre-Antoine GRESLAIN sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Charles-Antoine,
le 21 mars 1983.
12, rue Cambacérès, 75008 Paris.
Tél. 265-34-34.

— Aline et Michel MAGNIEN ont la joie d'annoncer la naissance de
Charles-Antoine,
le 25 avril 1983.

31, rue Jean-Guéhenno,
35000 Rennes.

Décès

PIERRE HUARD

Mme Pierre Huard,
Mme Marie-Pierrette Hainaux-Huard,
M. et Mme Jean Brocas,
M. et Mme José Miro Perez,
M. et Mme Jean Huard,
Marie-Claire, Jacques et Louis Huard,
Le général et Mme Paul Huard,
M. et Mme Jacques Martin,
Leurs enfants,
Et les familles Lacroix et Essig,
ont la douleur de faire part du décès, survenu accidentellement le 28 avril 1983, du

professeur Pierre Huard,
commandeur de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 mai, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, 277 *bis*, rue Saint-Jacques, Paris-5e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

[Né à Bastia le 16 octobre 1901, le professeur Huard a été doyen de la faculté de médecine de Hanoï de 1933 à 1954, puis doyen et recteur de l'université d'Abidjan de 1963 à 1966.

Nommé directeur d'études à la section des sciences historiques et philosophiques de l'Ecole pratique des hautes études en 1968, il fut professeur à la faculté de médecine de Paris, de 1966 à 1973. Il a publié de nombreux ouvrages qui font autorité sur l'histoire de la médecine, de la chirurgie, de la pharmacie et de l'art dentaire.

Le professeur Huard avait été élu à l'Académie nationale de médecine en novembre 1981.]

— La Verpillière (Isère).
Le Pontet (Vaucluse).
M. et Mme Yves Robert,
et leurs *enfants*,
M. et Mme René Benard,
et leurs enfants,
Mme Louise Sacase,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul BENARD,
officier de la Légion d'honneur,
commissaire en chef de première classe de la marine,
secrétaire général de la Société de secours aux familles des marins français naufragés,
membre du conseil d'administration de la Société nationale *de sauvetage en mer*

leur père, beau-père, grand-père, et ami,
décédé le 28 avril 1983, à l'âge de quatre-vingt un ans

Le service religieux aura lieu le mercredi 4 mai à *10 h 30* en *l'église* Saint-Christophe, rue de la Convention, Paris 15e.

L'inhumation se fera le jeudi 5 mai 1983 dans le caveau de famille au cimetière *Saint-Martin de Perpignan*, vers 11 h 30.

M. et Mme René Benard,
30, rue Georges-Seurat,
84130 Le Pontet.

— Le Collège de psychanalystes a la *tristesse de faire part de la mort subite* de son président,

le *docteur*
Dominique GEAHCHAN,
survenue le vendredi 29 avril 1983.

La messe de funérailles a été célébrée en l'église de l'Immaculée-Conception, rue du Dôme, à Boulogne-Billancourt, le lundi 2 mai, à 8 h 30.

12, rue de Chantilly, Paris-9e.

— Confrontations s'associe à la peine ressentie à l'occasion de la mort du

docteur Dominique GEAHCHAN
qui a pris part à la fondation de l'association et à tous ses travaux depuis sa création.

23, quai de Bourbon, Paris-4e.

[Né le 17 juillet 1925, au Caire, le docteur Dominique Geahchan, d'origine libanaise, fit à Paris des études de lettres et de philosophie, puis de médecine et de psychiatrie. Membre titulaire de la Société psychanalytique de Paris, il fut en 1973 secrétaire général de l'Institut de psychanalyse. En 1974, il fonda avec René Major Confrontations, lieu de rencontres psychanalytiques. En novembre 1980, il prit part à *la fondation du Collège de psychanalystes.* Il en fut le premier président, tout en assumant la direction de la revue du collège, « Psychanalystes ». Le docteur Geahchan a écrit différents articles dans la « Revue française de psychanalyse », « Etudes freudiennes », et « Psychanalystes ».

*Très freudien dans sa conception de la psy*chanalyse, le docteur Geahchan était animé d'un grand souci d'ouverture et de questionnement du fonctionnement actuel de la psychanalyse. Travailleur infatigable, qui s'est tué à la tâche, il suivit un itinéraire significatif des grands mouvements de dissociation qui n'ont pas seulement marqué les milieux lacaniens.]

— Mme Marcel Fenaux,
son *épouse*,
André et Maryse Coupaye-Fenaux,
Henri et Anne-Marie Fenaux,
ses enfants,
Patrick et Danièle Coupaye,
Christelle et Nicolas,
Alain et Edith Coupaye,
Cathy et Cédric,
François et Annick Fenaux,
et Nathanaël,
Pierre Fenaux,
Benoit et Sylvie Fenaux,
et Frédéric,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marcel FENAUX,
commandeur de la Légion d'honneur,
survenu le 26 avril 1983 dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont été célébrées à Givet (Ardennes), le 28 avril, dans la stricte intimité familiale.

(H.F. : 85, avenue Guynemer
59700 Marcq-en-Barœul,
41, rue de Béthune 59000 Lille.)

Mme Roger Landault,
M. et Mme Claude Mainfroy et leurs filles,
M. Jean-Marc Landault,
Mlle Catherine Pesez,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger LANDAULT,
architecte d'intérieur,
professeur
à l'Ecole nationale supérieure des arts appliqués,
expert auprès des tribunaux,
survenu le 28 avril 1983, dans sa soixante-quatrième année.

L'incinération aura lieu le jeudi 5 mai 1983, à 14 h 30, au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise.

Résidence Musset,
8, rue de la Ronce,
92410 Ville-d'Avray.

— Mlles A. et M.-L. Poncin,
M. et Mme Raymond Gast, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Maurice Poncin,
ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Janine PONCIN,
consul de France à Monaco.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 mai, à 10 h 30, en l'église *Saint-Sulpice, Paris-6e.*

L'inhumation aura lieu le jeudi 5 mai, à 11 heures, à Champier (Isère), dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.
56, rue Saint-Placide (6e).
134, boulevard Brune (14e).
101, rue de Vaugirard (6e).

— Mme Louis Vaudable,
Mme François Vaudable,
Mme veuve François Brunneteau
et ses enfants,
M. et Mme Pierre Guiral
et leurs enfants,
son épouse,
son fils,
sa sœur,
ses beau-frère et belle-sœur,
ses neveux et nièces
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Louis VAUDABLE
officier
de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'ordre national du Mérite

survenu à Paris le 29 avril 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 mai 1983 à 10 h 30 en l'église de la Madeleine, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— Mme Jean Faugeron
son épouse,
Pascal, *Martine,*
Sandrine, Valérie,
ses filles,
M. et Mme Max Morysse,
et leur fils Thierry,
ses beau-frère,
sœur et neveu,
très touchés des marques de sympathie *qui leur ont été témoignées* lors du décès de

Jean FAUGERON
chevalier de la Légion d'honneur,
Grand Prix de Rome,
architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux,
professeur à *l'Ecole* nationale supérieure des beaux-arts,
conservateur du Palais de Chaillot,

vous adressent leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— L'amicale Vae Victis organise *pour le trente-huitième anniversaire* de la libération, une cérémonie à la mémoire des

musulmans
morts pour la France,
qui aura lieu à la mosquée de Paris le vendredi 6 mai, à 16 heures, place du Puits-de-l'Ermite (5e). Métro Monge *Autobus 67, 89.*

— Que ceux qui ont connu et aimé

Jacques WORMSER
aient une pensée pour lui à l'occasion du neuvième anniversaire de sa *disparition* le 2 mai 1974.

Messes anniversaires

— A l'*occasion* du premier anniversaire de la mort de

Mme Joseph
BRUGEROLLE de VAZEILLES,
née Marie Buffière,
une messe sera célébrée en l'église de Gradignan (33170), le 3 mai, à 9 heures.

Une *pensée est demandée à ceux qui* l'ont connue et aimée.

Légion d'honneur

TRANSPORTS

Est promu commandeur : M. Pierre Girandet, président d'Air France.

Est promu officier : M. Etienne Dreyfous, conseiller auprès du président d'Air France.

Sont nommés chevaliers : MM. Alain André, adjoint au directeur des opérations aériennes d'Air France ; Lucien Brazey, inspecteur à Air France ; Jean Laverhne, chef du centre d'examen médical du personnel navigant d'Air France ; Claude Postel, directeur du programme et du développement d'Air France ; Jean-Marie Treins, directeur général adjoint, chargé des affaires techniques.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Paris-V (René-Descartes), mardi 3 mai, à 14 h 30, salle 224, M. Rochdy Alili : « Le centre Bonlieu d'Annecy : histoire, discours et réalité. »

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

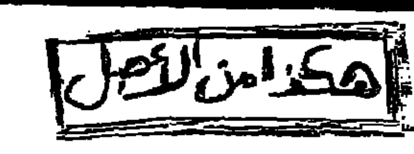
Par voie aérienne
Tarif sur demande.

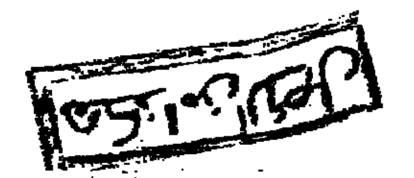
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





Le Monde

ECONOMIE

AVANT LA VIe CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Éviter les affrontements stériles

« *CONTRAIREMENT aux précédentes Conférences des Nations unies sur le commerce et le développement, la VIe CNUCED, qui se tiendra à Belgrade, du 6 au 30 juin, aura un caractère général et ne devrait pas être dominée par une question spécifique* », a déclaré M. Gamani Corea, secrétaire général de cette organisation au cours d'un récent séminaire (1). La conférence de Belgrade, a-t-il ajouté, devrait donner lieu à de larges consultations sur différents problèmes intéressant la crise de l'économie mondiale, et non pas se présenter comme une négociation *« où l'on donne et reçoit »*.

L'institution de Genève, qui fait d'ordinaire largement écho aux procédures du tiers-monde, voudrait que la prochaine CNUCED – seule échéance Nord-Sud en 1983 – soit l'occasion d'échanges de vues approfondis dont pourraient se dégager des orientations susceptibles de servir de base à des négociations ultérieures, plutôt que d'affrontements stériles. Autour des trois thèmes principaux – relations commerciales, produits de base, problèmes monétaires et financiers, – l'objectif central de la réunion devra être le développement du tiers-monde et la reprise de l'économie mondiale regardés comme des phénomènes interdépendants.

Selon M. Corea, la réorientation de l'économie occidentale est une condition nécessaire, mais pas suffisante d'une telle reprise qui, pour être effective, devrait être accompagnée de deux types de mesures :

● un programme de relance économique mondiale devant notamment assurer une plus grande stabilité des changes et freiner les tendances protectionnistes dans le Nord – les atteintes au libéralisme portant ombrage à la reprise, selon le secrétaire général de la CNUCED – et comprendre un certain nombre *« d'ajustements de structure »*.

● un programme pour stimuler le développement des pays du Sud dont plusieurs connaissent de graves crises de paiement remettant en cause leurs efforts nationaux. Au premier rang de ce programme devrait figurer un relèvement des droits de tirages spéciaux de 30 milliards de dollars, *« peut-être en deux phases »* car, a assuré M. Corea, les D.T.S. sont actuellement le *« meilleur instrument disponible »*, qui n'impose pas de contraintes budgétaires, ni de processus législatif particulier.

Les problèmes monétaires et financiers du développement devraient occuper une part importante de la conférence de Belgrade, qui devrait examiner, a dit encore M. Corea, *« comment jeter un pont »* entre pays à surplus et pays déficitaires et se pencher sur le rôle des banques privées. Si la réunion aboutit à des résultats encourageants, cela facilitera aussi les conversations sur le lancement de négociations globales Nord-Sud, a-t-il déclaré.

« Parer au plus pressé »

En vue de la VIe CNUCED, les « 77 » – les 125 pays en développement – ont arrêté, à Buenos-Aires, leurs positions (*le Monde* du 12 avril 1983) s'appuyant sur les conclusions du VIe sommet des pays non alignés de New-Delhi. Signe de leur *« réalisme »* actuel, ils ne présenteront pas à Belgrade un *« catalogue »* de revendications, mais un ensemble de résolutions de portée plus générale ouvrant la porte à des discussions. Dans cet esprit, le soin est laissé aux pays industrialisés et aux pays en développement de définir alors les points pouvant faire l'objet d'une action prioritaire.

« Parer au plus pressé tout en posant les jalons pour une restructuration trop longtemps différée, tel est le message lancé de Buenos-Aires, dans un esprit de compréhension et de coopération », a déclaré au cours du même séminaire M. Idriss Jazairy (Algérie) qui présentait la position, du groupe des « 77 ». Les mesures urgentes ne sauraient constituer, a-t-il précisé, une solution de rechange ou de repli par rapport à l'objectif des négociations globales.

GÉRARD VIRATELLE.

(Lire la suite page 20.)

(1) Organisé conjointement du 20 au 22 avril, à Genève, par la CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité (Bruxelles) et la CNUCED.

L'Europe du chômage

IL aura donc fallu attendre onze années, et s'enliser dans une crise économique durable, pour que les vingt et un ministres du travail du Conseil de l'Europe (1) acceptent de se revoir une deuxième fois, à Paris, du 3 au 5 mai. Onze années au cours desquelles les pays occidentaux sont passés de la gestion hasardeuse de la croissance à la comptabilité inquiète des taux de chômage...

On serait en droit de s'étonner de cette absence de préoccupation commune, qui a laissé tant de pétrole couler sous les ponts, si, justement, elle ne révélait l'attitude des pays développés tout au long de cette période, plus soucieux de sauvegarder leurs intérêts nationaux que de restaurer ensemble l'économie mondiale.

Dans ces conditions, que le gouvernement français ait été à l'origine de cette conférence ne doit pas surprendre, pas plus que le choix de Paris, après Rome. Après tout, la France occupe une place suffisamment particulière pour être l'une des rares nations, en Europe, à désirer ce genre de rencontre. Mieux, elle apparaît aussi comme le pays qui aurait le plus besoin de faire du prosélytisme en matière de lutte contre le chômage. Ne serait-ce que pour pouvoir appliquer sur le territoire national les solutions sociales qu'elle préconise (réduction du temps de travail, contrats de solidarité et préretraite), sans dommage pour sa propre économie. Etre en avant-garde impose parfois de s'assurer que le gros de la troupe suit.

Le gouvernement français ne se nourrit pas d'illusions quant aux résultats d'une conférence par ailleurs disparate – que pourrait être la communauté de vues entre l'Irlande et le Liechtenstein, entre Malte et la R.F.A., par exemple ? – M. Jack Ralite, le nouveau ministre délégué à l'emploi, l'a reconnu, en soulignant que les trois rapports préparatoires n'étaient, en l'état, repris par aucune des délégations attendues.

Comment le seraient-ils, d'ailleurs, quand chacun de ces textes mentionne la disparité des situations et des économies, ou met en évidence la diversité des structures qui rend délicates des politiques communes ? Si l'on peut envisager, à terme, une harmonisation des moyens assurant la liaison entre la formation et l'emploi, notamment en vue de l'insertion des jeunes ou des femmes (premier thème spécifique de la conférence), il est peu probable que se dégage un consensus sur le second thème, les liens entre le temps de travail et l'emploi, tant les modalités et les conséquences en sont controversées.

Il s'agit d'un énorme sujet sur lequel les études les plus contradictoires ont été faites. On sait, certes, que les heures supplémentaires sont restées stables, malgré le chômage. On sait aussi que le travail au noir tend à se développer. On imagine, enfin, que la réduction du temps de travail pourrait avoir des effets sur les conditions de vie et engagerait un débat de société, sans toutefois en cerner les contours. Mais faut-il, au bout du compte, considérer les trente-cinq heures comme la solution au chômage, comme on le pensait parfois en France ?

Chacun sent bien – et aussi le gouvernement français – que cette voie n'est praticable que si un accord européen se réalise, un peu à la manière de ce que réclame la C.E.S. (Confédération européenne des syndicats), prônant une diminution de 10 % du temps de travail sous toutes ses formes, à adapter suivant les pays de la Communauté.

La conférence des ministres du travail du Conseil de l'Europe aura à surmonter ces difficultés pour parvenir au souhait de M. Ralite, qui voudrait la voir dégager les moyens de renforcer la coopération internationale, l'harmonisation des textes et définir des actions communes.

Cette réunion peut cependant être un premier pas dans la lutte contre le chômage, si elle est suivie d'autres. Au-delà de ses aspects techniques, pour lesquels des solutions sont possibles, la vraie lutte contre le chômage dépasse, en effet, le cadre d'une rencontre entre ministres du travail. Conséquence d'une crise mondiale, ce dramatique dossier nécessite d'autres cohérences mondiales, qui relèvent de choix économiques et monétaires autrement plus difficiles à obtenir.

Il reste que cette conférence témoigne de la sensibilisation de nombreux pays au problème d'un chômage qui, en Europe occidentale, touche dix-huit millions de personnes dont environ 40 % sont des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Quelque chose est peut-être en train de changer puisque, ces deux dernières semaines, la Commission et l'Assemblée européennes ont, l'une et l'autre, fait des propositions pour lutter contre le chômage.

ALAIN LEBAUBE.

(1) Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, France, République fédérale d'Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Turquie et Royaume-Uni. La Finlande et le Saint-Siège ont un statut d'observateur.

'UNE EXPÉRIENCE POUR ÉCONOMISER L'ÉNERGIE A MEAUX

Prise de conscience, mais réticences à investir

HEU-REUX ! M. R... n'en est pas tout à fait revenu. Son *« rapport d'expertise thermique »* il l'a là. Il le palpe. Il le montre. Complet. Précis. Détaillant tuyau par tuyau, du sous-sol au pignon, l'état de son installation de chauffage et du bâtiment. Comparant au kilowattheure près la consommation *théorique* – *c'est-à-dire* considérée comme « normale » – à la consommation réelle. Proposant le détail des améliorations possibles, chiffrant les économies réalisables et leur temps de retour. Le tout assorti d'un catalogue des aides financières, des banques locales et de leurs responsables. Plus une liste des prix de référence pour les travaux, ainsi que des artisans du canton qui se sont engagés à les respecter.

Enfin, merveille : une garantie de bonne fin. Gratuite. Souscrite directement par l'Agence pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.), maître d'œuvre de l'opération, auprès de la Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics. Si les économies d'énergie réalisées après travaux ne sont pas à la hauteur de celles prévues par le rapport, l'Agence s'engage non seulement à payer le retour de l'installateur, mais aussi à rembourser au contractant onze fois l'équivalent de la différence entre l'économie prévue et celle réalisée. Satisfait ou remboursé en quelque sorte.

Et tout ça sans bourse délier. Réalisé en un temps record et sans autre dérangement que la visite, à domicile, de l'expert thermique. Un seul regret : *« J'aurais aimé être là. Ma femme... »* C'est qu'il en redemande M. R... Ravi, et bon élève avec ça : *« J'ai montré ma satisfaction. Mon isolation est bonne. »* Pas comme celle du voisin. *« Une catastrophe. Il n'est sans doute jamais monté voir ses combles. »* Silence satisfait. M. R... est employé à la météorologie nationale. Alors pensez...

Trop beau pour être vrai. Au point d'en paraître, vu de loin, incroyable. D'ailleurs, à Meaux comme ailleurs, personne n'y a vraiment cru tout d'abord. Lorsque la municipalité, le 23 novembre 1982, a annoncé le lancement de cette opération de *« rénovation thermique »* concernant toute la ville – opération pilote, conduite et financée par l'A.F.M.E. – personne n'a été convaincu. Ni la presse nationale, quasiment muette – le diagnostic thermique de toute une ville ? – ni la presse locale, qui s'est contentée dans un premier temps, polie mais prudente, de rendre compte de la cérémonie et des communiqués. Ni les quarante-cinq mille Meldois, soucieux comme d'une guigne du « devoir national » d'économie d'énergie en cette veille de fête.

Les uns ont d'abord cru à une opération électorale. Et ont, qui chassé, qui fêté, en fonction de leurs opinions politiques, les malheureux « experts ». Les autres, pensant qu'on préparait ainsi un rationnement du fuel, ont minoré, majoré ou dissimulé leurs factures, selon qu'ils voulaient apparaître comme de bons citoyens ou à l'inverse se préparaient à frauder. Certains n'ont rien compris : un expert a reçu 10 francs d'un retraité portugais !

Les tentatives de quelques petits « malins », proposant leurs services payants – sous couvert de l'Agence n'ont rien arrangé. Bref, l'opération a franchement mal débuté. Les experts, techniciens de bon niveau, dépêchés sur place par les sociétés chargées de réaliser les diagnostics – la Serete et les Apave – renâclaient. Accoutumés à être accueillis à bras ouverts dans les entreprises où d'ordinaire ils réalisent leurs diagnostics, ils supportaient mal d'être contraints à un démarchage difficile, au porte à porte, souvent tardif – les maris « indispensables » rentrant tard le soir.

Rue par rue

Il a fallu, pour débloquer la situation, toute l'énergie du maire, M. Jean Lion, image d'Epinal du jeune cadre socialiste, costume « bon genre », sourire large et rose artificielle sur le bureau, très motivé : *« Je raisonne un peu écologiste »*, qui a multiplié les initiatives. C'est finalement une exposition, organisée à la mairie, qui a retourné la situation. Elle montrait les premiers résultats tangibles de l'opération : des thermographies – photographies infra-rouge indiquant les déperditions de chaleur – de toute la ville, prises par avion et par camion spécial, quartier par quartier, rue par rue. Venus voir « leur maison », dont les défauts d'isolation ainsi mis à nu ressortaient en clair sur fond noir, les Meldois sont repartis convaincus. Dès lors, l'atmosphère changea du tout au tout. De réticents, les propriétaires sont vite devenus demandeurs – *« pourquoi pas moi ? »*, – au point qu'aujourd'hui les quelques « oubliés » se plaignent amèrement de n'avoir pu bénéficier de l'aubaine.

Car l'expertise est d'ores et déjà terminée. Les trois quarts des logements à chauffage individuel (3 059 sur un parc total estimé à environ 4 000), tous ceux en tout cas dont les occupants ont pu être joints et ont accepté de coopérer – il y a eu 17 % de refus et 7 % d'introuvables – ont été diagnostiqués. Les rapports, établis par ordinateur sur la base d'un questionnaire précis rempli par l'expert, puis vérifiés et contrôlés un par un, commencent à être adressés à leurs destinataires. La quasi-totalité des bâtiments importants du secteur tertiaire (banques, assurances, cabinets divers, etc...), soit environ quatre-vingts sur une centaine, soixante bâtiments communaux et plus de la moitié des commerces, ont été également visités.

Restent les bâtiments à chauffage collectif et l'industrie. Les premiers n'ont été que partiellement couverts par l'enquête (la moitié environ). D'une part, les ensembles H.L.M. les plus importants doivent d'ici à la fin de l'année être raccordés au réseau géothermique mis en place par la municipalité. D'autre part, les moyens de l'Agence ne le permettaient pas. C'est d'ailleurs pour cette dernière raison que l'industrie a été d'emblée écartée de l'opération.

Grosso modo plus de la moitié de la ville et les trois quarts des logements ont donc été en quatre mois passés au peigne fin. Pour un coût, il est vrai, élevé. Le contrat conclu par l'A.F.M.E. avec les sociétés exécutantes, Apave et Serete pour les diagnostics, L.N.E. pour les thermographies, s'élève à 10 millions de francs, auxquels il faut ajouter le coût de l'assurance-garantie et celui de la société de conseil en communication recrutée pour la circonstance. Reste la suite de l'opération, c'est-à-dire l'exploitation statistique des résultats et surtout l'engagement des travaux d'économie d'énergie ainsi que leur contrôle. C'est là que le bât blesse.

L'exploitation statistique fait l'objet d'âpres discussions entre l'A.F.M.E. et les sociétés contractantes, celles-ci estimant que le reliquat de l'enveloppe initiale – 60 000 F – ne suffit pas à faire face aux frais nécessaires. Quant à l'engagement des travaux, il dépend pour l'essentiel de la volonté des propriétaires. Et, si l'opération-diagnostic a, c'est incontestable, provoqué une très large prise de conscience, les réticences à investir n'en restent pas moins énormes, quels que soient les efforts déployés par l'Agence, dont les deux représentants demeurés sur place se dépensent en consultations de toutes sortes – conseils financiers, techniques, pratiques, etc.

Il faut entendre M. B., syndic d'un petit immeuble de trente-deux logements, préparer son assemblée générale de copropriétaires. Son rapport d'expertise, il l'a obtenu dans les premiers. Il en est ravi. Son immeuble a vingt ans, les économies possibles, il le sait bien, sont importantes. *« Mais on ne savait pas par quel bout commencer. »* Aujourd'hui, son rapport sous le bras, il va proposer un programme. Convaincu, mais prudent. *« J'ai sélectionné un premier programme. Avec 77 000 francs d'investissements, on économise 27 % de fuel, selon le rapport. Bon, disons 25 %. C'est amorti en moins de trois ans. »* Les coproriétaires, il le pense, accepteront. Pour un F 5, l'investissement de base est de 3 110 francs, et l'économie de 1 389 francs par an. Aller plus loin ? *« Il faudrait mettre 328 000 francs pour une économie totale de 35 % 36 %. Au-delà d'un temps de retour de cinq ans... On verra... »*

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 21.)

Le Brésil menacé de récession

DES milliers de chômeurs et d'affamés ont provoqué de véritables émeutes à Sao-Paulo, au début d'avril, et pillé des centaines de magasins. Le calme a été rétabli, mais chacun au Brésil se demande quand se produira la prochaine révolte et si elle ne sera pas plus grave que la première.

Le pays est soumis en effet à une cure d'austérité dont il n'est pas près de voir la fin. L'objectif est de dégager, cette année, un excédent de 6 milliards de dollars du commerce extérieur, ce qui correspondrait au quart de ses exportations, alors qu'il n'a été obtenu que 500 millions l'année dernière. Pour y parvenir, le gouvernement a réduit de 20 % les dépenses publiques afin de freiner les importations des entreprises d'Etat et, en février, a dévalué de 30 % le cruzeiro.

Cette dévaluation s'ajoute aux réajustements périodiques d'une monnaie, victime, ces dernières années, d'une inflation d'environ 100 % par an. C'était une des conditions posées par le F.M.I. et les banques internationales lorsque Brasilia a négocié les crédits nécessaires au paiement de sa dette extérieure. La mesure a eu un double effet. Elle a relancé les exportations, mais porté l'inflation a un taux record : plus de 10 % en mars. Si la hausse des prix se poursuivait au même rythme, elle atteindrait 160 % à la fin de l'année.

Pour la première fois, le président de la République, le général Figueiredo, a prononcé un mot tabou jusqu'à présent : celui de récession. Sera-t-elle de – 3 ou de – 4 % en 1983 ? Les prévisions varient. En fait, le cadre récessif est installé déjà depuis quelques années. *« En 1980, la population active était employée pour 10,6 % dans l'industrie de transformation,* indique M. Carlos Lessa, un des économistes de la principale formation d'opposition, le Parti du mouvement démocratique brésilien (P.M.D.B.). *Il n'y en plus que 7,7 % maintenant. »*

Sao-Paulo a perdu pendant le premier trimestre 3,87 % de ses emplois industriels, selon un sondage effectué auprès de syndicats patronaux et de six cent vingt entreprises. Calculée sur vingt-sept mois, la chute est de 19 %. Sans doute a-t-elle été compensée en partie par des gains de productivité. Mais l'activité s'est également ralentie : après une légère reprise pendant le deuxième semestre de 1982, les chiffres sont de nouveau à la baisse (– 8 % en février).

C'est à la fin de l'année dernière que la crise a été découverte dans toute son ampleur : le pays s'est révélé insolvable, face à ses créanciers étrangers, et il a dû entreprendre de laborieuses négociations pour obtenir de nouveaux crédits afin de payer une dette à court terme d'environ 20 milliards de dollars (sur une dette totale de 90 milliards). Le F.M.I. n'a débloqué pour sa part qu'une faible partie de cette somme (2,4 milliards cette année), *mais il a agi* en agent technique des banques américaines et autres banques privées appelées à la rescousse de Brasilia.

Les caisses vides

Deux mois après avoir conclu des accords avec ses principaux créanciers, le Brésil découvre qu'il a encore un « trou » d'environ 4 milliards de dollars à combler, et qu'il lui faut commencer un second « round » de négociations. *« En supposant que nous arrivions à dégager 6 milliards de dollars d'excédent dans nos échanges commerciaux, il nous faudra cette année 15 milliards de crédits pour faire face à nos échéances. Or seulement 11 milliards sont, pour l'instant, assurés »*, déclare M. Paulo Rabello de Castro, de la Fondation Getulio-Vargas, l'Institut brésilien d'analyse économique et de statistique.

M. Rabello de Castro ajoute : *« Mais si ces 4 milliards sont financés par des crédits-relais, nous nous retrouverons devant le même problème l'an prochain. »* C'est ce que prévoit également M. Carlos Lessa, qui estime que, en remboursant des prêts à court terme par des crédits à court terme, le Brésil affrontera, en 1984, les mêmes obligations qu'en 1983 : il devra dégager un excédent commercial de plusieurs milliards de dollars et payer une dette du même ordre que celle de cette année. *« Entre-temps,* dit-il, *la situation se sera gravement détériorée. »*

Déjà, les gouverneurs de l'opposition qui ont pris leurs fonctions le 15 mars à la tête des principaux Etats (Sao-Paulo, Rio-de-Janeiro, Minas-Gerais) ont découvert que les caisses étaient vides. A elle seule, la dette publique de l'Etat de Sao-Paulo (vingt-cinq millions d'habitants) atteint 4 milliards de dollars.

« Si le gouverneur voulait la rembourser, il serait incapable de payer ses fonctionnaires », affirme M. Lessa, qui précise : *« Le taux d'intérêt réel étant de 30 % par an, la dette des agents économiques double presque tous les deux ans, sans qu'aucun investissement soit fait. Nous vivons sous la menace d'un krach financier interne. »* Et aussi d'une pauvreté accrue. Le Brésil est un grand producteur d'aliments qui nourrit mal sa population, parce qu'il concentre ses investissements dans l'agriculture d'exportation : soja, café, sucre, cacao, coton. Il possède aussi un cheptel important.

« Jusqu'à présent, le Brésilien consommait en moyenne 17 kilos de viande de bœuf par an, ce qui était peu, dit M. Rabello de Castro. *Cette année, il va en consommer seulement 12 ou 13. Comme il s'agit d'une moyenne, cela signifie qu'en fait une grande partie de la population n'en mangera plus du tout. »*

Pourquoi ? Parce que la « *maxidévaluation* » du cruzeiro a rendu la viande brésilienne particulièrement compétitive sur les marchés extérieurs. *« Après avoir exporté pour 350 millions de dollars par an, on peut en exporter cette année pour 1 milliard. »* Les Brésiliens en seront quittes — du moins ceux qui le peuvent — pour manger du porc ou du poulet.

CHARLES VANHECKE.



L'aide arabe à l'Afrique est mise à l'épreuve de la diminution des recettes pétrolières

CINQ institutions financières arabes, le Fonds arabe de développement économique et social (FADES), le Fonds monétaire arabe (F.M.A.), l'Organisation arabe pour l'investissement et le développement agricoles, l'Organisation arabe pour la garantie des investissements et la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), qui se sont réunies à Alger du 18 au 20 avril, ont décidé de se transformer pour mieux s'adapter à la conjoncture actuelle. Une commission, présidée par le ministre algérien des finances et composée de ses homologues d'Arabie Saoudite, du Koweït, du Soudan et de la Tunisie, devra présenter un projet avant la fin de l'année.

Sans parler de l'aide bilatérale, l'aide arabe multilatérale peut-elle être maintenue au niveau des années antérieures, compte tenu de la diminution des recettes pétrolières ? Les ministres des finances siégeant dans les cinq institutions ont laissé la question en suspens pour l'essentiel, en prenant la décision, au cours d'une réunion de travail en marge de la séance plénière, de procéder à une réforme statutaire et organique. Dans l'immédiat, le fait le plus important est un accord de principe *pour que soit doublé — de 1 à 2 milliards de dollars —* le capital du F.M.A., instrument de coopération monétaire visant à consolider les balances des paiements et à aider à la création d'une monnaie arabe commune.

Cependant, la présence de la BADEA à la réunion d'Alger mettait la solidarité arabo-africaine à l'ordre du jour. Créée en 1975, conformément à un projet lancé par le sommet arabe d'Alger en 1973, la BADEA, qui a son siège à Khartoum, n'intervient que pour une part limitée dans l'aide arabe à l'Afrique non arabe ; mais elle a valeur de symbole en raison des circonstances de sa naissance et du caractère spécifique de son action. Son président tunisien, M. Chedli Ayari, fait preuve d'un dynamisme mis en évidence par ses contacts avec de nombreux chefs d'État en marge des deux dernières tentatives de sommet de l'O.U.A. à Tripoli. Au terme des huit années d'activité, l'encours total des prêts de la Banque s'élève à plus de 514 millions de dollars, dont 90 millions au titre de l'exercice 1982, qui a enregistré une augmentation de 18 % par rapport à 1981.

Cela est-il suffisant ? Le quotidien algérien *El Moudjahid* estime que la BADEA a *« le mérite d'exister »*, mais se demande si sa fonction n'est pas aussi de *« forger les bonnes consciences pendant que plus de 280 milliards de dollars sont déposés par certains pays ou financiers arabes dans les banques occidentales »*. Faisant allusion à la normalisation entre Kinshasa et Israël, *El Moudjahid* s'interroge : *« La reconquête zaïroise par Israël n'est-elle pas un motif assez grave pour inciter les Arabes à développer une stratégie de coopération économique plus conséquente en Afrique ? »*

Manque de concertation

Trois variantes étaient soumises au conseil des gouverneurs de la BADEA réuni à Alger pour son programme d'action 1983-1987. C'est l'option minimale qui a été adoptée. Les engagements de la Banque seront maintenus à leur niveau actuel. Ils représentent en principe 479 millions de dollars pour les cinq années à venir, étant entendu qu'une réévaluation des possibilités sera opérée en 1985. Afin de poursuivre son action, la BADEA porte son capital à 1 milliard de dollars en incorporant ses réserves, sans faire appel aux souscripteurs, parmi lesquels l'Arabie Saoudite se place en tête avec 180 millions de dollars sur les 735 millions qui constituent le capital libéré en 1982.

Selon les chiffres avancés par la BADEA, le total des engagements arabes en faveur de l'Afrique de 1975 à décembre 1982 s'est élevé à 7,4 milliards de dollars. Il s'agit de l'ensemble des engagements bilatéraux et multilatéraux, par le canal de la BADEA et par celui d'autres institutions à vocation non spécifiquement africaine, *sans parler des* contributions arabes aux organismes financiers et de développement internationaux qui bénéficient partiellement aux pays africains. *Ces engagements* auraient atteint 1,1 milliard de dollars en 1982, montant légèrement inférieur à celui des années 1980 et 1981.

La BADEA souligne, dans un document rédigé en mars, que la coopération financière est *« insuffisamment concertée, excessivement bilatérale et manque d'esprit collectif »*. Rappelant que le deuxième sommet arabo-africain prévu pour 1980 ne s'est jamais tenu *« en raison de considérations politiques »*, la Banque note que *« les structures techniques mixtes arabo-africaines, comme les comités sectoriels, n'ont pas connu de succès parce que conçus d'une manière peu opérationnelle »*. Le même document souligne sans ambages que *« la coopération commerciale comme la coopération culturelle n'ont jamais fonctionné jusqu'à ce jour »*.

Après ces commentaires critiques, la BADEA met en relief les « *mérites* » de la coopération arabe, qui *« revêt une signification d'autant plus profonde qu'à l'inverse de l'aide en provenance des pays industrialisés les transferts arabes s'appuient non sur des valeurs technologiques ou agricoles sûres, mais sur un capital en diminution constante, les revenus du pétrole »*. Tout le problème pour les Arabes est de trouver un substitut à ce capital en diminution, en prenant davantage en compte le facteur humain.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

La Banque africaine de développement compte investir 7 milliards de dollars d'ici à 1986

L'ASSEMBLÉE annuelle du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), qui se tiendra à Nairobi du 11 au 14 mai, sera dominée par l'examen de la situation économique de l'Afrique, et elle accueillera pour la première fois des pays membres de la Banque non africains. C'est ce qu'a indiqué le 26 avril, au siège de la BAD à Abidjan, M. Wila D. Mung'omba, président de la Banque, au cours d'une conférence de presse.

M. Wila D. Mung'omba a exprimé l'espoir que le nombre de pays membres non africains souscrivant au capital-actions de la Banque passe dans un très proche avenir de 17 à 25. Affirmant que le groupe de la BAD *« est en train de se consolider »*, le président a rappelé que avec l'ouverture du capital-actions, le 30 décembre 1982, aux pays non africains, les ressources de la banque sont passées de 2,9 milliards à 6,3 milliards de dollars, et que le groupe envisage d'investir, au cours de son plan 1982-1986, 7,3 milliards de dollars contre 3,9 milliards à la fin de l'année dernière. En 1982 les prêts du groupe ont atteint le montant de 766 millions de dollars.

Le président a souligné que la banque envisageait l'octroi de prêts-programmes et entendait être autant une institution *« consultative »* que financière. Il a ajouté que les opérations de cofinancement devraient se multiplier. S'agissant des pays africains qui ont des arriérés de paiement, il a tenté de dédramatiser la situation, en précisant que très peu de pays ont été jusqu'ici sanctionnés pour ne pas avoir réglé les commissions d'engagement liées à l'octroi de prêts. Il a ajouté que la suppression du plafond de prêt de 10 millions de dollars par projet renforcera la position de la Banque, citant l'exemple du prêt de 40 millions de dollars pour le projet de barrage hydro-électrique de Soubré, en Côte-d'Ivoire, qui, une fois approuvé, fera de la BAD le deuxième bailleur de fonds.

PATRICK VAN ROEKEGEN.
(A.F.P.)

• *Le président du Club de Dakar, M. Mohamed Diawara,* a affirmé, le 26 avril à Paris, qu'il n'y aura pas de reprise durable de l'économie mondiale *« sans une aide accrue »* des pays industrialisés aux nations en voie de développement non productrices de pétrole. Evoquant l'assemblée générale du Club qui s'est tenue en mars à Ouagadougou, M. Diawara a déclaré qu'un appel pressant avait été lancé aux gouvernements des pays industrialisés afin *« qu'ils affectent au financement du développement une part significative des économies qu'ils réalisent désormais sur les importations des produits pétroliers »*. Il a rappelé que le Club de Dakar suggère pour sa part l'affectation annuelle d'un dollar par baril de pétrole importé à un fonds qui aurait un triple objectif : consolider la dette extérieure des pays les plus endettés ; garantir les prêts et les investissements des pays à revenu intermédiaire ; fournir aux pays les moins avancés les ressources financières nécessaires à leurs efforts de développement.

Avant la VIe réunion de la CNUCED

(Suite de la page 19.)

Selon M. Jazairy, le protectionnisme pratiqué par les pays industrialisés à l'égard des produits agricoles du tiers-monde, notamment des produits transformés, fait perdre à celui-ci un montant comparable à ce qu'il reçoit au titre de l'aide publique au développement. *« Le contrôle étatique des flux commerciaux est plus envahissant que jamais »*, tandis que *« le système généralisé de préférences cesse d'être généralisé »*, certains pays ne pouvant *en bénéficier pour des raisons* politiques, a-t-il encore indiqué.

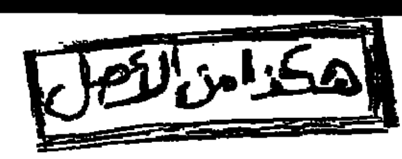
L'orateur a également déclaré que des négociations tarifaires Nord-Sud *dans* le cadre *du* GATT — idée évoquée par certains pays occidentaux actuellement — reviendraient à exiger du tiers-monde, qui a un *« déficit colossal »* dans ses échanges avec les pays industrialisés, qu'il ouvre un peu plus ses marchés. *« C'est lui qui est en droit d'exiger sans réciprocité »* un accès aux marchés du Nord, a estimé le porte-parole des « *77* » pour lequel la réduction de ressources frappant certains organismes de financement du développement prive les P.V.D. des moyens de rembourser leurs dettes.

Evoquant la position du groupe B (pays industrialisés à économie de marché), le représentant permanent du Canada auprès des Nations unies à Genève, M. McPhail, devait dire, au cours du séminaire, que celle-ci ne sera définie qu'à l'issue du sommet de Williamsburg. L'accord est loin d'être fait pour le moment entre les États-Unis et la C.E.E. notamment.

Dans son intervention, il a bien marqué les réserves des pays du groupe B à l'égard de toute réforme des institutions monétaires et financières internationales. *« D'une façon générale, certains pays ne peuvent accepter des réformes trop contraignantes »*, a-t-il déclaré, non sans rappeler que M. Trudeau avait attribué la responsabilité de l'échec des discussions sur les négociations globales au *« dogmatisme de certains « 77 »*. M. McPhail a également indiqué que le protectionnisme s'exerçait aussi entre pays industrialisés, puis a affirmé que la VIe CNUCED n'atteindra des résultats satisfaisants que si elle souligne le rôle positif des institutions financières internationales existantes, l'importance du capital privé dans le développement, et s'interroge enfin sur les politiques économiques suivies par les P.V.D.

La place que devraient prendre, dans les débats de Belgrade, les pays industrialisés à économie planifiée donnait encore lieu ces derniers jours à des discussions à Moscou avec des représentants de la CNUCED.

GÉRARD VIRATELLE.



La nécessaire actualisation du plan comptable

Le Parlement a adopté le 21 avril la loi comptable. Sa mise en vigueur entraînera l'introduction, pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 1984, du plan comptable revisé dans la comptabilité des entreprises. Ce plan continue toutefois de faire l'objet de certaines critiques de la part de professionnels et d'usagers.

AYANT attendu plus de dix ans la révision du plan comptable général – les travaux de révision ont commencé en 1971, – de trop nombreux praticiens se disent déçus : selon eux, le plan comptable révisé n'apporte pratiquement rien de nouveau.

Pourtant cette révision constitue pour tout le monde comptable et, au-delà, pour tous les agents économiques (entreprises, actionnaires...) deux grands pas en avant :

– l'un, dans le sens d'une actualisation indispensable du plan comptable, vieux de quarante ans ;

– l'autre, dans le sens d'une utilisation plus large de la comptabilité, appelée à jouer pleinement son rôle d'outil de gestion.

Pour comprendre l'aspect novateur du plan comptable 1982, il est bon d'examiner la raison essentielle qui a conduit les comptables, dont le goût pour la réforme n'est pas le trait dominant, à réclamer une révision du plan comptable 1957, qu'ils avaient, à l'époque, accueilli avec réticence, mais auquel ils s'étaient progressivement habitués...

La raison essentielle de la révision du plan comptable est sa nécessaire adaptation à l'évolution économique. Le plan comptable 1957 a été conçu en 1942/1943 et a été influencé par les pratiques comptables allemandes, ce qui n'est pas aujourd'hui sans conséquence au regard de l'harmonisation comptable européenne.

Ce cadre comptable était particulièrement bien adapté à l'industrie lourde. Mais que s'est-il passé depuis quarante ans ? Le poids relatif de l'industrie lourde a beaucoup diminué, alors que nous avons assisté à l'essor, d'abord, des industries de consommation, puis du secteur tertiaire.

Il est ainsi possible de faire un parallèle entre l'évolution des secteurs économiques et de celle du plan comptable. Le plan comptable 1947 portait le nom de plan comptable « général », qu'il ne méritait qu'en partie car seules les entreprises du secteur public et semi-public étaient tenues de l'appliquer.

Le plan comptable a été remanié une première fois en 1957, année qui correspondait à peu près à la fin de la période de reconstruction. La révision de 1957, qui laissait pratiquement intactes les dispositions de la comptabilité générale, avait notamment pour but d'étendre l'utilisation de la comptabilité analytique d'exploitation (calcul des coûts), qui avait d'abord été appelée comptabilité industrielle.

Par branche

L'application aux entreprises privées du plan comptable général, qu'il fallait considérer comme un simple cadre de référence, s'est ensuite progressivement généralisée par le biais des plans comptables professionnels. Ces derniers prennent en considération les moyens et les besoins de chaque branche professionnelle.

L'examen des plans comptables professionnels les plus récents conduit à constater deux phénomènes :

– d'une part, les modifications sont de plus en plus fréquentes ;

– d'autre part, un certain nombre de nouveautés se retrouvent dans presque tous les plans les plus récents.

Si plusieurs de ces corrections s'expliquent bien par des considérations spécifiques à tel ou tel secteur, la fréquence et l'importance de beaucoup d'entre elles ont une cause plus fondamentale qui n'est autre que l'inadaptation du cadre de référence. Depuis 1942, le monde a changé...

C'est pourquoi une refonte du cadre comptable de référence est sérieusement envisagée dès le début de la précédente décennie. Or les années 70 correspondent au développement du secteur tertiaire qui tend à prendre la première place.

Pourquoi s'étonner que le plan comptable général suive l'évolution économique ? Certes les principes de base de la comptabilité, par exemple la distinction entre les comptes de situation et les comptes de gestion, sont immuables.

En revanche, la description des opérations économiques qui affectent l'entreprise, et que la comptabilité a pour vocation de traduire en termes comptables (« débit-crédit », « situation-gestion »), doit être périodiquement actualisée. Prenons l'exemple de l'endettement d'une entreprise qui figure au passif du bilan. Cet endettement représente l'ensemble des ressources prêtées à l'entreprise et que celle-ci aura à rembourser à des échéances déterminées ; elles figureront toujours au passif. Mais la conception même des dettes et les différents types de dettes évoluent ; c'est ainsi que sont apparus, récemment, les prêts participatifs. Ainsi, ceux qui estiment que le plan comptable 1957 commençait à être connu de tous et qu'il est dès lors regrettable de le modifier méconnaissent les qualités que doit posséder un « bon » plan comptable.

Pour qu'un plan comptable soit utile, donc utilisé, il ne doit pas être archaïque. Or, dans celui de 1957, pour ne prendre que quelques exemples, les redevances de crédit-bail ne sont pas mentionnées distinctement dans les charges ; il en est de même des charges sociales, qui sont englobées dans les frais de personnel.

Directive européenne

Outre ce souci d'actualisation, il faut souligner la nécessité de moderniser la comptabilité liée au fait que la France fait partie de la Communauté économique européenne. Une directive comptable, qui porte le numéro 4, a été approuvée en 1978 par l'ensemble des pays membres.

La France s'était donc engagée, comme les autres, à l'introduire dans sa comptabilité. Il semblait dès lors astucieux de mener de front l'adaptation du plan à l'évolution économique et l'introduction des dispositions européennes, celles-ci comportant d'ailleurs des novations répondant aux besoins d'actualisation auxquels nous venons de faire allusion.

Ainsi, contrairement à une opinion par trop répandue dans la profession, la révision du plan comptable 1957 n'a pas été induite par la 4e directive. Il s'agit là du premier contresens à éviter et donc à dissiper : même s'il n'y avait pas eu de directive européenne, la refonte aurait eu lieu tant le cadre comptable avait vieilli.

Mais il est certain que, à moins d'exiger des entreprises deux adaptations coup sur coup, il valait mieux faire d'une pierre deux coups... Dès 1975, un plan comptable révisé digne de ce nom avait été élaboré par les membres du Conseil national de la comptabilité. Ce Conseil est, en France, l'organisme officiellement chargé d'élaborer la doctrine comptable, tâche qui ne revient donc pas à l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, contrairement aux pratiques anglo-saxonnes (ce qui ne veut pas dire, évidemment, que l'ordre n'y participe pas, mais ceci est une autre querelle...). A la demande notamment des représentants des entreprises, ces documents n'ont cependant pas été publiés afin d'éviter ce qui s'était produit en Belgique : la sortie d'un plan comptable non entièrement conforme aux dispositions finales de la 4e directive.

En 1975, la sagesse commandait d'attendre la version définitive de la directive. La Grande-Bretagne venait d'entrer dans le Marché commun ; étant donnée la maturité comptable des Anglo-Saxons, il était inévitable que ces derniers impriment leur marque au premier projet de directive. Ce premier projet était, lui, fort empreint des pratiques françaises et allemandes, qui n'étaient guère éloignées les unes des autres.

Cette remarque finale explique que le Conseil national de la comptabilité ait mis plus de dix ans à venir à bout de la révision du plan comptable général.

ISABELLE DE KERVILER,
membre du Conseil national de la comptabilité.

Diagnostic thermique à Meaux

(Suite de la page 19.)

Si la municipalité, les banques et en général les « grands » décideurs sont apparemment convaincus et décidés à passer aux actes, les propriétaires individuels rechignent encore beaucoup à engager des investissements à plus de deux ou trois ans. Or le coût moyen des améliorations proposées dans leur cas oscille autour de 10 000 francs par logement. Et une bonne partie de la population n'est pas concernée du tout. Les petits commerçants – « *fatalistes* », dit l'A.F.M.E. ; les moins de trente-cinq ans, « fauchés », mal stabilisés et en général peu concernés ; les plus de soixante ans, résignés « *à mon âge...* » – ou habitués au froid. « *Le nombre de couples de retraités vivant dans les deux seules pièces chauffées de leur pavillon est incroyable* », assure l'un des responsables. Enfin, tous ceux qui, faute de ressources, sont contraints à se passer tout bonnement de chauffage – on trouve couramment dans la vieille ville des températures de 12° à 13°, des fenêtres calfeutrées, jamais ouvertes, des poêles à bois, etc... Ceux-là n'ont, en tout état de cause, pas les moyens d'engager un investissement quelconque.

Bricolage

Les possibilités théoriques sont immenses : « *Tout ou presque reste à faire* », assure le responsable de l'Apave. « *Il y a eu beaucoup de bricolage, d'installations mal conçues, mais rien de très sérieux sauf dans les bâtiments les plus récents. Les chaudières mal réglées sont légion ; la régulation, la programmation, pourtant source d'économies considérables, quasiment ignorées.* » Les économies pourraient atteindre selon lui 8 à 10 % dans les logements chauffés en individuel, 15 % pour les ensembles collectifs, plus encore pour le secteur tertiaire et les bâtiments communaux. Là, les économies vont de zéro à 25 %, voire beaucoup plus. La mairie, la sous-préfecture, le foyer des jeunes travailleurs – 60 % d'économie possible !, – seraient, paraît-il, entre autres, des « clients » privilégiés.

Qu'en sera-t-il réellement ? Difficile à prévoir. Difficile aussi à mesurer. Comment contrôler les travaux effectivement réalisés ? Les professionnels locaux contactés par l'A.F.M.E. et répertoriés dans les rapports d'expertise se sont certes engagés à rendre compte des résultats. Mais ils n'obtiendront pas, seuls, l'ensemble des travaux engagés. Et le « bricolage » reste prépondérant. Comment le saisir ? Par les déductions fiscales liées aux économies d'énergie ? L'A.F.M.E. espère en obtenir communication... Elles ne constituent d'ailleurs pas toujours une preuve formelle. Voir ce couple de retraités qui a fini par avouer à l'expert que la laine de verre achetée pour la déduire des impôts n'avait jamais été posée...

L'opération de Meaux, comme celles de Conflans-Sainte-Honorine et de Blois, lancées en même temps, a de bonnes chances de demeurer une démonstration de prestige. Intéressante, certes, par l'analyse éventuelle des résultats et la prise de conscience qu'elle provoque. Quant au reste, c'est moins sûr. Il est donc peu probable, de l'aveu même des responsables, qu'elle puisse être répétée à l'identique par la suite.

Un marché existe. Il est d'ailleurs clairement défini par l'une des sociétés chargées de l'expertise, laquelle compte bien rentabiliser les investissements, notamment informatiques, qu'elle a dû consentir : les municipalités pour les bâtiments administratifs, les responsables de l'habitat collectif (H.L.M., grosses propriétés, habitations pavillonnaires groupées), les grosses sociétés. Quant aux particuliers... Le diagnostic thermique d'un pavillon coûte, hors taxes, environ 1 500 francs. L'A.F.M.E. en subventionne 800 francs. Reste donc presque autant à la charge du propriétaire. « *Un diagnostic ? Payant ? Cela aurait été difficile à faire avaler* », répond notre syndic.

VÉRONIQUE MAURUS.

LES CLEFS DE LA CONJONCTURE

Emploi : quelques signes d'amélioration

MAINTENANT que l'optimisme revient dans plusieurs pays industriels, avec de nombreux signes de reprise, peut-on noter déjà, ou tout au moins espérer de ce côté quelques améliorations ? Mis à part le cas bien particulier de la France, où la progression de l'effectif des chômeurs a été stoppée par des mesures sociales, *les États-Unis sont jusqu'ici le seul* pays où le taux de chômage ait amorcé un recul, passant de 10,8 % en décembre à 10,3 % en mars.

Cependant, les observateurs restent prudents sinon sceptiques. Car, en matière d'emploi, les mesures sont difficiles et des précautions sont indispensables. Tout d'abord, il faut éliminer les incidences saisonnières, comme cela a été fait pour les chiffres américains donnés ci-dessus, sinon on risque d'enregistrer des améliorations illusoires, qui peuvent n'être dues, par exemple, qu'à de meilleures conditions climatiques permettant la reprise de l'embauche, notamment dans le bâtiment. Il faut aussi préciser la méthode d'évaluation des chômeurs et de la population « active » permettant ensuite de calculer le taux de chômage. Elles varient beaucoup suivant les pays (cf. ci-après le cas du Japon) et parfois dans un même pays en fonction des choix des autorités (exemple des États-Unis avec 1,7 million de personnes employées dans l'armée incluses dans la population active).

L'amélioration américaine demande donc à être confirmée. Il faut rappeler que la main-d'œuvre est ici particulièrement mobile et que les Etats-Unis ont été un des pays où le chômage a le plus augmenté. Au licenciement (dans les industries anciennes) pourrait succéder une embauche plus rapide (dans les activités nouvelles). D'après Mme Norwood, du ministère du travail, 90 000 emplois nouveaux auraient ainsi été créés entre décembre et février. *Ces résultats n'ont pas empêché* le président Reagan de lancer un programme de création de 470 000 emplois par des investissements publics dans le bâtiment.

En Allemagne, le chômage « non corrigé » diminue considérablement. De 2,5 millions en février, il est revenu à 2,39 millions en mars. L'Office fédéral de la main-d'œuvre annonce pour avril une nouvelle baisse d'environ 100 000 et a même laissé espérer que le nombre de chômeurs, toujours en « brut », tomberait en dessous de la barre des 2 millions en septembre.

Malheureusement, le recul de mars (comme probablement aussi celui d'avril) est dû à des facteurs saisonniers, et notamment à de meilleures conditions climatiques. L'évolution « corrigée », en revanche, n'est pas favorable, puisque l'effectif a augmenté de 2,12 millions en janvier à 2,21 en février et 2,26 en mars, le taux de chômage passant de 8,70 % à 9,10 %. Ainsi le chômage allemand, qui avait déjà progressé à un taux record de 50 % en 1982, continue à augmenter encore à une allure de 30 %.

Au Japon, on sait que le chômage est largement sous-évalué dans les chiffres officiels, comparativement aux autres pays de l'O.C.D.E. Il faudrait au moins multiplier par deux le taux de 2,7 % annoncé pour février, qui correspond à 1,6 million de chômeurs « corrigés » pour une population active de 59 millions.

En se limitant à l'évolution relative, on constate sur la période récente des résultats particulièrement défavorables. Alors que le chômage « décélère » ailleurs, il s'accélère ici. Ainsi évalué sur les quatre derniers mois et annualisé, le rythme d'augmentation a dépassé les 50 %. Cela concorde bien avec l'état de marasme dans lequel se trouve actuellement l'économie japonaise (notamment à la *suite de la diminution* en 1982, pour la première fois depuis 1975, des exportations).

La Grande-Bretagne, on le sait, bat un record de chômage parmi les grands pays industriels, avec un taux de 13 % pour un effectif « corrigé » d'un peu plus de 3 millions. Rappelons que la méthode a été revue il y a quelques mois, ce qui a entraîné une réduction du nombre de chômeurs « *officiels* ». Cependant, l'évolution relative, à définition constante, montre que la progression du chômage s'est nettement ralentie, son accroissement n'étant plus que de l'ordre de 12 % par an. Bien qu'une forte reprise de l'activité soit attendue, aucun conjoncturiste n'annonce de retournement de tendance pour l'emploi. Relevons quand même le pronostic du patronat (C.B.I.), qui prévoit, à la suite d'un sondage effectué sur 1 800 entreprises, que le chômage va encore augmenter – bien que moins rapidement – de 100 000 personnes en 1983.

Laissons de côté l'Italie dont les chiffres de chômage ne sont pas faciles à interpréter (les effectifs et taux varient suivant qu'il s'agit de données trimestrielles ou mensuelles) pour parler du cas de la France, le seul pays avec les États-Unis où le chômage régresse. L'effectif des demandeurs d'emplois diminue depuis novembre, et sur un an le taux d'augmentation est inférieur à 3 %, soit un rythme de dix fois inférieur à celui de l'Allemagne et de quatre fois inférieur à celui de la Grande-Bretagne. Il est vrai que la création d'emplois *publics et les mises en* préretraite ont permis de diminuer l'effectif de 10 %. En le corrigeant, on obtient un rythme d'augmentation d'environ 15 %, plus conforme à la situation économique et comparable au taux anglais.

C'est cette tendance que la France devrait malheureusement retrouver en 1983. Pour deux raisons : d'abord parce qu'il est impossible de prendre à nouveau des mesures sociales coûteuses, et ensuite parce que le recul de la production va réduire les offres d'emploi (cf. ci-dessous le tableau de bord) et accélérer les licenciements.

MAURICE BOMENSATH.

LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE à la fin avril 1983

	INDICATEURS	Rythme des trois dern. mois annualisé (§)	Evolution sur 12 mois	Dernier chiffre	Date
ACTIVITÉ	Production industrielle	1 % §	1 %	129	Févr. 83
	Consommation des ménages de production industrielle	– 14 % §	– 2 %	28 MF	Mars 83
	Exportations en volume	(– 2 % §)	(– 4 %)		Févr. 83
	Importations en volume	(+ 2 % §)	(+1 %)		Févr. 83
	Investissements des entreprises privées	–	– 5 %		Enq. INSEE mars 83
EMPLOI	Demandes emplois	– 4 % §	+ 2 %	2014 M	Mars 83
	Offres emplois	9 %	38 %	102 M	Mars 83
	Durée de chômage	+ 0,5 mois	+ 0,4 mois	*9,7 mois*	Fév. 83
	Durée travail hebdomadaire	– 0,2 H	– 1,1 H	39,2 H	4e T. 82
PRIX ET SALAIRES	*Prix de détail*	10,8 % §	9 %	0,9 %	Mars 83
	Salaire horaire	17,9% §	12,6 %	4,2 %	4e T. 82
	SMIC horaire	15,2 %§	12,9 %	21,02 F	Avr.83
	Revenus disponibles des ménages	(0 %)	(2 %)	(1 %)	4e T. 82
BALANCE ET COMPÉTITIVITÉ	Résultat balance commerciale	– 95 MF §	– 99 MF	– 6,6 MF	Mars 83
	Résultat balance des paiements courants	– 68 MF §	– 79 MF	– 17 MF	4e T. 82
	Différentiel de prix par rapport à la moyenne des 6 grands pays	+ 5,6 % §	+ 2,4 %	+ 0,6 %	Mars 83
TAUX INTÉRÊT	Taux jour le jour	– 0,20 %	– 4,20 %	12,50 %	fin avril 83
	Taux de base bancaire	0 %	– 1,75 %	12,25 %	

§ *Les chiffres des trois derniers mois marqués de ce signe sont annualisés pour permettre la comparaison avec les chiffres des douze mois.*

Tous les chiffres sont corrigés des variations saisonnières : MF = milliards de francs ; M = milliers.

Le différentiel de prix est *calculé* par rapport à la moyenne de six pays : États-Unis, *Allemagne, Japon, Grande-Bretagne, Italie* et France. () Chiffres estimés.

ACTIVITÉ. – La production industrielle se tasse. Cependant la baisse de la consommation de produits industriels des ménages s'accentue (– 14 % en rythme annuel sur le premier trimestre contre – 6 % dans le dernier tableau) *et va peser* sur l'activité. Les exportations en valeur ont baissé de 2 % dans les trois derniers mois, alors que les importations ont continué à augmenté de 2 % (chiffres estimés).

EMPLOI. – Les demandes d'emploi diminuent toujours en raison principalement des mesures sociales (contrats de solidarité...), alors que la durée du chômage augmente. Fait nouveau : un retournement de tendance se dessine pour *les* offres d'emploi non satisfaites, dont le taux de croissance calculé *sur* les derniers mois diminue fortement : sur mars il y a même un recul par rapport à février, le premier depuis quinze mois.

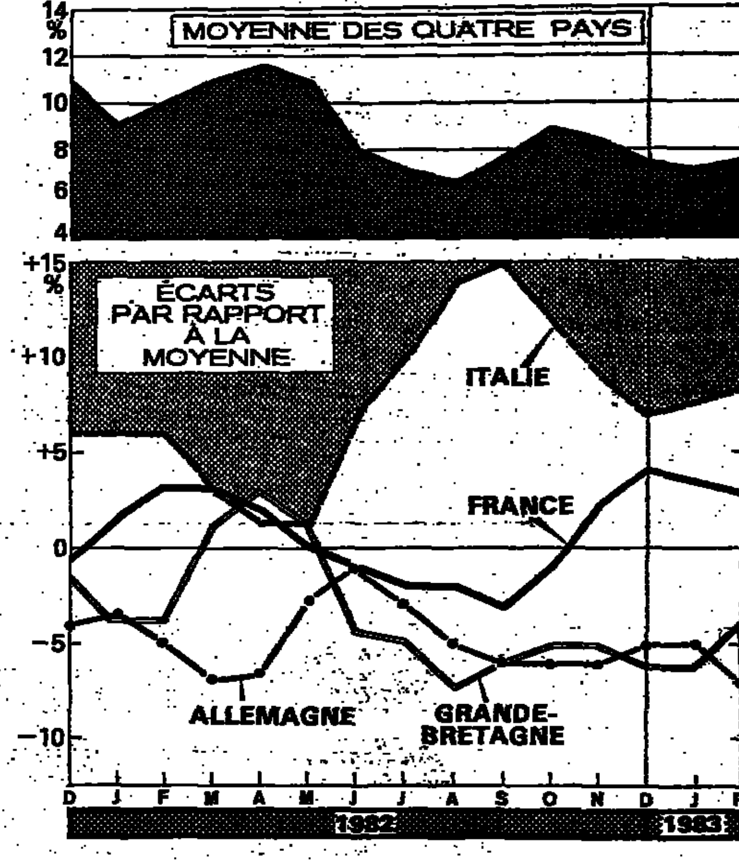
PRIX/SALAIRES. – Certes le taux d'inflation se stabilise pour 1983 (au rythme annualisé) à 10,8 % et diminue sur douze mois à 9 %, mais les « différentiels » par rapport aux cinq autres grands pays se maintiennent respectivement à 5,6 % et à 2,4 %, l'inflation de mars (0,9 %) ayant même été le triple de la moyenne (0,3 %). Les revenus disponibles des ménages qui, sous l'effet du blocage, avaient diminué de 1,2 % au troisième trimestre, ont pratiquement stagné au quatrième.

BALANCES. – Si le déficit commercial de *mars* s'est un peu réduit, il n'en reste pas moins que le rythme annuel, qu'on le calcule sur le premier trimestre ou sur les derniers douze mois, reste toujours proche des *100* milliards de francs (soit un déficit mensuel moyen de 7,2 à 8,2 milliards) et loin de l'objectif des 45 milliards.

TAUX D'INTÉRÊT. – La contrainte de maintien du franc et de la reconstitution des réserves n'offre guère de possibilité de baisse pour le taux au jour le jour, et encore moins pour le taux de base bancaire, qui reste toujours placé en dessous du premier.

PRIX : L'INFLATION SUR DOUZE MOIS RECULE

Le rythme moyen des prix des quatre pays, calculé sur le premier trimestre et *annualisé, remonte* de 7,1 à 7,5 %. L'inflation reste au même niveau en France (10,5 %), elle baisse de 2 à 0,8 % en Allemagne et augmente de 1 à 2,8 % en Grande-Bretagne et de 14,5 à 15,9 % en Italie. Évaluée sur douze mois, à la fin mars, elle est de 3,5 % en Allemagne, de 4,6 % en Grande-Bretagne, de 8,9 % en France et de 16,2 % en Italie, soit en *moyenne* de 8,3 % (contre 8,6 % le mois précédent).



PRIX – ÉCARTS PAR RAPPORT A LA MOYENNE (Prendre courbe 12 mois)

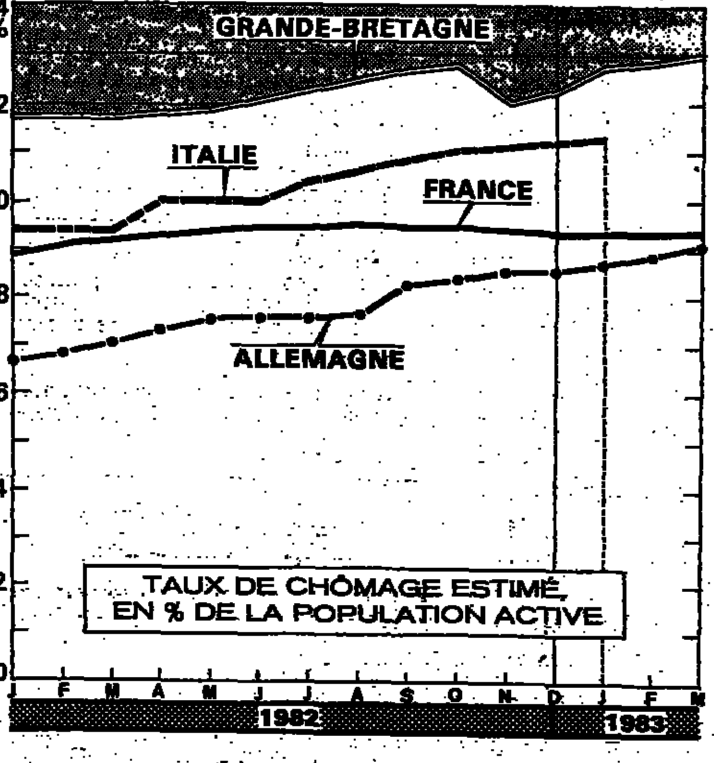
		R.F.A.	FRANCE	G.B.	ITALIE
1981					
1982	10,2 F	– 5	3	– 4	6
	11 M	– 7	3	1	3
	11,8 A	– 6,5	2	3	1,5
	11,3 M	– 2,5	0	1	1,5
	8,6 J	– 1	– 1	– 4,5	6,5
	7,3 J	– 3	– 2	– 5	10
	6,4 A	– 5	– 2	– 7	14
	7,7 S	– 6	– 3	– 6	15
	8,8 O	– 6	– 1	– 5	12
	8,3 N	– 6	2	– 5	9
	7,4 D	– 5	4	– 6	7
1983	7,1 J	– 5	3,5	– 6	7,5
	7,6 F	– 7	3	– 4	7

TAUX DE CHOMAGE

		R. F. A.	*FRANCE*	G. B.	*ITALIE*
1981					
1982	F	6,85	9,10	11,50	9,4
	M	7,10	9,15	11,55	9,90
	A	7,30	9,25	11,65	10
	M	7,50	9,35	11,75	10,10
	J	7,55	9,50	11,90	10,20
	J	7,60	9,50	12,10	10,4
	A	7,70	9,55	12,15	10,60
	S	8,20	9,50	12,30	10,80
	O	8,40	9,50	12,40	11
	N	8,55	9,45	12,45	*11,10*
	D	8,55	9,40	12,65	11,20
1983	J	8,70	9,40	12,80	11,30
	F	8,90	9,40	12,90	
	M	9,10	9,40	13,00	

CHOMAGE : AUGMENTATION SENSIBLE SAUF EN FRANCE

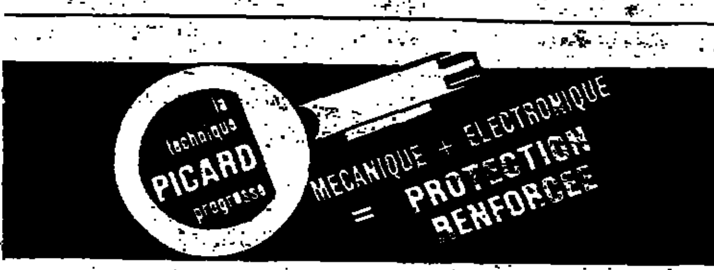
Entre février et mars, le taux de chômage par rapport à la population active (après correction des variations saisonnières) est resté inchangé en France. Il a augmenté de 8,9 à 9,10 % en Allemagne (mais en chiffre brut il a reculé) et de 12,90 à 13 % en Grande-Bretagne. En Italie, ce taux a été de 11,30 % en janvier. Les séries allemande et anglaise ont été récemment rectifiées, ce dont nous avons tenu compte.

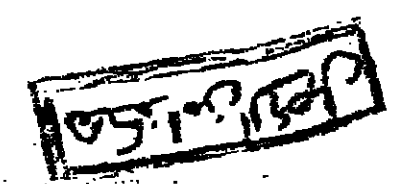


PRODUCTION INDUSTRIELLE : NETTE REPRISE EN GRANDE-BRETAGNE

Calculée sur décembre, janvier et février, comparés aux trois mois précédents, la production industrielle est *presque stagnante en France (+1 %). Contrairement* aux espoirs, elle ne se redresse pas en Allemagne (0 %). En revanche, elle est en nette reprise en Grande-Bretagne (5 %). En Italie, le recul fait place à une légère progression (+1 %).







Exporter avec la France

"Nous y croyons"



M. Kléber Beauvillain, Président du Directoire de Hewlett-Packard France.

"Produire, exporter, créer des emplois et former des jeunes sont les atouts de la France pour son développement économique. Chez HP, nous y croyons.

Installés en France depuis 20 ans, nous avons toujours mis l'accent sur ces activités, dans les domaines de l'informatique et de l'électronique.

Nous exportons 82 % de notre production française et nous nous plaçons ainsi au troisième rang des exportateurs de matériel informatique français.

Notre réputation mondiale, notre savoir-faire dans l'informatique et l'électronique, la fiabilité et la haute technicité de nos produits sont autant de facteurs déterminants de la productivité et de la compétitivité de nombreuses entreprises françaises.

En utilisant ou en intégrant le matériel HP, en s'assurant avec notre réseau l'assistance technique dans le monde entier, elles consolident leurs succès à l'exportation."

Hewlett-Packard France - Z.A de Courtabœuf, Avenue des Tropiques 91947 Les Ulis Cedex. Tél. (6) 907.78.25

HP, un partenaire de la vie économique française.

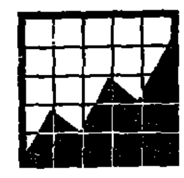


ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur comptable et informatique

220 000 F +

Nous sommes une entreprise de Travaux Publics de 650 personnes, en rapide mutation, avec des projets importants de diversification. Compte tenu de ces développements futurs, nous renforçons notre structure de gestion et créons le *poste de Directeur Comptable et Informatique* qui sera rattaché directement au PDG et fera partie du Comité de Direction. Ses responsabilités couvriront les comptabilités générale et analytique, la paye et le service informatique, et il dirigera *directement une dizaine de personnes. Ce poste convient à un homme âgé de 38 ans minimum*, diplômé d'une grande école commerciale option finances comptabilité + DECS. Des connaissances comptables et fiscales approfondies sont nécessaires et *il est indispensable d'avoir la pratique de la consolidation des bilans d'un groupe de sociétés.* Le candidat retenu aura une personnalité affirmée, le goût de l'animation d'une équipe, une grosse puissance de travail, d'excellentes facultés d'adaptation, d'organisation et de contacts. *Lieu de travail agréable en proche banlieue Nord*, accès facile par périphérique et autoroute Nord. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE s/réf. 11676/M qui étudiera votre dossier en toute discrétion - *Sélé-CEGOS, Tour* Chenonceaux, 204, rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE Cédex.



Membre de SYNTEC — Publival

felix potin primistères s.a.

felix potin

Leader de la distribution alimentaire en région parisienne recherche

DIRECTEURS (TRICES) DE SUPERMARCHES

Si vous avez entre 25 et 30 ans,
Si vous possédez une expérience de la distribution alimentaire
Si vous désirez évoluer dans une Grande Société nous vous apportons la formation nécessaire à vos ambitions :
• connaissance du produit • techniques de gestion • moyens de communication et de management

Nous exigeons de vous :
• un sens aigu des responsabilités • une très grande rigueur • un sens inné de l'action commerciale • *un goût prononcé pour l'organisation*
Ce qui permet de sauvegarder vos temps libres.

Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite
et photo à Madame MAGHOUB
Service Recrutement
14, rue de Clignancourt 75018 PARIS.

felix potin

PA

Directeur de production — 300.000 F

Futur directeur d'usine · Un puissant groupe français spécialisé dans le *négoce international de matières premières et la production de produits semi-finis alimentaires destinés aux industriels transformateurs, employant près de 2.000 personnes, recherche, pour son usine située en Normandie, un directeur* de production. Il aura la complète responsabilité technique d'une usine dotée *d'équipements de production très lourds, d'un service entretien - travaux neufs* et d'un laboratoire, soit un effectif d'environ 120 personnes. Ce poste *s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une grande école* d'ingenieurs (niveau Ecole Centrale de Paris), disposant d'une solide expérience de la fonction production, si possible dans le domaine des corps gras. Des qualités d'organisateur et de concepteur sont indispensables pour améliorer constamment, avec les investissements nécessaires, le niveau technique de l'usine. La rémunération, qui pourra atteindre 300.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. De réelles possibilités d'évolution sont offertes, dans un groupe important, en pleine expansion.
Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2361M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam · Bruxelles · Francfort · Lille · Londres · Lyon
Madrid · Milan · Nantes · Paris · Strasbourg · Toulouse



IMPORTANTE SOCIETE JAPONAISE
DE MATERIEL ELECTRONIQUE
recherche pour Paris

directeur administratif et financier

DE HAUT NIVEAU.

Collaborateur direct du Président-Directeur Général, il aura la responsabilité complète de la *gestion comptable et financière de la Société*, de l'informatique, des relations humaines, de *l'administration des ventes et des services* généraux. Des liaisons fonctionnelles seront établies avec la maison mère.

Le candidat, âgé d'environ 40 ans, sera diplômé d'une grande école commerciale et aura une expérience confirmée des différentes fonctions indiquées. Il sera bien sûr parfaitement bilingue anglais/français.

Ce poste évoluera à moyen terme vers des responsabilités de *Directeur Général Adjoint.*

Le succès dans cette fonction implique un fort potentiel personnel, un sens développé des relations humaines et des capacités prouvées pour mener et animer des équipes de collaborateurs.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous réf. 1746 à :
PIERRE LICHAU S.A. - BP 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES RHONE-ALPES

En relation directe avec la Direction Générale de la Société, vous assumerez l'intégrité des fonctions de personnel.

Vous aurez à gérer avec rigueur le quotidien : contrôle et gestion du service payes, tableaux de bord, relations et déclarations aux organismes sociaux, à savoir, URSSAF, ASSEDIC, caisses de retraite, Médecine du Travail, rapports avec les syndicats, C.E., C.H.S.C.I., suivi des dossiers devant les instances Prud'hommales, rapports avec les avocats, Chambre Syndicale, Inspection du travail, tout ce qui se rapporte au Personnel, recrutement (engagements directs par la Société ou personnel intérimaire), mutations diverses, contrats de travail etc..., discipline et exécution de travail.

Vous mettrez l'accent sur la communication dans l'Entreprise, l'animation de l'encadrement, qui permettra de créer un environnement propice à l'expression, la participation, la responsabilité de chacun.

Doté d'une bonne capacité d'écoute, disponible pour de fréquents déplacements nécessaires au contact direct avec le Personnel, et à une présence opérationnelle sur le terrain, possédant une bonne connaissance des techniques modernes de gestion du potentiel humain et plus particulièrement de gestion de personnel de chantier, votre formation supérieure, et votre expérience dans la fonction, vous permettront de mener à bien la MISSION PERSONNEL que nous vous aurons confiée.

Mission primordiale dans une Société en très forte expansion (800 personnes), résolument tournée vers l'Export.

Si vous êtes l'homme de la situation, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous la référence 142 à la Société :



CONSEIL en Recrutement et en Gestion du Personnel
45, cours Aristide Briand 69300 CALUIRE
Tél. : (7) 808.99.09



Premier constructeur
de maisons individuelles
recherche pour sa division

PHENIX INTERNATIONAL

LE DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE

Phénix international est chargé de développer à l'étranger (Afrique, Moyen-Orient, Extrême-Orient...) *les produits et les services du Groupe Phénix (C.A. 2 milliards* 640.000) : vente « clés en main », vente de procédés, vente d'assistance technique...

Notre point fort : la reconnaissance de notre image d'industriels du logement individuel en dehors de nos frontières.

Le candidat recherché sera responsable du soutien logistique métropolitain à nos interventions extérieures. Basé à Paris et rattaché au Directeur Général de la division, il devra :

- Concevoir les produits et les services les plus adaptés aux marchés étrangers dans le *cadre d'un coût global (achats, transport, montage)*;
- Fournir aux chantiers les moyens humains et matériels nécessaires ;
- Diriger ou coordonner l'action de plusieurs services : travaux, bureau d'études, transports, usines.

*Ce poste convient à un ingénieur présentant au moins dix années d'expérience pro*fessionnelle réussie (dont une partie dans le cadre de l'export) dans le domaine du *bâtiment (connaissance de bureau d'études, direction des chantiers. — Anglais* indispensable).

Homme de relations et de rigueur, il devra s'intégrer rapidement au sein d'une équipe dynamique et motivée. *Son évolution s'inscrira dans le cadre d'un groupe* important.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions à Maison Phénix, Direction des relations humaines, recrutement — Christiane LÉON-DUFOUR, — 5-7, avenue Percier, 75008 PARIS. Réf. 4833 M.

DIRECTEUR DU PERSONNEL

BOURGOGNE — 200.000 +

La filiale d'un des premiers groupes industriels français de notoriété mondiale recherche pour une de ses unités de production (400 personnes), un bon spécialiste de la gestion du personnel.

Rattaché au Directeur d'établissement et en liaison avec la Direction des Affaires Sociales de la Société, il prend en charge l'ensemble de la fonction : gestion des hommes, relation avec les partenaires sociaux, administration, plan de formation, bilan social.

De formation supérieure, il a déjà l'expérience d'une direction de personnel globale de préférence dans l'industrie.

Importantes perspectives d'évolution dans un groupe de taille mondiale.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé sous réf. 357 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10 rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

DIRECTEUR GENERAL

300 000 F — SUD EST
Coopérative agricole Bétail et Viandes

Une coopérative agricole bétail et viandes (C.A. 160 millions de Frs - effectif 70 personnes) qui possède un potentiel de développement important sur sa région, recherche UN DIRECTEUR GENERAL. *Dans* le cadre des orientations définies par le Conseil d'Administration, et en liaison avec le Président, il sera entièrement responsable de *la gestion* financière (établissement des budgets et plans, suivi des prix de revient, et du compte d'exploitation,...), technique *(direction de l'abattoir), et* humaine de cette coopérative. Il sera tout particulièrement chargé d'élaborer, proposer et faire appliquer une *nouvelle stratégie commer*ciale impliquant des changements d'orientation au niveau de la production et des achats, afin de se *positionner sur les circuits de la grande* et moyenne distribution. Il animera personnellement l'équipe commerciale et en coordonnera les actions. Il mènera les *négociations les plus impor*tantes avec les centrales d'achats. Il représentera la coopérative dans divers groupements professionnels. *Le candidat retenu, âgé d'au moins* 40 ans, possèdera une bonne culture générale et surtout une expérience professionnelle acquise à des postes de *responsabilités dans le secteur* bétail et viandes. La connaissance de la grande distribution serait appréciée. Ecrire sous référence 593/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE
ET DE RÉALISATIONS INDUSTRIELLES
(entreprise générale et ingénierie), essentiellement tournée vers l'importation et l'exportation, recherche

LE DIRECTEUR

de son bureau en Algérie. Il résidera à Alger. Dépendant du Directeur Général de la Société et en relation étroite avec les différentes divisions, il aura pour mission de prospecter le marché algérien, de s'informer régulièrement des procédures administratives, de suivre la réalisation des contrats, de gérer son budget et d'animer l'antenne d'Alger. Ce poste s'adresse à un diplômé d'études supérieures âgé de 35 ans au moins, ayant une expérience des affaires internationales, le goût des contacts, le sens commercial et désirant assurer une fonction complète, autonome et vivante. Il sera de nationalité française, aura une parfaite connaissance de l'Algérie, où il aura déjà séjourné.
L'arabe parlé sera très apprécié.

Merci d'adresser candidature lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à
FINECO Gestion
168, rue du Temple, 75003 PARIS, qui transmettra.

DIRECTEUR DE PROJET, DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour l'une des plus importantes chaînes de restaurant FAST-FOOD *en France.*

Aura pour responsabilités :
- Développer dans toute la France les restaurants de FAST-FOOD.
- Diriger toute l'opération à travers la France.
- Maintenir le Haut Niveau requis par la Société internationale de franchise pour tous les restaurants en France.
- Développer les capacités du Personnel local.

Le candidat dégagé O.M. ou titulaire de carte de travail de longue durée.
Age environ 40 ans, excellent salaire et intéressement, pour le meilleur candidat.

Adresser curriculum vitae et photo sous n° T 040.017 M à :
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Groupe multinational fabriquant et distribuant des produits de luxe de grande notoriété
PARIS

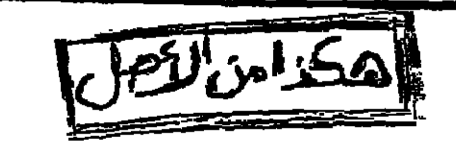
F 350.000 maxi

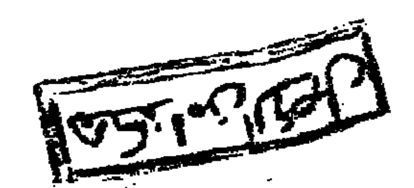
Directeur commercial

Pour assurer une politique commerciale performante et dynamique - *Animer et gérer une équipe* de vente de 30 personnes.
Une expérience réussie de 5 ans minimum dans une fonction similaire est à justifier : de bonnes connaissances de la vente en distribution sélective et de l'anglais sont souhaitées.
Ce poste a un développement de carrière assuré.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 23033 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis, 13 rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.





ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Vous êtes ingénieur à vocation internationale.
Nous vous proposons un poste de

CHEF DE PROJET A L'EXPORT

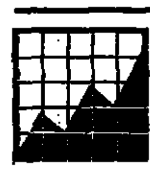
dans une société à dimension humaine

CHOVET ENGINEERING S.A. est spécialisée depuis plus de vingt ans dans la conception, la réalisation et la mise en route d'unités industrielles dans les secteurs du verre, des matières plastique et du textile; sa taille lui permet de ne pas dissoudre les responsabilités par la dispersion des tâches.
Dans un premier temps -un an environ- vous superviserez la construction d'une bouteillerie à KOWEIT. Là, auprès du Maître d'Ouvrage et du responsable Process, en vous appuyant sur les documents contractuels, vous contrôlerez l'avancement et la qualité des ouvrages et équipements. Vous aurez présente à l'esprit la défense de la position et des intérêts de Chovet Engineering S.A.
Le chantier terminé, vous prendrez la responsabilité de projets internationaux et vous aurez le choix entre un poste basé en France et un poste basé à KOWEIT.
Vous êtes ingénieur diplômé, maîtrisez l'anglais et avez une expérience significative à l'export (ingénieur d'affaires, chef de projet ou ingénieur résident).
Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 10838 A. à Daniel Lengelé

média system

EGOR CARRIERES INTERNATIONALES
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DE RESTAURANT FAST-FOOD

Nous sommes l'une des plus importantes chaînes internationales de restaurants FAST-FOOD en France.
Nous recherchons :

UN JEUNE DIRECTEUR

Pour plusieurs de nos restaurants FAST-FOOD à travers toute la France.
Le candidat possédant une expérience antérieure dans le domaine du FAST-FOOD doit être agressif et désireux d'apprendre.
Excellent salaire et intéressement pour le meilleur candidat.

Adresser C.V. et photo ss nº T 040.018 M à :
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

DIRECTEUR D'USINE

Vous avez une formation d'ingénieur et une expérience réussie dans le management d'une unité de production.

Nous vous offrons une opportunité de développement dans une usine située au centre de la France et faisant partie d'un groupe international travaillant sur le marché du bâtiment.

Adresser C.V. + lettre manuscr. sous référence 3529 M à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui tr.

GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL

DIRECTION DES RISQUES

Vous avez acquis au cours des 10 à 15 années d'une carrière bancaire réussie, un sens aigu du risque, soit sur le terrain (en agence), soit au Siège. Cadre de Classe VIII (ou H.C.), c'est dans la fonction crédit, où votre compétence est reconnue, que vous souhaitez continuer à évoluer.

Nous vous proposons d'assumer, dans un premier temps la Direction des Risques et Engagements d'une très importante filiale bancaire, poste où vous serez la "conscience" du D.G. et le conseil permanent des exploitants.

M. CHASSERY - 110, rue du Colonel-Fabien
92160 ANTONY
nous transmettra votre dossier de candidature.

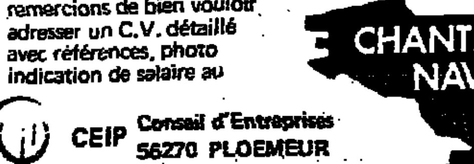
DIRECTEUR DES CONSTRUCTIONS

Les Chantiers et Ateliers de la Perrière à LORIENT recherchent le Patron de leurs productions.
Avec 4 cadres et plus de 200 techniciens et professionnels il sera responsable de la réalisation des navires, - de la commande passée à la livraison -, dans le respect exigeant de l'animation des hommes, du rendement optimal des équipements, et le cadre particulièrement strict des délais et des coûts. Il participera aux grandes orientations de la Société.

Nous souhaitons conclure avec un ingénieur du métier, la quarantaine dynamique, animé du désir d'associer des hommes à la nécessaire compétitivité.

En échange d'une parfaite discrétion, nous vous remercions de bien vouloir adresser un C.V. détaillé avec références, photo indication de salaire au



CEIP Conseil d'Entreprises
56270 PLOEMEUR

LEADER DANS LE SECTEUR
DES BOISSONS AUX FRUITS

recherche
pour son usine de la RÉGION PARISIENNE
(180 millions de cols/an)

DIRECTEUR TECHNIQUE D'USINE

Resp. de l'exploitation, de l'établissement du budget, ainsi que de son suivi, de la qualité des produits, de la sécurité.

Bonnes relations humaines indispensables.

Ce poste peut déboucher sur un plan de carrière pour un jeune cadre (formation ingénieur A.M. ou autodidacte), capable de justifier de quelques années d'une expérience professionnelle réussie sur le terrain, avec des responsabilités hiérarchiques.

Ecrire sous nº 69.118 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

THE AMERICAN SCHOOL OF PARIS

INSTITUTION PRIVÉE AMÉRICAINE
900 ÉLÈVES - 125 EMPLOYÉS
C.A. : 30 MILLIONS DE FRANCS
recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Placé sous l'autorité du Directeur Général, il devra prendre en charge la comptabilité, la gestion du budget, les achats et l'administration courante de l'établissement.
Bilingue anglais.
Une expérience dans des fonctions similaires est exigée, ainsi qu'une bonne pratique de l'informatique.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :
Mme DULONG, American School of Paris,
41, rue Pasteur, 92210 SAINT-CLOUD.

STÉ RÉALISANT DES BIENS D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS filiale d'un important groupe industriel français recherche

UN DIRECTEUR D'AGENCE

Ce poste conviendrait à un ingénieur T.P., E.N.S.I., I.N.S.A. ou équivalent, ayant :
- les qualités d'un PATRON DE PETITE ENTREPRISE,
- une EXPÉRIENCE RÉUSSIE des travaux industriels acquise en entreprise générale ou société de montage.

Sur les objectifs fixés par la Direction Générale, il aura la responsabilité :
commerciale, technique et administrative de notre unité de la région Nord.
Poste grande ville universitaire.

Adr. C.V., lettre manuscrite, photo et prét. ss réf. 11.048 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui tr.

DIRECTEUR (TRICE)

recherché (e) par
CENTRE REGIONAL POUR LA CHANSON EN BRETAGNE
pour son siège à Rennes

Compétence en gestion et animation requise.
Dipl. et expérience exigés.

Envoyer C.V. + photo au : C.R.C.B., 118 bis, r. de l'Alma, 35000 Rennes.
Avant le 10 juin 1983.

VILLE NOUVELLE DE
ST-QUENTIN-EN-YVELINES
(80.000 à 150.000 habitants)

RECRUTE

1 Secrétaire général

Ecrire avec curriculum vitae à Monsieur le Président du S.C.A.A.N. de Saint-Quentin-en-Yvelines, B.P. 44, 78193 TRAPPES CEDEX.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 296-15-01

WANDER

En notre qualité d'entreprise de la branche alimentaire exerçant ses activités dans le monde entier, nous développons actuellement notre secteur de l'alimentation spéciale. Pour l'établissement d'un bureau scientifique de niveau international, nous recherchons un(e) jeune

collaborateur (trice) scientifique

A ce titre, vous serez responsable de toutes les activités scientifiques et médicales se rapportant aux gammes d'articles suivants : « diététique clinique », « produits amaigrissants » et « préparations alimentaires pour sportifs ». Vous planifierez et coordonnerez les essais cliniques et contrôlerez la valeur scientifique des informations concernant ces produits. Par ailleurs, vous aurez à assurer la formation professionnelle et le perfectionnement de nos collaborateurs.

L'accomplissement de cette mission indépendante et à responsabilité élevée exige que vous ayez achevé des études de médecine, de biologie ou de diététique. Par ailleurs, il est indispensable que vous possédiez une expérience de plusieurs années dans l'industrie diététique ou pharmaceutique, ainsi que de très bonnes connaissances des langues étrangères.

Nous vous renseignerons volontiers et sans engagement de votre part sur ce poste offrant de réelles possibilités d'évolution. A cet effet, veuillez adresser votre candidature à notre service du personnel, à l'attention de Mme Roder, en joignant tous les documents d'usage.

WANDER AG
MONBIJOUSTR. 115
3001 BERN

CHEF DE SERVICE TRANSIT

16 000 000 CFA — Transit, Afrique Francophone

Une société spécialisée dans le transit et les transports internationaux (facturation : 1 milliard de francs - effectif 2000 personnes) implantée dans de nombreux pays d'Afrique Francophone, recherche UN CHEF DE SERVICE TRANSIT. Sous l'autorité du Directeur de l'Agence, il sera chargé de l'exploitation complète du Service Transit Import. Il surveillera avec une particulière attention la facturation et les comptes clients. Il entretiendra les meilleures relations avec les autorités locales. Il mènera les actions nécessaires au développement de sa clientèle. Il définira, coordonnera et animera les activités d'une centaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, possèdera une solide formation générale et une dizaine d'années d'expérience acquise dans le transit. L'expérience de l'expatriation constituerait un atout supplémentaire. Ecrire sous référence 596/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Mission ponctuelle : gérer et commercialiser un programme immobilier en Martinique

Cette importante société française de promotion, filiale de groupes bancaires propose un contrat à durée déterminée à un

RESPONSABLE DE PROGRAMME

Basé à Fort de France, cet homme expérimenté se verra confier la responsabilité de la bonne fin des travaux, de la gestion et de la commercialisation d'un programme complet : centre commercial, logements et bureaux.
La rémunération, ouverte, sera liée à l'expérience; un logement et une voiture de fonction seront mis à la disposition du responsable - Le poste est à pourvoir très rapidement aussi nous vous remercions de bien vouloir adresser votre C.V. + salaire souhaité sous référence 69213 à :

CONTESSE PUBLICITE
20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01,
qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune Ingénieur d'Avenir

(CENTRALE, SUP. AERO, AM ...) LYON

Réfléchir, imaginer, proposer, introduire de nouvelles techniques et de *nouvelles formes d'organisation, favoriser l'adaptation du* personnel, en bref préparer la mutation vers les techniques du futur, telle est la mission que nous *désirons confier à un jeune ingénieur* qui apportera sa première expérience (et/ou sa science toute neuve), ses idées, son enthousiasme. Nous offrons à ce candidat une fonction passionnante entièrement tournée vers l'avenir -le nôtre et le sien- dans laquelle il se formera pendant les 2 à 4 ans nécessaires pour être en mesure de prendre la responsabilité d'une unité de production (200 à 400 personnes). Par son dynamisme et la qualité de ses produits, notre entreprise s'est très fortement implantée dans son secteur industriel, tant en France que sur les marchés internationaux (CA · 900 *millions de francs dont 65% à l'export*). Par ses investissements humains et techniques elle veut maintenant se donner *les moyens de conquérir le premier rang. C'est pourquoi nous* attendons un candidat de qualité : celui-ci trouvera dans notre *entreprise et dans notre groupe les perspectives de carrière capables* de satisfaire ses ambitions.

Veuillez adresser votre candidature (lettre *manuscrite, CV, photo et prétentions*) sous réf **305239** à **ORION** 35, rue du Rocher 75008 *Paris qui vous garantit réponse et* discrétion.



Chef de Projet Informatique

100 km au Nord-Est de Paris : notre société (1100 personnes -3 établissements) filiale d'un groupe important réputé mondialement pour la qualité et la diversité de ses produits, crée la fonction de Chef *de Projet Informatique* Après avoir «sous-traité» à l'extérieur l'ensemble de nos travaux informatiques, nous avons décidé de nous *doter de moyens propres à la conduite et à l'amélioration de notre* gestion en nous équipant de deux IBM 38 et de terminaux dans *l'ensemble de nos établissements. Sous l'autorité hiérarchique du* Directeur des Usines, le candidat retenu animera une équipe de 6 personnes. Attentif *aux besoins des services utilisateurs dont il sera* l'interlocuteur privilégié -et le formateur lors de la mise en route- il fera la synthèse de leurs exigences après *les avoir conseillés* et aidés à faire les meilleurs choix, mènera l'ensemble des études ou y participera, développera la gestion intégrée des 3 établissements, assurera l'évolution des applications. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (école d'ingénieurs - option informatique) possédant une première expérience réussie de l'informatique de gestion et/ou industrielle, et désirant accéder à un niveau plus élevé de responsabilités au sein d'une entreprise et d'un groupe qui lui offre de larges perspectives de carrière.

Veuillez adresser votre candidature (lettre *manuscrite, CV, photo et prétentions) sous* réf. **305240** à **ORION** 35, rue du Rocher 75008 *Paris qui vous garantit réponse et* discrétion.



La Formation professionnelle des Adultes vous intéresse ?

L'AFPA recrute pour son Centre Pédagogique et Technique de LYON

UN FORMATEUR DE FORMATEURS

Au sein d'une équipe de formateurs, il sera chargé :

- de réaliser des analyses de besoins,
- de concevoir des projets de formation,
- d'organiser des stages, de les animer, d'en assurer le suivi et l'évaluation.

Les candidats justifieront de :

- *un diplôme de l'enseignement supérieur sanctionnant des études approfondies en psychologie ou sciences humaines,*
- *une expérience réussie d'au moins cinq ans dans la formation, soit plusieurs années d'expérience de la formation en entreprise soit dans un organisme de formation ou en cabinet conseil.*

Les candidatures sont à adresser à :



M. PELOSSE,
Directeur du CPTA,
35, boulevard Joliot,
69694 VÉNISSIEUX CEDEX,

accompagnées d'un curriculum vitae.



GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS
à vocation internationale
recherche pour accroître son effort de développement

Responsable de son bureau scientifique à New York H/F

Le candidat devra répondre - tout ou partie - aux conditions suivantes :
• Médecin • Bilingue • Ayant vécu aux USA • Expérience de l'industrie pharmaceutique • Expérience en pharmacologie-clinique.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 68935 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 q.tr.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE

AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS
CRÉDIT N° 1150-CA

Le Gouvernement de la République Centrafricaine a obtenu un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) d'un montant en monnaies diverses équivalant à 3,3 millions de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) en vue de financer le coût d'un projet d'assistance technique. Le projet est exécuté depuis septembre 1981. Le Gouvernement recherche actuellement :

UN COORDONNATEUR DE PROJET

pour une durée de dix-huit mois, qui remplacera le coordonnateur actuel (qui quittera son poste en août 1983 pour des raisons personnelles). Le candidat retenu devra être en poste le 1er août 1983 au plus tard. Le coordonnateur travaillera au Haut-Commissariat chargé du Plan et de la Coopération Economique et Financière. Les candidats doivent être économistes ou généralistes ayant une connaissance en économie. Ils doivent avoir de l'expérience de l'administration des pays en développement (de préférence en Afrique) et connaissance des organismes de bailleurs de fonds et modalités de préparation et évaluation des projets. Connaissance de français obligatoire, anglais souhaitable.

Le ministère de tutelle du projet est le Haut-Commissariat chargé du Plan et de la Coopération Economique et Financière, qui a des mandats plus détaillés pour le poste. La rémunération et les avantages, de niveau international, seront en fonction de la formation et de l'expérience. Les particuliers et bureaux d'études sont invités à soumettre leurs candidatures avec curriculum vitae et date de disponibilité à l'adresse suivante :

Docteur Guy DARLAN,
Haut-Commissaire chargé du Plan
et de la Coopération Economique et Financière
Présidence de la République
B.P. 732, Bangui, République Centrafricaine,
Télex 5208 RC, Câble MINIPLAN, BANGUI.

ETABLISSEMENT PUBLIC
recherche pour gestion
STATION *AQUACOLE*

UN TECHNICIEN CHIMISTE

TITULAIRE BTS OU ÉQUIVALENT
1re implantation en

COTE D'IVOIRE

Bonne formation polyvalente en AQUACULTURE requise. Sensibilisation aux problèmes de développement et expérience préalable régions tropicales souhaitées.
Ecrire ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de *restituer* aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

LILLE 5 INGENIEURS

IMFL
Etablissement de l'ONERA

Nous sommes spécialisés dans les activités de Recherche-Développement.
Nos principaux secteurs d'activité : l'**Aéronautique et le Naval.**

Nous disposons de plusieurs moyens d'essais importants dont certains sont uniques en Europe. Nous *renforçons nos structures et proposons aujourd'hui* à 5 Ingénieurs de s'intégrer à nos équipes travaillant dans différents domaines :

INFORMATIQUE

Vous avez une formation de base en informatique et électronique

5 années d'expérience vous ont familiarisé avec les systèmes orientés temps réel, ex : Perkin Elmer 3200, SEMS Solar 16/75, Philips P 800.

Vous avez un goût marqué des réalisations concrètes.

Vous serez intégré dans un groupe responsable d'un ensemble de matériels informatique à dominante mini ou 32 bits, orientés vers le calcul scientifique, l'acquisition de données, la CFAO, assurant : l'**assistance technique** auprès *d'utilisateurs ingénieurs et techniciens,* ainsi que le développement d'applications spéciales, notamment *la conception, la réalisation et la maintenance* de sous-ensembles intégrés.

CALCUL DES STRUCTURES

De formation « Grandes Ecoles », vous pouvez justifier *d'une solide formation théorique en élasticité* et plasticité. Vous avez pu acquérir dans l'industrie ou dans un laboratoire de recherche, l'expérience de l'élaboration de codes en non linéaire. Vous avez déjà participé à la conduite d'études.

Votre mission : Vous serez chargé de conduire et *développer des travaux dans le domaine des grands* déplacements et des grandes déformations. Vous devrez également participer au développement d'un groupe de calcul.

HYDRODYNAMIQUE NAVALE

De formation « Grandes Ecoles », vous maîtrisez les méthodes actuelles de calcul en hydrodynamique navale. Vous avez déjà *participé à la conduite d'études* et de recherche-développement. Vous possédez des qualités d'animateur et avez le goût de la confrontation calcul expérience, et celui de l'application concrète de vos travaux.

Votre mission : *participer au développement* d'un groupe d'études et de recherche en hydrodynamique navale, notamment dans les domaines de la dynamique des corps immergés et des impacts sur l'eau.

AEROELASTICITE

- une formation « Grandes Ecoles »,
- d'excellentes connaissances en mécanique des *milieux continus et en aéroélasticité,*
- la maîtrise des techniques d'éléments finis en mécanique des structures,
- une solide formation en programmation scientifique ainsi qu'une expérience acquise dans l'industrie ou dans un laboratoire de recherche, autant d'atouts pour la conduite et le développement des travaux sur les outils « Structures » destinés à l'étude du couplage « Fluide-Structure ».

AUTOMATIQUE

Vous travaillerez avec une équipe assurant le développement de travaux de modélisation menés en liaison avec *un support expérimental faisant appel à des techniques* apparentées aux essais en vol.

Vous apporterez vos compétences dans les domaines « frontières » : automatique, informatique, mathématique, traitement du signal. Vous possédez une expérience *similaire exercée dans l'industrie ou en laboratoire* depuis quelques années.

Pour ces postes la nationalité française est exigée.

Adresser C.V. *détaillé* et photo à : *INSTITUT DE MECANIQUE DES FLUIDES DE LILLE*
5, Boulevard Paul Painlevé, 59000 LILLE.

INGÉNIEURS DE CONCEPTION
- machines spéciales -

Importante société du secteur **électronucléaire**, notre développement nous mène à renforcer les structures de notre établissement de LYON.

Nous recherchons, pour renforcer une équipe de conception de machines spéciales (8 à 10 ingénieurs et techniciens), des **INGÉNIEURS MÉCANICIENS** diplômés, possédant une bonne expérience du domaine.

Dans un environnement technique de bon niveau, ils seront responsables de projets, de conception et de mise en œuvre de machines spéciales faisant appel à des développements technologiques diversifiés.

De réelles perspectives d'évolution sont assurées par l'expansion rapide de l'entreprise et les responsabilités croissantes de cette équipe dans nos activités.

Un dossier de candidature est à adresser sous réf. 75836 à notre conseil.

MILO M.R.H 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT

responsable transports
FLODOR

Avec un effectif de 600 personnes et un chiffre d'affaires de 450 MF, nous occupons la première place sur le marché français des produits dérivés de la pomme de terre. Nous recherchons aujourd'hui notre Responsable Transports. Rattaché au Directeur de l'usine, ce collaborateur est responsable de la préparation des commandes, des relations avec les transporteurs, des livraisons... Travaillant en étroite collaboration avec le responsable des stocks et le service commercial, il dirige une équipe de 15 personnes. Nous souhaitons recruter un homme jeune, justifiant d'une expérience de 5 ans minimum acquise si possible chez un transporteur et connaissant parfaitement les problèmes de contrats d'affrètement et de transport ainsi que leur gestion. Il sera capable de s'adapter au système informatique. Ce poste nécessite des déplacements tant en France qu'à l'étranger, ainsi qu'une certaine disponibilité. Le poste est à pourvoir à Péronne, dans la Somme.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 265.83M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

Important Groupe Industriel
AGRO-ALIMENTAIRE
(1.200 personnes), rayonnement national et exportation, recherche pour son siège

chef des ventes
France

Mission :
• animer et diriger le réseau national commercial avec le relai des 7 chefs de région (+ 40 personnes) ;
• assurer la relation directe avec les Centrales d'Achats, les succursalistes, les grossistes principaux ;
• participer au sein de l'équipe du Siège à l'élaboration des objectifs par produit, et *contribuer à définir la politique commerciale* et les stratégies de l'entreprise.

Profil :
Homme de terrain avec solide formation généraliste, rompu à la relation haut niveau et à l'animation de réseaux dans la commercialisation moderne des produits de grande consommation. Connaissance souhaitée des denrées périssables. Habitude des outils de gestion informatique. Disponibilité personnelle. 35 ans minimum.
Résidence nécessaire à Clermont-Ferrand

Adresser C.V. détaillé sous référence 165, à
Jacques GENEVAY
11, square Jasmin - 75016 Paris.

P.R.B

LEADER TRANSFORMATION PVC
filiale CHLOE-CHIMIE (groupe ELF)

recherche pour :

N° 1 : Usine de Gaillon (Eure) : responsable comptabilité-achats, 30 ans mini.

N° 2 : *Usine de Gaillac (Tarn)* : adj. chef fabrication tubes. Ing. méca. 3 à 5 ans exp. Usine d'Harfleur (Seine-Maritime).

N° 3 : Chef fabrication raccords, 5 à 10 ans expér. formation AM ; ENSI méca.

N° 4 : Adj. chef fabrication, 0 à 2 ans expér., *form.* ing. méca.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à : ARMOSIG, Boîte Postale 2, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

Cette société industrielle, performante et innovatrice, occupe 300 personnes dans la conception, la fabrication et la vente de matériel électronique destiné à l'industrie. Elle recherche, pour son siège de LYON, son

CHEF DU PERSONNEL ET DU SERVICE JURIDIQUE

Sous l'autorité du PDG, il met en application la politique sociale élaborée en Comité de Direction. Il conduit les relations et négociations avec les partenaires sociaux, dirige la gestion et l'administration du personnel. Il assure le règlement *de toutes questions juridiques* liées à la vie de l'entreprise.

Ce poste convient à un candidat de 30, 40 ans, de formation juridique + IAE ou ICG. Il apporte nécessairement une expérience de la fonction acquise en milieu industriel à un poste de responsable ou d'adjoint.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8300 C, à :

RÉUSSITES
11 quai Rambaud
69002 LYON
Membre de Syntec

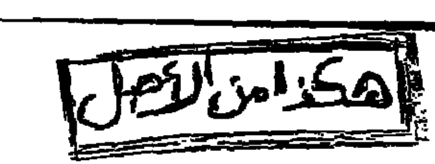


CHEF DE PRODUCTION

Vous avez une formation d'ingénieur et une première expérience réussie par la direction d'une équipe de production à feu continu.

Vous souhaitez trouver un poste en province avec des possibilités d'évolution, nous pouvons vous offrir une opportunité à l'intérieur d'un groupe de renommée internationale.

Adresser C.V. + lettre manuscr. sous référence 3530 M à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui tr.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

La Formation professionnelle des Adultes vous intéresse ?

L'AFPA, un des plus gros consommateurs de produits de soudage en France, recrute

UN INGÉNIEUR SOUDEUR

pour son Centre Pédagogique et Technique de LYON, et vous propose, au sein de l'équipe dynamique de l'Unité Soudage, une

TRIPLE MISSION D'ÉTUDE, DE CONSEIL ET DE FORMATION

- *concevoir et expérimenter les programmes de formation au soudage et au contrôle,*
- *conduire la formation technico-pédagogique des professionnels admis à devenir des formateurs AFPA,*
- *assurer le perfectionnement des enseignants et leur apporter un appui.*

Si votre formation en métallurgie ou construction mécanique a été sanctionnée par un diplôme d'ingénieur.

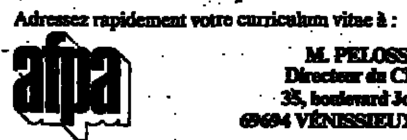
Si vous êtes diplômé de l'Ecole Supérieure de Soudure Autogène.

Si, depuis plus de cinq ans, votre expérience industrielle vous a donné la maîtrise des différents procédés de soudage et de contrôle qu'ils soient manuels ou automatiques.

Et si vous êtes motivé pour transmettre ce savoir-faire avec toutes les qualités humaines que cela comporte,

votre candidature à ce poste nous intéresse.

Adressez rapidement votre curriculum vitae à :



M. PELOSSE,
Directeur du CPTA,
35, boulevard Jodino,
69694 VÉNISSIEUX CEDEX.

Jeune ingénieur très haut niveau — Rhône-alpes

Futur directeur d'usine - Ce groupe de moyenne importance est constitué de trois PMI de l'industrie mécanique, dont l'une détient le leader-ship français sur son marché. Elle recherche aujourd'hui pour renforcer son équipe de direction un ingénieur de haut niveau pour prendre la responsabilité de l'une de ces unités. En collaboration avec l'un des responsables actuels, il sera chargé de l'animation des ateliers et coordonnera les diverses activités de production (bureau d'études, méthodes, lancement, contrôle, entretien). Progressivement, sa mission s'étendra aux autres services de la société (administration-finances, commercial, relations humaines, etc...) pour, à court terme, en assumer la totale responsabilité. Cette réelle opportunité s'adresse avant tout à un ingénieur généraliste diplômé d'une grande école (Mines, ECP, AM...) désireux d'évoluer rapidement vers la direction générale d'une PME. Il aura une première expérience de 3 à 5 ans minimum acquise idéalement dans un poste de production ou dans d'autres fonctions techniques comportant des responsabilités humaines importantes. La réussite dans ce poste exige une grande souplesse d'adaptation, de la disponibilité, le goût et le sens des responsabilités, ainsi que la volonté permanente de faire évoluer les rapports entre les personnes et les choses par la remise en question de l'existant. La rémunération, liée à l'acquis professionnel du candidat retenu, saura motiver un élément de valeur. Ecrire à D. de VERNEUIL. Réf. A/3733M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Auditeur interne — Nord

BANQUE SCALBERT DUPONT
groupe CIC

Membre du groupe CIC, la Banque Scalbert Dupont est, de par sa structure et sa vocation, au service du développement économique de la région Nord - Picardie. Soucieuse de toujours mieux garantir ses procédures et circuits de traitement, notamment informatique, elle souhaite étoffer ses services d'inspection et recrute un spécialiste des méthodes d'audit. Au sein de l'équipe de l'inspection générale, il aura pour objectif de définir et d'élaborer des missions d'audit globales concernant les services centraux et de mettre en place des systèmes de contrôle et de sondage, en liaison avec la cellule informatique du service. Nous souhaitons rencontrer, pour cette fonction très évolutive, un diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce âgé d'environ 30 ans, au minimum titulaire du DECS complet, au mieux de certificats supérieurs du diplôme d'expertise comptable, ayant acquis la pratique des méthodes d'audit, de préférence au sein d'un cabinet anglo-saxon et familiarisé avec les techniques de contrôle informatique. Le poste est basé dans la banlieue de Lille. Ecrire à J.P. FRAY. Réf. A/4638M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉCANIQUE

VILLE UNIVERSITAIRE VAL-DE-LOIRE

recherche

JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ENSI ou ÉQUIVALENT

Pour assurer la vente de pièces de précision pour moteurs industriels.

Ce poste aux aspects variés :

– Est à pourvoir au sein d'une équipe jeune, dans une société filiale d'un groupe américain, leader sur son marché.

– Nécessite des déplacements de courte durée, d'environ 50 % du temps en France, Italie, voire d'autres pays européens.

Envoyer C.V. + photo à Orlet, n° 201.143,
146, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

ALSTHOM ATLANTIQUE




région Rhône Alpes

LA DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE

propose dans ses deux départements de **VILLEURBANNE** (2000 personnes) d'intéressantes possibilités en électromécanique, dans le développement de technologies de pointe à de

jeunes ingénieurs

Mines, ESE, Centrale, A et M, IDN, IEG

quatre filières sont actuellement ouvertes :

- **RECHERCHE APPLIQUEE**
- **BUREAU D'ETUDES**
- **CONTROLE QUALITE**
- **TECHNICO-COMMERCIAL**

Ces opportunités s'adressent à des **INGENIEURS DEBUTANTS** ou ayant une première expérience professionnelle. Une formation est prévue.

Intéressantes possibilités d'évolution dans le Groupe. Bonnes connaissances de la langue anglaise indispensables.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous réf. 8757-M à MAMREGIES - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.



Jeune responsable marketing développement — 170.000 F

Ouest - transports publics - Un organisme de conseil et de services aux collectivités locales, assurant la conception, la gestion et le développement des réseaux de transports publics d'une ville universitaire et de son agglomération, situé dans la vallée de la Loire, recherche son responsable marketing développement. Dépendant du directeur général, responsable de son budget et de l'encadrement d'une petite équipe, il sera chargé de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie marketing complète : études du marché des transports, définition des services, études et réalisation de nouveaux produits, politique tarifaire et de distribution, campagnes d'image, information et relations publiques... Ce poste exige une formation commerciale supérieure, une bonne maîtrise des techniques du marketing appliquées aux produits grand public. Il implique d'être à la fois homme de terrain et homme de conception. Le candidat devra avoir de bonnes relations avec les élus locaux, la clientèle et à l'intérieur de l'entreprise. La rémunération proposée, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 170.000 francs. Ecrire en précisant le salaire actuel, à Ph. LESAGE. Ret. A/2366M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Robotique : le vent en poupe...

La ROBOTIQUE, considérée à juste titre comme un des créneaux les plus porteurs, est un secteur d'activité de la SEPRO. Spécialisés dans la construction d'équipements industriels destinés à l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques, nous devons notre position de leader à une clientèle d'entreprises de notoriété publique et au fort potentiel d'innovation de nos collaborateurs. Rattachés au groupe Atlantic (700 personnes, 350 millions de CA), nous avons la réputation d'être une équipe "tonique". Nos objectifs sont à la mesure de nos résultats : quintupler notre chiffre d'affaires en 5 ans !
Nous souhaitons associer à notre développement un

ingénieur d'affaires haut niveau

ELECTROMECANICIEN, AM, INSA OU EQUIVALENT

Après 3 années d'expérience en entreprise, vous êtes attiré par un secteur de pointe qui utilise au mieux vos capacités.
Votre mission : maîtriser des projets et participer à leur aboutissement.
Vous pourrez ainsi assurer et suivre les différentes phases de vos affaires : analyse des besoins des clients, préparation et présentation des devis, suivi des mises en service et de l'évolution des matériels en exploitation. Nous vous assurons une période de formation, et vous garantissons une fonction comportant de nombreux contacts. Vous aimez voyager en France et à l'étranger ? Tant mieux, car de nombreux déplacements sont à prévoir dans le cadre de votre activite.
Vous pratiquez l'anglais et possédez une voiture. Lieu de travail : LA ROCHE-SUR-YON, située à proximité de la Côte Atlantique, les Sables d'Olonne sont à 35 km.

Nous attendons votre candidature, C.V., photo et prétentions adressée sous référence IAM à SEPRO - 85002 LA-ROCHE-SUR-YON CEDEX

sepro

Organisation et Publicité

Nous sommes le leader sur le secteur privé des engrais et amendements. 2000 personnes, 2 milliards de C.A., et nous recherchons

Un contrôleur de gestion commerciale et logistique (Réf. 012)

qui possède :

- **Une formation** H.E.C., E.S.S.E.C., S.U.B. D.E.C.O. ou équivalent.
- **Une expérience** en administration des ventes et des transports.
- **Un esprit de synthèse et de réflexion** pour analyser les marges des réseaux de ventes et les coûts de transport et proposer des actions concrètes à la direction commerciale afin d'optimiser la rentabilite de ces réseaux.

Un contrôleur de gestion technique (Réf. 013)

qui possède :

- **Une formation** Arts et Métiers ou acquise sur le terrain.
- **Une bonne connaissance** en fabrication chimie lourde.
- **Un solide esprit de synthèse** pour analyser les coûts des ateliers de nos 17 usines, en collaboration avec leurs directeurs et services techniques.

Ces postes sont basés dans une ville côtiere de l'Ouest.

Adressez C.V. + lettre manuscrite + photo en précisant salaire actuel et souhaité à : GEMAP OUEST, 10 bis, avenue de Crimée, 35100 Rennes, sous réf. 012 ou 013. Discrétion et réponse assurées.

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES DE GESTION OU DE COMMERCE

Le CRÉDIT AGRICOLE

leader sur son marché, à la pointe des techniques informatiques et télématiques, vous propose une

CARRIERE

motivante et diversifiée dans les ARDENNES.

- Votre goût des responsabilités,
- Votre aptitude à relever les défis d'une entreprise et d'un environnement en pleine évolution technologique,
- Vos qualités humaines sont les atouts que nous attendons de nos futurs collaborateurs.

Les Ardennes, situées à 2 heures 30 de Paris et de certaines capitales européennes, vous offrent de surcroît un cadre de vie agréable et détendu.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à :
C.R.C.A.M. des ARDENNES – Service du Personnel
B.P. 68 – 08002 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX.

J.R.P.





à MURET (31) spécialisée dans les Produits Pyrotechniques pour les FEUX d'ARTIFICE et l'ARMEMENT, avec un effectif de 440 personnes, réalise un CA de 150 millions.

contrôleur de gestion

Agé d'environ 35 ans, rattaché au Directeur General il sera responsable pour l'ensemble du groupe, de la conception du système de gestion • de la mise en œuvre de la gestion prévisionnelle • du contrôle de la gestion et de l'activité économique générale.

De formation HEC, ESSEC, IEP, INSEAD, DECS... il fait état d'une expérience indispensable de la fonction complétée par de solides connaissances en Informatique.

Merci d'adresser courrier manuscrit avec C.V., photo et indication de rémunération souhaitée, sous réference 8305 à :

marie-françoise lautrec lepy
conseiller d'entreprise
35 rue des couteliers 31000 toulouse

discrétion et réponse assurées

Organisation et Publicité



IMPORTANT GROUPE FINANCIER PRIVE

Nous occupons l'une des premières places sur le Marché Français du crédit.

Notre succursale d'ORLÉANS

souhaite accueillir

Un jeune diplomé d'études supérieures

25/28 ans environ.
(débutant ou justifiant d'une première expérience professionnelle).

Intégré au sein d'une petite équipe, il sera formé à nos différentes techniques de financement.

Il se verra confier la responsabilité effective de la gestion et du développement commercial d'une clientèle d'entreprises et de particuliers.

Ses facultés d'adaptation, sa détermination, son ambition devront lui permettre par la suite, de prendre en charge la responsabilité d'une agence, et de progresser dans un groupe aux activités diversifiées.

Le candidat retenu percevra une rémunération fixe rapidement évolutive et bénéficiera d'avantages sociaux importants.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à M. PICHOT
Directeur regional SOVAC Champ-Girault 9, rue du Dr Herpin BP 2629
37026 TOURS CEDEX.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable Marketing & Commercial

Une société du groupe (200 personnes) veut repenser son orientation et sa politique.

Elle recherche pour son futur service le RESPONSABLE MARKETING et COMMERCIAL *qui* aura *pour mission* de définir toute la politique marketing en recherchant les créneaux performants, de la proposer à la Direction Générale et de la mettre en application.

Pour cela, il créera et dirigera un service chargé de la commercialisation de ces nouveaux produits.

Le poste conviendrait à un jeune de formation supérieure ayant si possible une première expérience du marketing. (biens de consommation appréciée).

LE POSTE EST A POURVOIR DANS UNE RÉGION AGRÉABLE DE L'EST DE LA FRANCE.



Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions
sous référence *MC/LM* à *C. MAILLARD*
Directeur des Relations Humaines
S.A. Jacques PARISOT
70800 SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE.



J.R.P.

BANQUE recherche

CAISSIERS DE CHANGE

pour Lyon

Ecrire avec nº de téléphone à nº M 59.986 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex, qui transmettra.

Etablissement Public recherche pour gestion et développement système traitement numérique d'analyse d'images au sein antenne télédétection auprès centre météorologie spatiale LANNION

UN INGÉNIEUR

titulaire DEA informatique analyse numérique ou statistique mathématique.
Ecrire ORSTOM
24, rue Bayard, 75008 PARIS.

Radio locale émettant dans le département de la Dordogne recrute *un journaliste radio*. Expérience souhaitée. Les candidatures devront être accompagnées d'un curriculum vitae.
Ecr. s/nº 8.098 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LYON

Adjoint de notre Chef des Services Comptables

Dans notre entreprise, importante société lyonnaise de 3300 personnes, le poste d'Adjoint au Chef des Services Comptables recouvre de larges responsabilités et exige de son titulaire des compétences le rendant immédiatement opérationnel. Il se verra confier en particulier la responsabilité de la comptabilité analytique dont il devra assurer progressivement le développement. Nous recherchons donc un praticien reconnu de la comptabilité qui, à 30 ans environ, aurait l'expérience d'une importante société industrielle utilisant l'informatique. Une double formation supérieure : ESC option gestion-finances + DECS, complète ce profil idéal.

Nous vous remercions de prendre contact avec notre Conseil ALGOE en adressant votre candidature (précisant votre rémunération actuelle) sous référence 777 M à Jacques Lefèbvre.



ALGOE 9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.

MEMBRE DE SYNTEC

Dessein

CLECIM, filiale du Groupe CREUSOT-LOIRE : 1800 personnes et 80 % de son CA à *l'export, recherche* pour son unité de **SAINT-CHAMOND** (Loire) qui rassemble 750 personnes spécialisées dans la conception et la réalisation d'ensembles et *d'équipements* d'aciérie à oxygène ou électrique et lignes de parachèvement :

UN INGÉNIEUR AUTOMATICIEN CONFIRMÉ

- Au sein d'une petite équipe, il élabore la conception et gère techniquement la réalisation des automatismes attachés à nos équipements.
- Il sait appréhender les problèmes d'ensembles intégrant plusieurs niveaux d'automatismes et un large éventail de technologies évolutives.
- Ses missions dans le monde entier sont le plus souvent de courte durée et nécessitent une bonne pratique de la langue anglaise.

Vous avez déjà une première expérience de 4 à 5 ans et vous souhaitez changer *d'air : nous attendons votre candidature.*



Courrier à adresser à : Catherine VINCENT - *Gestion des Cadres* - CLECIM - 107, bd de la Mission-Marchand 92400 COURBEVOIE. sous *réf.* AUT/M.

HAVAS CONTACT

Responsable d'études marketing

(ISUP, HEC, ENSAE, ESSEC)

La Camif, un des grands de la vente par correspondance, recherche, pour son Siège Social, à Niort, un spécialiste du marketing, principalement orienté vers les études sur les fichiers et l'exploitation du système d'informations internes.

Si vous avez une parfaite maîtrise des techniques d'analyses statistiques et que vous pratiquez couramment, depuis quelques années, les analyses factorielles, typologies, segmentations,

Si vous avez de bonnes connaissances en informatique (la pratique d'APL serait un atout supplémentaire) et que vous utilisez actuellement un logiciel d'interrogations et de traitements de données,

Si vous aimez rencontrer les utilisateurs de vos études aussi bien pour la définition des objectifs que pour leur faire partager les conclusions de vos travaux,

Ecrivez-nous en adressant dossier de candidature et prétentions à :

CAMIF
Département Personnel et Relations Humaines
Trévins de Chauray
79039 NIORT Cédex





Nous sommes une importante société du secteur de la chimie, leader dans sa spécialité, et nous recrutons pour développer notre

GROUPE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES DU SUD-EST

DEUX JEUNES INGÉNIEURS

Diplômés grande école de chimie ou équivalent

– L'un d'eux sera chargé de l'étude et de la modélisation des procédés. Pour ce faire, il disposera d'un atelier pilote.

Une spécialité GÉNIE CHIMIQUE nous paraît indispensable pour réussir dans ce poste.

– L'autre ingénieur sera responsable du développement des méthodes d'analyse et d'amélioration des produits.

Nous lui demandons des références en recherche dans le domaine de la CHIMIE MACROMOLÉCULAIRE BIOLOGIQUE.

Ces deux jeunes cadres auront une parfaite maîtrise d'une langue étrangère, l'ANGLAIS de préférence, et la connaissance des bases en INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à *ROUSSELOT*, référ. *GERSE*, 8, rue Christophe-Colomb, 75008 Paris.

---

jeunes ingénieurs choisissez votre filière

Vous êtes de formation type
ARTS & METIERS, MINES, PONTS, CENTRALE,...

LA SOCIETE DES TUYAUX BONNA
Groupe de 2500 personnes, qui développe son activité depuis plus de 90 ans dans le domaine du transport de l'eau de toute nature et des produits de haute technicité en béton,
vous propose en fonction de vos aspirations de vous orienter vers :

- **LA FABRICATION**
  dans ses usines de la Région Parisienne ou Rhône-Alpes.
- ***LES CHANTIERS DE POSE DE CANALISATIONS***
  de Provence/Languedoc
- **LES ETUDES**
  (électricité, automatisme, étude de projets) à son siège social à Paris.

La formation assurée dans ces premières missions, permettra à des candidats performants de prendre de plus larges responsabilités tant en France qu'à l'étranger.

bonna

Ecrire avec c.v., photo et prétentions (en précisant la région qui vous intéresse) sous réf. 2531 à :
SOCIETE DES TUYAUX BONNA
Boite Postale 371-08
75365 Paris Cedex 08.



Cii Honeywell Bull

Etablissement d'Angers (3500 *personnes*)
La Direction de la Gestion Industrielle
renforce ses structures et recherche un

INGENIEUR CONFIRME en Organisation et Méthodes de Gestion Industrielle

Après une période de formation aux règles et outils de gestion de *l'entreprise, le candidat retenu aura* la responsabilité de la mise en place des nouvelles règles et outils de gestion au sein de l'ordonnancement *central. Les* possibilités d'évolution dans l'entreprise sont importantes.

- Une formation supérieure (école d'ingénieurs ou université), et, si possible, une formation complémentaire en gestion (IAE ...)
- Une expérience, de 2 à 3 ans minimum, dans la mise en place et l'utilisation de systèmes informatiques dans un milieu industriel et une fonction comparables.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
B. SOLIER - Cii Honeywell Bull -331, avenue Patton
49000 ANGERS

ROCKWOOL-ISOLATION S.A.

Laine de roche volcanique.

L'isolation est une voie d'avenir, si c'est ce que vous pensez ROCKWOOL ISOLATION 2e fabricant européen de matériaux isolants, vous offre une opportunité.

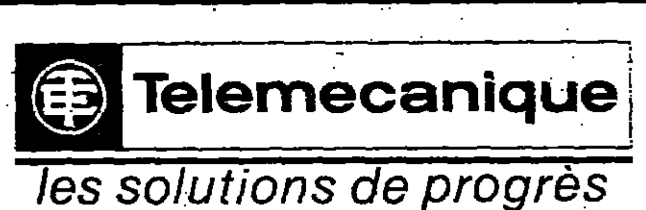
Nous recherchons pour notre usine d'Auvergne :

UN RESPONSABLE LOGISTIQUE

Rattaché au Directeur d'usine, il sera en charge des plannings de fabrication et de l'application de notre politique en matière de qualité de service.
Souhaitons rencontrer un candidat diplômé de l'enseignement supérieur et justifiant une première expérience dans la fonction.

Adresser C.V. + lettre manuscrite, photo et prétentions à H. TOURETTE, ROCKWOOL ISOLATION 48/50 rue Albert 75013 PARIS

SWEERTS



les solutions de progrès

Pour INSTALLER, INTERFACER, DEVELOPPER des LOGICIELS *dans les domaines suivants :*
– Mise en place de bases de données techniques sous SGBD, CODASYL
– *Interfaçage Logiciel CAO Circuits Imprimés et machines de fabrication*
– *Simulations Electroniques*

RECHERCHE

INGÉNIEUR ANALYSTE CONFIRME

4 à 5 années d'expérience minimum

INGÉNIEUR ANALYSTE

débutant ou expérience d'une année

PROGRAMMEUR / OPÉRATEUR VAX

– *Les candidats (es) auront un sens développé du dialogue nécessité* par le contact avec tous les Services utilisateurs
– *Une expérience du matériel* DIGITAL de Type VAX serait un atout supplémentaire
– *Anglais technique souhaitable.*

Les postes sont à pourvoir à SOPHIA-ANTIPOLIS (06) au sein de l'Equipe de Développement Logiciels CFAO Electronique.

Envoyer C.V., photo et diplômes à TELEMECANIQUE
Direction du Personnel sous réf. SE/OW/20-04
Route des Lucioles - 06565 VALBONNE

La Formation professionnelle des Adultes vous intéresse ?
L'AFPA recrute

UN INGÉNIEUR AUTOMATICIEN-SYSTÈMES

pour son Centre Pédagogique et Technique de LYON, et vous propose, au sein de l'équipe dynamique des ingénieurs et techniciens de l'Unité de Mécanique générale, une

TRIPLE MISSION D'ÉTUDE, DE CONSEIL ET DE FORMATION

- *concevoir et expérimenter les programmes de formation aux techniques avancées,*
- *conduire la formation technico-pédagogique des professionnels admis à devenir des formateurs AFPA,*
- *assurer le perfectionnement des enseignants et leur apporter un appui.*

Si votre formation en automatismes, génie mécanique ou génie électrique a été sanctionnée par un diplôme d'ingénieur.

Si, depuis plus de cinq ans, votre expérience de la production automatisée vous a donné la maîtrise des technologies nouvelles.

Si vous avez eu la responsabilité technique de la mise en service ou de la maintenance d'unités de production.

Et si vous êtes motivé pour transmettre ce savoir-faire avec toutes les qualités humaines que cela comporte,

votre candidature à ce poste nous intéresse.

Adressez rapidement votre curriculum vitae à :



M. PELOSSE,
Directeur du CPTA,
35, boulevard Joliot,
69694 VÉNISSIEUX CEDEX.

THOMSON-CSF

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES
BORDEAUX-PESSAC

INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS

Débutant ou courte *expérience pour MÉTHODES DE FABRICATION* CÂBLAGE, ayant des connaissances en matériels électroniques.

POUR CE POSTE IL EST OFFERT :
- une formation à des techniques évoluées,
- *des conditions de travail particulièrement favorables dans une unité en plein développement.*

Adresser C.V. avec photo et prétentions au Service du Personnel, B.P. 94, 33600 PESSAC.



HAVAS CONTACT



emplois régionaux

LIPHA

Un des premiers groupes pharmaceutiques français à implantation internationale, crée à son Siège Social à LYON la fonction de

Juriste d'entreprise

Nous accueillerons un candidat possédant des connaissances pratiques de Droit International acquises en entreprise ou en Cabinet.
Relevant du Directeur Général, il aura d'une manière autonome, la responsabilité du suivi des contacts d'exploitation des licences ou des marques, tout en jouant un rôle de conseiller auprès des filiales.

Il s'agit d'une exceptionnelle opportunité de carrière avec un développement prévu pour un **diplômé d'ETUDES SUPERIEURES juridiques (DESS) ou économiques (HEC, SUP de CO)** acceptant des déplacements à l'étranger et maîtrisant au moins la langue anglaise.

Ecrire au **CABINET GATIER** 32 rue Barrême 69006 Lyon sous réf. M 820.

média-system

Cabinet Gatier

La ville de Saint-Jean-de-Braye

(15.000 habitants)
agglomération orléanaise

recherche

UN COLLABORATEUR CONTRACTUEL DOCTEUR en MÉDECINE

(Expériences professionnelles et administratives exigées).
Connaissances approfondies des struct. sanit. et sociales

POUR ASSURER :

- La *Direction d'un* Centre Communal d'Action Sociale (gestion d'un Crèche Familiale, de 2 mini Crèches, d'une Halte garderie, d'un Foyer Club, d'une Halte Garderie, d'un Foyer Club Restaurant pour Personnes Agées, d'un Service d'Aide *Ménagère, de serv. d'acc.* pré et post scolaire, etc...).
- La création et la mise en place à court terme d'une structure de prévention et d'éducation pour la Santé.
- L'élaboration d'un dossier de création d'un Centre Médical Communal dont l'ouverture est prévue à moyen terme.

Candidature et prétentions à faire parvenir avant le 30 mai à Monsieur Le Maire, mairie de Saint-Jean-de-Braye 45800.

SAFT

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche pour son centre informatique de
BORDEAUX



INGENIEUR SYSTEME

qui devra s'insérer au sein d'une équipe performante et motivée, dotée d'un IBM 4341 fonctionnant sous DOS-VSE, avec évolution probable vers VM/SP.

Ce centre dispose d'un réseaux de 80 terminaux répartis sur le territoire.

Expérience minimum souhaitée : 4 ans.

Adressez votre candidature sous référence A.10.12 à SAFT - Direction des Ressources Humaines - 119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS.

AGENCE DE PUBLICITÉ spécialisée
dans la communication agricole et agro-alimentaire, rech. pour
TOULOUSE

UN CHEF DE PUBLICITÉ

(2 ans *mininum d'expérience* agence ou annonceur).
Ecrire avec c.v. à :
AGRI-COMMUNICATION
3, rue Paul-Lambert,
31000 TOULOUSE.

LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE

recrute
A AMIENS

INGÉNIEUR CONTRACTUEL HAUT NIVEAU

10 ans *d'ancienneté* dans l'industrie requise.
Connaissance gestion et finance pour animation industrielle et suivi de dossiers.
Nombrx contacts et déplac.

Adresser c.v. à : Direction Interdépartementale de l'Industrie de Picardie/Champagne/Ardennes, Division Industrie, 44, rue Alexandre-Dumas, 80026 AMIENS Cedex.

Administration recrute pour son centre Enquêtes-Statistiques de CAEN

UN RESPONSABLE D'ÉQUIPE INFORMATIQUE

Formation universitaire ou grande école, ayant solide expérience analyse informatique et organisation.
Adresser lettre C.V. et prétentions s/réf. 8.217 à P. LICHAU, S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 *qui* transmettra.

LABORATOIRE PHYTODERMIE
recherche
Visiteurs bons vendeurs toutes régions. Poss. voit. 1re année. Fixe + % = 110.000 F + frais. Stage Paris du 24/27 mai.
Adresser C.V. détaill. + photo. Nº tél. Nº 2.102 à HAVAS, 24100 BERGERAC.

BUREAU D'ÉTUDES DE L'EST DE LA FRANCE

recherche

SES ATTACHÉS COMMERCIAUX

Pour sa représentation sur les marchés français et étrangers dans les secteurs de la construction métallique, de la chaudronnerie, de la tuyauterie et du supportage.

NOTRE ACTIVITÉ :
- Elaboration de plans ;
- Mise en œuvre de ces derniers ;
- Surveillance et coordination de leur mise en place.

VOTRE FORMATION :
- Expérience de plusieurs années dans le secteur du bureau d'études.

VOTRE RÉMUNÉRATION :
Elle sera fonction de votre chiffre d'affaires.

Ecrire sous nº T 040.009 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ENTREPRISE MÉTALLURGIQUE

Région Drouaise
(400 personnes)

recrute

CHEF DU PERSONNEL

sous autorité du P.D.G.

Il a la charge de l'enseignement de la fonction du personnel :
- assistance direction générale pour les C.E.,
- assistance direction usine pour C.H.S.,
- présidence D.D.P.,
- négociation avec D.S.,
- recrutement, formation, assurances, services généraux,
- gestion adm. du personnel avec paie et déclaration sociale.

Poste à pourvoir de suite.

Ecrire à HAVAS,
B.P. 150,
28103 DREUX CEDEX
avec C.V. + prét. + photo + date de disponibilité.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN
Leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales, gestion des comptes clients de Sociétés,
recherche

jeune cadre commercial

Basé à LYON
chargé de la négociation de contrats, auprès de dirigeants de P.M.E.

Poste nécessitant une culture générale en gestion d'Entreprise acquise dans une école du type Supérieure de Commerce.

Importants avantages sociaux.

Envoyer C.V. et photo sous réf. **7218/MI** à : A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS *(qui transmettra)*

INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
recherche pour son Centre
de DEVELOPPEMENT DE SOLAIZE
(15 km de Lyon)

INGENIEUR

pour développement en pilote de procédés de fermentation.

Formation génie alimentaire et biologique et bonnes connaissances en microbiologique, technologie alimentaire, génie chimique.

Envoyer lettre manuscrite, photo, CV et prétentions sous référence 11.284 L à Contesse Publicité - 74, rue Béchevelin 69363 Lyon Cedex 01, qui tr.

CONTESSE

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION
répartie dans toute la France
recherche des

CHEFS COMPTABLES

qui après une formation de 3 mois auront la responsabilité administrative et comptable d'un magasin.
Le poste conviendrait à de jeunes cadres ayant de solides Bases Comptables (BTS, niveau DECS) et jouissant d'une grande mobilité géographique.

Adresser C.V. manus., photo et prétentions s/s réf. 69209 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

LYON

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche
Pour son unité d'études et de production de matériels électroniques.
(450 personnes dont 70 ingénieurs)

INGENIEUR ELECTRONICIEN SUPELEC

Pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes de *haute fiabilité.*

Adresser s/réf. 11274/L, CV manuscrit, photo et niveau de rémunération actuel à CONTESSE PUBLICITE 74, rue Béchevelin 69363 - LYON CEDEX 07

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

Le Département EXPLOITATION de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION
recherche un

INGENIEUR SYSTEMES-ROBOTIQUE

Intégré dans une équipe, il réalisera des études et des projets de systèmes de conduite et d'exploitation, appliqués à la production et au traitement du pétrole ou du gaz et mettant en œuvre les techniques de pointe de l'automatisation, de l'instrumentation et de l'informatique industrielle.

Ingénieur généraliste spécialisé en informatique et/ou automatique, ou issu de ESE, INPG, ENSEEIHT, ..., il aura acquis éventuellement une première expérience dans l'un au moins de ces trois domaines : Exploitation/conception process - automatisme/instrumentation/télé-systèmes - informatique scientifique/industrielle.

Basé à PARIS, il effectuera des missions à l'étranger. L'anglais courant est indispensable. Son évolution de carrière sera d'autant plus ouverte qu'il sera disponible à terme, à l'expatriation.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION Tour Vendôme - 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex, sous la réference 3 MO 07.

Chef d'entreprise BTP avant 30 ans

La large décentralisation de notre structure d'exploitation, nous permet de vous offrir un avenir d'entrepreneur au sein de notre Groupe.
Après une solide formation sur le terrain, nous vous proposons de prendre l'entière responsabilité (commerciale, technique, humaine, administrative) de la gestion d'une unité d'exploitation en France ou à l'étranger selon votre choix.
- 80% des ingénieurs que nous recrutons sont debutants et choisissent pour la plupart de faire carrière chez nous. C'est pourquoi, l'intégration, la formation, nous savons ce que cela veut dire.
- La décentralisation de notre Groupe en fait une fédération d'entreprises à taille humaine où les hommes se connaissent. Votre place chez nous, vous la trouverez au sein d'une équipe constituée et solide.
- Chaque Agence s'intègre à son environnement économique et humain : participer à la vie d'une région, être en prise directe avec ses habitants, c'est une autre satisfaction qu'apporte notre métier. Ces principes qui font notre spécificité valent pour la France comme pour l'étranger.

Si vous vous reconnaissez comme un homme de terrain, d'action, de contact, et si vous êtes mobile géographiquement, alors vous avez de bonnes raisons de penser que vous réaliserez votre projet d'entrepreneur chez nous.
Notre recrutement est permanent, vous pouvez nous contacter quelle que soit votre date de disponibilité, nous organisons régulièrement des réunions d'information. Merci de nous adresser votre candidature au 39, rue du Colisée 75008 PARIS.

Ingénieurs débutants, nous parions sur votre esprit d'initiative



27.000 personnes 9 Milliards C.A. dont 50% à l'étranger.

Informaticiens, une expérience de formation vous attire !

Nous sommes un constructeur français de **mini-informatique** (1 800 personnes) rattaché à un groupe important appelé à devenir le leader de l'informatique en France.

Nous souhaitons renforcer l'équipe responsable de la formation des utilisateurs à nos produits logiciels.

Ces postes nécessitent des compétences techniques informatiques acquises dans une fonction de support produit ou d'analyste (connaissance Assembleur), ainsi que des qualités personnelles d'animation de groupes.

Une bonne pratique de l'anglais serait un atout appréciable.

Notre centre de formation est installé à **Trappes** (Yvelines).

Jacqueline Fleurent-Didier étudiera les candidatures qui lui seront adressées sous la référence AF/LM.



JFD CONSEIL - Recrutement-Formation
15, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS

MEDIA BA

THOMSON-CSF

Le département études développement et imagerie nouvelle de la BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche pour ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

2 POSTES D'INGÉNIEURS

Chargés de l'étude de système analogique.

Ils auront une première expérience industrielle et, si possible, des connaissances en techniques HF.

Réf. 503

3 POSTES D'INGÉNIEURS

Ils travailleront aux études HARDWARE DIGITALE sur processeurs de visualisation et de calcul. Pour 2 de ces postes, des connaissances 68000, 6809 et famille 2900 sont demandées.
Le 3e poste peut être tenu par un débutant.

Réf. 308

Envoyer C.V. + photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Françoise LEMAIRE, THOMSON-CSF, 48, rue Camille-Desmoulins, 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

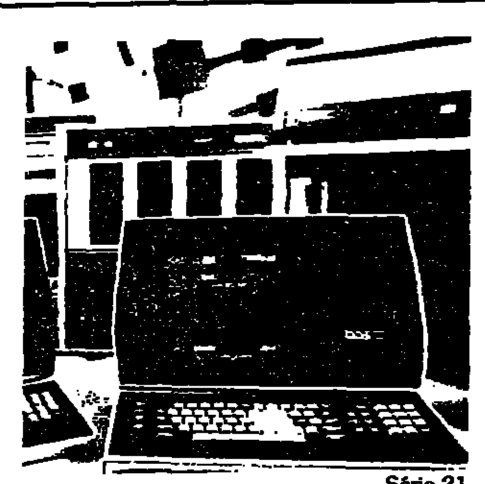
ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22 80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Série 21

MDS
MDS FRANCE S.A.

Valorisez votre expérience informatique

Paris - Lyon - Nancy

Spécialiste de l'interactif, MDS se place au 14e rang des constructeurs de mini informatique. De taille humaine, MDS France compte 320 collaborateurs dans 13 agences.
Pour poursuivre notre pénétration au niveau des grandes entreprises, nous recherchons :

Ingénieurs commerciaux de haut niveau

souhaitant évoluer vers des fonctions de directeur d'agence.

Si vous avez une expérience informatique de 3 ans minimum, l'habitude des contacts à haut niveau et, de larges capacités, venez rejoindre une équipe *commerciale performante. Votre rémunération* sera à la mesure de ces postes d'envergure.

Pour nous contacter, appelez Pierre Cordier au (1) 345.40.45. poste 3722, ou adressez lui votre dossier de candidature en indiquant la ville choisie, *comprenant* lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à MDS France SA, Tour Gamma B, 197 rue de Bercy 75582 Paris Cédex 12.

média-system



L'une des plus importantes sociétés de services informatiques recherche pour sa Division des Services de Gestion :
200 Millions de C.A. - 600 personnes - 30 agences en France, un

Contrôleur de gestion confirmé 32 ans mini.

HEC - ESSEC - Sup. de Co. : option finances comptabilité et/ou DECS

Rattaché au Directeur de la Division, il devra, pour l'ensemble des départements de cette Division :
— gérer et faire évoluer un système de contrôle de gestion avec l'aide d'une petite équipe de 3 personnes et en liaison fonc*tionnelle avec les correspondants des départements ou agences,*
— assumer des missions ponctuelles à la demande de la Direction.
La réussite dans ce poste nécessitera de bien appréhender les objectifs et les préoccupations d'équipes jeunes de haut niveau pour être à même de faire évoluer les outils de gestion au fur et à mesure du développement des activités. Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, bon praticien de la comptabilité, pouvant faire la preuve d'une expérience réussie dans un poste analogue au sein d'un groupe industriel. Une expérience complémentaire d'audit serait appréciée.
Lieu de travail : **Puteaux**
Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73677M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, - 92516 BOULOGNE Cédex.

Publival

INSPECTEUR DES VENTES

PARIS
130 000 F **Produits surgelés**

Un des premiers groupes français de l'agro-alimentaire recherche un INSPECTEUR DES VENTES. *Sous l'autorité d'un chef de produits, il* sera chargé de promouvoir par le biais de concessionnaires une gamme «leader» de produits surgelés élaborés auprès de la grande distribution. Il négociera les référencements régionaux et il organisera les opérations promotionnelles. Il sera l'interlocuteur et l'animateur des équipes commerciales des concessionnaires chargés de distribuer les produits. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation commerciale, possédera quelques années d'expérience de la vente de biens de grande consommation, non obligatoirement alimentaires, ou de services. La connaissance de la grande distribution constituerait un atout supplémentaire.
Ecrire sous référence 588/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.



suma

Vous avez un BAC G3,
D.U.T. ou B.T.S. option commerce
de plus vous êtes des battants

La Société des Supermarchés DOC, filiale du groupe DOCKS DE FRANCE
à ce jour 30 magasins en région parisienne, recrute

jeunes diplômés débutants

— libérés obligations militaires ; domiciliés Paris - banlieue ;
— désireux de faire carrière dans la distribution.
Après quelques mois de formation vous assurerez en tant que **responsable de rayon** l'animation d'une équipe
Réelles perspectives d'évolution. Avantages sociaux, mobilité géographique limitée à la région parisienne.

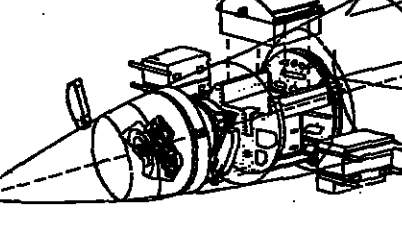
AMEP PA



Adresser CV, photo à SMD, Service du Personnel,
17, avenue de la Résidence, 92160 Antony.



mammouth



THOMSON-CSF

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Vous serez chargé de la vente d'équipements aéroportés dans de nombreux pays, depuis la prospection initiale jusqu'à la négociation finale (après intégration à nos équipes commerciales en relations constantes avec nos services techniques, production, après-vente).

Ce poste peut s'adresser à un Électronicien possédant une expérience dans le domaine aéronautique et familiarisé avec la clientèle étrangère, ou à un commercial export de biens d'équipements électroniques (de préférence aéronautiques). Basé en Banlieue Sud, il implique la connaissance de l'Anglais et une grande disponibilité pour des déplacements (30 % de son temps).

CADRE GESTION CONTRATS FRANCE

Responsable d'une petite équipe, il assurera les études de financement de contrats, en liaison avec les services commerciaux (dans le cadre de la réglementation générale des prix et marchés de l'État). Une formation supérieure, avec option "Gestion financière", et/ou une expérience réussie dans ce domaine seront très appréciées.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions en précisant le(s) poste(s) retenu(s) à THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM - Service du Personnel - 68, avenue Pierre-Brossolette, 92242 MALAKOFF CEDEX.

HAVAS CONTACT





CHEF DU SERVICE ORGANISATION

Grâce à son esprit d'analyse et de synthèse, cet ingénieur en organisation devra, après avoir détecté les besoins, conseiller la Direction et prouver la pertinence de ses analyses puis faire *appliquer et coordonner tout projet visant à améliorer les condi*tions de travail dans la société : informatisation, bureautique, modification et extension des locaux, procédures.
Nous recherchons un homme de communication sachant *convaincre, entraîner l'adhésion de ses interlocuteurs et ayant* déjà acquis une solide expérience dans ce domaine.
La connaissance de l'allemand ou de l'anglais est nécessaire.
Adressez votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

BMW FRANCE
J.F. GUTHMANN. Direction du Personnel
3. avenue Ampère - 78390 BOIS D'ARCY

E.D.F.-G.D.F.

recherche

TECHNICIENS BAC F2
TECHNICIENS BTS ou DUT
ÉLECTRONIQUE

Adresser C.V. à E.D.F.-C.D.M. PARIS-NORD.
Service administratif, 23, rue de Vienne, 75008 PARIS.

Dans le cadre du développement de son réseau
la BANQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE,
secteur coopératif

recherche

TECHNICO-COMMERCIAUX

(la majorité des postes sont à pourvoir en province)

- Formation supérieure ou diplôme bancaire : HEC - SCIENCES ECO - ITB.
- Expérience de l'action commerciale et des études de crédit (3 à 5 ans).
- FONCTION :
  - promouvoir les produits du groupe
  - études financières des dossiers de crédit.
- Position cadre.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à
N. 3022 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire
75011 Paris qui transmettra.



Filiale du groupe MATRA (91 Limours) spécialisée dans différents secteurs de technologie avancée (matériaux composites, câblages...) recherche pour son service contrôle **qualité**

TECHNICIEN DE CONTROLE

pour lui confier la responsabilité du service contrôle composites
— *organisation du travail (2-3 personnes),*
— gestion de l'unité,
— responsabilité technique.

Ce poste s'adresse à un technicien (DUT, BTS mécanique) débutant ou ayant une première expérience en industrie et intéressé par les techniques nouvelles de contrôle (CND,...). Une formation complémentaire en matériaux composites lui sera assurée.

Pour un premier contact, écrire avec C.V. et rémunération actuelle sous réf. M 7 M à
Catherine ROZES

plein emploi
10. rue du Mail — 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche pour sa **Direction Comptabilité**

UN TITULAIRE DECS

attiré par le contrôle budgétaire

Ce poste susceptible d'intéresser un candidat de valeur est **situé à Paris.**
Des déplacements de courte durée sont à envisager dans les établissements en province.
Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae (photo exigée) sous **référence 3.458 M** à **PUBLIPANEL** - 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

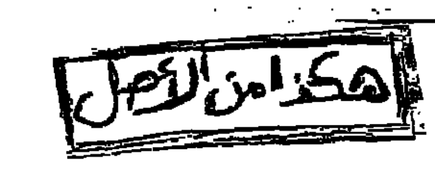
EXPERT COMPTABLE

Nous sommes un groupe industriel à réputation mondiale dans le domaine informatique.

Une première expérience dans un cabinet ou dans une entreprise internationale vous a permis d'acquérir de bonnes connaissances comptables et fiscales. Vous cherchez maintenant à développer votre potentiel.

Notre direction contrôle de gestion vous en *donnera les moyens.*

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence **LTP 428 M** (réponse et discrétion assurées) à **L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02** - *qui* transmettra



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



6,8 milliards de chiffres d'affaires
+ de 6.000 personnes
un fort développement à l'étranger
leader sur la plupart de ses marchés

Développer, coordonner et optimiser l'implantation de nouvelles technologies

Dans le cadre de la Direction Industrielle de notre Division des Produits d'Entretien (Mir, Minidou, Javel La Croix...) nous recherchons

UN RESPONSABLE DE LA COORDINATION POUR L'APPLICATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Ce poste, à la fois opérationnel et fonctionnel, conviendrait à un **Ingénieur de Formation ENSAM** ou équivalent désireux de valoriser une première expérience en milieu industriel.

Sa mission consistera à se tenir informé de toutes innovations et technologies intéressant la Division des Produits d'Entretien, à conseiller et assister les unités de production dans l'élaboration des solutions techniques faisant appel à ces nouvelles technologies. Il aura également en charge la gestion du système et le contrôle de la mise en place des applications nouvelles.

Larges possibilités d'évolution au sein d'un Groupe qui favorise la mobilité de ses Cadres.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo à : LESIEUR/Recrutement Cadres - 122, Avenue du Général Leclerc 92103 BOULOGNE

Une Société Industrielle d'Equipements Aéronautiques
recherche son

Responsable informatique

Matériel CII-HB 64 puis DPS 7

Sous les ordres directs de la Direction Générale, il aura pour mission de développer l'emploi de l'informatique dans l'entreprise.
(Production, bases de données industrielles et commerciales)
La fonction comporte :
- le conseil aux utilisateurs.
- l'animation de l'équipe de l'informatique.
- la conception des nouveaux projets.
- l'animation et le suivi de la réalisation.

La préférence sera donnée à un candidat ayant une solide expérience professionnelle comportant une première réalisation en informatique de gestion de production.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions, sous réf. RI 2. à Europe Informatique Sélection, 12 rue Godot de Mauroy 75009 Paris.

média-system



NOUS VOUS PROPOSONS UN AVENIR AUJOURD'HUI.

SPI - SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE,
filiale de PECHINEY UGINE KUHLMANN

est, dans le domaine en pleine évolution des sociétés de service et de conseil en informatique, une référence de premier ordre.
Notre centre de traitement, exceptionnel par sa taille (équipé IBM - 3081 et 3033), l'importance de son réseau (plus de 1000 terminaux et 10.000 télex), la variété de ses applications, constituent un environnement à peu près unique.
SPI, c'est aussi 300 collaborateurs compétents, dont une forte proportion de Cadres et Ingénieurs. Fidèles à leur entreprise, ils vous proposent de les rejoindre aujourd'hui pour participer à leur succès de demain.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

X, CENTRALE, MINES, SUPELEC, INP Grenoble - Toulouse

quelle qu'ait été votre formation en Grande Ecole, vous avez une place chez nous.
A l'issue d'une période de formation personnalisée, nous vous confierons très rapidement des responsabilités (réalisation, conception, développement) accompagnées de perspectives vous permettant d'envisager une carrière à votre dimension.

Nous sommes ouverts aux idées neuves, nous aimons l'ambition et savons apprécier la compétence : pour bâtir notre avenir et garantir notre succès, nous comptons sur vous.

Faites-nous part de vos aspirations et motivations, en adressant votre candidature sous réf. 1, au Service des Affaires Sociales - SPI - 98, boulevard Victor Hugo 92115 CLICHY
PECHINEY UGINE KUHLMANN

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE SPI

Organisation et Publicité



Nous sommes un cabinet de 350 personnes. Nous représentons **TOUCHE ROSS INTERNATIONAL** l'un des huit grands de l'Audit et du Conseil dans le monde (plus de 22.000 personnes dans 360 bureaux et 84 pays).

Nous recherchons pour faire face à notre expansion, pour PARIS et LYON des

AUDITEURS CONFIRMES SENIORS - SUPERVISEURS

Nous offrons :
— Une formation à nos méthodes de travail ;
— une expérience professionnelle variée au contact de grandes et moyennes entreprises industrielles, commerciales et financières ;
— des possibilités diversifiées d'évolution de carrière (spécialisation : informatique, techniques bancaires, consolidation, fiscalité ; formation à l'étranger...) ;
— une intégration au sein d'équipes dynamiques ;
— la référence d'un important cabinet français associé à une structure internationale.

Les postes à pourvoir conviendront à :
des diplômés de grandes écoles : HEC, ESSEC, ESCP ou ESC ou équivalent, possédant 3 à 5 ans d'expérience d'audit externe ou interne.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous entretenir de votre **PLAN de CARRIERE**, et vous demandons de nous transmettre votre curriculum-vitae et une photo à

B.D.A. - Direction du Personnel.
185, avenue Charles de Gaulle - 92521 NEUILLY SUR SEINE Cédex.

RC Entreprises

Dans notre société d'assurances multinationale, nous sommes convaincus que la RC Entreprises doit connaître dans les prochaines années un important développement.

Pour préparer cette évolution, nous voulons confier notre département RC à un expert connaissant d'expérience la complexité de ce marché. Avec lui nous voulons construire du solide.

Cette réussite doit s'appuyer à notre avis sur une bonne formation théorique ou pratique en Droit, une expérience souscription RC de plusieurs années, un esprit marketing doublé d'une grande rigueur commerciale. L'anglais paraît très souhaitable.

Pour vous garantir une discrétion totale, notre conseil ne nous transmettra votre dossier qu'après votre accord explicite pour poursuivre.

Bernard Julhiet *Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier* (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 3782M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Membre de Syntec

SOURCES

Demain, 25 % d'électronique dans l'automobile ...

Dès aujourd'hui, la ***Direction technique d'un grand groupe*** *y travaille avec passion et recherche un*

Ingénieur de conception de circuits intégrés

Vous avez une bonne connaissance de la physique des semi-conducteurs et une expérience des techniques digitales et analogiques ainsi que des technologies bipolaires et/ou MOS.

Vous souhaitez valoriser votre première expérience et vous affirmer dans un poste à responsabilité personnelle importante : au sein du service **Développement Industrialisation,** vous aurez en charge l'étude de circuits intégrés (délimitation des fonctions du système, choix de la filière, maquette, implantation, caractérisation).

Vous aimez les contacts : vous participerez à l'élaboration des projets et assurerez la liaison avec les sous-traitants (anglais nécessaire).

Vous avez le sens de la réalisation dans un délai défini et le désir de suivre l'évolution des techniques et des technologies.

Pour en savoir plus sur ce poste situé en banlieue proche de Paris, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/ICC/LM à notre conseil qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA BA

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

A Paris
Une banque à taille humaine et qui va de l'avant
Des clientèles à développer

Le responsable d'un fonds de Particuliers important

Il s'agit, en effet, de notre plus important fonds de commerce d'agence. Une clientèle aisée et très fidélisée qu'il est, aujourd'hui plus que jamais, important de bien conseiller et orienter. Avec comme autre objectif de la développer et d'en rééquilibrer la pyramide des âges. Vous avez déjà une bonne expérience - au moins cinq ans - de la clientèle Particuliers, une sérieuse compétence en titres, et vous appréciez ce style de relations où culture financière, intuition et tact se fondent harmonieusement. Mais c'est un niveau supérieur de responsabilité que nous vous proposons là. Et dans une structure à taille humaine à laquelle vous aspirez peut-être. Fondé(e) de pouvoir de cette agence, en plein coeur de Paris, il vous appartiendra aussi d'animer et de former une équipe d'une douzaine de collaborateurs, dont plusieurs attachés commerciaux : une dimension du poste à laquelle nous attachons un prix (réf. 812 918M).

Un chargé de clientèle Entreprises

Le portefeuille Entreprises de cette autre agence, également au centre de Paris, est déjà substantiel, mais il faut encore le développer et il y a beaucoup à faire. Nous avons des objectifs et des priorités ; nous vous les donnerons, puis ce sera à vous de jouer... et de gagner ! Axé à 100 % pendant quelques mois sur la prospection, vous gèrerez ensuite votre propre fonds de commerce ; mais, dès le départ, vous serez associé(e) aux décisions de crédits. Une première expérience de la clientèle Entreprises nous paraît nécessaire mais, comme cadre, vous pourrez accéder, dans cette fonction en création, au niveau supplémentaire de responsabilité que vous attendez. Et rappelez-vous, c'est un gagneur que nous cherchons (réf. 812 919M).

Pour ces deux postes, une formation de base supérieure (ESC ou universitaire) nous paraît convenir le mieux. Précisez aux consultants de SIRCA la référence qui vous intéresse, votre rémunération actuelle et, pour le poste Particuliers, confirmez que vous avez une bonne aisance en anglais.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC



GROUPE EN FORTE CROISSANCE
exerçant son activité dans les secteurs :
- du service informatique,
- de la distribution de matériels informatiques,
- de l'ingénierie du bâtiment,
- de la maîtrise d'ouvrage

recherche
pour ses filiales au Nord de Paris, des

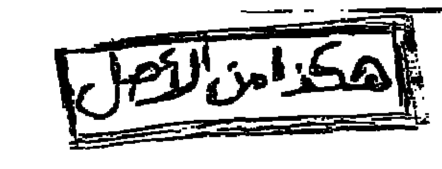
contrôleurs de gestion

de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP)

disposant d'une expérience de 5 à 6 années, ils se verront confier:
- la responsabilité de l'élaboration et de l'adaptation des méthodes de gestion,
- la mise en place et le contrôle des méthodes choisies,
- l'établissement des budgets et prévisions et le suivi de leur déroulement,
- le suivi et le contrôle de la fiabilité du système d'information,
- la sauvegarde des actifs de la société.

Rattachés à la Direction Générale de chaque Société, ils seront en liaison avec la Direction du Contrôle de Gestion du Groupe.

Adressez votre candidature sous référence 554, mentionnant votre rémunération actuelle à H. de PEUFEILHOUX
Direction du Contrôle de Gestion du Groupe BFM
4, avenue Laurent Cély 92606 ASNIERES Cedex



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	161,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

FUTUR CHEF DEPARTEMENT JURIDIQUE

IMPORTANTE SOCIETE A VOCATION INTERNATIONALE
(chiffre d'affaires consolidé de 2,5 milliards de francs) recherche **le Futur Chef de son Département Juridique.**

Sa mission :
Il s'agit d'assumer à court terme et avec une large délégation, des responsabilités importantes d'études, de conseil et de négociations à l'échelon France et international :
- montages d'opérations juridiques complexes : création de sociétés, prise de participations et suivi des filiales,
- contrats commerciaux,
- contentieux général, gestion immobilière...

Son profil :
Le titulaire du poste devra disposer :
- d'une formation Doctorat en droit privé, DESS droit des affaires ou équivalent,
- de 7 à 8 ans d'expérience dans des fonctions juridiques importantes impliquant larges compétences en droit civil et droit commercial,
- très bonne connaissance de l'anglais indispensable, une ouverture vers le droit anglo-saxon serait appréciée.

Poste au siège social à Paris.
Ecrire sous réf. MX 536 AM



4, rue Massenet 75016 Paris

LCT
Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

ingénieurs grandes écoles
ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG
- pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▶ ingénieurs électroniciens
débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. C

▶ ingénieurs logiciel temps réel
débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en **rappelant la référence du poste,** à LCT - BP 40 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.

CGR ULTRASONIC
FILIALE DU GROUPE THOMSON-CSF

Nous nous sommes fixés comme objectif une des premières places MONDIALES sur le marché de l'ÉCHOGRAPHIE MEDICALE.
Pour faire face à une très forte expansion, nous recherchons :

Pour les SECTEURS DÉVELOPPEMENT et PRODUCTION

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN RESPONSABLE CAO (réf. SI/13)
Placé sous l'autorité du Responsable du Bureau d'Études, il assurera à la mise en place et le coordination des moyens de CAO et de FAO.
- Formation Grandes Écoles d'Électronique (ENST, ESE, ENSTA).
- Bonne connaissance de la programmation d'automatisme.
- Expérience de la conduite d'un système CAO.

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN (réf. SI/15)
Placé au sein du Service Informatique, il participera à la mise en place et au développement de logiciels de gestion.
- Formation Grandes Écoles.
- Bonne expérience des systèmes informatiques temps réel.
- Connaissance de la gestion de Production.

Pour le SECTEUR des ÉTUDES AVANCÉES

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN (réf. SE/13)
DÉBUTANT ou CONFIRMÉ. Placé au sein d'équipes d'études, il participera aux études et développements d'appareils électroniques sophistiqués.
- Formation Grandes Écoles d'Électronique (ENST, ESE, ENSI...).
- Connaissance appréciée dans une ou plusieurs spécialités : circuits numériques rapides, circuits analogiques HF, traitement du signal.

UN INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT (réf. SI/16)
Au sein du Service Bureau d'Études, il assurera le développement des nouveaux produits et coordonnera la sous-traitance dans les domaines des plastiques et de la mécanique.
- Formation Ingénieur diplômé option mécanique ou électronique.
- Connaissance des matériaux plastiques exigée.

Les candidats désireux de s'intégrer à une équipe performante et dynamique dans une activité d'ÉLECTRONIQUE MODERNE faisant appel aux techniques numériques rapides et aux traitements du signal et de l'image, adresseront leur CV et prétention à CGR-ULTRASONIC - Service du Personnel - 9, Chaussée de Paris, 77102 MEAUX. Tél. (6) 433.49.15.



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

Importante société d'ingénierie nucléaire, filiale d'un puissant groupe industriel recherche

Ingénieur d'essais électricien

Rattaché au centre d'essais de la société, il sera responsable du laboratoire d'instrumentation :
- travaux de développement d'instrumentation pour les chaudières.
- programmes d'essais et de développement de pompes électromagnétiques.

Pour mener à bien sa mission, une équipe d'essais lui sera rattachée.
La société offre de réelles possibilités d'évolution professionnelle dans un environnement de technologie de pointe.

Ce poste convient à un **ingénieur électricien (ESE, IEG, ENSEEIHT)**, ayant une expérience professionnelle de 4 ans minimum, des compétences en électrotechnique, électronique, technologie de mesures, programmation de logique de contrôle commande de processus acquises de préférence dans un centre de recherche ou un laboratoire.

Lieu de travail : Bruyères-le-Châtel (91).

Adresser CV et photo, sous réf. 4252, à mentionner sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

A l'origine : les Télécommunications
Aujourd'hui : 7ème groupe d'électronique mondiale, dans l'un des trois premiers du semi-conducteur ...
C'est NEC CORPORATION, présent dans plus de 100 pays dans le monde, et commercialisant au moins 14.000 produits.

NEC NEC Electronics (France) S. A.

un chef de groupe
ayant autorité sur plusieurs ingénieurs commerciaux chargés d'une clientèle spécifique Informatique.
Formation universitaire et/ou expérience de 5 à 8 ans dans les semi-conducteurs requise.
Pour ce poste, il est proposé :
- un fixe + intéressement • un véhicule Société.

un responsable produits
connaissant bien les composants actifs : mémoires, microprocesseurs et circuits associés... afin d'en assurer la promotion ainsi que le support.

Formation IUT, BT ou BTS Electronique appréciée, complétée d'une expérience de 1 ou 2 ans dans l'industrie.

deux ingénieurs commerciaux
chargés d'une clientèle spécifique.

Les candidats pouvant valablement postuler devront :
- soit être titulaires d'un diplôme universitaire (débutants acceptés), • soit avoir bénéficié d'une première expérience de 2 à 3 ans : dans la vente de composants électroniques à une clientèle spécialisée dans le domaine des Télécommunications ou de l'Informatique. Connaissances en transmission de données ou bureautique appréciées.

Pour ces postes il est proposé : • un fixe + intéressement • un véhicule Société.

Ces postes sont à pourvoir rapidement au sein d'une Société à taille humaine en fort développement. L'anglais est impératif.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Madame HELLEQUIN, en précisant le poste choisi, NEC ELECTRONICS (FRANCE) S.A., Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE.

NEC

Groupe de Maintenance Industrielle d'importance nationale recherche pour son Siège parisien :

son trésorier

Directement placé sous l'autorité du Directeur Financier, il aura pour mission notamment :
- d'assurer le suivi de la Trésorerie au jour le jour en relation avec les partenaires bancaires.
- d'optimiser la gestion de la Trésorerie avec l'aide d'un outil informatique.
- d'établir les plans prévisionnels de Trésorerie.
- de négocier les conditions bancaires.

Il sera d'autre part l'interlocuteur des différentes filiales pour leur approvisionnement.

Nous souhaitons rencontrer un candidat à l'esprit très ouvert, capable de s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique, possédant une connaissance de ce domaine acquise soit au sein d'une entreprise, soit dans la banque.

La rémunération est motivante et susceptible d'évolution en fonction de la valeur du candidat.

son responsable client

Possédant une bonne formation, le candidat souhaité aura pour mission, sous l'autorité du Directeur Financier :
- de suivre attentivement l'évolution de l'encours Client, en relations avec les différentes filiales.
- de perfectionner les procédures de relance Clients.
- de négocier directement les conditions de règlements des principaux clients du Groupe.
- de participer à la mise en place d'un système informatique décentralisé visant à optimiser le suivi du poste Client.

Une bonne connaissance de l'anglais et de l'informatique est souhaitable.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous réf. 7246/MI à :
A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS

SOCIETE INDUSTRIELLE LEADER SUR SON MARCHE

recherche

DEUX INGENIEURS MECANO-SOUDURE
Pour ses usines de Troyes et de Châtellerault
Une expérience de 3 à 5 ans serait appréciée. (réf. IMS)

UN INGENIEUR D'ORDONNANCEMENT
Pour son usine de Troyes
(réf. IOR)

Au sein d'équipes souples et efficaces, ces cadres participeront à la mise en place d'un nouveau système de gestion de production.

Si l'un de ces postes vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, **en indiquant la référence du poste, à : Direction des ressources humaines,**
FENWICK MANUTENTION
69, rue du Dr-Bauer, 93400 SAINT-OUEN.

Pour une jeune

ESC, SCIENCES ECO, SOCIO,...
le marketing et la mode.

Vous êtes jeune et avez peut-être une première expérience. De formation supérieure, vous avez le goût des «chiffons», de la mode, des chiffres. Votre objectif : le marketing des produits textiles féminins de grande consommation ou des grandes marques leaders.
Nous sommes un groupe textile de 2400 personnes, et nous créons un poste de

CHARGEE D'ETUDES

pour • analyser l'écoulement de la gamme en libre-service • étudier, concevoir, mettre au point en collaboration avec l'agence de style, les directions commerciales, la fabrication

LES LIGNES DE PRODUITS DE DEMAIN
• les adapter à la demande et aux différents circuits de distribution, suivre les résultats et les statistiques des ventes, piloter les enquêtes.

Adresser votre CV avec lettre manuscrite et prétentions à :
COGETEX *9, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS*

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/fig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CIT Alcatel

DÉPARTEMENT TRANSMISSION

Pour son activité Transmission grandes distances.

INGÉNIEUR INDUSTRIALISATION

Au sein du service prototypes de la Division T.G.D., à l'interface des laboratoires d'études et des usines, vous serez acteur de la mise en œuvre *des bonnes règles de développement et d'industrialisation des produits*, vous préoccupant notamment des impératifs d'assurance qualité à la conception.
Vous serez de plus amené à de fréquents contacts avec les ingénieurs des administrations clientes pour la mise au point des documents techniques de recettes.
Formation supérieure, expérience indispensable de plusieurs années en systèmes numériques de transmission câblée, voire en faisceaux hertziens et en opto-électronique ; anglais recommandé.
(Réf. : DEV/CAR)

Lieu de travail : région d'ORSAY (91)

Division Sous-Marine

Avec plus de 2000 répéteurs fonctionnant actuellement au fond des mers, CIT ALCATEL a démontré *son aptitude à satisfaire les objectifs de fiabilité et de durée de vie tout à fait exceptionnels imposés aux liaisons sous-marines.*

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Votre action, *appliquée* à nos équipements immergés à fibres optiques de haut débit, vous amènera à concevoir et à réaliser des équipements de modulation d'émetteurs laser.
Votre formation d'ingénieur-électronicien vous aura doté d'une compétence *dans la technique d'utilisation des circuits logiques à haute vitesse* ainsi que dans la technique de mesures correspondante.
Anglais lu et parlé, désir et capacité d'encadrer une petite équipe constitueront d'autre part les arguments qui vous permettront de valoriser votre fonction.
(Réf. : BRO/ZO)

Lieu de travail : région d'ORSAY (91)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
mise en service liaisons sous-marines

Débutant ou jeune expérimenté, votre formation supérieure en électronique, *confortée d'une spécialité informatique, votre tempérament* et votre disponibilité trouveront leur naturel débouché dans ce poste d'ingénieur pose et mise en service.
Il vous sera demandé de veiller à la pose et à la mise en service des Liaisons Téléphoniques sous-marines.
Vous sera appelé à effectuer des déplacements de l'ordre d'une centaine de jours par an, sur un navire cablier et à l'étranger.
Connaissances requises en électronique générale, en logique et en informatique.
(Réf. : RAF/SM)

Lieu de travail : région d'ORSAY (91)

CONTESSE

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à l'attention de :
CIT ALCATEL — Service Recrutement Cadres — 10 bis, rue Louis Lormand
78320 LE MESNIL SAINT-DENIS — Tél. : 062.41.28.

Institut Pasteur

PRODUCTION

Pour diriger une équipe de 5 personnes travaillant à la mise au point de techniques analytiques, nous recherchons un

CADRE

ayant au moins cinq années d'expérience de recherche dans plusieurs des domaines suivants :

- Biochimie,
- Biochimie des protéines,
- Immunologie,
- Enzymologie,
- Chimie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV photo et prétentions au Sce du personnel
3 bd Raymond Poincaré
92430 MARNES LA COQUETTE.

GROUPEMENT PROFESSIONNEL
SECTEUR ASSURANCES
PARIS 17e

recherche

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

Pour assurer la collecte et l'exploitation d'informations chiffrées, dans le domaine des assurances de personnes (individuelle accident, *maladie*).

De formation statistiques ou sciences économiques et ayant vécu une première expérience professionnelle, le candidat devra avoir le sens des chiffres et de bonnes aptitudes rédactionnelles.

Anglais et Allemand lu souhaités.

Prière d'envoyer C.V., photo et prétentions de salaire annuel
à M. DERYNCK, AGSAA
118, rue de Toqueville - 75017 PARIS

blou

IMPORTANTE SOCIETE MATERIEL FERROVIAIRE
proche Pont de Neuilly - recherche pour son
service commercial Export

INGENIEUR "CONTRATS"

pour gestion d'affaires à l'exportation et coordination avec les services.
Expérience dans la vente de biens d'équipements.
Pratique courante de l'Anglais - Allemand apprécié.
Déplacements à prévoir.

Merci d'adresser c.v., photo et prétentions sous référence 2493 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

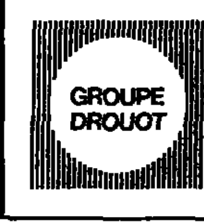
Chefs de projet, ingénieurs-analystes.
«Changer d'informatique!»

Vous avez un diplôme **ingénieur, MIAGE** ou **l'équivalent** et une première expérience de 3 à 5 ans.

Vos objectifs professionnels aujourd'hui :
valoriser et élargir vos competences techniques, relationnelles, peut-être «mettre la barre plus haut» en prenant la responsabilité d'une équipe sur un projet à «taille humaine».
Vous recherchez un environnement technique stimulant, vous avez choisi l'informatique de gestion et entendez en explorer les différentes facettes : administratif, comptabilité, finances, commercial, personnel.
Mais après ?

Pour réaliser votre projet professionnel,
nous mettons à votre disposition :
- un contexte technique avancé IBM 3081 et 3033, bases de données, télétraitement (400 terminaux),
- une formation interne : *informatique, assurances, gestion, communication,*
- un parcours de carrière à la mesure de vos capacités «dans et hors informatique».

Drouot : Société Privée d'Assurances,
C.A. France et étranger 5 Milliards de Francs.
Effectifs : 2.100 salariés + 1.700 Agences.
Implantation : Marly le Roi (78) en bordure de forêt (30 minutes de Paris).



Dans un premier temps, nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé avec prétentions sous réf.2.05 M à Catherine VERSIEUX - Service Recrutement - GROUPE DROUOT - 1, Place Victorien Sardou 78161 MARLY LE ROI.

REVUE SCIENTIFIQUE PARIS

recherche

MÉDECIN RÉDACTEUR

POUR SERVICE RÉDACTION
ET RELATIONS PUBLIQUES

Solide culture médicale (internat ou chef C.H.U.), orientation pharmacologie clinique souhaitée. Poste plein temps (propositions à mi-temps non retenues).
Poste actif, promotion assurée.

Écrire avec curriculum vitae détaillé, titres, photo, sous nº T 040.008 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.
Discrétion absolue assurée, dossiers retournés.

Groupe privé français à vocation tertiaire recherche plusieurs

CONTROLEURS DE GESTION

- diplômés d'une grande école de commerce (+ DECS),
- avec une expérience de gestion, d'audit ou de supervision comptable.

Rattachés à la Direction Financière de la holding, ils se verront confier des missions de contrôle ou des responsabilités permanentes dans les filiales en fonction de leur compétence.

(Pour l'un des postes qui est concerné par des filiales à l'étranger l'anglais est nécessaire.)

Rémunérations : 150 à 180.000 F.
Lieu de travail : Paris 8e.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 358 M à Alain SARTON

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



FIAT MATERIEL AGRICOLE
Filiale Française Importatrice de Tracteurs et Machines Agricoles
C.A. 1,5 Milliard
recherche pour son Siège à ETAMPES (Essonne)

son responsable marketing

Agé de 35 ans environ, le candidat, de formation HEC, ESSEC ou équivalent, a une expérience de 3 à 5 ans dans la fonction de Marketing au sein d'une Société distribuant des biens d'équipement ou des automobiles par un Réseau de Concessionnaires.

Les fonctions principales :
— Après une analyse des statistiques et des données fournies par le Service Etudes de Marché, il réalise une synthèse à l'échelon national puis conçoit et met en place toutes opérations commerciales susceptibles d'optimiser les ventes.
— Il assume la responsabilité de l'administration commerciale Tracteurs et Matériel Agricole et dans ce cadre assure les relations avec les fournisseurs et le Réseau de Vente.

Position hiérarchique :
Directement rattaché au Directeur Commercial, il exerce des responsabilités directes de commandement et assure des liaisons fonctionnelles avec l'ensemble des services de la Société.

La rémunération :
Elle est fonction du profil et de l'expérience du candidat.

CONTESSE

Candidatures à adresser à :
FIAT MATERIEL AGRICOLE
Direction du Personnel
B.P. 36 - 91150 ETAMPES.


FIATAGRI

SOPAD NESTLE

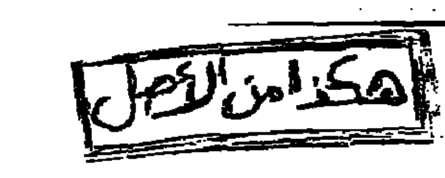
complète son équipe d'

AUDITS DE GESTION

- *Vous êtes jeunes diplômés : HEC, ESSEC, ESCP,* ou jeunes ingénieurs INA, ENSIA, ENSAM...
- Au sein de notre Service INSPECTION DE GESTION, chargé de l'audit opérationnel de nos différents *établissements*, vous aurez la possibilité d'acquérir une large connaissance du fonctionnement, des activités et des structures de notre entreprise.
- Rattachés *au siège social à Courbevoie, vous effec*tuerez des missions de contrôle et de conseil de deux à cinq semaines sur l'ensemble de la France.
- La diversité des connaissances acquises vous ouvrira par la suite, selon vos aptitudes et vos goûts, des débouchés variés en GESTION, MARKETING, PRODUCTION, etc.

Ecrivez avec C.V. à SOPAD - Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION
recherche pour son service économique
UN(E) ÉCONOMISTE
De préférence spécialisé(e) dans le domaine de la concurrence et des prix.
Il(elle) sera chargé(e) d'effectuer des enquêtes et des études tenant compte des exigences des consommateurs, *destinées à être publiées dans les médias de l'institut.*
Le(a) : candidat(e) retenu(e), titulaire au minimum d'un D.E.S.S., d'un D.E.A. ou diplômé(e) d'une grande école devra justifier d'au moins 5 années d'expérience professionnelle à ce niveau en matière économique.
Adr. c.v. à Mme DOS REIS INC 80, r. Lecourbe 75732 Paris Cedex 15.



De la Technique à la Direction d'Exploitation

JEUNE INGENIEUR
Adjoint du Directeur des Exploitations

BTB est la division de S.A. DECROIX, spécialisée dans la location et l'entretien d'articles textiles destinés à l'industrie, au commerce et aux collectivités. Elle emploie 540 personnes dans ses huit centres d'exploitation autonomes répartis sur le territoire et réalise un chiffre qui la place en 3ème position sur le marché français. Son développement constant la conduit à structurer ses services techniques et à rechercher un Jeune Ingénieur.

En liaison étroite avec le Directeur des Exploitations, le titulaire du poste a pour mission d'étudier et de mettre en place les projets d'amélioration des matériels et des techniques de production de chacun des huit centres d'exploitation.

Nous souhaitons rencontrer un jeune Ingénieur de formation - générale ou textile - ayant acquis une première expérience professionnelle dans un contexte industriel similaire. Son potentiel et ses qualités humaines doivent lui permettre d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges.

Les conditions ainsi que les réelles perspectives d'évolution que proposent l'Entreprise sont de nature à intéresser un jeune professionnel de valeur. Le poste est basé à Boulogne Billancourt (92) et entraîne de courts déplacements en province.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. M9833 A, à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Responsable vente
Bases de données

ISE-CEGOS, filiale du groupe **CEGOS** (800 personnes, 200 m de CA) spécialisée dans le commercialisation de LOGICIELS hautement performants, cherche le responsable de ses ventes. Promouvoir et vendre aux Entreprises, Administrations, SSCI, des logiciels tels que MDBS — le Système de Gestion de Bases de Données sur micro et mini-ordinateurs le plus vendu dans le monde — SCREEN générateur d'écrans, RDL générateur d'états ... telle sera sa mission. La fonction, qui exige un excellent contact individuel et des qualités de négociateur, peut convenir à un diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur, école de commerce, université) ayant acquis une expérience de 2 ans de la vente de services ou produits dans les domaines informatique, bureautique .... Une formation aux différents produits permettra au candidat retenu de s'adapter rapidement au poste qui présente de réelles perspectives d'évolution.
Adresser lettre man. C.V. détaillé, photo et prétentions à Claudine FERRY-CLEMENT sous réf. 3044/M
Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publivat

THOMSON-CSF
CRÉATION D'UN B.E. SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

... au sein de l'une des Divisions les plus performantes de THOMSON-CSF (située en Banlieue Sud).
A la tête de ce nouveau Bureau d'Études, nous désirons une **personnalité de premier plan.**
INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE formation Grande École, le candidat recherché possède une solide expérience dans le domaine de l'implantation MÉCANIQUE des matériels. Il maîtrise les problèmes **d'asservissements électriques et hydrauliques.** Des connaissances en électronique seront très appréciées.
Avec son équipe, composée d'Ingénieurs, il participera aux avant-projets d'implantation des nouveaux matériels et aux études de définition de configuration.
Anglais indispensable.

Assurés d'une discrétion absolue, les dossiers de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sont à adresser sous référence 80045 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTIONS

Degrémont
LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DE L'EAU

Leader mondial dans notre domaine, l'activité essentielle de notre société est la conception, la réalisation et la mise en route de stations de traitement d'eau. Nous réalisons un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de francs, dont près des deux tiers à l'export.

Afin de poursuivre notre développement, nous recherchons des

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS

INGENIEURS PROJETS : ils réalisent l'étude technique des demandes de la clientèle, définissent les solutions appropriées et rédigent des offres compétitives aux plans technique et commercial — Référence 111/A.

INGENIEURS D'EXECUTION : ils conduisent la réalisation des contrats et ont, à ce titre, la responsabilité d'une activité à dominante technique et gestion avec des aspects commerciaux et relationnels. — Référence 111/B.

INGENIEURS DE MISE EN ROUTE : ils mettent en service des stations en France et à l'étranger, doivent obtenir des garanties techniques et assurer la réception des installations auprès des clients.
Ils peuvent évoluer au bout de quelques années vers l'un des postes référence A-B et D. — Référence 111/C.

INGENIEURS RECHERCHE/APPUI TECHNIQUE : ils participent aux travaux de la recherche d'une part, et réalisent des études au profit des services projets, d'autre part. — Référence 111/D.

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT : ils sont capables de prendre en charge des études d'appareils nécessitant des calculs thermiques (combustion échange de chaleur). — Référence 111/E.

Ces postes concernent des jeunes ingénieurs diplômés débutants ou ayant une première expérience significative (génie chimique, mécanique, hydraulique, industries agro-alimentaires...). Désireux d'envisager une carrière internationale, ils ont *une parfaite maîtrise de l'anglais et sont prêts à faire preuve d'une grande mobilité.*

Adresser (avec la référence du poste) C.V., photo et prétentions à
Laurence MALCORPI Relations du Travail
183, avenue du 18 Juin 1940 - 92500 RUEIL MALMAISON.

Créez et animez le service montage/et gestion des crédits internationaux

CL. VI +

VCP

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

Vous avez acquis une solide expérience dans le domaine des crédits fournisseurs et acheteurs à l'exportation et dans le montage de crédits financiers en euro-devises.
Vous organiserez et animerez rapidement un service de 6 collaborateurs, qui sera l'appui permanent du département des Affaires Internationales.
Vous dépendrez directement du chef des opérations bancaires internationales.
Bien sûr, la pratique de la langue anglaise vous est professionnellement familière.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité à : Direction du Personnel
52, avenue Hoche - 75382 PARIS CEDEX 08

CONTESSE

Jeune ingénieur raffinage pétrochimie

Société financière française multinationale, nous recherchons un jeune ingénieur pour notre département industriel.

Une première expérience en exploitation, entretien ou mise en route de grandes installations pétrolières ou pétrochimiques est nécessaire.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire il aura pour mission d'apprécier sur le plan technique la qualité et la fiabilité des installations dans lesquelles la société peut éventuellement engager une responsabilité financière.

Cette activité à la fois technique et commerciale offre l'opportunité de déplacements courts mais fréquents à travers le monde entier. Anglais indispensable.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous réf. B4721M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES



L'une des premières Sociétés Françaises d'Electronique Professionnelle poursuit son expansion et renforce le potentiel de son CENTRE DE CALCUL au PLESSIS-ROBINSON

Nous recherchons

INGENIEUR INFORMATIQUE

SYSTEME DEVELOPPEMENT DE PROCEDURES ET CHAINES DE PROGRAMMES MULTIUSAGERS

- de FORMATION Maîtrise Informatique, ETI ou équivalent
- CONNAISSANCES en FORTRAN indispensables.
- VAX - VMS et DCL appréciés.

Adressez C.V. à T.R.T.
5 avenue Réaumur
92350 Le Plessis Robinson
Pour informations complémentaires
tél. au 630 23 23 poste 388
Demander Mr VAUJOUR

SODERN

La SODERN conçoit et réalise des équipements de haute technicité dans les domaines du Nucléaire, de l'Espace, des Systèmes Automatisés et de la Visualisation.

Elle recherche :

RESPONSABLE EXPLOITATION ET SYSTEME INFORMATIQUE

Il sera responsable de l'exploitation du centre informatique et fournira une assistance système aux utilisateurs.

De formation supérieure le candidat aura de préférence l'expérience du matériel VAX.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel SODERN 1, avenue Descartes
94450 LIMEIL BREVANNES

Jeune cadre juridique et d'administration du personnel

Nous sommes un organisme financier du secteur immobilier, notre développement est constant. En vue d'un aménagement de nos structures, prévu dans le cadre d'un contrat de solidarité, nous recherchons pour s'intégrer à notre département Administration *un cadre* qui prendra notamment en charge l'administration du personnel et les relations de travail, et le suivi juridique de nos participations.
Ce poste évolutif doit convenir à un diplômé d'études supérieures, courtes ou moyennes, option droit et/ou gestion-finances, ayant acquis une première expérience décisive dans une fonction similaire, notamment dans l'administration du personnel.
Prise de fonction : Août/Sept 83 Quartier : Madeleine - Concorde.



Notre Conseil CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris, est chargé de recevoir confidentiellement votre dossier avec lettre manuscrite sous réf. 33M036.

MEMBRE DE SYNTEC

média-system

L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION
recherche pour son service formation

L'ADJOINT(E) DU CHEF DE SERVICE

Chargé(e) de la conception et de l'animation de cycles de formation destinés aux cadres des associations de consommateurs, il ou elle, interviendra également dans les programmes de formation permanente et dans les relations entre l'INC et le ministère de l'éducation nationale.

Ce poste implique des contacts étroits avec la direction de l'établissement.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, le ou la candidat(e) devra justifier d'une expérience de plusieurs années en matière de formation des adultes, par exemple dans le cadre de l'éducation populaire.

Envoyez C.V. à NICOLAS REVENU
INC, 80, rue Lecourbe, 75732 PARIS CEDEX 15.

TRÈS GRANDE BANQUE FRANÇAISE
IMPLANTATION INTERNATIONALE

recherche

CAMBISTE
CONFIRMÉ (ÉE)

Lieu de travail : PARIS

Écrire sous référence 58896 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

--- ENGINEERING INTERNATIONAL RECHERCHE ---

Filiale d'un puissant groupe industriel, nous exportons des usines et des installations dans le monde entier. Nous recherchons pour notre Siège Social, proche de Paris la Défense

INGENIEUR INSTRUMENTATION

Cet ingénieur diplômé, familiarisé avec les techniques numériques orientées vers des applications Instrumentation Automatisme, possède une expérience de 3 à 5 ans acquise dans la réalisation d'ensembles Industriels ou chez un *Constructeur*.

Il sera responsable de la partie automatisation Instrumentation de grands projets.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire pour ce poste qui peut impliquer de courts déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 68795 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE INDUSTRIELLE en expansion recherche pour une de ses unités située près d'une ville universitaire, 80 Km Nord de Paris, un

Chef du personnel

Rattaché au Directeur de l'Etablissement, il prendra en charge l'administration et la gestion du personnel (500 personnes).
Il entretiendra, à travers ses relations avec les partenaires sociaux, le bon climat existant.
Il travaillera en collaboration étroite avec le Directeur des Relations *Sociales du siège parisien.*
Agé d'environ 40 ans, de formation supérieure, le candidat aura une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction personnel, une expérience où il aura acquis une réputation «d'homme de dialogue» à la fois rigoureux et ouvert.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant vos prétentions à notre Conseil qui vous garantit une totale discrétion.
Réf. 851

CENAS Tour Neptune - Cedex 20
92206 PARIS LA DEFENSE

Nous sommes une entreprise française à vocation et implantation, internationales. Nous occupons avec des produits «leaders» l'un des tout premiers rangs de notre secteur d'activité au niveau mondial.
Nous recherchons pour l'un de nos services situé dans un environnement d'assistance technico-commerciale.

INGENIEUR MECANICIEN

(INSA-ENSI-ou équivalent...)

Possédant une expérience de quelques années en service technique ou d'études, il se verra confier la coordination d'une équipe de techniciens chargée de l'évolution, du développement et du suivi technique d'équipements de type industriel (*élaboration de cahier des* charges, essais, dossiers techniques, évaluation performances, etc...).

Basé en proche banlieue Sud-Est, il effectuera des déplacements en France mais aussi dans des pays étrangers parfois très éloignés.

Pratique d'au moins une langue étrangère usuelle (anglais, allemand, espagnol...) indispensable.

Connaissancesen informatique fortement appréciées.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 69211 Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris
Cedex 01, qui transmettra.

NATHAN
chef de projet informatique confirmé

Grand éditeur d'ouvrages scolaires et de loisirs, nous sommes venus à des jeux où l'électronique a une part croissante. Nous concevons et diffusons maintenant des logiciels ludiques et d'EAO et il vous faut reconstruire une informatique décentralisée tout en tirant parti de la synergie de ces activités.

Vous rejoignez (Paris-Port Royal) notre nouveau directeur informatique, le secondez dans l'élaboration du schéma directeur puis couvrez un domaine d'applications soit gestion de fabrication, soit marketing/ventes.

Vous êtes de formation supérieure, avez acquis en 5 à 7 ans votre expérience de la conduite de projets DB/DC mis en œuvre en PL 1, de préférence, sur un site IBM/VSE et venez soit de la grande distribution ou de la VPC, soit de l'industrie.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4342 LM) à **"Carrières de l'Informatique".**

ALEXANDRE TIC S.A.
10. RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

C.A.O. C.A.O. C.A.O. C.A.O.
C.A.O. C.A.O.
C.A.O. C.A.O.

Ingénieurs grandes écoles

Importante société située à **LA DEFENSE**, nous avons pour vocation l'*ingénierie*, la conception et la **construction** d'installations de grandes dimensions.

Dans le cadre du développement de nos activités, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs possédant 3 à 5 ans d'expérience **dans le domaine de l'ingénierie** (schémas fluides, tuyauteries, mécanique, chaudronnerie, contrôle commandes...) pour leur confier des postes de :

- **ingénieurs de développement,**
- **chefs d'opérations,**
- **responsables des projets C.A.O.**

Si vous souhaitez renforcer notre équipe de C.A.O. dans le cadre de notre centre de **développement** et de nos sites d'exploitation, adressez votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2517/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEESCHAERT-ROUSSELLE & Cie
AGENTS DE CHANGE
recherchent pour étoffer son *Département* Institutionnel
négociation de valeurs françaises

ANALYSTE FINANCIER, CREDIT...

De formation supérieure économique, vous maîtrisez bien l'approche financière des Entreprises dans des secteurs variés.

Suite à votre première expérience réussie de 2 ou 3 ans d'analyse, vous souhaitez vivement vous réaliser au plan commercial et mettre à profit vos acquis techniques et financiers au sein d'une équipe de conseillers/négociateurs.

Animé d'un réel esprit commercial, vous parlez bien l'anglais et êtes très motivé par le secteur boursier et les marchés financiers.

Vous serez rapidement impliqué dans la pratique boursière et évoluerez dans la négociation avec notre clientèle institutionnelle française et étrangère de haut niveau (Banques, Assurances,...).

Si tel est votre profil, notre Société, en constante évolution, vous offre une opportunité de carrière et de développement personnel au sein d'une équipe motivée et performante.

Env. CV + motivations + photo et prétentions sous réf. AF à Bernard CEYROLLE
MEESCHAERT-ROUSSELLE & Cie
16 Boulevard Montmartre
75009 PARIS

Discrétion absolue.

Entreprise très importante,
implantée au plan national et international,
pour accompagner son développement, vient de faire le choix de s'équiper d'un **BI DPS 8,** auquel sera connecté un réseau de mini-ordinateurs, recherche :

2 Ingénieurs analystes

pour prendre en charge les applications de gestion en temps réel et les développements mini-informatiques.

Pour réussir dans ces postes, il faut :
- une excellente capacité relationnelle,
- le sens du travail en équipe,
- la prise en compte de la personnalité de l'Entreprise.

Si vous avez un D.U.T. complété par 4 à 5 ans d'expérience professionnelle ou un Diplôme d'ingénieur ou une Maîtrise et 2 ans d'expérience professionnelle,

vous écrivez à : *Média-System*, en précisant sur l'enveloppe la réf. 4196, en y joignant votre CV, photo et prétentions, 104 rue Réaumur 75002 Paris.
Nous vous en remercions.

média-system

CRÉDIT AGRICOLE BRUNOY
recherche

ADJOINT à son CHEF COMPTABLE

— D.E.C.S. souhaité
— Expérience comptabilité informatique.
Qualification cadre, selon expérience.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à SERVICE CENTRAL de TITRES DE BRUNOY B.P. 10 — 91801 BRUNOY CEDEX.

J.R.P.

Cadre administratif tonique

Nous sommes une des premières Mutuelles Françaises, l'une des plus dynamiques aussi:
3 milliards de chiffre d'affaires, 2 300 salariés

POUR UNE PETITE UNITÉ DE VENTE PERFORMANTE ET AUTONOME

nous recherchons le futur responsable gestion organisation informatique, contrôle budget, comptabilité.
Lieu de travail: PARIS.
Formation supérieure type ESC ou comptabilité.
Une première expérience, même courte, serait un atout supplémentaire.
Écrivez-nous pour faire connaissance: Mutuelles Unies - Mme Mauhourat 3037 X - 76029 ROUEN CEDEX.

mutuelles unies

CREDITS COMMERCIAUX
Société leader dans sa branche, recherche

CREDITMAN

— Etude de la solvabilité des entreprises
— Appréciation et suivi des risques de crédits commerciaux.

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, dynamiques, pragmatiques.
Intéressés par la matière financière et les contacts humains.
Aimant les responsabilités.

***Disponibles* pour postes à pourvoir à Paris (quartier Etoile) et Métropoles Régionales.**

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, prétent. et photo récente ss réf. 69226 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.tr.



La SFENA, 3000 personnes, grand équipementier aéronautique français, constructeur informatique et constructeur de tests automatiques, recherche

Ingénieurs d'application test automatique

Ils seront chargés d'assurer l'assistance technique des clients et l'interface avec les études : faisabilité, démonstrations, propositions techniques, formation et conseil.
Les postes s'adressent à des ingénieurs compétents et expérimentés en électronique digitale.
Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous référence TA 4, à SFENA, Gestion des Cadres, BP 59.
78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

média-system

IMPORTANTE SOCIETE
(Région Parisienne Nord)
tournée vers les technologies de pointe
recherche

CHEF DE SALLE

EXPERIMENTE
Responsable PUPITRE
ET PREPARATION

sur matériel IBM 4341/2 (80 terminaux)
DOS/VSE, CICS, ICCF
SGBD Total - DYNAM.
Passage en VM en 1983.

Ecrire avec C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions ss No 68732
Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris cedex 01 q.tr.

ESCAE, ESSEC, HEC, Maîtrise Economie ou Droit

Vous avez une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dont 5 avec des responsabilités d'encadrement d'un service commercial ou administratif dans une entreprise industrielle ou commerciale.
Vous savez donc que la qualification d'une secrétaire de direction accroît l'efficacité d'un gestionnaire.

METTEZ CETTE EXPERIENCE AU SERVICE DE L'AFPA

en vous intégrant à

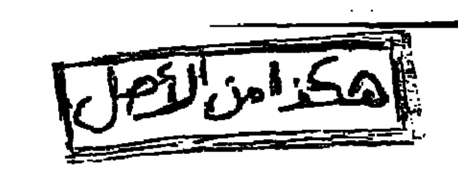
PARIS

à une équipe d'enseignants dont vous assurerez la coordination pédagogique et en formant vous-même nos stagiaires au métier de secrétaire de direction.
*Rémunération : **160.000 Frs +***

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé au Centre de Formation Professionnelle : CFPA - 6, Place du Commerce 75015 PARIS.



DES METIERS QUI VIVENT !





L'une des premières Sociétés Françaises d'électronique professionnelle (C.A. + 26% en 1982) offre à personnes dynamiques désirant participer à son expansion et à sa réussite en particulier dans son activité TELEINFORMATIQUE (Paris Sud), postes d'

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Au sein d'un département commercial, ils apporteront leur concours aux ingénieurs commerciaux, dans la vente, les projets, le suivi d'affaires dans le domaine des réseaux de télécommunications.

Une première expérience dans une activité similaire est souhaitable, une bonne maîtrise de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. à TRT
5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS - ROBINSON

SAMM Société d'applications de machines motrices, filiale de PSA (Automobiles Peugeot)

équipée de matériel 64 DPS CII HB
recherche, dans le cadre d'un ambitieux plan à 5 ans, un

Ingénieur ou Miage

débutant
attiré par une autonomie rapide.

Après une période d'adaptation courte à l'entreprise et aux méthodes utilisées en informatique, vous prendrez la responsabilité de la mise en place d'un progiciel de gestion. Vous serez en relation avec les utilisateurs et soutenu au départ par l'équipe informatique en place.

Lieu de travail : **Issy les Moulineaux** puis **Vélizy** en 1985.
Déplacements courts et fréquents à prévoir.

Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. M 085 à
ACLES - CII HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

acles

Filiale d'un des premiers Groupes industriels français leader dans sa branche automates programmables offre à

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS

Formation électronique ou électrotechnique.

UNE CARRIERE DANS LA VENTE

Notre progression rapide et votre réussite vous permettront d'atteindre rapidement des responsabilités de Chef d'Agence.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 69306 à Contesse Publicité
20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

---

un tremplin pour un jeune de la fonction personnel

Nous sommes une importante société d'ingénierie.

Notre directeur du Personnel s'est entouré d'une petite équipe jeune et performante. Il souhaite donner l'opportunité à un jeune diplômé ayant quelques années d'expérience de la fonction personnel d'accéder à un poste qui le préparera à prendre des responsabilités plus larges.

Ce poste implique :

Une mission permanente d'organisation et d'optimisation de l'administration du personnel (méthodes, procédures, interfaces outils). Dans ce cadre il participera à la mise en place d'un nouveau système informatique pour la paie et la gestion du personnel en temps réel.
Des études générales portant sur divers domaines de la fonction notamment la refonte des régimes de prévoyance, le statut du personnel expatrié, les horaires souples...

Profil :

La trentaine, de formation supérieure, il a 5 ans d'expérience dans la fonction personnel acquise pour une bonne part dans l'administration du personnel et *une bonne pratique de l'informatique* en tant qu'utilisateur.

Ce poste offre la possibilité, pour un jeune à potentiel, d'approfondir ses compétences dans certains domaines, tout en contribuant à l'ensemble des actions menées par l'équipe.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre de motivation, CV, photo et prét. à notre Conseil

STANDARDATA
128 bd Haussmann - 75008 Paris.

SOURCES

BANQUE (16e)

recherche

COLLABORATEUR (TRICE) DE HAUT NIVEAU

DÉPENDANT DIRECTEMENT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il (elle) sera chargé (e) principalement de rechercher et de monter des opérations financières avec les investisseurs de premier plan et de gérer des fonds pour compte de tiers.

Ce poste essentiellement commercial nécessite, outre un engagement personnel important afin de multiplier les contacts, une connaissance approfondie du milieu des investisseurs et une grande pratique des mécanismes des marchés financiers.

Envoyer curriculum vitae et photo sous n° T 040.092 M,
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche
pour sa Direction Qualité

UN INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN ou ÉLECTROMÉCANICIEN

(Réf. DQA-23)

Ayant si possible une expérience de trois années pour seconder le Directeur de la Qualité.

Bonnes connaissances de la langue anglaise et expérience des machines tournantes seraient appréciées.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du personnel,

INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR

AÉROPORT DE PARIS
recherche pour ORLY

2 INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES
(Centrale, Mines, ponts et chaussées)
pour assurer la responsabilité
d'un ensemble de projets informatiques.
35/40 ans
5 ans minimum d'expérience de projets.
Matériel IBM et Mini 6 dans un contexte de télé-traitement ou temps réel.
Encadrement d'une vingtaine de personnes.

Adresser lettre et c.v. à M. CARRIÈRE,
AÉROPORT DE PARIS,
291, boulevard Raspail, 75014 PARIS
ou téléphoner au 320-15-00 (poste 580).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

cherche pour un de ses établissements en BANLIEUE SUD

UN CADRE

diplômé de l'Enseignement Supérieur

ayant quelques années d'expérience pour assurer le recrutement des cadres.

Possibilités d'évolution, à moyen terme, suivant potentiel.

Écrire avec curriculum vitae et photo à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous réf. 32685.

THE AMERICAN SCHOOL OF PARIS

INSTITUTION PRIVÉE AMÉRICAINE
900 ÉLÈVES - 125 EMPLOYÉS
C.A. : 30 MILLIONS DE FRANCS
recherche

SON ou SA

CHEF COMPTABLE

Responsable de la comptabilité de l'établissement, jusqu'au bilan, incluant les relations avec tous organismes sociaux français et U.S.
Bilingue anglais.
Une bonne connaissance des méthodes de comptabilité anglo-saxonnes, ainsi qu'une expérience d'au moins 5 ans à un tel poste de responsabilités sont exigées.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :
Mme DULONG, American School of Paris,
41, rue Pasteur, 92210 SAINT-CLOUD.

SCRIBTEL
SSCI BUREAUTIQUE
RECRUTE

PROGRAMMEURS CHEFS DE PROJETS

Connaissances COBOL BASIC indispensables
La connaissance des matériels WANG OIS ou VS serait un atout supplémentaire
SALAIRE TRES MOTIVANT.
Envoyer CV et prétentions à
SCRIBTEL, 55 rue d'Amsterdam 75008 Paris

J.R.P.

Devenir opérationnel après deux ans d'audit

- Nous sommes un groupe chimique international en pleine expansion (2,4 milliards en 1981, 4,5 milliards en 1983) et nous souhaitons vous permettre d'appliquer vos connaissances comptables et informatiques en tant que "bras droit" du controller.
- Vous aurez une équipe de 20 personnes à animer. Vous parlez anglais.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 566.02 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)



Barclays Bank

recherche pour sa Direction des Affaires Financières
à PARIS

SPÉCIALISTE MARCHÉ DES OBLIGATIONS

Pour Gestion des Produits de Placement Collectif.

Il devra assurer des contacts avec une clientèle institutionnelle à haut niveau.

Une expérience de l'actuariat ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise sont souhaitées.

Écrire avec CV, photo et prétentions à
BARCLAYS BANK, Direction du Personnel,
33, rue du Quatre-Septembre, 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT

FLONIC

Société du Groupe Schlumberger recherche pour renforcer son potentiel d'études et développer la conception d'appareils à microprocesseurs utilisant les cartes à mémoires électroniques

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

DUT Informatique option microprocesseurs
connaissance des langages Assembleurs Pascal... nécessaire.

Ces postes s'adressent à des techniciens débutants ou ayant une première expérience.
Ils offrent de réelles perspectives d'évolution au sein de notre

Branche Systèmes de Paiement

et au sein de notre groupe international.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel FLONIC, 420 rue D'Estienne d'Orves 92700 Colombes.

FLONIC
Schlumberger



ingénieurs électroniciens

Débutants ou première expérience.
Diplômés Grandes Ecoles.

Ils participeront à des études nouvelles de matériels embarqués de hautes performances faisant appel aux techniques de pointe dans le domaine du traitement du signal numérique et analogique.

Adresser C.V., prétentions et photo à
Administration du Personnel
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
55, Quai Carnot 92214 SAINT-CLOUD.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION
RECHERCHE POUR PARIS

CHEF DES ETUDES INFORMATIQUES

± 230 000 F/AN

Il dirigera les activités de programmation, analyse et conception au sein du Département Informatique qui possède un important matériel et utilise des technologies très avancées.
Il est indispensable qu'il possède une large expérience acquise dans un poste similaire. Ayant à diriger 20 personnes, il doit posséder de réelles aptitudes de Manager.
Une formation supérieure, l'expérience de la gestion des *bases de données, la connaissance de l'anglais*, des aptitudes relationnelles (pour collaborer efficacement avec les utilisateurs) sont autant de critères qui seront pris en considération pour la sélection du candidat.
Le poste est à pourvoir rapidement.

Adresser CV + photo + salaire actuel au
CABINET CLAUDE VITET
6, rue Lauriston 75016 PARIS
sous référence 83137

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE
recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

Homme ou femme,
assistant du Chef du Service pour l'ensemble de la couverture juridique de la Société (contrats nationaux et internationaux, assurances et contentieux, droit des sociétés, arbitrage)...
Une première expérience de quelques années en entreprise, dans un cabinet de conseil ou d'avocat serait très utile, et la connaissance de l'anglais indispensable.
Poste basé à PARIS (proche banlieue Sud).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 68856 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Un ingénieur recherche et développement pour assurer demain notre direction technique

200.000 F/an

Filiale française du N°1 américain, spécialisé dans la formulation et la commercialisation de produits spéciaux pour l'industrie, nous connaissons une forte expansion depuis 1981, date de notre installation.

Pour répondre à la demande de nos clients situés dans des domaines très divers (usinage, emboutissage, meulage, système d'épuration, etc...), nous recherchons un candidat créatif qui, en collaboration avec nos ingénieurs chimistes, concevra de nouveaux produits, en assurera leur suivi, leur développement et leur diversification.
Homme de terrain, il devra apporter son concours technique aux commerciaux et assurer leur formation.
Enfin on lui confiera la gestion des appels d'offres au niveau technique.

Ce poste réclame une solide formation en mécanique (ingénieur) et des connaissances approfondies en usinage, emboutissage, traitement thermique et hydraulique, confirmées par une expérience (5 à 10 ans) en production.
La maîtrise de l'anglais technique est obligatoire.

Poste basé en région parisienne, mais 30 % du temps sera consacré aux déplacements.

VALENS CONSEIL

Envoyer C.V. + photo sous réf. 244 à Christine d'AUBIGNY qui vous assure de sa totale discrétion
VALENS CONSEIL RECRUTEMENT
59, rue de Richelieu 75002 PARIS.



Pour son nouveau produit RADIANCE 320 terminal GRAPHIQUE couleur et IMAGERIE, conçu et produit par GIXI, nous recherchons :

SUPPORT PRODUIT

Ingénieur électronicien

Il aura la charge, en liaison avec le chef de produit, de l'animation des ventes directes et indirectes, ainsi que du support technique client.
Connaissance anglais indispensable.
Merci d'adresser CV détaillé ou d'appeler à GIXI, Michel Massemyn, Département Produits, Péri Informatique, 6 rue du Docteur Albert Schweitzer 91420 Morangis.
Tél. (6) 448.28.29.

média-system

BANQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
recherche pour son siège de Nanterre

CADRE expérimenté

- Diplôme d'études supérieures
- Ayant une connaissance approfondie des services :
  - portefeuille effets France
  - étranger (opérations bancaires)
  - titres
- Une expérience confirmée de 5 à 6 ans au niveau des opérations commerciales d'un service étranger.
- Le poste implique un travail en équipe, des contacts tant avec l'extérieur qu'avec les services du siège.

POSTE A POURVOIR TRES RAPIDEMENT

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N.2948 PUBLICITÉS RÉUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

ANATOR S.A.

recherche

DESSINATEUR CONFIRMÉ

Plusieurs années d'expérience en conception mécanique de matériel électronique.
Bonne connaissance en « Design industriel » utilisant différentes matières :

PLASTIQUE ET TOLERIE.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :
ANATOR S.A.
18, rue de Sartrouville, 95240 Cormeilles-en-Parisis.

Ingénieurs
Grande Ecoles débutants ou confirmés

Vous avez une personnalité affirmée.
Vous êtes autonome et vous êtes jeune.
Nous pouvons vous confier des projets importants en tant qu'ingénieur conseil en organisation (intéressement au chiffre d'affaires que vous réaliserez).

Adressez votre CV à **OBJECTIFS CONSEIL**
160, rue de Bagnolet - 75020 Paris

Lévi Toursey

Important fabricant d'appareils de chauffage et de cheminées, leader dans sa spécialité et en expansion constante tant en France qu'à l'export recherche

CADRE COMMERCIAL DE PREMIER PLAN

pour représenter sa direction générale sur Paris. Il aura notamment pour mission de développer une importante clientèle existante, sera chargé des négociations auprès des centrales d'achats françaises et étrangères sur Paris, des visites de certains gros clients, des contacts avec les organismes professionnels et les administrations des salons nationaux.

Ce poste conviendra à un cadre supérieur, dynamique, habitant en région parisienne, ayant une bonne expérience dans la distribution à ces différents niveaux, de préférence dans la branche électro ménager.

Si vous êtes intéressé, adr. votre c.v. dét., photo s/nº 832 à STRABOT, 136, av. Ch.-de-Gaulle, 92552 Neuilly-S/Seine.

GESA ASSISTANCE

recherche pour l'été du 15/6 au 15/9

CHAUFFEURS LIVREURS

Minimum 23 ans + 3 ans permis de conduire, dynamiques.

CHARGÉS D'ASSISTANCE

générale ou mécanique, minim. 21 ans, une langue étrangère obligatoire, une seconde appréciée.
Envoyer C.V. en précisant disponibilités à :
Mme L. BORG, 67, Bd Haussmann 75008 Paris

PUBLICITÉS RÉUNIES

CONSULTANTS INDÉPENDANTS

recherche pour mission en entreprise (gestion informatique ressources humaines) diplômés grande école ou équivalent avec expérience d'animation de séminaire.

Env. lettre manuscrite et C.V. à
DCM CONSULTANT
95, rue La Boétie,
75008 PARIS.

Ecole secondaire privée hors contrat région Sud de PARIS,
recherche
pour la rentrée 1983/1984,
1er et 2e cycle :
Professeur de
Français-Latin
Mathématiques
Histoire-Géographie
Allemand.
Ecrire sous le nº T040082 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour son **Service Informatique à Paris un**

CHEF DE PROJET

***Rattaché au Chef du Service Informatique,** il se verra confier* la conception, la réalisation et la mise en œuvre d'applications conversationnelles dans le cadre du Plan Informatique défini par le groupe. Pour ce faire, il encadrera une petite équipe susceptible d'être renforcée.

De formation supérieure (ingénieur + 3 à 4 ans d'expérience ou DUT + 5 à 6 ans d'expérience), il devra avoir occupé auparavant *un poste similaire, pour* des applications de gestion. Il devra aussi avoir des qualités de contact, d'animation d'équipe et de créativité. La connaissance de COBOL, DL1, CICS est indispensable. Connaissance appréciée d'APL, de DOS-VSE et de GAP II.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae (photo exigée) sous **référence 3.457 M à PUBLIPANEL** - 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

PARIS
proximité Saint-Lazare

SOCIÉTÉ DE GESTION

recherche

CHEF DU PERSONNEL

(HOMME ou FEMME)

dépendant
du secrétaire général

Le candidat retenu assurera la direction du service du personnel (5 personnes) :

- paie (400 salariés environ),
- gestion administrative,
- formation,
- *recrutement,*
- ...

Sens des relations humaines nécessaire.

Les candidatures des débutants(es) seront examinées (niveau maîtrise exigé)

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions ss la référ. 3.531. à SWEERTS, B.P. 269, *75424 Paris cedex 09, qui tr.*

SOCIÉTÉ ROBOTIQUE
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

Pour développer des applications industrielles à partir de *ses systèmes robotiques et de* vision artificielle.

Env. C.V. photo et prét. à :
M. François PERCHAIS
Ste AUTOMATIX INTERN. FRANCE, 124, bd de Verdun
92400 COURBEVOIE.

URGENT

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE RP/LORRAINE
recherche

INGÉNIEURS

3 à 5 ans d'expérience
Connaissance : BASIC, ASS., PL16
Matériel SOLAR.

Adresser c.v. et prétentions Mme GIRARDEAU, 50, rue de Miromesnil, 75008 PARIS.
Tél. : 268-09-78.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales gestion des comptes Clients de Société
recherche

jeunes cadres contrôleurs

chargés de courtes missions d'audit
Formation comptable niveau D.E.C.S.
Expérience Cabinet Comptable appréciée.
Evolution rapide du poste vers des fonctions *de gestionnaire (Financement de Sociétés,* responsabilité d'un Service d'une vingtaine de personnes).
Envoyer Curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 7220/MI à :
A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS *(qui transmettra).*

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche

collaborateur (trice)

MAITRISE DE DROIT PRIVE

Connaissances en législation hospitalière (DASS, Ecole de la Santé, ...) Comptabilité et expérience demandées.



Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) et prét. à FNMF, Division des Relations Sociales
56 à 60, rue Nationale
75649 PARIS Cedex 13.

ENTREPRISE SECTEUR TERTIAIRE

300 personnes
CENTRE PARIS

recherche

ASSISTANT (E) CHEF DU PERSONNEL

Agé(e) de 30 ans minimum, le (la) candidat(e), de formation supérieure, devra justifier de plusieurs années d'expérience en matière de gestion du personnel, recrutement, formation, etc.

Des qualités d'autorité personnelle et d'initiative sont indispensables pour réussir à ce poste.

Adresser lettre *manuscrite,* C.V., *photo et prétentions* sous référence 8.854 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris, qui transmettra les candidatures.

GROUPEMENT D'INSTITUTION DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

recherche

UN ORGANISATEUR

RATTACHÉ AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le candidat aura à mettre en œuvre toutes les motivations d'organisation répondant aux objectifs de la Direction Générale et la réalisation pratique de tous les circuits de communication.

QUALITÉS REQUISES :

- bon sens ;
- esprit pratique ;
- esprit de synthèse, imagination ;
- talents d'animateur ;
- esprit d'équipe et de curiosité.

Une expérience dans une entreprise du secteur secondaire serait appréciée et un minimum de 5 ans de pratique.

Les candidatures de personnes de plus de 50 ans seraient *étudiées avec autant d'intérêt que les autres.*

Adr. C.V., photo et prétentions sous nº T 040.005 M, Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

BANQUE INTERNATIONALE SIÈGE SOCIAL PARIS

recherche un

JURISTE

ayant 3 à 5 années d'expérience des opérations de banque internationale, notamment des contrats en eurodevises sous loi anglaise ou américaine et des crédits documentaires.

Le candidat devra avoir une parfaite maîtrise de l'anglais, et être capable de rédiger lui-même la documentation contractuelle (contrats, garanties, etc.) en langue anglaise.

Adresser C.V. et prétent. au nº 8.111, « *le Monde* », Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

secrétaires secrétaires secrétaires

SOCIÉTÉ DES CIMENTS FRANÇAIS

La Société des Ciments Français, C.A. 2,8 milliards, 3 900 personnes, 17 unités de production, *20 filiales en France et à l'étranger*, recherche pour sa *Division Internationale*, au Siège de PARIS LA DEFENSE.

Secrétaire bilingue anglais

(de préférence de langue maternelle anglaise)

pour assurer le secrétariat du chef du département, responsable de la gestion financière et administrative des filiales du groupe aux Etats-Unis.
Ce poste nécessite une formation BTS ou équivalent et 4 à 5 ans d'expérience.
Rémunération motivante selon formation et expérience, restaurant d'entreprise, possibilité d'aménagement d'horaires.
Lieu de travail : **PUTEAUX LA DEFENSE.**
Merci d'adresser *lettre* man., C.V. *détaillé,* photo et rémunération souhaitée sous référence 73674M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé CEGOS

Publival — Membre de SYNTEC

Société d'assurances dynamique
recherche

JEUNE FEMME, 25 ans environ

excellente présentation
exp. dactylo, standard, télex.
Tél. pr r.-vs 280-68-10 p. 178.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
proche R.E.R. station PARC DE SCEAUX
2.500 personnes

recherche

LA SECRÉTAIRE DE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

- 30 ans environ.
- Formation type BTS.
- Bonne rédactrice.
- Rapide, efficace.
- Sens des relations humaines.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à : SMD, Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence, 92160 ANTONY.

Groupe pharmaceutique français, *en expansion régulière, 500 personnes,* 25 MF CA, situé à **AULNAY-SOUS-BOIS,** recherche :

LA SECRETAIRE DU DIRECTEUR GENERAL

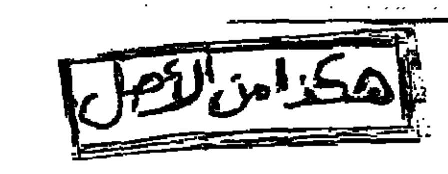
DE SA FILIALE CHIMIE

Rémunération annuelle brute : 115.000 F.
Outre les travaux habituels de secrétariat, elle se verra confier :

- la rédaction de certains courriers,
- le recueil et l'analyse d'informations,
- la synthèse de documents et résultats.

Tâches qui requièrent ordre, méthode et rigueur mais qui peuvent être très enrichissantes pour une secrétaire confirmée sachant se démarquer par son efficacité, sa capacité à prendre des initiatives et son ouverture d'esprit.
La connaissance de l'anglais et l'aptitude à utiliser le traitement de textes seront appréciées.
Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous réf. JCH 020583, à :

guerbet s.a.
BP Nº 15,
93601 AULNAY SOUS BOIS Cédex



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSIATAIRES

– Option : informatique, électronique.
– Débutants à 3 ans d'expérience.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB s/réf. 2.504, 27, rue Taitbout, 75009 PARIS qui transmettra.

Assoc. Educ. Pop. cherche DOCUMENTALISTE

15 h/sem. à partir 1er juil. Trav. par téléphone et d'équipe : loisirs, social : 34.000 F par an. Env. c.v., photo à I.S.P. Ecole des parents et des éducateurs. 4, rue Brunel. 75017. Paris.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS recrute

JOURNALISTE

Spécialiste des questions économiques, financières et monétaires.
Adresser candidature avec référence à : S.G.P. 13, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

C.P.A.M. DU VAL-DE-MARNE recherche MANIPULATRICE-RADIO à la vacation (20 à 30 heures par semaine). SAINT-MAUR ET CHOISY-LE-ROI

Adresser C.V. à la Direction du personnel, place de l'Europe, Imm. Pyramides, 94031, CRÉTEIL Cedex.

Imp. Société commerce internationale Paris-1er, recherche

COMPTABLE CONFIRMÉ

avec sérieuses références professionnelles. Situation stable avec possibilité d'avenir.
Adr. lettre manuscrite et C.V. détaillé s/référ. 421 à DAG, 65, rue de Rivoli, 75001 PARIS, qui transmettra.

ANGLAIS (E)

Formation univers. littéraire. Très bonne connaissance du français.
Expér. de la vente pour poste à vocation commerc. Dans la FORMAT. PROFESSIONNELLE. Emploi stable à temps complet. Ecrire avec C.V. et prétent. à : Mme FISHER, LINGUAPHONE. 12, rue Lincoln, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Lieu Paris
formation école de commerce ou équivalent. Anglais courant, expérience minimum 3 ans, vente -secteur informatique. Rémunération importante. Envoyer c.v. + photo sous référence 3.536 M à SWEERTS, B.P. 289, 75424 Paris Cedex 09 qui transmettra.

BANQUE recherche

CAISSIÈRES DE CHANGE

pour Lyon
Ecrire avec nº de téléphone à nº M 59.988 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex, qui transmettra.

Sté industrielle et ciale C.A. consolidé 200 M.F. banlieue Nord recherche

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

– DUT de gestion ou équivalent.
– Expér. comptabil. analytique et gestion informatique.

Adr. lettre C.V., photo et prét. réf. M 59.970 à BLEU 17, rue Lebel 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE porte de Versailles recrute

TECHNICIEN

Titulaire d'un brevet de technicien en mécanique ou électromécanique pour effectuer essais physiques et mécaniques sur roches et assurer l'entretien du matériel d'essai (manipulation fréquente de charges lourdes). Horaire 39 heures.

Ecrire avec c.v. et prétentions à nº 69.328 Contesse Publicité. 20, avenue de l'Opéra. 75040 PARIS CEDEX 01.

BANQUE PRIVÉE FRANÇAISE, 2e arrdt recherche pour ses Services « Exploitation »

GRADE CLASSE III

– 25 ans environ.
– Bonnes connaissances de l'ensemble des opérations bancaires.

Libre de suite.

Adresser c.v BANQUE FRANÇAISE 45, r. Vivienne, 75002 Paris.

Administration Paris-5e rech. pour création d'un service informatique

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

chargé de l'application budgétaire sur mini-ordinateur du fond de la Recherche
– niveau étude supérieure (licence ou maîtrise) obligatoire ;
– 4 à 5 ans expérience de la programmation appréciés ;
– connaissances COBOL et BASIC souhaitées.

Envoyer lettre C.V. et prét. ss réf. 3.215 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75083 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

ORGANISME IMPORTANT Marché porteur C.A. 300.000.000 F recherche pour PARIS ou VERSAILLES COLLABORATEURS CIAUX, HOMMES, FEMMES
– Très bonne présentation.
– Goût contacts haut niv.
– Sens des responsabilités.
– Rémunération motivante.
– Formation permanente.

Pr r.-v. 500-24-03, p. 31.

DEMANDES D'EMPLOIS

EXPÉRIENCE = EFFICACITÉ

DIRECTEUR VENTES EXPORT

- Homme 45 ans, Certifié en Commerce International.
- 20 ans expérience Industrie. Anglais/allemand.
- Spécial Moyen-Orient, Asie, Europe, Afrique anglophone.
- Négociations directes, réseaux, licences, marketing, finances.
- Disponibilité à convenir.

Ecrire sous nº 1.240, « le Monde » Pub., Service Annonces Classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

INGÉNIEUR 43 ans CADRE III A

Cherche poste à responsabilités dans domaines : • Logistique de système • Maintenabilité • Fiabilité RÉGION PARISIENNE.

Ecrire sous nº T 039.998 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

AURIEZ-VOUS UN « CHALLENGE » POUR NOUS ?

Prof. de langues et homme d'affaires suisse, de Zurich, avec grande expérience dans le domaine Bancaire seraient intéressés à découvrir de nouveaux horizons surtout en voyageant.

Expérience en navigation à voile, titulaire de brevet de navigation B (ccs).

Chiffres 44-130'170, Publicitas, case postale CH-8021 Zurich.

Vous désirez structurer votre activité exportatrice ?

Le centre de formation continue de la Chambre de commerce de Chambéry vient de perfectionner pendant 4 mois 30 spécialistes dans les domaines suivants : douane, transit, règlement, financement, assurances, langues (anglais, allemand, espagnol, russe, polonais), gestion de dossiers export.

Ces 30 personnes sont immédiatement disponibles et mobiles.

Pour tous renseignements, contacter le CENTRE DE FORMATION CONTINUE Route de Saint-Cassin/Jacob Bellecombette, 73000 CHAMBÉRY - Tél. (79) 69-52-36.

Professeur Sc. et Techniques économiques, D.E.C.S. Libre juillet et août. Etudierait toutes propositions motivantes. Ecrire sous le nº T 040.000 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 32 ans, format. et expér. secrét. Direction, dipl. Cambridge, B.T.S. traducteur ocial anglais. Bonn. not. gestions. Exp. gér. petite société. Ch. empl. stable. 8.500 F × 13. Lib. à partir du 15 mai. Ecrire sous le nº nº T 039.965 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR DIVISION INTERNATIONALE, important fabricant français de composants électroniques, bilingue allemand, bon anglais, cherche poste similaire à Paris de préférence dans société allemande. Ecrire sous le nº Nº T 400 70 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Architecte Desa urbaniste 30 ans – G'A pratique profession importantes réalisations BTP, étud. tte propo. maître d'ouvrage, maître d'œuvre. Paris et Gironde. Tél. : (1) 828-99-16. 828-99-16.

J.F., 34 ans, très bonne présentation, attachée de direction, B.T.S. secrétariat, expér. dans différentes fonctions, poste à haut niveau, sens des respons. et des contacts. Rech. poste stable dans société de publicité de préférence. Libre de suite. Tél. 262-87-83.

CADRE DE BANQUE DIRECTEUR D'AGENCES (toutes clientèles, groupes industriels, particuliers) responsable contrôle de gestion-comptabilité analytique d'une grande banque, 37 ans, recherche poste de responsabilité, direction financière ou réseau de banque France-étranger. Ecr. s/nº 1.214 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre hom. 36 ans, dipl. sup. CO, alle., espa., angl., expérience 12 ans animation, réseau commerc., organisation, développement, création, recher. direct. centre profit, unité exploitation, direct. commerc. ou encadrement sup., libre de suite. Libre de suite. Tél. : 763-23-05 entre 14 h 30 et 18 h 30.

SUPER ASSISTANCE DE DIRECTION Cciale 43 ans exp. promotion, relat. pub. angl. esp. courants ch. poste et patron motivants. Téléphone : 745-32-21.

Homme 36 ans D E C S et + contrôleur de gestion souhaite emploi mobile anglais courant. Disponible bonne expérience Afrique. Allard, 29, rue Faidherbe, 75011-Paris.

Électromécanicien haute qualification cherche emploi région ouest Paris. Tél. : 16 (37) 48-79-54.

Homme 35 ans. Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit des Affaires. 10 ans d'expérience de direction de cabinet, montages d'affaires, création et rachat de sociétés, négociations. Recherche collaboration à temps partiel avec groupe de sociétés. Ecrire M. Chaigneau, 45, rue Lemoine-Rivière 95100 Argenteuil ou Tél. : 980-09-01.

Ccial quadrilingue 45 ans vendeur polyval. excel. présent. expér. et réf. ch. poste créat. ou exploit. réseaux comm. négociat. respons. client et VRP propose contacts tt niv. rég. nation ou Europe délégué pouvoirs direct. gde moralité. Rémunér. forfait selon import. opérations. Ecr. HAVAS 06072 Nice Cedex, BP 346. Réf. 0572

J.F. française résident en ALGERIE offre sa collaboration à Sté pour poste d'agent de liaison ou secrétaire de direction. Bne connaissance du pays et des démarches auprès administrations. Disp. immédiatement. Ecrire Mme JACQUE chez M. SAHRI. 12, rue Sidi-M'Hamed. Borj-El-Kiffan. Réponse assurée.

J.F. bonne présentation, anglais, allemand, hollandais. Rech. emploi hôtesse, standardiste, réceptionniste. Tél. : 355-90-91.

J.H. 25 ANS maîtrise droit ch. emploi. Tél. : 334-20-90 immédiatement disponible.

Ingénieur + gestion ayant la :

FIBRE COMMERCIALE

Expér. biens industriels à l'exportation. 37 ans Anglais, espagnol, rech. Direction Commerciale export Ecrire sous le nº T 040.064 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN 28 ans, bientôt diplômé, expérience : 7 ans en électron. dont 6 ans en laboratoire recherche poste d'études. Ecr. s/nº 1.244 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Animateur 32 ans assimil. DEFA. Actuellement responsable Foyer 3e âge, expér. différ. mil. sociaux, cherche poste milieu identique ou différent. Ecr. s/nº 1.242 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE

RECHERCHE + SÉLECTION RIGOUREUSE DE VOS

CADRES

PAR SPÉCIALISTES GARANTIE 1 AN

CABINET D.G.

DISCRÉTION ASSURÉE

236-00-33

Importante Société bâtiment et Travaux Publics région parisienne recherche

CHEF COMPTABLE 3e ÉCHELON

Il assurera la responsabilité de la comptabilité d'une agence. Il justifiera de quelques années d'expérience dans un poste analogue. Connaissances du milieu bâtiment et T.P. appréciées.

Ecr. av. C.V., réf. et prét., sous réf. 4.894, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris ced. 02, qui transmettra.

capitaux propositions commerciales

Particuliers, placez à haut rendement, sans intermédiaire, avec industrie dynamique, exportatrice d'équipements industriels brevetés de premier rang, prêt par tranche de 10.000 F, durée 1 an ou plus, intérêt mensuel avec amortissement ou non du capital. Ecr. VERDELET, ATN, B.P. 510, 76370 Neuville-lès-Dieppe.

Recherche capitaux privés 500.000 F, remboursement sur 5 ans, garantie hypothécaire. Tél. (4) 480-05-69.

cours et leçons

Recherche ANGLAIS pour COURS domicile PARIS-8e. Tél. (1) 523-51-75.

formation professionnelle

Formation Professionnelle au :

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Informatique de gestion
Informatique Industrielle
Électronique - Micro
Préparation au B.T.S.
- RÉSERVATIONS.
- INSCRIPTIONS
- TESTS

A partir du 25 avril 1983 205-24-63 - 241-83-83

CONTROL SOFT Sélectionne 10 candidats. Niveau BAC + 2, stages format. 3 MOIS ANALYSTE-PROGRAMMEUR Rens. R.-V. : 257-40-20.

propositions diverses

Rech. collaborateur indép. pour diffusion parfums de qualité et création réseaux distribution. Exportation possible. **362-68-59**

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillés, etc.

Pour informat., écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue de Montyon. 75429 PARIS CEDEX 09.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Cabriolet Coccinelle 1979 état neuf, 75.000 F. Tél. (56) 02-10-08.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

ILE-SAINT-LOUIS superbe 5 pces tt cft 150 m². Tél. : 500-54-00.

PLACE DES VOSGES

dans HOTEL PARTICULIER (COLBERT) restauration luxueuse, jardin, superbe duplex de 123 m², 2 salles de bains, parking, ascenseur. 1.470.000 F.

SIMRA 355-08-40.

5e arrdt

PANTHÉON

bel immeuble classé ravalé. STUDIO avec mezzanine confort. Prix : 395.000 F. VERNEL : 526-01-50.

NEUF JARDIN DES PLANTES

1 ET 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE 2, 3, 4, 5 P et DUPLEX. Vis. témoin ts jours 14/19 h. Sauf mercredi et dimanche.

MÉTRO JUSSIEU Studio tt cft, bel imm. calme. 200.000 F. 577-74-38.

6e arrdt

SAINT-PLACIDE/RENNES

3 P. 65 m². 560.000 F.

Duplex, poss. prof. libérale Urgent MARNIER. 222-69-50.

Pr pl. FURSTENBERG pptaire vd gd 2 p., charme. Vis. s/pl. lundi, mercr., jeudi 10 à 16 h, 26, RUE DE L'ÉCHAUDÉE.

SÈVRES BEAU 5 PCES

Imm. récent, stand., 2 salles de bains, balcon, terrasse. 2.100.000 F - 542-40-90.

7e arrdt

VANEAU IMM. XIXe

Belle restauration, 2e étage, ascenseur, double living + chambre, parfait état, 770.000 F. HOME 75. Tél. : 553-30-72.

AV. LA BOURDONNAIS 2 pièces cuisine, w.-c., 45 m² à rénover. Prix 545.000 F. GARBI 567-22-88.

11e arrdt

MÉNILMONTANT

2 à 5 p., gd stdg, tt cft PRÊT CONVENTIONNÉ Imm. neuf, livr. immédiate RÉSIDENCE LES COURTILLES PRIMM 788-11-23.

12e arrdt

RUE DE PICPUS dans imm. pierre de taille propriétaire vend 5 pces tout confort 91 m² + balcon, 5e ascenseur, occupé jusqu'en 85. Téléphone : 500-54-00.

13e arrdt

ATELIER LOFT

Clair, calme, 200 m² à aménager sur 2 niveaux, poss. division. Direct propriétaire. 325-33-08 (325-13-00 après 19 heures).

15e arrdt

Jean Feuillade, 54, av. La Motte-Picquet (15e) 566-00-75. recherche pour clients sérieux 15e et 7e art., appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

EMILE-ZOLA

Pierre de taille, stand., dble liv. + s. à manger, 3 chambres, 2 bains, service possible, 1.350.000 F. Exclusivité. HOME 75. Tél. 553-30-72.

Parc G.-BRASSENS

grand 3-4 pièces avec séjour de 35 m², 6e étage, avec ascenseur, balcon, standing, parking.

1.050.000 F. AGENCE FRANCE IMMOBILIER TÉL. : 320-15-11.

Issy/Pte Versailles CFT charm. 3 p. + serv. poss., duplex 550.000, 577-98-85.

BON 15e CALME. Séjour + 3 chbres, bon plan. Tél. 833-29-77/577-38-38.

16e arrdt

360 m² A REFAIRE

Profes. libér. Piccini/Foch Très bon plan. 574-23-19.

17e arrdt

BD MALESHERBES

(PRÈS), pierre de t., salon, salle à manger, 4 chambres, 2 bns, parfait état, 1.750.000 F. HOME 75. Tél. 553-30-72.

45 BIS, AV. VILLIERS

DUPLEX avec MEZZANINE de 2-4-5 pces et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION Visites Lundi/mardi 13 h/18 h.

COURCELLES 4-5 p., 2 bains, 5e, ascenseur, balcon, soleil. 1.250.000 F. T. 267-18-33.

18e arrdt

PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE

un logement avec ou sans cft. Adressez-vous à un spécialiste.

IMMO. MARCADET

88, rue Marcadet, 75018. Paris. Estimation gratuite. Publicité à nos frais. Téléphone : 252-01-82.

VAUVENARGUES

57 m² env., tt cft, bel imm. 450.000 VERNEL 526-01-50.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT 3 P. + BALC, cave, parkg

PRÊTS : 60.000 F. A 2 % SUR 10 ANS + PRÊT CONV. + PR. 1 % CONS. POSS.

de 11 à 70.000 F à 2,2 % jus. 15 ans sel. reven. et situat. fam. MIL 382-09-37 sf mardi.

78-Yvelines

VERSAILLES

Avenue de Paris. 2' RER dans parc de verdure. P. de t. massive, hall, séj. dble, s. à manger, 3 chbres, cuis. équipée, 3 sanit., 130 m² environ, luxueusement aménagé, 3 park. 538-65-65.

MAISONS-LAFFITTE LE PARC

Dans une petite résidence p. de taille, récent 3/4 pièces, séjour 29 m², terrasse 15 m², cuisine semi-équipée, très clair, état neuf, 2 boxes en sous-sol.

900.000 F. AGENCE FRANCE IMMOBILIER TÉL. : 320-15-11.

92 Hauts-de-Seine

Rez-de-jardin, Saint-Cloud, 14, rue Dailly Duplex 3 pièces, 75 m², box 2 voitures, jardin, terrasse, 100 m². Prix 930.000 F à débattre. Tél. : (4) 421-53-45.

MEUDON

8, route des Gardes

VUE PANORAMIQUE

IMM. PIERRE DE TAILLE 2 et 3 PCES avec GD BALCON Livraison mai 83.

DERNIER ÉTAGE

Appartement témoin, samedi, mardi, vendredi 14-18 h. 507-15-98 ou 200-23-20.

Dans immeuble style

HOTEL PARTICULIER

Beau 4 p., calme, soleil, terrasse, limite Neuilly-Levallois. Prix intér. Direct pptaire 328-58-65 (ap. 19 h 326-13-00).

Province

CANNET-CANNES

ANCIEN APPT 3 p. 74 m², TERRASSE 29 m², TRAVAUX. Bas prix. (16-1) 386-11-10.

appartements achats

EMBASSY SERVICE

8, av. Messine, 75008 PARIS recherche URGENT APPT

180 A 220 m2

ACHAT ou LOCATION 16e, 8e ou 7e, 562-16-40.

LIBANAIS recherche APPT HOTEL PART. quartier résidentiel. Tél. : 260-10-24.

MARNIER UN NOM... une garantie. 207, bd St-Germain. 222-69-50.

appartements occupés

MARAIS-BEAUBOURG 2-3 p. 62 m², imm. pierre de t., parfait état, tt cft, 3e sans asc., occupé surface corrigée. Téléphone : 227-93-30.

locations non meublées offres

Paris

15, Avenue Hoche, 3 pces 130 m², confort, 2e ét. Prix : 6.200 F. + charges. Mardi de 15 h à 17 h.

PRÈS HOPITAL SALPÊTRIÈRE gd 2/3 p., tt cft., balc., imm. récent, stand., 3.500 F, c.c. Tél. 347-57-07.

Région parisienne

OSOIR-LA-FERRIÈRE 20 km de Paris - 35 mn de l'Etoile par autoroute pavillon neuf, style rustique 117 m², 3 ch., 1 s. de bns, cuis., salle à manger, salon, (poutres apparentes), gar. couv., grenier, jard. 1000 m². Disp. de suite. Tél. : 283-16-93 ou 283-49-63.

locations non meublées demandes

Paris

Collaborateur du journal cherche à partir août-septembre, appartement environ 120 m², préfér. rive gauche ou Marais. Ecr. s/nº 6.491 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. RECHERCHE 2 pièces, cft Paris. Téléphone : 346-83-69. A partir de 18 heures.

EMBASSY SERVICE

8, av. Messine 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et diplomates, APPTS HOTELS PARTIC. et BUREAUX. LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

Commerçant recherche location 3 pièces confort, Paris ou portes pour le 15 mai ou 1er juin. Durée 1 an maximum. Tél. : 807-09-66.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux apparts de standing, 4 p et plus. Tél. 281-10-20.

DIRECT A PARTICULIER pr GRDE ADMINISTRATION. Cadres supérieurs et personnel muté recherchent APPTS 2 à 10 p. ou villas, prix indifférents. Tél. : 504-01-34, poste 24.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

bureaux

Ventes

VOUS CHERCHEZ DES BUREAUX 300 m² ET PLUS N'HÉSITEZ PAS APPELEZ SARI, 776-44-88

Locations

PARIS-17e

500 m² sur 1 niveau cloisonné, disp. début avril **SARI, 776-44-88**

LA DÉFENSE

R.E.R. Nanterre-Préfecture Immeuble neuf 1.500 m² divisibles/étage **SARI, 776-44-88**

PORTE DE BAGNOLET

7.500 m² divisibles Tél. restaurant, parkings Métro + périphérique + A3 **SARI, 776-44-88**

92 PUTEAUX

1.000 m² divisibles Tél. + park. + cloisons en pl. **SARI, 776-44-88**

PARVIS DÉFENSE

167 m² en R.-DE-CH. **SARI, 776-44-88**

3, AV. D'ITALIE

500 m² sur 1 niveau cloisonnés, bon état **SARI, 776-44-88**

EMBASSY SERVICE

562-62-14

RECH. 150 A 200 m2

Bureaux quartier d'affaires.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F PAR MOIS 1 DOMICILIAT. + SERVICES SART ARTISANS 296-38-74.

ARCHITECTE CHERCHE COLOCATAIRE POUR BUREAU DE DESSIN INSTALLÉ 70 m² 1.000 F par mois à Grigny (Essonne). Tél. 905-16-75/996-47-32.

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L. - R.C. - R.-M. Constitution de sociétés démarches et tous services permanence téléphonique.

TÉL. : 355-17-50.

Domiciliations 8e-2e.

SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 359-77-55. 92 BOULOGNE 603-38-32.

PARC MONCEAU

hôtel particulier 670 m² utiles **SARI 776-44-88.**

PONT DE NEUILLY

668 m² récents, cloisonnés Tél., park, standing Vente ou location **S.A.R.I. 776-44-88**

PARIS-16e

De 1.000 à 3.400 m² Disponibles immédiatement **S.A.R.I. 776-44-88.**

locaux commerciaux

Ventes

ST-GERMAIN, bel emplac. pptaire vd local ocial. Rez-de-ch. et sous-sol. Vis. s/pl. lun., merc., jeudi 10 à 16 h., 26, rue de l'Echaudé.

Locations

MONTREUIL-BOISSIÈRE Magasin 250 m² + s/sol 175 m². Possibilité division S.N.E.C. 266-25-02.

locaux industriels

Ventes

(78) CLAYES-SS-BOIS

1.967 m², entrepôts, burx, logts 4.500 m² de terrain **SARI, 776-44-88**

(93) AUBERVILLIERS

Terrain viabilisé 9.000 m² **SARI, 776-44-88**

Locations

92 PUTEAUX

Proche Défense 2.000 m² entrepôt, bureaux **SARI, 776-44-11**

fonds de commerce

Ventes

PRÈS QUAI MONTEBELLO Librairie spécialiséeb arts. Magasin 60 m² s/3 niveaux. S.N.E.C., 266-25-02.

FG SAINT-ANTOINE 160 m² + cave, cession, 350.000 F, loyer 45.000 F/an. LARTIGUE, 705-61-91.

boutiques

Ventes

INVESTISSEURS

RENTABILITÉ 10 % MINI. FRAIS NOTAIRE INCLUS Xe MAIRIE 430.000 F. 2e Marché St-Honoré 700.000 14e DENFERT 890.000 F. gare St-Lazare 480.000 F.

MURINVEST 723-30-40.

pavillons

GARGES-LES-GONESSE très beau pav. moderne 8 p. 200 m², jard., piscine, parfait état 850.000 F. SEGONDI 874-08-45.

villas

CHESNAY-VERSAILLES 5' gare rive droite écoles maison parfait état, 6 chbres, salon, s. à mang., bur., 2 bns, jard. 600 m², dépendances. Téléphone : 954-55-85.

03 Part. vend 8 km de Montluçon VILLA F4, libre, 3 chbres, terrain 1.164 m² clos, tt cft, 600.000 F. Tél. (16-94) 41-68-90 h b.

Situation exceptionnelle. Calme. Vue. Proximité ski. 8 km GAP, Hautes-Alpes. Villa 160 m². Cheminée, s 7500 m². Piscine, Gazon, arbres. Prix : 1.000.000 de francs. Ecr. GRENIER 83470 Pourrières.

LAMORLAYE (60), près Chantilly, jolie villa récente, pl. pied, 1 entr., séj. dble avec chem., cuis. équipée, 3 cbres, bains, garage att., 600 m² env. parfait état. Affaire intéres. Px 580.000 F. Tél. (4) 421-46-39.

LA FERTÉ SS/JOUARRE (2' gare) belle maison ancienne. Famille nombreuse ou prof. lib. JARDIN de CHARME (1.700 m²) dépendances tt cft. Px : 900.000 F. WEEK-END 022-08-45. 45 heures, repas ou SEMAINE : 531-51-10.

CLAYE-SOUILLY - 77

Part. vd très belle villa style anglais, entrée, cuis. équipée, gd salon avec cheminée, s. à manger, 3 ch., 2 bns, 2 w.-c., gar., terr. paysagé. 845.000 F. 634-13-18-364-18-61 le soir.

propriétés

VERRIÈRES-BUISSON ANCIEN MOULIN

Surface habitable 400 m² Surface parc 3.600 m² MALESHERBES 73. Tél. 522-05-96.

BETHEMONT s/4.000 m², jolie maison 7 pièces, 250 m². Exception, 1.150.000 F ap. 20 h, 588-75-61.

SÈVRES RÉSIDENTIEL PROPRIÉTÉ 3' R.E.R. 300 m² s/parc 1.500 m² 1.850.000 F - 522-05-96.

terrains

PRÈS LE TRÉPORT Terrain 550 m². Vue mer. Prix 60.000 F. S.N.E.C. 266-25-02.

viagers

Me Jules-Joffrin. 2 p. tt cft. + box immeuble pierre de taille. 130.000 F + 2.500 F mens. Viager, appt libre de suite. Tél. 266-19-00.

Le Monde

économie

Un 1er mai calme et morose

- *La manifestation parisienne C.G.T.-C.F.D.T.-FEN a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes*
- *Seuls F.O. et l'extrême gauche... et les petits patrons du S.N.P.M.I. ont contesté la politique gouvernementale*

A Paris comme en province, le 1er mai 1983 a été calme et morose. La manifestation unitaire parisienne C.G.T.-C.F.D.T.-FEN, la première depuis 1979, a rassemblé plus de monde qu'il y a quatre ans. En province, c'est à Marseille que la mobilisation syndicale a été la plus forte (15 000 manifestants selon les organisateurs, 2 300 selon la police). On a compté environ 5 000 participants à Toulouse, 3 000 à Bordeaux, 2 000 à Lyon, les chiffres étant partout plus élevés selon les syndicats. Dans toutes ces manifestations unitaires, la présence de la C.G.T. était *nettement plus importante*. La participation des immigrés a également été forte, comme à Strasbourg, où ils représentaient 40 % d'un défilé d'environ 800 personnes. En Bretagne, en Alsace et en Lorraine (à l'exception de Nancy), l'absence d'unité a été quasi totale. Un incident léger a été signalé à Saint-Girons (Ariège), où la vitrine du parti communiste a été détruite.

Si l'on voit dans ce 1er mai un baromètre du climat social, le gouvernement ne se sentira pas réellement contesté par les manifestations qui ont eu lieu. Si, à Paris, F.O. a défilé contre l'austérité, dans les cortèges unitaires C.G.T.-C.F.D.T.-FEN, seule l'extrême gauche a contesté la politique gouvernementale. A Rouen, cependant, des banderoles affirmaient : *« Mauroy nous a fait le coup de Barre »*, et *« Peut-on lutter contre l'austérité sans combattre le gouvernement ? »*. Une exception.

Dans une déclaration à la presse, avant la manifestation unitaire parisienne, M. Krasucki a souligné que *« les travailleurs de France constituent une force avec laquelle il faut compter »*. Comme MM. Maire et Pommatau, il a insisté sur la solidarité internationale *« avec les travailleurs de tous les pays sans exception »*. *« Il n'est pas question*, a affirmé pour sa part le secrétaire général de la FEN, *de remettre en cause les grandes orientations du gouvernement, mais les travailleurs ne sont pas des moutons. »* S'exprimant à Béziers, au congrès départemental F.O. de l'Hérault, M. Bergeron s'est inquiété de la montée du mécontentement, et il a fait allusion aux manifestations unitaires : *« Vous me voyez à côté de gens de la C.G.T. et du parti communiste qui travaillent à l'avènement de sociétés dont on voit ce qu'elles donnent... »* A une assemblée de militants C.F.T.C. à Vichy, M. Jean Bornard a rendu hommage à M. Lech Walesa, qui montre que *« la liberté ça se mérite »*. *« Il appartient aux travailleurs*, a-t-il ajouté, *de passer du mécontentement à l'organisation pour donner au syndicalisme la force dont il a besoin aujourd'hui pour éviter une sérieuse menace de régression sociale. »*

Par rapport aux précédentes célébrations, ce 1er mai a eu une double originalité : le retour, dans la majorité des manifestations, à l'unité d'action C.G.T.-C.F.D.T.-FEN, mais cette unité, comme on l'a vu à Paris notamment, était bien artificielle ; et l'organisation, pour la première fois, d'une manifestation parisienne de petits patrons et de commerçants, qui n'a pas eu le succès escompté par ses organisateurs du S.N.P.M.I.

LA MANIFESTATION PARISIENNE C.G.T.-C.F.D.T.-FEN...

A cache-cache avec l'unité

Les nombreux manifestants parisiens du défilé C.G.T.-C.F.D.T.-FEN (cent mille selon les cégétistes, quarante mille selon la police), ont, de la gare de l'Est à la Bastille, joué à cache-cache avec l'unité. Au premier rang du cortège, MM. Krasucki, Maire et Pommatau, ont laissé le coude à coude aux secrétaires généraux de leurs unions régionales et sont restés à distance les uns des autres.

La banderole unitaire, mettant l'accent sur la solidarité internationale et le changement au quotidien, déchirée par le vent a dû être repliée : même la météo n'était pas du côté de l'unité. Les slogans, peu nombreux, évitaient tout jugement sur la politique gouvernementale et s'abstenaient de reprendre les termes minima de l'accord C.G.T.-C.F.D.T.-FEN. L'unité d'action, dimanche à Paris, était aux couleurs de la C.G.T., dont le service d'ordre scandait avec force : *« Union, action avec la C.G.T. »*

Derrière le groupe des dirigeants syndicaux avaient pris place les « politiques » : MM. Debarge et Sarre pour le P.S., MM. Lajoinie, Le Guen et Laurent pour le P.C., les ministres Ralite et Le Pors. Puis venaient les bataillons d'une C.G.T. *massivement représentée*, les communaux, les jeunes, les « Citroën », les « Talbot », les « Renault », scandant *« des sous il y en a dans la poche du patronat »* ou *« luttons, gagnons avec la C.G.T. »*.

Rares étaient, en dehors par exemple de celle des impôts de Paris, les banderoles unitaires. Même les immigrés n'avaient pas été réunis, et ceux de la C.G.T. se distinguaient de ceux de la C.F.D.T., avec des slogans différents. Des Iraniens — un court affrontement a opposé khomeinistes et antikhomeinistes — aux Turcs, des Sud-Américains aux Polonais, des dizaines de délégations étrangères ont donné une forte coloration internationaliste à la manifestation. Un lâcher de tracts de Solidarnosc sur le cortège a été conspué par des cégétistes.

Comme à chaque 1er mai, le défilé cette année, bien terne, bien austère, a réuni aussi les jeunes de la JOC-J.O.C.F., des soldats en uniforme, des groupes de femmes, des *« groupes homos d'entreprise »*. Les femmes de la Confédération syndicale des femmes n'étaient pas les moins combatives : *« L'État socialiste doit payer ses dettes aux femmes ; qui paie ses dettes s'enrichit. »* Les délégations de la C.F.D.T. apparaissaient bien maigrelettes, les contestataires du regroupement cédétiste *« pour une autre démarche syndicale »* s'en prenant directement au gouvernement : *« Mitterrand, Mauroy, pas de cadeaux au patronat »*. Ils précédaient les militants de la Ligue communiste révolutionnaire et ceux de Lutte ouvrière qui prônaient la grève nationale unitaire contre l'austérité et l'abrogation des ordonnances.

M. N.

...ET CELLE DE F.O.

L'austérité au pilori

« Non à l'austérité... » Sous l'immense banderole, les premiers rangs du cortège de Force ouvrière en région parisienne démarrent ce 1er mai vers 10 h 30, de la place de la Bastille. Plus qu'un slogan, ces mots seront le symbole du jour. MM. Quilès et Debarge représentant le parti socialiste suivent discrètement à quelques mètres de la banderole et des représentants syndicaux. M. Roger Sandri, secrétaire confédéral, mène le cortège, entouré des responsables de l'union régionale et de Solidarnosc. M. Bergeron est absent, il passe la journée à Béziers, au congrès départemental F.O. de l'Hérault.

(Dessin de PLANTU.)

Remontant l'étroite rue de la Roquette, *se succèdent les délégations* venues des départements, des administrations, des industries ou représentant les migrants, les « sans-papiers » ou encore les chômeurs. Le cocktail est habituel, mais l'assistance est cette année particulièrement jeune. De 1 800 à 2 200 personnes selon la police, de plus de 6 000 selon les organisateurs, le nombre des manifestants approche en réalité les 3 000.

Le ton est nettement revendicatif. Le refus de l'austérité, le maintien du pouvoir d'achat tout au long de la manifestation devancent de loin d'autres *mots-clefs tels* l'indépendance syndicale, le droit au travail, la laïcité ou la solidarité internationale.

On marche vite dans le matin humide et venté. La plupart des boutiques ont leur rideau fermé. Le cortège arrive enfin vers 12 heures aux portes du cimetière du Père-Lachaise. La foule se perd quelque peu entre les tombes pour se retrouver devant le Mur des fédérés. Alors commencent les traditionnelles prises de parole. Droits de l'homme, syndicats libres sont les thèmes les plus applaudis des interventions qui se succèdent. Solidarnosc, un syndicat argentin, puis le SMOT, syndicat libre d'Union soviétique, enfin la confédération F.O. Au nom de cette dernière, M. Sandri se lance dans une critique musclée de la politique gouvernementale. Trop de rapidité dans les réformes au lendemain du 10 mai et aujourd'hui une rigueur qui fait d'abord payer les travailleurs. Cette rigueur, décidément, est *au pilori, pour ce 1er mai plus français* qu'internationaliste. Dommage, MM. Quilès et Debarge n'entendent pas la diatribe. Ils ont depuis longtemps quitté le cortège. Le P.S. tenait à être présent, ont-ils déclaré, dans ce défilé de F.O. comme dans la manifestation unitaire de l'après-midi.

D. R.

LE DÉFILÉ DU S.N.P.M.I.

Trois mille petits patrons et des militants d'extrême droite

Environ trois *mille* personnes ont participé, dimanche dans l'après-midi à Paris, au défilé organisé par le Syndicat national du patronat moderne et indépendant (S.N.P.M.I.). M. Gérard Deuil, président du syndicat, espérait dix mille participants à ce *« défilé des libertés »*, selon la signification que voulait lui donner le président du syndicat. Par les slogans qui étaient répétés, la manifestation a pris souvent des couleurs politiques. Parti vers 16 h 30 de l'esplanade des Invalides, le cortège *s'est disloqué sous la pluie battante*, au Panthéon, rue Soufflot.

Très étiré, *le défilé rassemblait*, certes, nombre de petits patrons et de commerçants, mais aussi des représentants d'organisations de professions libérales (médecins, chirurgiens-dentistes, etc.), de la Fédération indépendante de la police. A la fin du cortège, un groupe de jeunes plus resserré et, semble-t-il, *plus déterminé, marchait derrière* une large banderole « Opposition totale à la loi Savary », puis, un peu à l'écart, un groupe de catholiques intégristes « Chrétienté-Solidarité » chantait des cantiques en latin et affirmait son soutien aux syndicats polonais de Solidarnosc. Le long des trottoirs, des militants de mouvements *politiques d'extrême droite* vendaient des journaux du Parti des forces nouvelles ou de Jeune Nation.

Des slogans répercutés par des mégaphones, mais vite retombés, étaient surtout d'ordre politique, plus particulièrement à la fin du cortège *(« Krasucki à Moscou », « Mitterrand-Marchais, la France en a assez », « Le bolchevisme ne passera pas », « Les Français dans la rue contre le communisme », etc.)*.

Devant le Mur des Fédérés

« L'EFFORT QUE NOUS DEMANDONS EST BIEN PEU DE CHOSE... »

déclare M. Pierre Mauroy

M. Pierre Mauroy a déposé une gerbe de roses, dimanche après-midi 1er mai, au pied du Mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, en hommage aux communards fusillés par les versaillais en mai 1871. Expliquant ce geste, le premier ministre a notamment déclaré : *« C'est à la fois l'affirmation d'une présence et d'une conviction. C'est au fond une façon de rendre hommage à tous ceux qui ont souffert, à tous ceux qui ont connu des périodes difficiles, quelquefois tragiques. C'est aussi rappeler, alors que la gauche est au pouvoir, combien son combat a été long, combien il a été marqué par l'effort, combien, quelquefois, il a été marqué par la souffrance. Est-il besoin de dire que, maintenant qu'elle est au pouvoir, l'effort que nous demandons est bien peu de chose à côté de tout ce qui a été apporté, spontanément ou d'une manière organisée, par tous ces travailleurs depuis bien des années. »*

● **Première livraison française d'uranium enrichi à l'Inde.** — Une première livraison de 10 tonnes d'uranium enrichi en provenance de France et destinée à la centrale nucléaire indienne de Tarapur, près de Bombay, doit arriver en Inde le 5 mai, a indiqué, jeudi 28 avril, un responsable du complexe nucléaire. Selon l'agence indienne Ina, l'uranium sera acheminé par un avion d'une compagnie aérienne indienne. L'usine de fabrication de combustible à *partir* d'uranium enrichi est fermée depuis février 1981 à la suite du refus des Etats-Unis de poursuivre ses fournitures d'uranium à l'Inde. Le dernier envoi remonte à 1980. L'Inde et la France ont signé en novembre dernier un accord portant sur la fourniture d'uranium enrichi pour les dix ans à venir.

LE MEETING « UNITAIRE » A LA BASTILLE

Le chaud et le froid

Place de la Bastille, peu après 17 heures, le vent balayait la foule des manifestants de pluie et de soleil, soufflant alternativement le froid et le chaud. Il en fut de même pour la tonalité des discours prononcés pendant le meeting, une fois évanouis les rythmes torrides du groupe reggae Apartheid not, qui accueillait le cortège.

Premier à s'exprimer, M. Edmond Amiable, secrétaire général de l'union régionale C.G.T. de l'Ile-de-France, prononça une allocution conforme à la tradition. Reprenant les thèmes unitaires de ce 1er mai, il rappela que « la C.G.T. agit pour le respect des libertés fondamentales, des droits de l'homme, des libertés et droits syndicaux dans tous les pays », *ajoutant, au passage attendu,* « la libération des syndicalistes emprisonnés ». *Evoquant ensuite la Pologne, après un hommage rendu aux travailleurs des pays socialistes, M. Amiable déclara :* « La C.G.T. soutient les forces qui veulent construire une société socialiste dans la démocratie ; la C.G.T. souhaite qu'elles dialoguent et unissent leurs efforts pour surmonter la crise acutelle. » (...)

Ces propos, comme les attaques contre la droite et le patronat, furent salués comme il convient en pareille occasion. Par contre le second orateur, M. Jean-Pierre Bobichon, secrétaire général de l'union régionale parisienne C.F.D.T., s'attira bien vite les foudres. Cris, sifflets et altercations («Tais-toi », « Nicaragua », « provocateur ») couvrirent bientôt les applaudissements venant des rangs de la C.F.D.T., plus faible numériquement. Tout commença au simple énoncé du nom Solidarnosc et ne devait plus cesser, alors que M. Bobichon insistait longuement, saluant le « courageux syndicaliste Lech Walesa » *et ajoutant :* « Nous nous sentons profondément aux côtés de Zbigniev Bujak, en clandestinité, président de Solidarnosc pour la *région de Varsovie* », *saluant* « les travailleurs polonais qui sont morts victimes de la répression » *et les militants de l'ex-KOR...*

Les cris cessèrent au passage consacré aux travailleurs immigrés, mais reprirent de plus belle quand, abordant la situation en France, l'orateur C.F.D.T. insista sur « les efforts qui doivent être consentis pour le redressement durable de la situation économique du pays » ; *sur ces efforts* « compris et partagés équitablement » ; *efforts qui* « doivent s'incrire dans une politique de changement ». *Plus curieusement, des sifflets s'opposèrent encore à sa déclaration selon laquelle la C.F.D.T. réclame* « le partage du temps de travail et la réduction du temps de travail vers les 35 heures » *pour gagner la bataille de l'emploi.*

Enfin, le rappel de « l'ambition unitaire de la C.F.D.T. (allant) au-delà d'un accord à trois organisations syndicales » *provoqua une dernière colère de la foule.*

Décidément, le climat unitaire de ce 1er mai s'offrait quelques perturbations, parfois proches de la tempête, que le dernier intervenant, M. Camille Sandrin, pour la FEN-Paris, traversa calmement en assurant : « Nous nous réjouissons de ces retrouvailles... »

Al. L.

TOURISME

Après l'incitation du gouvernement à « voler français »

T.W.A. RÉCLAME DES REPRÉSAILLES CONTRE PARIS

Le président de la compagnie américaine Trans World Airlines (T.W.A.), M. C.E. Meyer, vient de demander au gouvernement américain de protester officiellement contre les consignes données par le gouvernement français aux agents de voyage les incitant à favoriser les transporteurs nationaux de *préférence* aux étrangers.

Dans un télégramme à M. Georges Shultz, secrétaire d'Etat, M. Meyer affirme que ces incitations constituent une violation des accords internationaux et bilatéraux conçus pour donner aux compagnies une égalité de chances au plan commercial.

T.W.A. estime que la décision du gouvernement de M. Mauroy va compromettre ses ventes sur le marché français, qui atteignaient jusqu'ici 80 millions de dollars par an (près de 600 millions de francs). T.W.A. fait observer que les trois cent trente mille touristes qui se sont rendus l'an passé aux Etats-Unis y ont dépensé près de 300 millions de dollars, en plus du prix de leur billets d'avion.

Un porte-parole de la compagnie a déclaré, de son côté, qu'un certain nombre de mesures de représailles pourraient être prises par le gouvernement américain, bien que T.W.A. croit davantage aux vertus de la compétition loyale qu'à celles du protectionnisme.

TRANSPORTS

A TOURS : DES RATÉS DANS LES BUS ÉLECTRIQUES

(De notre correspondant.)

Tours. — Depuis quelques semaines, les Tourangeaux ne voient plus que de manière intermittente les cinq minibus électriques — mis en service dans le centre-ville le 14 février dernier — se promener avec leur batterie en remorque. Des défaillances se sont, en effet, produites au niveau de la commande électronique de l'alimentation en électricité. Et si les bus continuent de rouler, c'est avec leur moteur thermique. Il s'agit, en effet, d'autobus « bimodes » qui peuvent aussi bien fonctionner au gasoil qu'à l'électricité.

L'expérience avait été tentée l'année dernière au mois de juin avec un prototype réalisé par Heuliez avec le concours de Citroën et faisant appel à Leroy-Somer pour le moteur électrique. Expérience, qui dura cinq semaines, et qui fut suffisamment concluante pour que le maire de Tours, M. Royer, toujours à la recherche de sources d'énergie « propres » donne le feu vert à la commande de cinq minibus du même type.

Ces véhicules developpent 25 CV en continu et offrent en cas de panne soudaine la garantie de pouvoir passer à la traction thermique en trois ou quatre minutes. Ils sont équipés de batteries *en plomb rechargeables* en sept heures.

Mais il semble bien que rapidement, comme l'a dit M. Royer devant le conseil municipal, *« les véhicules de série n'aient pas tenu les promesses du prototype »*. — P. M.

● **Manifestation de sidérurgistes à Vireux-Molhain (Ardennes).** — A l'appel de l'intersyndicale (C.F.D.T., F.O. et C.G.C.), 250 salariés de l'usine de la Chiers à Vireux-Molhain (Ardennes) ont *manifesté samedi 30 avril* pour protester contre la fermeture de l'entreprise. Dans l'après-midi, et jusqu'au dimanche matin, une petite partie des manifestants ont édifié un barrage sur *la R.N. 51*, sans qu'il y ait eu d'incidents.

CONJONCTURE

A UN MOIS DE LA RÉUNION A WILLIAMSBURG

Escarmouches pour un sommet

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La quatrième réunion « quadrilatérale » — qui réunit les Etats-Unis, le Japon, le Canada et la Commission européenne représentant la C.E.E. — a-t-elle été si peu productive que M. Haferkamp, commissaire chargé des relations extérieures, a jugé inopportun d'informer les ambassadeurs des Etats membres à Bruxelles ? A l'issue de la rencontre des 28 et 29 avril avec M. Brock, représentant spécial *pour les affaires commerciales* de la Maison Blanche, et MM. Yamanaka et Regen, respectivement ministres du commerce du Japon et du Canada, le vice-président de la Commission avait prévu de faire part aux Dix des discussions. Le rendez-vous a été annulé.

Avant même la fin de la « quadrilatérale », la délégation américaine faisait publier une déclaration dans laquelle il était rappelé que ce type de réunion *n'avait pas pour but de rechercher des décisions, mais d'« échanger des idées »...*

Cela explique-t-il que pratiquement aucune information *n'ait filtré de la rencontre de* Bruxelles ? M. Brock a, semble-t-il, insisté, en abordant les risques de la montée du protectionnisme, — sur l'endettement des pays en *développement qu'une* plus grande ouverture des marchés des pays industrialisés, notamment des Dix, aux exportations du tiers-monde pourrait résoudre pour une part non négligeable.

Sur les autres sujets chers aux Américains — commerce Est-Ouest, multiplication des réunions de la « quadrilatérale », nouvelle conférence ministérielle du GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) en 1985 — l'entourage de M. Haferkamp *se refuse à tout* commentaire.

Les Etats-Unis souhaitent que la « quadrilatérale », créée en juillet 1981 au sommet occidental d'Ottawa, se tienne à intervalles plus rapprochés et de manière régulière. Washington demande également une *« institutionnalisation » des conférences* ministérielles du GATT (la première rencontre du genre s'est tenue en 1973 et la seconde en novembre 1982). Conscients des réticences des Européens et plus particulièrement des Français sur tous ces sujets, les Américains semblent jouer la carte de la souplesse, dans l'espoir peut-être de les convaincre d'ici le sommet économique occidental de Williamsburg (28 au 30 mai).

M. S.

AGRICULTURE

POUR SORTIR LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE DE L'IMPASSE

M. Edgard Pisani propose une modulation des garanties de prix

Bruxelles (Communautés européennes). – M. Pisani, commissaire européen au développement, vient de transmettre aux autres membres de la commission de Bruxelles un document sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). L'ancien ministre de l'agriculture du général de Gaulle annonce son intention de leur adresser un texte complémentaire sur la suppression des montants compensatoires monétaires (M.C.M.).

Changer de politique agricole en s'appuyant sur une modulation des prix garantis et sur une modification du régime d'importation pour les produits de substitution dans les secteurs des céréales et des matières grasses végétales : telle est l'orientation qui est proposée aux responsables européens.

« *Excédents coûteux, déficits coûteux, relations internationales conflictuelles, inégalités internes : le problème n'est plus d'apporter à la PAC des correctifs ou des ajustements ; il convient, à la différence de ce qui a été fait jusqu'à ce jour, d'offrir de nouvelles perspectives à l'Europe et à l'agriculture européenne en changeant de politique* », affirme le document de M. Pisani. Pour lui, l'Europe verte doit trouver son second souffle et, avec elle, le financement des dépenses communautaires, si on veut empêcher que la « *coexistence nécessaire* (entre les Dix) *ne devienne intolérable* ».

Avant de porter un jugement sévère mais souvent lucide sur le fonctionnement actuel de la PAC, M. Pisani lui donne un coup de chapeau : « *Elle souffre d'avoir réussi et de n'avoir pas été modifiée pour tenir compte des conditions actuelles.* » Comment pourrait-il faire autrement, lui qui a négocié, il y a vingt ans, les grands réglements toujours en vigueur aujourd'hui ?

Mais la politique commune a subi un échec de taille : « *Elle a suscité une utilisation abusive de la réglementation communautaire pour obtenir des fonds du budget de la C.E.E. plus que pour s'adapter aux réalités du marché.* » Autrement dit, la PAC n'a pas assuré sa fonction première, à savoir l'orientation de la production par une politique adaptée de prix. « *Isolant chaque produit de son contexte et lui conférant une garantie définie, sans référence aux prix mondiaux*, souligne le texte, *elle n'a pu éviter la mise en marché de surplus non rentables ou vendables à des coûts supportables* ».

De notre correspondant

Afin de rétablir la situation, *M. Pisani propose, pour les produits* excédentaires, la fixation « *de prix économiques* » qui tiennent compte de la concurrence internationale : la garantie de prix devant être limitée à des volumes de production correspondant aux débouchés internes et externes. C'est là une notion déjà connue et même appliquée dans le cas du Marché commun du sucre. Mais, contrairement aux orientations récentes de la Commission, le document introduit des éléments relativement nouveaux afin de moduler les prix garantis pour un produit donné : richesse relative de la région et caractère social de production, taille de l'exploitation et type de production (hors sol, en batterie, etc.). En fonction de ces trois critères, la garantie serait différenciée. Le meilleur exemple est celui du lait : le prix de soutien serait le plus élevé pour les petits exploitants, inférieur pour les grandes exploitations faisant leur élevage hors sol et nettement plus bas pour les « usines à lait ». En résumé, pour un même produit, le modulation irait d'un « *prix social* » à un « *prix industriel* ».

Supprimer les M.C.M. en un ou deux ans

Abordant le secteur particulier de l'élevage, le commissaire reprend un thème cher aux Français depuis quelques années : les importations sans prélèvement agricole (taxe aux frontières) de produits de substitution aux oléagineux et aux protéagineux produits dans la Communauté. Les Dix achètent à l'extérieur l'essentiel de leurs aliments pour bétail (45 millions de tonnes par an). La solution proposée est dans ce cas classique parce que souvent avancée par la France : taxe à l'importation comme c'est le cas, par exemple, pour le maïs, le soja, le manioc, l'arachide et, à l'inverse, aide communautaire aux céréales fourragères destinées à l'alimentation animale.

Visiblement M. Pisani a des vélléités d'aller plus loin. Il évoque dans son document la nécessité d'établir des objectifs indicatifs de production révisables – « *la PAC ne peut être arrêtée une fois pour toutes* » – tous les cinq ans ; les modifications à apporter devront tenir compte de l'évolution du marché mondial, de l'agriculture européenne et des techniques agronomiques.

Il aborde en outre un thème qui, apparemment, lui tient beaucoup à cœur, celui du lien étroit et direct entre politique agricole et politique alimentaire. Selon lui, « *chaque produit doit être étudié d'un bout à l'autre de sa filière de production, de collecte, de stockage, de transformation, de commercialisation* ». Constatant que, pour plus de 70 %, la production est traitée par l'industrie de transformation, il estime que l'objectif final est de mettre en place « *une politique agricole et alimentaire commune* ».

Sur ces deux derniers sujets, M. Pisani n'insiste pas plus que cela. Est-ce parce qu'il sait que ses suggestions ne vont pas faire l'unanimité ni au sein de la Commission ni chez nombre d'Etats membres (Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, notamment) et que, dans ces conditions, il ne veut pas, en allant trop loin, gâcher les quelques chances qu'il a d'amorcer le débat ? Il ne faut pas oublier qu'il n'est pas habilité, en principe, à être le leader dans cette affaire, puisque l'agriculture ne fait pas partie de son portefeuille de commissaire européen. Apparemment, cela ne l'empêche pas d'envisager une solution sur les M.C.M. Il doit proposer dans les prochains jours un projet portant, croit-on savoir, sur leur suppression en un ou deux ans. En contrepartie du démantèlement progressif des M.C.M. allemands et néerlandais – celui des M.C.M. appliqués par les pays à monnaie dépréciée ne représentant pas une vraie difficulté (puisqu'il revient à augmenter les prix), – le commissaire a l'intention de proposer des aides communautaires aux agriculteurs allemands et néerlandais (la réduction des M.C.M. entraîne pour ceux-ci une baisse équivalente des prix garantis). Cette compensation pourrait être couplée avec des exonérations de TVA accordées aux paysanneries de R.F.A. et des Pays-bas.

Là encore, il s'agit de solutions qui ont été plus ou moins évoquées dans le passé, mais les secousses actuelles de l'Europe verte et de la Communauté tout entière appellent sûrement des actions d'une autre dimension que celles envisagées en ce moment par les responsables communautaires. Dans ce contexte, toute contribution peut être utile. D'autant que les « *ressources propres* » de la Communauté (1) seront à peine suffisantes pour 1984 selon les dernières prévisions des experts européens. Devant cette perspective, la Commission considère inévitable le « *déplafonnement* » du *1 %* de T.V.A.qui rencontre le veto de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Bruxelles doit se prononcer cette semaine entre une taxe sur la production agricole, la consommation d'énergie ou un prélèvement de TVA différencié selon le bénéfice tiré par chaque pays de la PAC. *Elle* a du mal à faire son choix.

MARCEL SCOTTO.

1) Les versements des Etats membres pour financer le budget communautaire se composent des recettes tirées des droits de douane, des prélèvements (taxes à l'importation) agricoles et des 1 % de la TVA perçus par les Dix.

M. PONS (R.P.R.) : le revenu des agriculteurs a baissé

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., invité dimanche 1er mai du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », a déclaré :

« *M. Rocard aura probablement satisfaction en partie sur les prix et sur les montants compensatoires monétaires. Mais le vrai problème est celui du revenu des agriculteurs. (...) Si l'on retire du revenu global des agriculteurs le revenu des producteurs de champagne et des appellations d'origine contrôlée, on s'aperçoit que le revenu des agriculteurs a diminué en 1982. Pour les producteurs de fruits et légumes, la diminution dépasse parfois 20 %. Pour les productions animales, la baisse est de 10 % à 15 %. Les agriculteurs sont malheureux. Ils sont mécontents et ils ont des raisons de l'être.* »

[Le revenu agricole de 1982, dont le compte provisoire sera officiel le 4 mai, est en forte hausse. Comme chaque année, l'indice des revenus est une moyenne qui cache de fortes disparités. Pour l'ensemble des productions, seuls les indices de valeur des betteraves, des fruits et des œufs marquent une régression.]

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

LA BALANCE COURANTE ENREGISTRE UN FORT EXCÉDENT

Londres (*A.F.P.*). – Grâce à un nouvel essor des exportations, qui ont progressé de 8 %, la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a enregistré en mars un excédent de 556 millions de livres contre 42 millions en février, après avoir été déficitaire de 311 millions en janvier. Pour l'ensemble du premier trimestre, le surplus atteint ainsi 287 millions de livres, moitié moins que pendant la période correspondante de 1982 (589 millions de livres).

Ces résultats sont dus principalement au pétrole de la mer du Nord, sans lequel la balance des paiements aurait, de janvier à mars, été déficitaire de plus de 1,4 milliard. La balance pétrolière a, en effet, été excédentaire de 1,7 milliard de livres au premier trimestre, presque trois fois plus que pendant la période correspondante de 1982 (698 millions).

De janvier à mars, les exportations se chiffrent à 14 760 millions de livres, en progrès de 9,5 % par rapport au premier trimestre 1982 et les importations à 15 013 millions, en hausse de 13,5 %, soit un déficit de 253 millions contre un excédent de 234 millions l'an dernier. Toutefois, le surplus « invisible » s'est accru, se situant à 540 millions contre 355 millions. En mars, les exportations ont atteint 5 283 millions et les importations 4 907 millions de livres (– 2,5 %), soit un solde positif de 376 millions (– 138 millions en février).

● **La productivité américaine** – non compris le secteur agricole – a augmenté de 4,8 % en rythme annuel pour le premier trimestre de 1983, ce qui constitue le meilleur résultat en deux ans. La progression avait seulement été de 0,4 % au dernier trimestre de 1982.



URBANISME

UNE DÉMARCHE AUPRÈS DE L'ÉLYSÉE

MM. Jacques Chirac et Michel Giraud demandent une loi financière spéciale pour l'Exposition universelle

M. Jacques Chirac, maire de Paris, et M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, ont fait une démarche, le vendredi 29 avril, à l'Elysée pour solliciter une audience auprès du chef de l'Etat. Ils veulent lui faire part de leurs préoccupations touchant au financement de l'Exposition universelle de 1989. L'un et l'autre ont déjà eu l'occasion – M. Chirac le 11 février dernier et M. Giraud trois jours plus tard – d'exprimer directement leurs soucis à M. François Mitterrand en tête-à-tête. Mais c'est la première fois qu'ils font une démarche commune. Celle-ci a été décidé à l'issue d'une réunion d'une heure et demie dans le bureau du maire de Paris, à laquelle participaient une douzaine d'élus de l'Ile-de-France, et notamment M. Jean-Pierre Fourcade (U.D.F.), vice-président du conseil régional et ancien ministre de l'économie et des finances, lorsque M. Chirac était premier ministre.

MM. Chirac et Giraud font observer que le projet de loi sur l'Exposition universelle, qui doit être présenté prochainement au Parlement (*le Monde* du 21 avril) ne dit pas un mot des modes de financement. Seul l'exposé des motifs indique que les aides financières, subventions et dotations d'équipement liées à l'Expo feront l'objet chaque année d'une ligne spéciale dans le budget général de l'Etat.

Les élus de l'Ile-de-France trouvent ces dispositions beaucoup trop floues. Ils redoutent que la rigueur des temps n'oblige le gouvernement à amputer les programmes d'équipement des autres régions de France pour privilégier la région parisienne. Cela au moment même où la loi de décentralisation, donnant son plein effet, leur conférera des pouvoirs accrus. La contradiction entre le néo-centralisme entraîné par l'Expo (« Tout à Paris, tout pour Paris ») et la volonté de développer l'autonomie régionale pourrait être fort mal ressentie.

MM. Chirac et Giraud ne veulent être ni accusés de profiter seuls de la manne de l'Etat ni obligés de financer une part de l'Expo sur leurs propres deniers. Aussi demandent-ils qu'une loi de programmation financière soit jointe au projet déjà adopté par le conseil des ministres du 20 avril et présentée en même temps au Parlement.

Ce texte prévoirait non seulement un échéancier des dépenses mais aussi les recettes correspondantes.

Une ressource spéciale

Les élus de l'Ile-de-France jugent indispensable de créer une ressource spéciale « Expo 89 » qui pourrait prendre par exemple la forme d'une taxe sur l'essence. Cette idée a déjà été lancée au conseil régional. Un prélèvement exceptionnel et temporaire de 6 centimes par litre de carburant rapporterait 200 millions de francs par an. Cela permettrait de financer en partie l'amélioration des transports et de la circulation en *région parisienne. Les travaux à réaliser pour 1989 ont été chiffrés à* 5 milliards de francs.

Sur ce point, d'ailleurs, Paris et la région n'ont pas exactement le même point de vue. Pour relier les *deux pôles de l'Expo, la Ville* – comme la R.A.T.P. – penche pour Aramis, alors que le conseil régional est plus circonspect. Il fait étudier des solutions alternatives comme le VAL, le trolleybus et l'autobus (1).

En tout cas, MM. Chirac et Giraud estiment que le vote d'une loi de programmation financière pour l'Expo clarifierait la situation. Elle leur permettrait de signer ensuite avec l'Etat et en toute connaissance de cause un contrat spécial énnumé*rant la liste des opérations et fixant* la répartition des financment entre les trois partenaires.

En attendant, Paris et le région ont désigné les élus qui seront chargés de suivre le dossier de *l'Expo 89. Ce sont, d'une part,* M. Jacques Toubon, député du quinzième arrondissement et maire du treizième, de l'autre, Mme Hélène Missoffe, député du dix-huitième et vice-présidente du conseil régional chargée des questions économiques. *Elle préside* déjà un groupe de travail de douze élus régionaux (huit de l'opposition et quatre de la majorité gouvernementale) qui a été constitué en janvier dernier.

L'Exposition universelle et les *multiples problèmes qu'elle soulève* avaient été jusqu'ici marqués par la compétition électorale du mois de mars. Aujourd'hui, la préparation de cette manifestation revient au centre des préoccupations de la capitale et de la région. C'est bien naturel, puisque l'Expo va conditionner, par les grands équipements mis en place, pendant six ou sept ans, la vie quotidienne de dix millions de Français et leur avenir.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) *Le Monde* daté 24-25 avril (dossier sur les transports).

AFFAIRES

PARIBAS ET LE GROUPE BRITANNIQUE WARBURG PROCÈDENT UNE RESTRUCTURATION DE LEURS PARTICIPATIONS CROISÉES

Après avoir récemment racheté à *la banque d'affaires britannique* S.G. Warburg 25 % de A.G. Becker, s'assurant ainsi le contrôle majoritaire de la quatrième *investment bank* américaine (*le Monde* du 25 mars 1983), la compagnie financière Paribas procède à une importante restructuration des participations croisées détenues avec le groupe britannique.

Dans un premier temps, Paribas va céder la participation de 24 % qu'il détenait dans S.G. Warburg au holding Mercury Securities, lequel en deviendra l'unique actionnaire, le groupe Paribas conservant sa participation de 6,56 % dans Mercury Securities.

En contrepartie, S.G. Warburg va vendre à Paribas pour une valeur d'échange de 12,4 millions de livres sterling (140 millions de francs environ) la participation de 50 % qu'il détenait dans la société-holding Paribas-Warburg S.A., laquelle sera désormais la propriété exclusive du groupe français. Cet intérêt de 50 % détenu jusqu'ici dans Paribas-Warburg par la banque britannique assurait à Mercury 7,5 % de Paribas-France et Paribas-Belgique, 6,75 % de Paribas-Suisse et 4,5 % de Paribas-Pays-Bas.

Enfin, il est précisé que Warburg va consacrer les 12,4 *millions* de livres sterling reçus de Paribas à prendre une participation de 2 % à 3 % dans Paribas International, lequel regroupe l'essentiel des activités bancaires et industrielles de Paribas à l'échelon international.

Cette restructuration, essentiellement « *technique* » tiennent à souligner les deux parties, constitue « *un réaménagement dans la continuité* », qui devrait se traduire au niveau des états-majors respectifs. Ainsi, Lord Roll of Ipsden, coprésident de Warburg et président de Mercury Int Securities, entrera au conseil d'administration de Paribas international tout en restant administrateur de la banque Paribas. Quant à M. Jean-Yves Haberer, président du groupe Paribas, il continuera à siéger au conseil d'administration de Warburg et de Mercury Securities.

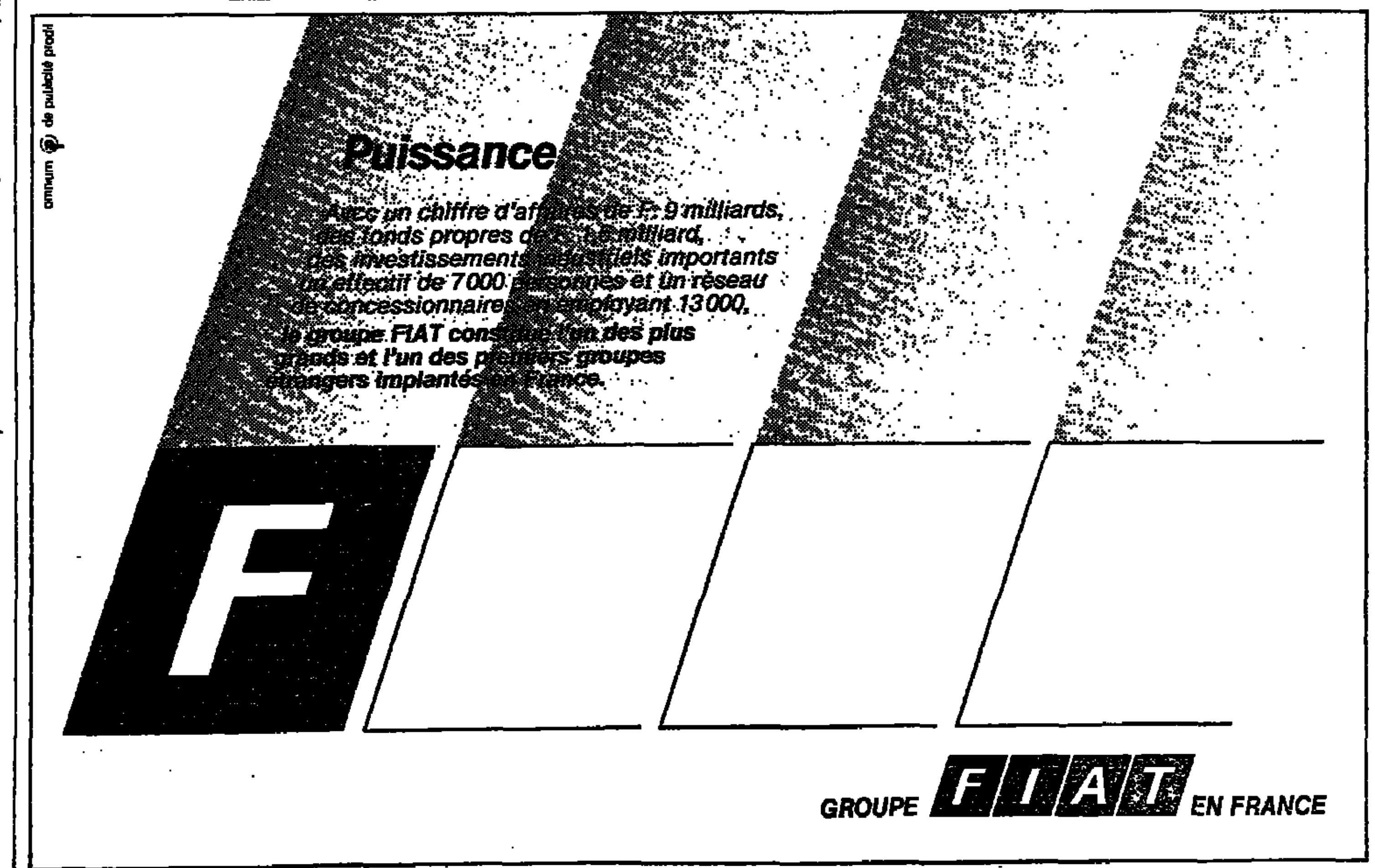
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E-U.	7,4000	7,4030	+ 215	+ 250	+ 425	+ 480	+ 1100	+ 1325
$ can.								
Yen (100)								
DM	2,9985	3,0010	+ 185	+ 220	+ 370	+ 400	+ 1065	+ 1140
Florin	2,6670	2,6690	+ 145	+ 170	+ 290	+ 320	+ 850	+ 910
F.B. (100)								
F.S.	3,5715	3,5750	+ 245	+ 280	+ 475	+ 515	+ 1400	+ 1485
L (1 000)	5,0440	5,0490	– 140	– 60	– 265	– 180	– 1445	– 890
£								

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E-U.	8 11/16	9	8 11/16	9	8 11/16	9	8 13/16	9 3/16
DM	4 3/4	5 1/8	4 3/4	5 1/8	4 3/4	5 1/8	5	5 5/16
Florin	5 3/4	6 3/4	5	6 1/4	5	6 1/4	5	6 1/4
F.B. (100)								
F.S.	1 1/2	1 3/4	4 1/8	4 1/2	4 3/16	4 9/16	4 3/16	4 9/16
L (1 000)								
£	10 1/8	10 5/8	10 1/16	10 11/16	10 1/8	10 5/8	9 13/16	10 7/16
F. franç.								

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



OFFRES D'EMPLOI

Offres d'exploits...pour

J'avais 18 ans quand j'ai fondé mon entreprise. C'était en 1958. Jeune, sans argent, j'étais déterminé à tout faire pour vivre l'aventure que je m'étais choisie. Ma conviction, ma foi dans mes idées, m'ont permis de profiter à plein des deux atouts que j'ai trouvés sur ma route. Mon pays, d'abord. En encourageant l'entreprise individuelle, il permettait à chacun de se réaliser pleinement dans sa vie professionnelle. Mais ses hommes aussi. Je pense à tous les responsables de la vie publique, dans leur commune, leur département, ou leur région, qui ont cru dans mes projets au point de s'engager à mes côtés.

Aujourd'hui, avec vingt-cinq ans de recul, ceux qui ont osé parier sur ma jeunesse et ma détermination peuvent se féliciter d'avoir eu raison. Le succès de mon entreprise est aussi le leur.

Elle se situe désormais au premier rang européen dans son secteur, celui du mobilier urbain.

Mais les résultats d'aujourd'hui ne doivent pas faire oublier le chemin parcouru. Cet édifice, je l'ai construit patiemment, pierre après pierre. J'ai commencé par tout miser sur mon pays, la France.

En m'y enracinant solidement, en gagnant d'abord sur mon terrain, je me suis créé les meilleures conditions pour me lancer à la conquête de marchés extérieurs.

Ce travail aura pris vingt ans. Et depuis cinq ans, j'en récolte les fruits: les victoires que j'ai remportées à l'exportation m'ont permis d'être présent aujourd'hui dans 600 villes d'Europe et de créer, au rythme de mon développement international, de nouveaux emplois pour la France: 450 ces trois dernières années; 120 pour l'année en cours. Au total, fin 1983, près de 2300 personnes fabriqueront ou entretiendront nos mobiliers urbains.

Pour amplifier le succès de mon entreprise à l'exportation, j'ai besoin aujourd'hui d'hommes neufs. Des entrepreneurs capables de faire preuve de rigueur et *d'imagination. Des hommes qui acceptent de* s'aligner au départ de la course que nous menons pour gagner la compétition économique sur les marchés étrangers. J'en connais déjà certains: ils se sont révélés à mes côtés et sont mûrs aujourd'hui pour de nouvelles responsabilités à l'étranger. Je dois leur trouver en France des successeurs aussi compétents. D'autres seront directement recrutés pour attaquer de nouveaux marchés.

Des hommes de caractère et de conviction.

Responsables commerciaux sur le terrain, ils sont chargés de négocier avec de grandes marques nationales les espaces publicitaires créés sur les mobiliers urbains.

Ces postes iront de préférence à des hommes pouvant se prévaloir d'une expérience de la vente au sein d'entreprises commerciales dynamiques.

Paris-Lille
Bordeaux-Toulouse
Rouen-Nancy
Dijon-Bruxelles
Cologne-Hambourg
Lisbonne-Londres
Turin.
Si très bonne connaissance de la langue.

Des hommes de contact et de persuasion.

Responsables des relations avec les collectivités locales. Ils sont chargés de tous les contacts avec leurs interlocuteurs décisionnaires – élus et responsables techniques – depuis la promotion des mobiliers urbains jusqu'à la négociation et la conclusion de contrats.

Ces postes iront de préférence à des hommes ayant acquis une expérience au sein de comités d'expansion économique régionaux ou de sociétés prestataires des collectivités locales.

Paris-Lyon
Marseille-Lille
Bordeaux-Rouen
Nancy-Mulhouse
Bruxelles-Cologne
Hambourg-Londres
Madrid-Milan.
Si très bonne connaissance de la langue.

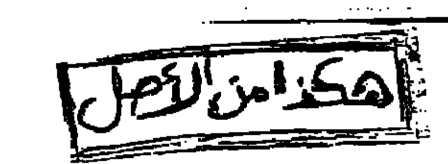
Des hommes de rigueur et d'autorité.

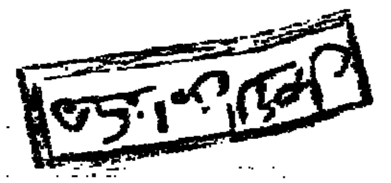
Responsables techniques, ils sont chargés d'encadrer le personnel qui assure le montage et l'entretien des mobiliers urbains.

Ces postes iront de préférence à des hommes pouvant se prévaloir d'une expérience dans les travaux publics, tant au niveau de l'organisation que de l'animation d'équipes.

Paris-Lyon
Marseille-Lille
Toulouse-Nancy
Rennes-Mulhouse
Montpellier-Brest.

Adressez vos candidatures à Monsieur Vigier responsable des relations humaines S.A. JCDecaux 78370 Plaisir.





OFFRES D'EMPLOI

hommes sans frontière.

Réussir à l'exportation, c'est d'abord bien faire connaître ses produits partout où ils peuvent répondre à une attente. C'est pourquoi je viens d'adjoindre à mon parc actuel de 500 véhicules un modèle unique : un camion-exposition qui va sillonner les routes d'Europe, des États-Unis et du Sud-Est asiatique. Il présentera de ville en ville aux responsables municipaux et à leurs administrés toutes les réalisations conçues pour améliorer leur vie dans la cité.

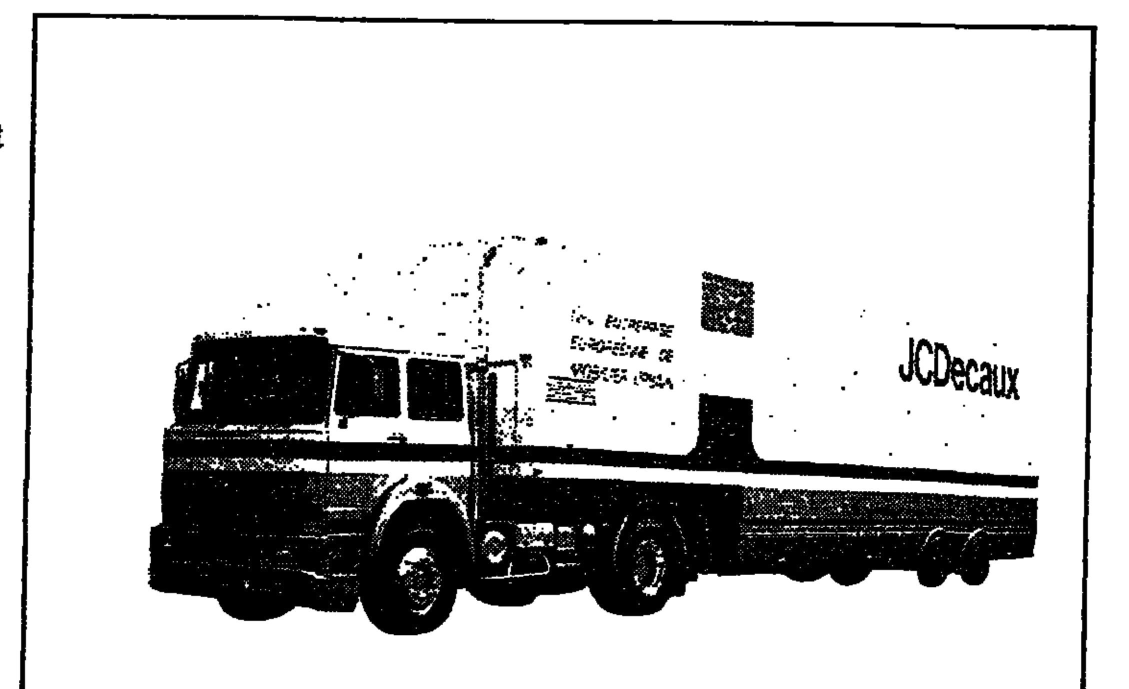
Cette volonté d'affirmer sa présence sur place doit être relayée par l'action des hommes.

Que ceux qui conçoivent leur vie comme un engagement permanent, que ceux qui désirent prendre leur part du combat économique que livre notre pays, viennent me rejoindre.

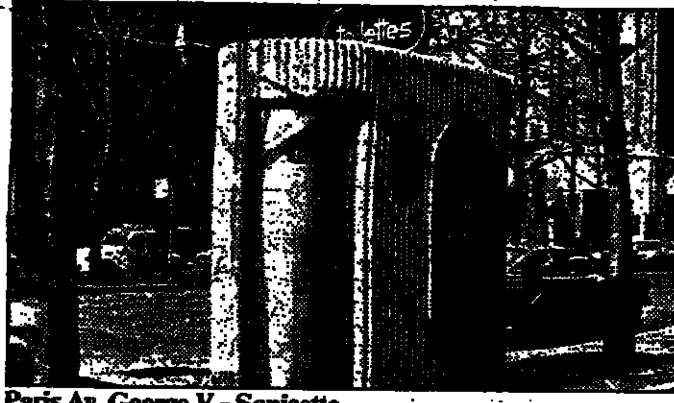
S'ils sont prêts, ils prendront avec moi le départ de leur nouvelle carrière.



JCDecaux

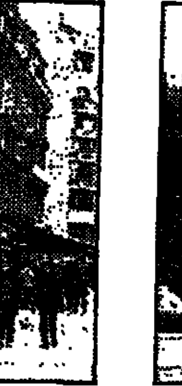


Dans les 18 prochains mois, le camion podium sera présent : 9 mois dans les grandes capitales européennes. 6 mois aux États-Unis. 3 mois au Moyen-Orient.



Paris Av. George V - Sanisette.

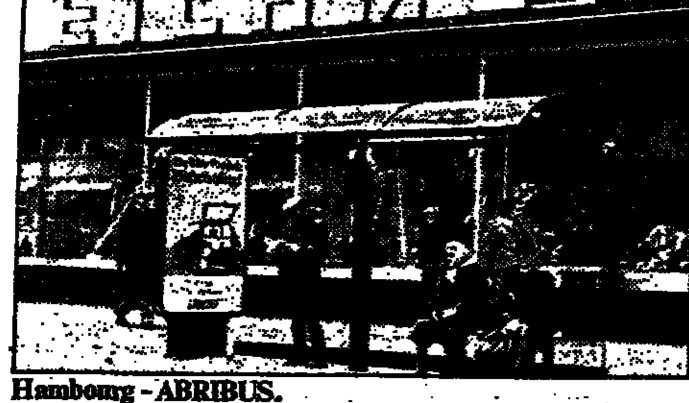




Paris Av. des Champs Elysées - Journal électronique d'information.



Moscou - Signalisation.



Hambourg - ABRIBUS.



Cologne - Plan de ville.

Londres - Signalisation.





Londres - Sanisette.



Bruxelles - Plan de ville.



Lisbonne - ABRIBUS.



Gabon - Signalisation.



Togo/Lomé - Feux Signalisation.



Riad - PISA.



AFFAIRES

LE PROCÈS DES ENTENTES PÉTROLIÈRES S'OUVRE LE 3 MAI

Des juges au pays de l'or noir

Une grosse affaire. Une très grosse affaire. Dix ans après avoir éclaté, le dossier des ententes pétrolières va enfin être examiné par le tribunal de Marseille. Coup d'envoi : le 3 mai. Durée du procès : six semaines.

Cela commence comme une série noire. Un petit revendeur de produits pétroliers du sud-est de la France, M. Roger Bodourian, se plaint d'avoir été mis en faillite par les trusts pétroliers nationaux et internationaux. Un juge courageux — appuyé sans faille par un substitut, membre fringant du Syndicat naissant de la magistrature — lance alors la brigade financière sur l'« affaire ». La cueillette sera fructueuse chez les pétroliers qui se répartissent les marchés. Quarante kilos de documents saisis démontrent de manière accablante le partage des marchés publics et privés des fuels et des carburants à partir d'un fichier de tous les consommateurs de plus de 2 500 tonnes de fuel par an. On y trouve le compte-rendu des réunions de l'Union des chambres syndicales des industries du pétrole (U.C.S.I.P.) et de l'Association française des indépendants du pétrole, réunions au cours desquelles le bénéficiaire d'un marché — la livraison de fuel à un hôpital ou à une école, par exemple — est désigné à l'avance et où d'autres sociétés sont chargées d'effectuer des « soumissions de couverture ». Une répartition complétée par un mécanisme complexe qui veut qu'une compagnie, lorsqu'elle dépasse son quota, rachète des produits auprès d'une consœur « en retard » sur ses objectifs.

Aucune société ne manquait à l'appel de ces réunions : les étrangères Esso, Shell, B.P., Mobil et Fina ; les françaises Total, Antar et Elf et les gros indépendants. Et force est de constater qu'elles n'aimaient pas les trublions qui tentaient de mettre à mal cette organisation : « *Il faut couper les vivres à ceux qui ne respectent pas nos décisions* », « *Il est temps de faire connaître aux perturbateurs récalcitrants le tribunal de commerce* », peut-on lire dans les documents saisis.

Tels sont les faits, incontournables, qui vaudront à près de cinquante dirigeants d'entreprises pétrolières — responsables de la région sud-est mais aussi P.-D. G. des grands groupes — d'être inculpés d'entente illicite sur le marché des produits pétroliers et d'entrave aux enchères.

Ces faits, les inculpés ne les ont jamais niés. Mais ils ont toujours prétendu que l'entente était la conséquence logique de la politique pétrolière française. « *Sans la lâcheté de l'administration, il n'y aurait pas d'affaire* », reconnaît aujourd'hui un ancien ministre peu coupable de tendresse pour les « majors » de l'industrie du pétrole. Dans un secteur aussi stratégique, l'Etat a depuis toujours — ou au moins depuis la loi du 30 mars 1928 — été très dirigiste. A l'époque des faits — 1968-1970 — par le jeu du monopole délégué (1), les pouvoirs publics cherchaient à obtenir des opérateurs, sur un marché alors en forte expansion, un triple objectif : la réalisation des investissements lourds de raffinage, la pénétration d'Elf sur le marché au détriment des filiales des compagnies internationales (objectifs concertés), enfin la possibilité pour Total d'atteindre un équilibre entre son raffinage et sa distribution par des accords dits de convergence qui entraînaient une répartition de clientèle entre les internationales et la compagnie française.

De grands serviteurs de l'État

Voilà sans doute pourquoi les sociétés d'Etat ne seront pas les dernières dans les pratiques anticoncurrentielles. Un rapport de la brigade financière précise en effet : « *Ce sont les régions de Toulouse et de Marseille qui suivent le mieux les directives données. Cette situation est facilitée par la position privilégiée de la société Elf et par sa participation très active à la réalisation de l'objectif de la coalition.* » Et il ajoute : « *Elf est sans doute la société qui a donné les instructions les plus fermes.* »

En outre, comble d'ironie, ces rabais qu'auraient dû obtenir les revendeurs s'il n'y avait pas eu entrave aux enchères, l'administration en réclamait la suppression « *afin d'obtenir l'assainissement du marché* », donc le financement des investissements.

De la série noire, nous voilà dans Kafka. Avec une seule question qui mérite d'être posée. Les compagnies sont-elles allées bien au-delà des vœux de l'administration ? Oui, avait répondu en son temps un rapport de la commission des ententes rédigé par M. Jacques Megret, qui écrivait en 1972 : « *Par leur rigidité, leur rigueur, leur universalité — au moins apparentes, — ces pratiques anticoncurrentielles tendent non pas à réaliser une concertation souple et limitée, mais à organiser et à diriger strictement le marché de la distribution dans tous ses éléments.* »

Oui, répondit encore M. Julien Schvartz, rapporteur en 1974 de la commission parlementaire sur les sociétés pétrolières opérant en France, qui soulignait alors « *les pratiques pudiquement baptisées* « assainissement du marché », *qui tendaient, par la concertation et le plus souvent par la pression sur les éléments perturbateurs, à maintenir ou à relever artificiellement les prix, sont des pratiques anticoncurrentielles classiques que la situation spécifique du marché n'excuse en aucune manière* ».

Voilà dix ans maintenant que *le Monde* a dénoncé le « *racket des pétroliers* », près de quinze ans que les faits qui sont à l'origine de la plainte de M. Bodourian se sont produits. Ce dernier, qui confondait volontiers ses biens propres et ceux de ses sociétés, a quitté la profession. Plusieurs inculpés sont morts. Outre Marseille, de nombreuses autres municipalités — toutes communistes — se sont portées partie civile. Le jeune substitut qui jouait avec passion sa carrière sur ce dossier, M. Étienne Ceccaldi, a reçu la Légion d'honneur — changement de majorité oblige — des mains du maire de Marseille devenu ministre de l'intérieur ; les magistrats se sont succédé au gré des départs en retraite, des mutations plus ou moins forcées, et se sont repassé un dossier enlisé dans une interminable bataille de procédure : puisque la commission des ententes — et le ministre chargé de donner suite à ses avis, en l'occurrence M. Giscard d'Estaing — avait donné une sorte de quitus aux pétroliers après réorganisation du marché, les faits délictueux pouvaient-ils être jugés deux fois ? Le sujet, après avoir enrichi quelques avocats, animera les premières audiences du procès de Marseille.

Le marché pétrolier a été bouleversé. Les prix ont été multipliés par quinze et la consommation réduite de moitié par rapport aux objectifs que prévoyait, en 1970, le VIe Plan. Et Elf, qui à l'époque était une jeune compagnie née du regroupement, en 1965, de deux organismes publics (le B.R.P. et la R.A.P.), est devenue l'un des groupes industriels français les plus prospères. Voilà pourquoi, malgré les faits reprochés, certains regretteront la présence sur les bancs d'un tribunal correctionnel de grands serviteurs de l'État. Sait-on, par exemple, que M. Paul Moch est à l'origine de l'aventure du « pétrole-franc », de l'exploration saharienne à la création d'Elf et qu'on lui reprochait, à la fin des années 50, de croire inéluctable l'indépendance de l'Algérie ? Avoir voulu depuis les années 40 — aux côtés de M. Pierre Guillaumat — que la France soit dotée d'une compagnie nationale puissante le conduit, à soixante-quinze ans, devant les tribunaux. Le risque du métier ?

BRUNO DETHOMAS.

(1) La loi de 1928 — toujours en application — confère à l'État le monopole de l'importation pétrolière. Celui-ci le délègue à un nombre limité d'entreprises de son choix, françaises et étrangères, en échange de certaines obligations. Cela lui donne un contrôle sur les opérateurs et sur les opérations (importations, raffinage, distribution).

SCOPD-Manufrance : un plan de 140 millions de francs pour sortir de l'impasse

De notre correspondant

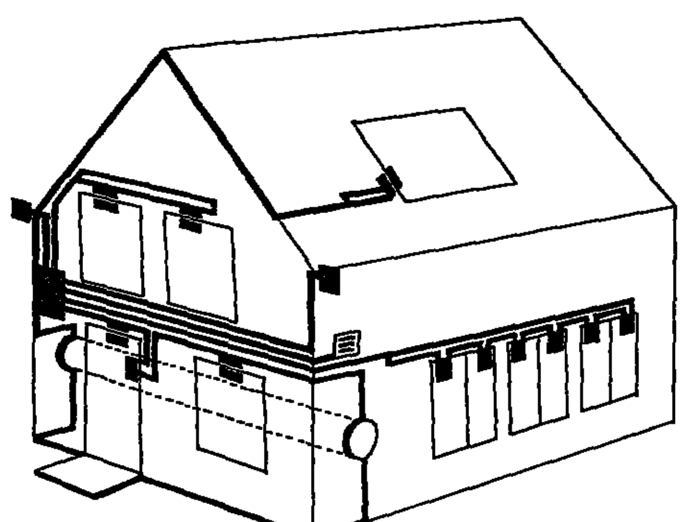
Saint-Etienne. — A la SCOPD-Manufrance, ce 1er mai prendra réellement allure de fête. La coopérative, une nouvelle fois au bord du gouffre, et dont le nouveau sénateur-maire de Saint-Etienne, François Dubanchet, prévoyait la fin prochaine, est en passe d'obtenir le coup de pouce salvateur.

Vendredi 29 avril, lors d'une assemblée générale du personnel, diverses mesures et propositions ont été annoncées. Le gouvernement, les banques et la SCOPD se sont mis d'accord sur un plan financier de 140 millions de francs. Un crédit de 80 millions sera débloqué par les pouvoirs publics. De leur côté, les banques accorderont une aide de 30 millions de francs. A la SCOPD de trouver les 30 millions restant. A cet effet, une souscription va être lancée.

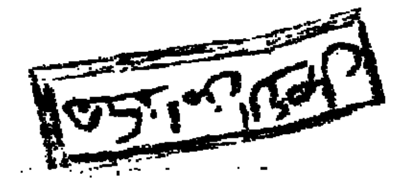
Ce viatique devrait donc non seulement permettre d'honorer les commandes — pour cela, une aide immédiate de 50 millions de francs est requise, — mais aussi de réaliser l'établissement industriel du Duché, dans le quartier nord de Saint-Etienne, et les investissements nécessaires pour le redémarrage de l'entreprise sur des bases adaptées. La signature du plan devrait intervenir dans les semaines à venir, et l'échéancier sera mis sur pied dès la première semaine de mai. La SCOPD, qui compte actuellement plus de huit cents salariés, devrait réduire ses effectifs. Non seulement les cent quatorze contrats à durée déterminée ne seraient pas renouvelés, mais à la fin 1983, les effectifs ne devraient être que de cinq cent quarante salariés et trois cent soixante-dix à la fin de 1984.

PHILIPPE MEHNERT.









AVEC LE CREDIT LYONNAIS SIMPLIFIEZ-VOUS LES RECOUVREMENTS.

L'informatique tout le monde connaît, tout le monde sait comment s'en servir pour gérer un stock, pour faire sa comptabilité. Mais on pense souvent que c'est compliqué de connecter son système informatique à celui de sa banque. Pourtant recouvrer des créances par l'intermédiaire du Crédit Lyonnais c'est beaucoup plus simple que vous ne le pensez. Monsieur Vercamer, P.D.G. de la société Vercamer à Lille, nous explique comment avec l'aide du Crédit Lyonnais, il a simplifié ses recouvrements de créances.

“La société Vercamer est un négociant en parfumerie, un fabricant de conditionnements et d'accessoires en parfumerie. Il vend à des commerçants, pharmaciens, parfumeurs, droguistes, libres-services, supermarchés, hypermarchés, comités d'entreprise.

En 1968, nous faisions 250 factures par jour, environ 5000 factures par mois. Ces factures entraînant 1500 relevés, 1500 lettres de change, 1500 signatures, 1500 timbres. C'est à ce moment-là qu'on a dû faire le saut pour se lancer dans l'informatique. Très vite il y a eu une évolution qui nous a permis par l'intermédiaire du Crédit Lyonnais d'établir la fameuse LCR (Lettre de Change Relevé) sur disquette. Nous avons retiré de très gros avantages de cette formule. D'abord grâce à la rapidité d'exécution du Crédit Lyonnais, ensuite à la rapidité de traitement et d'édition des LCR sur disquettes. Ainsi ce traitement informatique évite les travaux administratifs de retranscription des nombreuses informations codées, que comporte une lettre de change. Nous avons aussi retiré un énorme avantage de coût : une LCR sur disquette représente à peu près 1/10e du prix d'une lettre de change.”

Vos problèmes sont sans doute différents de ceux de Monsieur Vercamer. Le Crédit Lyonnais peut vous apporter des services informatisés adaptés au cas de votre entreprise. Grâce à ces services, les recouvrements, les paiements, la gestion administrative et comptable, la gestion de trésorerie, peuvent être considérablement simplifiés et améliorés.

Venez en parler avec votre agence du Crédit Lyonnais, vous trouverez des interlocuteurs qui connaissent à la fois leur outil informatique et les solutions aux problèmes des entreprises.



CREDIT LYONNAIS
Votre Partenaire

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

C.M.I. SOVAC

L'assemblée générale du Crédit mobilier industriel *SOVAC*, dont *Eurafrance* détient la quasi-totalité du capital, réunie le 26 avril 1983 sous la Présidence de M. Michel David-Weill a approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui lui ont été présentés par le Directoire.

Les encours consolidés du groupe au 31 décembre 1982 s'élèvent à 20,6 milliards de francs contre 18,9 milliards de francs au 31 décembre 1981.

Les comptes consolidés financiers du groupe dégagent pour l'exercice 1982 un résultat d'exploitation net de 276 millions de francs contre 262,5 millions de francs en 1981. Compte tenu des résultats hors exploitation, le résultat net total s'élève à 278 millions de francs contre 255,4 millions de francs en 1981.

Dans ce résultat net total, la part de SOVAC s'élève à 244,5 millions de francs contre 227,4 millions de francs, en progression de près de 8 %.

Le bénéfice net d'exploitation de SOVAC après impôt s'élève à 145 032 319 F contre 128 231 719 F en 1981. A ce bénéfice d'exploitation s'ajoutent des plus-values nettes à long terme de 2 755 041 F (contre 23 753 F en 1981) pour former un bénéfice total de 147 787 360 F.

L'assemblée générale a décidé de fixer la distribution à 63 000 000 F contre 56 000 000 F pour l'exercice précédent.



(SICOMI pour le financement de l'hôtellerie)

Le conseil d'administration s'est réuni au siège social le 19 avril 1983 pour arrêter les comptes de l'exercice écoulé.

CHIFFRES CONSOLIDÉS EN MILLIONS DE FRANCS

Recettes locatives ..	113,6 (+ 7,7 %)
Marge brute d'autofinancement	61,3 (+ 12,3 %)
Bénéfice net	42,2 (+ 16,5 %)

Compte tenu de ces résultats, qui ne comportent aucune plus-value de cession, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée pour le 15 juin 1983 de distribuer, à partir du 1er juillet 1983, un dividende de 17,50 francs par action, contre *15,40 francs en 1982*.

Au cours de l'exercice, les hôtels financés par SICOTEL ont, dans l'ensemble, bien résisté aux difficultés du moment, ce qui explique qu'au 31 décembre 1982 aucun immeuble *n'était vacant et que la perception des* loyers ait été régulière.

Les engagements nouveaux ont été limités à 23 millions de francs conformément à la politique prudente menée depuis trois ans par la société.

Dans un même temps, les mises en location se sont élevées à 44 millions de francs, portant sur six nouveaux immeubles.

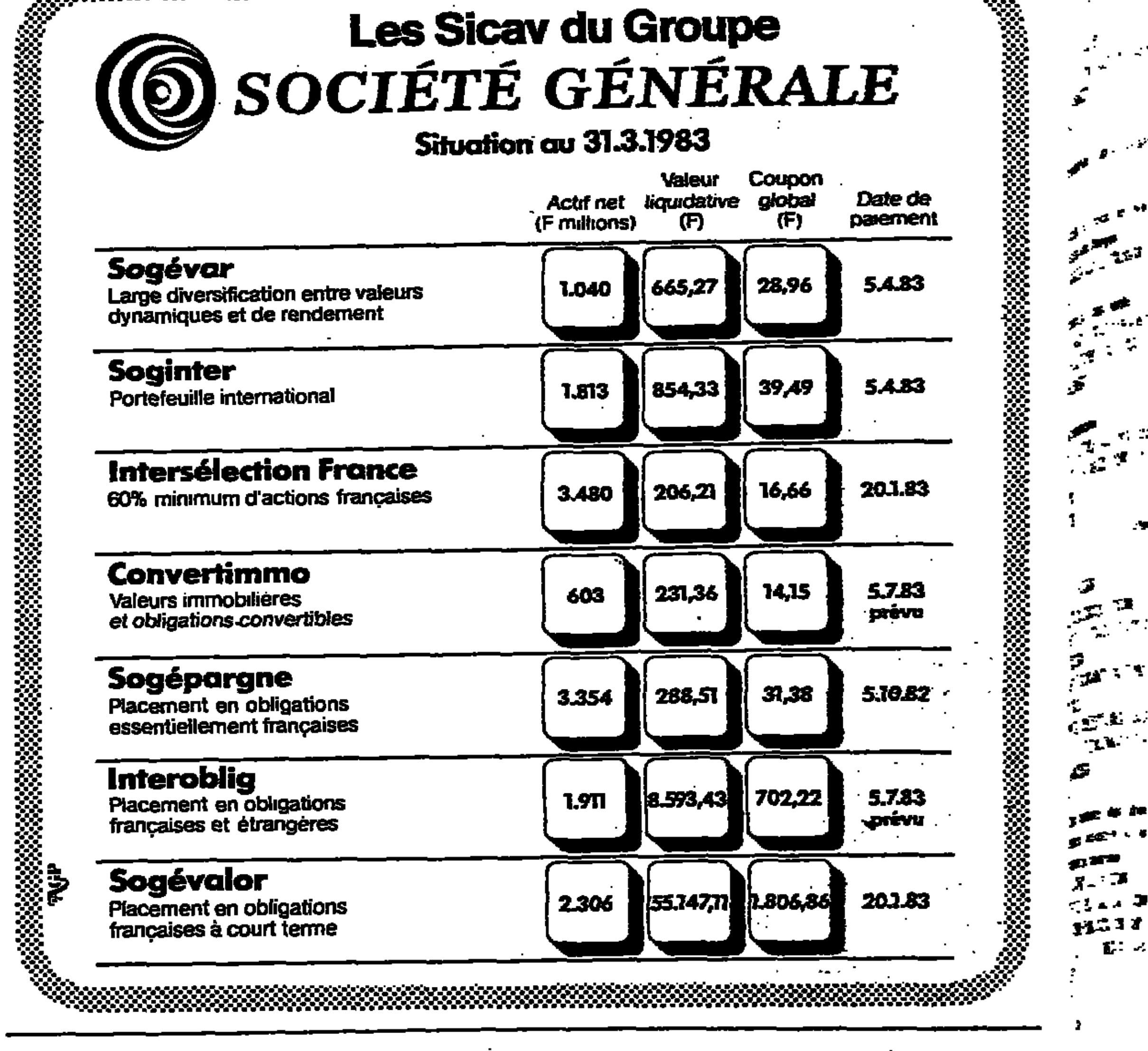
Bien entendu, dès que le coût des capitaux à long terme deviendra plus attractif, SICOTEL, dont l'endettement est modéré, sera à même d'en profiter pour se donner les moyens de réaliser de nouveaux investissements, orientés principalement sur l'hôtellerie dite « économique » et les rénovations d'hôtels anciens.

SÉLECTION RENDEMENT

L'assemblée générale qui s'est réunie le 26 avril 1983 sous la présidence de M. Maurice Bastide a approuvé les comptes de l'excercice 1982 et décidé de distribuer un dividende global de 16,26 F contre 14,39 F pour 1981. Ce dividende sera mis en paiement le 27 avril 1983 contre remise du coupon numéro 24 pour un montant net de 15,62 F.

Les actionnaires de la société auront la faculté, jusqu'au 29 juillet 1983, de réinvestir leurs dividendes globaux en exonération totale de la commission d'entrée.

Dans son allocution, le président a notamment déclaré : *« L'exercice 1983 a débuté dans de bonnes conditions sous l'effet notamment de la poursuite de la détente des taux facilitée par la baisse du prix du pétrole qui aidera à contenir le niveau d'inflation. Si ces tendances se confirment, on peut raisonnablement espérer un exercice satisfaisant après une année 1982 exceptionnelle, qui a vu une progression de la valeur de l'action Sélection Rendement de plus de 30 %. »*



Les Sicav du Groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Situation au 31.3.1983

	Actif net (F millions)	Valeur liquidative (F)	Coupon global (F)	Date de paiement
Sogévar Large diversification entre valeurs dynamiques et de rendement	1.040	665,27	28,96	5.4.83
Soginter Portefeuille international	1.813	854,33	39,49	5.4.83
Intersélection France 60% minimum d'actions françaises	3.480	206,21	16,66	20.1.83
Convertimmo Valeurs immobilières *et obligations convertibles*	603	231,36	14,15	5.7.83 prévu
Sogépargne Placement en obligations essentiellement françaises	3.354	288,51	31,38	5.10.82
Interoblig Placement en obligations françaises et étrangères	1.911	8.593,43	702,22	5.7.83 prévu
Sogévalor Placement en obligations françaises à court terme	2.306	55.147,11	1.806,86	20.1.83

RICOH COMPANY Ltd

Présentation de nouveaux produits à la Foire de Hanovre (R.F.A.)

La Société RICOH a présenté à la récente Foire de Hanovre (R.F.A.), la plus importante foire internationale de mécanique/bureautique du monde, une nouvelle série de produits équipés d'un système d'impression automatique utilisant une technologie de laser dite « Laser Beam Printer », permettant d'imprimer douze pages/minute.

RICOH a également présenté un terminal sophistiqué de télex couplé avec les équipements pour le traitement de textes d'une capacité de mémoire de 1200 pages. Ce nouveau modèle est homologué au standard international de C.C.I.T.T.

ENERGIA
SICAV

La Sicav Energia investit de préférence dans les valeurs liées à l'énergie, ainsi qu'à l'or et aux ressources naturelles.

L'actif net d'Énergia s'établissait le 31 mars 1983 à 182 561 457 francs et la valeur liquidative de l'action à 201,21 francs, en hausse de 6 % par rapport au *31 décembre 1982*. A la *fin du* premier trimestre, la répartition de l'actif par secteur était la suivante :

		%
— Energie		22,53
dont électricité-matériel électr.	16,10	
pétrole-gaz natur.	6,43	
— Or		17,41
— Métaux non ferreux		12,14
— Transports et ressources naturelles		9,48
— Bois et papier		8,20
— Automobile		4,86
— Chimie		2,13
— Obligations françaises et liquidités		23,25

L'assemblée générale s'est tenue le 23 mars 1983 et a décidé la mise en distribution à partir du 6 avril d'un dividende net d'un montant de 9 francs assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de *1,14 francs (contre un dividende net de* 7,50 francs en 1982). Les actionnaires disposent d'un délai de trois mois à partir de la date de mise en paiement pour réinvestir en franchise de droit d'entrée le montant de leurs coupons.

Le conseil d'administration qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale a enregistré la démission de M. Bernard Rist, pour convenances personnelles, de ses fonctions de président et de son mandat d'administrateur. Après avoir rendu hommage à Bernard Rist pour son action à la présidence d'Énergia, le conseil a nommé M. Jean-François Marie, directeur *général de la banque* Worms, administrateur et président d'Énergia.

Bernard Rist, qui continuera à siéger au conseil en qualité de censeur, a accepté le titre de président d'honneur d'Énergia.

D.M.C.

Réuni le 28 avril, le conseil d'administration de Dollfus-Mieg et Cie a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

GROUPE D.M.C.

Avec un chiffre d'affaires de 5 251 millions de francs, en progression de 11 % à structures analogues sur celui de 1981, le groupe D.M.C. a retrouvé des résultats légèrement bénéficiaires en France et, malgré des difficultés conjoncturelles à l'étranger, réduit sensiblement ses pertes consolidées.

Les comptes consolidés se soldent par une perte nette de 19 millions de francs contre 73 millions de francs en 1981.

Les sociétés françaises prises dans leur ensemble dégagent un bénéfice net de 0,5 million de francs. En 1981 leur perte globale était de 101 millions de francs.

L'annuité d'amortissements s'est élevée à 150 millions de francs contre *161 millions de francs l'exercice précédent.*

La marge brut d'autofinancement est passée de 80 millions de francs à 136 millions de francs.

SOCIETE DOLLFUS-MIEG ET Cie

Le résultat d'exploitation de la société Holding est positif de 28 millions de francs contre 4 millions de francs en 1981. Le compte de pertes et profits fait ressortir un bénéfice net de 20 millions de francs alors qu'il accusait une perte nette de 20 millions de francs l'exercice précédent.

Dans le souci de reconstituer les fonds du Holding, le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires, convoquées le 23 juin prochain, d'affecter aux réserves le bénéfice de l'exercice 1982.

PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

1re Direction — 4e Bureau

AVIS AU PUBLIC

Ligne à deux circuits 400 KV AVOINE-LARÇAY

Il est porté à la connaissance du public qu'une instruction administrative est ouverte, sur la demande présentée par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de *construction d'une ligne à deux circuits 400 KV, entre* AVOINE et LARCAY, dans le département d'Indre-et-Loire.

Conformément à la législation en vigueur relative à la protection de la nature, ce dossier comporte une étude d'impact.

Les personnes intéressées pourront en prendre connaissance et consigner leurs observations sur le registre déposé à cet effet pendant un délai de deux mois, du 1er avril au 1er juin 1983 inclus, aux heures habituelles d'ouverture, du lundi au vendredi inclus, les jours fériés exceptés, aux lieux ci-après :

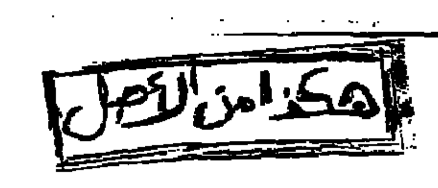
— A la Préfecture d'Indre-et-Loire à TOURS, Direction de l'Administration Générale et de la Réglementation — Bureau de la Réglementation — 2e étage — Porte 13 ;

— Aux sous-préfectures de TOURS et CHINON ;

— Aux mairies des communes de CHINON, AVOINE, HUISMES, AZAY-LE-RIDEAU, RIGNY-USSÉ, SAINT-BENOIT-LA-FORÊT, RIVARENNES, CHEILLE, VALLÈRES, JOUÉ-LES-TOURS, VILLANDRY, MONTBAZON, DRUYE, BALLAN-MIRE, CHAMBRAY-LÈS-TOURS, SAINT-AVERTIN, LARCAY.

— A la Direction Interdépartementale de l'Industrie — Région Centre — Division Énergie — 16, rue Adèle-Lanson — Chenault à SAINT-JEAN-LE-BLANC (LOIRET) - 4e étage.

Fait à Tours, le 18 MARS 1983.
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,
Gilles Killan.



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 21-4-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	347 937
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	20 493
ECU	67 923
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 483
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 820
dont :	
Concours au Trésor public	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	212 083
dont :	
Effets escomptés	86 403
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	68 539
5) DIVERS	7 270
Total	641 652

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	176 885
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	9 467
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 068
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	75 085
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	24 914
5) ECU A LIVRER AU FECOM	67 372
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	13 210
Total	641 652

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	22 avril	29 avril
Valeurs franç. à revenu variable	999,3	1004,9
Valeurs étrangères	3037	3120,5
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	144,2	146
Valeurs étrangères	410,9	422,2
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	124,5	126,2
Pétroles-Énergie	103,4	107,7
Métallurgie	79,7	79,7
Chimie	124,1	125,8
Bâtim., mat. constr., trav. publics	113,8	111,7
Constructions mécaniques	109	107,9
Matériel électrique	151,6	148,3
Automobile et accessoires	116	112,1
Industr. de consom. non alim.	162,4	166,2
Agro-alimentaire	148	148,5
Distribution	91,6	90,6
Transports	129,4	133
Services	141,1	143,1
Assurances	101,6	101,5
Banques	149,8	150,7
Immobilier et foncier	126,9	127,8
Investissement et portefeuille	103,5	130,6
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	101,6	101,8
Emprunts d'État (*)	102,6	102,8
Emprunts garantis et assimilés (*)	101,4	101,4
Sociétés (*)	101,6	101,4
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	89,1	89,1
Sociétés (*)	96,5	96,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	119,6	120,6
Produits de base	103	106
Construction	110,5	108,9
Biens d'équipement	117	116,5
Biens de consom. durables	130,9	129
Biens de consom. non durables	152,8	157,3
Biens de consom. alimentaires	144	148,8
Services	106,9	107,3
Sociétés financières	135,2	136,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	98,1	90,4
Valeurs industrielles	120,8	122,3
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	108,1	108,3

(*) Indices provisoires.

Depuis octobre 1981

LES TRANSACTIONS SUR L'OR ONT CHUTÉ DE 70 % A PARIS

Depuis la suppression de l'anonymat sur l'or le 1er octobre 1981, les transactions sur le métal fin ont chuté de 70 % à Paris, estiment les adhérents du groupement des professionnels de l'or.

Lors de leur récente assemblée générale, ces professionnels d'établissements bancaires ou financiers, spécialisés sur l'or, ont estimé que cette levée de l'anonymat a constitué *« un frein psychologique énorme »* qui a complètement « cassé » le marché.

Avant ces mesures, 250 kilos d'or en moyenne étaient échangés chaque jour en France. On n'en traite plus que 75 kilos environ aujourd'hui.

Le marché s'est tellement rétréci, précisent les professionnels, que la vente de mille napoléons peut maintenant le déstabiliser, alors qu'il en absorbait auparavant vingt-cinq mille par séance sans problème. Taxer l'or – *« même à 10 % »* – (la taxe est actuellement de 6 % à la vente uniquement) aurait été, selon eux, préférable à la suppression de l'anonymat.

En outre, au grand désarroi des professionnels, les conseils d'administration des banques commenceraient à remettre en question l'existence des services de l'or.

La seule solution à cette situation, a déclaré la présidente de l'association, Mme Josette Rassion, est de rééduquer la clientèle, *« qui doit s'adapter à la nouvelle législation »*, et de lui faire comprendre que l'or peut rester un titre de placement comme les autres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	28 avril	29 avril
Valeurs françaises	121,5	
Valeurs étrangères	129,5	

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	28 avril	29 avril
Indice général	119,8	120,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 2 mai .... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	29 avril	2 mai
1 dollar (en yens)	237,70	238

En raison du « bank holiday », célébré en Grande-Bretagne, les marchés financiers et commerciaux de Londres sont restés clos lundi 2 mai ; les marchés financiers belges étant également fermés. Toutes les autres grandes places financières ont fonctionné normalement ce jour-là.

BOURSE DE PARIS — Comptant — 29 AVRIL

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	205	....
Akzo	184	182
Alcan Alum.	272	266
Algemeine Bank	1205	1249
Am. Petrofina	462	462
Arbed	190 60	....
Asturienne Mines	51 10	53
Banco Central	106	104
Bco Pop Espanol	80	80

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Océanic	10 20	12
Petrofigaz	379	....
Pronuptia	135	145 80 d
Reiter Forest G.S.P.	12 90	....
Rorento N.V.	626	630
Sabl. Morillon Corv.	120	120 d
S.K.F.(Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	98	99
Total C.F.N.	69	....
Ufimex	235	235
Voyer S.A.	1 35	....

SICAV 29/4	Émission Frais incl.	Rachat net
Sogiter	916 68	875 11
Soleil Investis.	406 21	387 79
U.A.P. Investis.	287 63	274 59
Unifrance	211 47	201 88
Unifoncier	561 30	535 85
Unigestion	546 31	521 54
Uni-Japon	822 70	785 39
Univenta	1535 43	1484 94
Univer	11918 49	11918 49
Valorem	346 04	330 35
Valrex	119319 25	119200 06
Wornes Investis.	624 58	596 27

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1897	4,5 % 1973	1905	1911	1915	1900
3235	C.N.E. 3 %	3205	3220	3220	3198
860	Europe n° 1	668	660	660	661
670	Facom	648	663	666	650
	Valourec	91 05	91	91	89 20
	V. Clicquot-P.	1310	1320	1320	1300
	Viniprix	648	660	660	671
	Elf-Gabon	950	975	975	966
	Amax Inc.	248	250 20	251 90	249 30
	Amer. Express	633	631	630	635
	Amer. Teleph.	613	618	616	612
63	Imp. Chemical	70 20	69 50	69 50	69 70
125	Inco. Limited	128 90	130 90	130 90	128 30
1040	IBM	1071	1082	1084	1074
42	Ito-Yokado	43 20	43	43	43
340	ITT	354	369 20	368 50	362
53	Matsushita	57 80	58	58	57 95
735	Merck	817	837	835	849
745	Eastman Kodak	764	774	773	765
184	East Rand	173	177 50	178 60	177 50
530	Ericsson	545	545	548	540
295	Exxon Corp.	318	324 60	319	324 60
415	Ford Motors	447	459 50	458 90	459 50
435	Free State	442	445	452	446
275	Gencor	249	252	251 50	249 50
196	Gén. Belgique	322	318	318	312
1010	Gén. Electr.	1008	1005	1009	1000
590	Gen. Motors	600	616	621	615
75	Goldfields	75 80	77	76 90	76
205	Harmony	207 50	206	206 80	202
30	Hitachi	31 10	30 85	31 05	30 20
520	Hoechst Akt.	562	553	553	548
420	St Helena Co	395	395	400	393
370	Schlumberger	396	399	400 80	397
68	Shell transp.	70 30	71	71	70
1280	Siemens A.G.	1339	1357	1379	1382
130	Sony	138 80	142	142 20	139 20
174	T.D.K.	183	187	187 30	186 40
710	Unilever	717	710	710	....
670	Unit. Techn.	690	675	675	675
1020	Vaal Reefs	1015	1005	1010	1005
540	West Deep	524	533	534	523
490	West Hold.	483	491	490 50	492
380	Xerox Corp.	412	433	428	430
2 91	Zambia Corp.	2 86	2 81	2 83	2 80

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/4	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	7 387	7 377	7 170	7 570
Allemagne (100 DM)	299 860	299 860	290	310
Belgique (100 F)	15 052	15 060	14 400	15 500
Pays-Bas (100 fl.)	266 640	266 430	257	277
Danemark (100 krd)	84 500	84 500	80	88
Norvège (100 k)	103 940	103 880	100	107
Grande-Bretagne (£ 1)	11 547	11 522	11 200	12
Grèce (100 drachmes)	8 800	8 800	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 044	5 049	4 847	5 300
Suisse (100 fr.)	367 480	357 250	346	366
Suède (100 krs)	98 650	98 500	93	100
Autriche (100 sch)	42 610	42 550	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 400	5 392	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	7 430	7 480	6 450	8 050
Canada ($ can 1)	6 016	6 021	5 850	6 250
Japon (100 yens)	3 107	3 107	2 980	3 140

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/4
Or fin (kilo en barre)	102100	102250
Or fin (en lingot)	101850	102100
Pièce française (20 fr)	675	680
Pièce française (10 fr)	401	.....
Pièce suisse (20 fr)	671	672
Pièce latine (20 fr)	638	629
Souverain	792	793
Pièce de 20 dollars	3770	3740
Pièce de 10 dollars	1890	1890
Pièce de 5 dollars	1070	.....
Pièce de 50 pesos	4125	4195
Pièce de 10 florins	670	672

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

L'arrestation des auteurs de la « nuit bleue » à Paris

Un « sans faute », cette enquête sur les attentats parisiens du F.L.N.C. MM. Defferre et Franceschi sont contents de leurs services de police. *Ils l'ont dit dans des félicitations adressées, dimanche 1er mai,* à MM. Michel Guyot, directeur central de la police judiciaire, et Paul Roux, directeur central des renseignements généraux, notant « *la célérité de l'enquête et la parfaite collaboration entre les services de police* ». Un peu plus de quarante-huit heures après les six attentats en région parisienne, huit personnes ont, en effet, été placées sous mandat de dépôt par M. Yves Corneloup, juge d'instruction à Paris, chargé d'instruire aussi bien l'affaire des attentats que celle de faux monnayage dont la découverte permit aux enquêteurs d'avancer rapidement (*le Monde* du 2 mai). L'enquête a permis de découvrir dans une cache d'armes les plans de l'Élysée et de ses schémas de sécurité.

Des plans de l'Elysée dans une cache d'armes du F.L.N.C.

M. Corneloup a prononcé six inculpations pour contrefaçon de billets étrangers et six autres pour association de malfaiteurs, détention et transport d'armes, de munitions et d'explosifs, destruction ou dégradation de biens immobiliers ou mobiliers, préparées ou exécutées par une association de malfaiteurs. Les deux affaires étant imbriquées, quatre personnes sont inculpées dans l'une et dans l'autre

« *Du travail et de la chance.* » C'est la devise, modeste, de M. Jacques Genthial, chef de la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne. De la chance, cette enquête n'en a pas manqué : en cours avant les attentats, l'enquête sur une affaire de faux monnayage et une filature des renseignements généraux ont permis des interpellations et des perquisitions rapides. Mais du travail aussi : la robuste machinerie qu'est la brigade criminelle, capable de « *mettre le paquet* » sur une seule enquête, a fait ses preuves. Dans la course de vitesse avec la fin de garde à vue, dimanche matin, quelque soixante-dix inspecteurs et enquêteurs n'ont cessé d'être disponibles. Les lumières sont restées allumées au 36, quai des Orfèvres durant les deux nuits de vendredi à samedi et de samedi à dimanche, tandis que certains « patrons » étaient « sur le pont » depuis vendredi, 2 heures du matin.

Parallèlement aux interrogatoires des quatorze personnes interpellées, plusieurs perquisitions se sont révélées fructueuses. Dans les caves du lycée d'enseignement professionnel des métiers de la chimie, 13-21, avenue Boutroux (13e), dont l'un des inculpés, François Marcelli, était le concierge, sont trouvés dix-huit détonateurs, des faux dollars et du matériel ayant servi à fabriquer des bombes. A Romilly-sur-Seine (Aube), enterrés dans le jardin de la maison de campagne des parents d'Edmond Perfettini, sont découverts seize kilos d'explosifs et vingt détonateurs.

Enfin, dans un box du 99, avenue du général Leclerc (14e), l'un des inculpés, Jean-Dominique Gladieu, a entreposé des pistolets mitrailleurs, des détonateurs, des explosifs ainsi que dix-neuf feuillets photocopiés des plans et des schémas de sécurité du palais de l'Élysée. Une découverte qui ne manquera pas de susciter une enquête parmi les personnels chargés de la protection de la présidence de la République, d'autant plus qu'à cette même adresse, deux militants proches d'Action directe, Michel Camilleri et Charles Grosmangin, avaient été arrêtés en septembre 1982, alors qu'ils sortaient d'un autre box contenant des explosifs.

Aveux

Les policiers sont d'autant plus satisfaits qu'ils ont réussi à confondre les inculpés et à obtenir leurs aveux. Ainsi Alain Dablemont, trente-quatre ans, trouvé en possession de 4 440 fausses coupures de 100 dollars et Jacques Dupuy, quarante-huit ans, imprimeur, déjà condamné pour une affaire de faux billets, ont reconnu faire ce travail pour le compte du F.L.N.C. Leur interlocuteur : Jean-Dominique Gladieu, vingt-neuf ans, employé à la B.N.P., qui a financé l'achat du matériel destiné à la fabrication de 9 500 faux billets de 100 dollars. Ce dernier affirme être le responsable du F.L.N.C. à Paris, poste auquel il a remplacé François Gaggini, avoue avoir été l'organisateur des attentats *et reconnaît avoir participé personnellement* à celui de la gare de l'Est et à trois tentatives à Alfortville (Val-de-Marne).

François Marcelli, trente-quatre ans, reconnait avoir fabriqué des bombes, dans les caves du LEP, sur les directives de François Gaggini, et avoue sa participation à l'attentat de la gare d'Austerlitz et à trois tentatives à Créteil (Val-de-Marne). Gaggini, quarante et un ans, gérant d'une société de flippers, reconnaît avoir dirigé la fabrication des bombes. Mathieu Gavi, trente cinq ans, chauffeur routier, admet avoir mis son appartement à la disposition des faux monnayeurs pour massicoter et mettre en liasses les faux billets. Enfin, Jean-Pierre Bustori, vingt-six ans, employé au commissariat général du Plan et Edmond Perfettini, vingt-cinq ans, sans profession, les deux hommes repérés jeudi soir, par les R.G. à la gare Montparnasse, disent avoir déjà tenté de faire exploser une conduite de gaz dans la vallée de Chevreuse, au cours de la nuit du 16 au 17 février 1982.

Tous les inculpés risquent vingt ans d'emprisonnement.

EDWY PLENEL.

En 1982
ELF-AQUITAINE A REALISE UN BENEFICE NET DE 3,5 MILLIARDS DE FRANCS

Le résultat net de la société Elf-Aquitaine pour 1982 est supérieur à ce qui était attendu : le bénéfice consolidé de la société pétrolière s'est élevé à 3,52 milliards de francs contre 2 milliards prévus dans les comptes provisoires publiés en janvier.

Ce résultat, souligne Elf-Aquitaine, « *est proche* » de celui de 1981, qui atteignait 3,6 milliards de francs. L'amélioration enregistrée est due en grande partie au remboursement par l'Iran à Elf depuis janvier d'un arriéré de dettes qui ont permis de réintégrer 1,6 milliard de francs de provisions antérieurement constituées dans les comptes de la société. « *Ce qui apure définitivement* » la situation d'Elf dans ce pays, précise la société nationale.

Le chiffre d'affaires du groupe Elf – sans prendre en compte les participations dans Ato, Chloé et Le Nickel – s'est élevé à 114,8 milliards de francs, contre 104 milliards en 1981 et la marge brute d'autofinancement (après exploration) s'est établie à 11,3 milliards de francs contre 10,9 en 1981.

Le conseil d'administration de Elf proposera, comme pour l'exercice précédent, que le dividende net soit fixé à 10,50 francs par titre de 10 francs, soit, avec l'avoir fiscal, une rémunération globale de 15,75 francs par titre. La part du bénéfice consolidé ainsi distribuée sera en augmentation de 1 % par rapport à 1981.

Les investissements de Elf, en 1982, se sont élevés à 15,1 milliards de francs, contre 11,4 milliards en 1981. Elf, dont la marge brute d'autofinancement n'a été que de 11,3 milliards de francs, à donc dû emprunter, faisant passer son ratio d'endettement de 33,5 % en 1981 à 34 % en 1982.

LE DOLLAR A 7,40 F

Le dollar a fait preuve le 2 mai d'une particulière fermeté. Il cotait à Paris 7,40 F et 2,4680 marks à Francfort.

La fermeté du dollar fait suite à deux déclarations du secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan.

Si M. Delors a qualifié de « *pas en avant* » la réunion de Washington préparatoire au sommet de Williamsburg, M. Regan a affirmé que les autorités américaines n'avaient pas l'intention d'intervenir plus fréquemment sur le marché des changes qu'elles ne l'avaient fait dans le passé (soit quatre fois en deux ans et demi). Les interventions, a ajouté M. Regan en commentant le rapport Jurgensen (*le Monde* du 2 mai), ne sont pas en mesure d'aller à l'encontre des tendances fondamentales et « *les tentatives qui seraient faites pour les utiliser à cette fin pourraient bien s'avérer contre-productives* ». Il s'est trouvé quelque peu appuyé par le ministre ouest-allemand des finances, M. Stoltenberg, qui a affirmé qu'il appartenait à chaque pays de créer les conditions propices à la stabilité de sa monnaie au moyen de politiques internes solides.

M. Regan a déclaré par ailleurs à l'hebdomadaire *Newsweek* que le déficit budgétaire constituait « *la menace la plus grande pour la reprise économique* ». « *Si nous continuons à avoir un déficit de 200 à 250 milliards de dollars l'année prochaine, nous ne parviendrons pas à faire baisser les taux d'intérêt* », a encore assuré le secrétaire au Trésor.

● « *La France doit demander le démantèlement total et non partiel des montants compensatoires monétaires* », a déclaré samedi 30 avril M. Alexis Gourvennec, président de la caisse régionale de Crédit agricole du Finistère. « *Il n'y a aucune raison qu'elle ne l'obtienne pas*, a-t-il poursuivi, *puisqu'il s'agit d'une simple formalité communautaire.* » Toutefois, M. Gourvennec estime que la France ne tient pas tellement au démantèlement, car « *cela sert à court terme le programme de Jacques Delors* » [de lutte contre la hausse des prix]. « *Lorsque le ministre de l'économie et des finances a demandé la réévaluation du mark, il savait bien que trois mois plus tard il ne pourrait demander le démantèlement des M.C.M. Pourtant le gouvernement devra bien en passer par là. Sinon il n'aura pas la paix avec les paysans, pas pour des raisons politiques mais uniquement économiques.*

En Afghanistan
LES MAQUISARDS ONT EXÉCUTÉ UNE CINQUANTAINE DE SOLDATS GOUVERNEMENTAUX

Dans la province afghane de Paktia, limitrophe du Pakistan, l'aviation soviétique bombarde les résistants le jour, mais ceux-ci profitent de la nuit pour poursuivre leurs attaques. Ils ont récemment, selon un envoyé spécial de l'A.F.P., pris le fort de Barri, un des avant-postes de la ville de Khost, le troisième – sur sept – depuis que la bataille pour cette ville a commencé en avril 1982. Il a fallu deux mois de harcèlement pour que les maquisards, appuyés par deux chars soviétiques pris quelques jours avant, entrent le 26 avril à Barri.

Ensuite ils ont emporté tout le matériel – armes, munitions, ravitaillement – et ont fusillé une cinquantaine de soldats de la garnison faits prisonniers. « *Les communistes irrécupérables ont été exécutés. D'autres qui tentaient de s'échapper ont été abattus* », a dit l'un des gardiens. Plusieurs milliers de soldats gouvernementaux et une centaine de Soviétiques sont enfermés à Khost.

D'autre part, dans un discours prononcé la semaine dernière, M. Babrak Karmal, chef du régime de Kaboul, a dénoncé « *le régime militaire pakistanais, qui joue le rôle d'un tremplin pour l'agression* (contre l'Afghanistan) *et y participe indirectement et activement* ». Il a aussi appelé le parti populaire démocratique (P.P.D.A., communiste) à s'unir : « *Si le parti n'est pas consolidé à partir de l'unité de ses rangs, il lui sera impossible de mener une lutte efficace à l'échelle du pays tout entier* », a-t-il dit.

● *Déraillement du turbotrain Grenoble-Lyon : un mort.* – Le turbotrain assurant la liaison entre Grenoble et Lyon a déraillé dimanche 1er mai en entrant en gare de Bourgoin-Jallieu (Isère). Un passager a été tué et deux autres grièvement blessés. Le train avait heurté une coulée de boue provoquée par les pluies incessantes qui tombent sur la région depuis plusieurs jours.

Les CAR : comment agir pour « extirper » le marxisme ?

Sur le thème : « *Réussir l'après-municipales* », les Comités d'action républicaine (CAR) ont tenu, samedi 30 avril, à Paris, une réunion publique. Au cours de cette réunion, qui était placée sous le patronage de M. Francisque Collomb, sénateur non inscrit du Rhône et maire de Lyon, *et qui a rassemblé* quelque cent cinquante personnes, les responsables des CAR se sont efforcés de définir la « mission politique » des élus municipaux de l'opposition.

« *Aidée par le mécontentement de nombreuses catégories sociales et professionnelles qui se dressent pour contester le gouvernement, l'opposition,* a noté M. Bruno Megret, président des CAR, *peut sans doute gagner les prochaines élections nationales sans avoir au préalable gagné la bataille locale. Mais,* a-t-il ajouté, *elle ne pourra pas gouverner durablement et valablement sans une victoire en profondeur sur le terrain. Il ne faut pas,* a-t-il expliqué, *limiter l'action municipale à la gestion des services municipaux.* » Selon lui, « *gagner la bataille locale, c'est chercher à combattre, à extirper le marxisme partout où il s'est infiltré, c'est promouvoir des valeurs de renouveau qui rendront un avenir à la France : l'idéal et la fraternité, l'enracinement et la communauté, l'ambition et l'effort, la liberté et la loi* ».

M. Guillet (R.P.R.), adjoint au maire de Sèvres et membre du Mouvement national des élus locaux (M.N.E.L.), invité à définir l'attitude des minorités d'opposition dans les villes « *socialo-communistes* », a mis en garde les élus d'opposition contre deux pièges, celui de la « *notabilisation* » et celui de la « *participation* ». « *Nous devons,* a-t-il dit, *traiter le pouvoir municipal comme nous traitons le pouvoir national et critiquer globalement la gestion socialo-communiste.* » Il a notamment insisté sur la nécessité de constituer de véritables « *contre-municipalités* » et a estimé possibles les « *actions de déstabilisation* ». « *Ce n'est pas dans la fraternisation que nous pourrons gagner la bataille locale* », a-t-il affirmé. « *Il ne faut pas croire au leurre de la participation à la gestion* ».

M. Ivan Chirverini, directeur de cabinet du maire de Lyon, a notamment déclaré : « *Les municipalités d'opposition doivent adopter une attitude offensive. Elles doivent coordonner leurs forces pour favoriser une réforme intellectuelle et morale, donner l'exemple d'une gestion saine et d'une administration impartiale, protéger les libertés et montrer l'importance du respect des droits et des devoirs de chacun. (...) Il n'est pas question pour les républicains de substituer un sectarisme à un autre. La rigueur de la morale politique est aussi payante à long terme que la rigueur de la morale économique.* »

Pour aider les conseillers municipaux et les maires de l'opposition les CAR ont mis sur pied un centre d'aide et de réflexion pour les élus locaux (CAREL) chargé d'analyser les situations locales, de proposer des argumentaires et des dossiers de travail. Le CAREL a déjà édité un premier dossier, « *Non aux manuels marxistes* », qui analyse les livres scolaires les plus répandus dans les classes de troisième, seconde, première et terminale.

★ CAREL : 103, rue Réaumur, 75002 Paris. Tél. : 233-40-50.

● *Le ministre britannique de l'énergie fait une tournée au Moyen-Orient.* M. Nigel Lawson, secrétaire britannique à l'énergie, a commencé le 1er mai une tournée de cinq jours dans le Golfe. Il rencontrera successivement les *ministres* du pétrole d'Arabie Saoudite, du *Koweit et des Emirats arabes unis.*

Qualifiée de « *visite de courtoisie* » par Londres, cette tournée laisse supposer une plus ample coordination des politiques pétrolières des pays membres et non-membres de l'OPEP.

Le numéro du « Monde » daté 2 mai 1983 a été tiré à 430 118 exemplaires
A B C D F G H

